

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,80 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,50 dir; Tunisie, 1,30 mt; Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 1,20 sch; Belgique, 13 fr.; Canada, \$ 0,75; Côte-d'Ivoire, 135 F CFA; Danemark, 2,75 kr.; Espagne, 40 pes.; Grèce, 25 dr.; Israël, 15 NIS; Italie, 400 L.; Japon, 250 y.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 24 esc.; Suède, 130 F SFA; Suisse, 2,00 fr.; Thaïlande, 10 baht; U.S.A., 20 cts; Yougoslavie, 15 din.

Tarif des abonnements page 36

S. RUE DES ITALIENS  
75002 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. 457-23 Paris  
Tél. Paris n° 53422  
Tél. : 246-72-23

**Les suppressions d'emplois dans la sidérurgie frappent durement le Valenciennois et Longwy**

LIRE PAGE 38

## BULLETIN DU JOUR

### Le roi Hussein à Paris

La visite officielle qu'effectue le roi Hussein de Jordanie en France à partir de ce lundi 11 décembre intervient au moment où les négociations israélo-égyptiennes traversent de graves difficultés. Les conversations que le souverain jordanien aura avec le président Giscard d'Estaing porteront donc essentiellement sur la situation au Proche-Orient et la recherche de la paix.

Lors de son précédent passage à Paris, en septembre 1977, le roi Hussein avait fait part à son hôte de sa vive préoccupation au sujet de la politique menée par le gouvernement de Jérusalem en Cisjordanie depuis l'arrivée au pouvoir de M. Begin. Ce dernier répétait alors sans trêve qu'il n'avait nullement l'intention d'abandonner « la Judée et la Samarie » à un « pouvoir étranger ».

Après le voyage historique du président Sadate à Jérusalem, les accords de Camp David ont prévu une forme limitée d'autonomie interne en Cisjordanie et à Gaza. Mais le souverain jordanien a formulé de graves réserves à l'égard de ces accords.

Tout en faisant savoir que la Jordanie ne se considérait nullement engagée, le roi Hussein a également souligné que le sommet arabe qu'il a présidé à Damas le 10 décembre dernier n'a pas permis de fermer la porte à une éventuelle participation de son pays aux négociations israélo-égyptiennes. Il a tenu cependant à préciser que certaines conditions devaient être remplies au préalable. Le souverain jordanien exige notamment l'assurance que l'issue des négociations, le retrait d'Israël des territoires occupés en 1967 sera total et que seront reconnus les droits inaliénables des Palestiniens à l'autodétermination « dans le cadre d'un règlement global ».

Il estime que, en l'absence de garanties précises sur ces points, qu'il juge essentiels, les accords de Camp David ne peuvent aboutir qu'à une paix séparée à laquelle il ne s'associerait pas sans risquer de mettre en péril son royaume, dont la population, il ne faut pas l'oublier, comprend des Palestiniens pour plus de la moitié.

Peu après la signature des accords de Camp David, le roi Hussein avait posé aux États-Unis, qui patronnent les négociations israélo-égyptiennes, une série de questions destinées à ses yeux à clarifier les implications de ces accords en ce qui concerne la Cisjordanie. Quel sera le statut de Jérusalem-Est ? La Cisjordanie et Gaza seront-ils souverains à l'expiration de cinq ans ? Qu'advient-il des troupes et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie ? Apparemment, les réponses de Washington à ces demandes d'éclaircissement n'ont pas paru satisfaisantes au souverain jordanien, qui, en dépit de multiples pressions américaines, a fermement maintenu son refus de participer aux entretiens entre Le Caire et Jérusalem à leur stade actuel.

La fin de non-recevoir opposée par M. Begin à la demande de M. Sadate d'établir un lien entre le règlement de Sinaï et l'avenir de la Cisjordanie et de Gaza, les récentes indiscretions d'origine israélienne indiquent que, même après l'autonomie, le pouvoir réel sera toujours détenu dans ces territoires par le gouvernement militaire, renforcé singulièrement des appréhensions du roi Hussein sur les intentions véritables de M. Begin en ce qui concerne l'avenir de la « Judée-Samarie ».

(Lire nos informations page 3.)

## Les manifestations en Iran

### Des défilés d'une ampleur sans précédent se succèdent à Téhéran

Au lendemain du gigantesque cortège du dimanche 10 décembre, plus d'un million d'Iraniens sont redescendus dans la rue ce lundi matin à Téhéran, transformant ainsi la célébration de l'Achoura, qui marque le sommet du mois de deuil chite, en une nouvelle et importante manifestation contre le chah.

Dimanche, le défilé qui avait duré plus de six heures avait groupé plus d'un million de manifestants, sans donner lieu au moindre incident. Les mots d'ordre lancés ce lundi par les manifestants paraissent cependant plus durs que ceux de la veille. C'est ainsi que sur la large avenue Chah Reza, des groupes de jeunes gens exhibent des photos de « martyrs tués par les militaires », crient « mort au chah ».

Dans toute la capitale, où les militaires sont aussi discrets que la veille, on entend s'élever les chants rythmés des manifestants qui convergent vers le centre de Téhéran.

## L'embaras de Washington

De notre correspondant

Washington. — Bien que les officiels américains affirment sur tous les tons que la politique des États-Unis envers l'Iran et leur soutien au chah « n'ont pas changé », le ton et même les gestes marquent une singulière évolution depuis une semaine. Tout a commencé par un « lapsus » révélateur de M. Carter, jeudi 7 septembre. Répondant à un journaliste qui l'interrogeait sur les chances du souverain iranien de se maintenir au pouvoir, le président a dit : « Je ne le sais pas, mais je l'espère ». Sans doute s'est-on aussitôt empressé de couper court aux « interprétations erronées », mais la remarque restait d'autant plus valable qu'elle reflétait l'érosion de certitudes constatée dans tous les milieux où se jouent les chances de survie du régime.

Parmi les gestes concrets, la décision d'évacuer partiellement les ressortissants américains est une autre source d'embaras pour le gouvernement. Là encore, on assure, comme cela a été fait encore ce dimanche par le département d'État, qu'il ne s'agit pas d'une « évacuation ». Le Maison Blanche a simplement décidé de prendre à sa charge les frais de rapatriement des familles de personnes militaires et civils travaillant pour le gouvernement américain en Iran, sans lui adresser pour autant de consignes de départ. Mais il n'en fallait pas plus pour donner le signal de l'exode et encourager les entreprises privées — déjà échauffées par l'incendie des bureaux de la compagnie Grumman à Ispahan — à faire de même.

Le Pentagone entrait d'ailleurs lui-même en scène samedi, en envoyant cinq avions de transport C-141 à Téhéran pour « aider à accélérer » le départ des ressortissants américains. On estime ici que mille deux cents d'entre eux ont quitté le pays entre samedi et dimanche, s'ajoutant aux cinq mille environ qui sont partis au cours des deux derniers mois. Il reste encore, selon le département d'État, de trente-cinq mille à quarante mille Américains en Iran, mais ce nombre devrait fondre assez rapidement à la rythme

actuel des départs se maintenant. La décision d'autoriser cette évacuation a été prise mercredi 6 décembre au soir par le Conseil national de sécurité, lequel, fait exceptionnel, s'est réuni en présence d'un vétéran de la diplomatie américaine invité à reprendre du service pour l'occasion, M. George Ball, l'ancien secrétaire d'État adjoint de Kennedy et de Johnson, chargé de conseiller la Maison Blanche sur « les problèmes du golfe Persique », aurait demandé cette évacuation, alors que l'actuel ambassadeur des États-Unis à Téhéran, M. William Sullivan, aurait été plus réticent.

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 3.)

## La limitation des armements

### L'accord SALT pourrait être signé en janvier par MM. Brejnev et Carter

L'accord soviéto-américain sur la limitation des armements stratégiques (SALT 2) pourrait être conclu avant la fin de l'année et signé à Washington, au cours du mois de janvier 1979, par MM. Carter et Brejnev, annonce la revue « Time » ce lundi 11 décembre. Un porte-parole du département d'État a refusé de démentir ou de confirmer la nouvelle.

Au Caire, où se trouve M. Vance, le porte-parole du département d'État a cependant confirmé que MM. Vance et Gromyko se rencontreraient à Genève ce mois-ci.

C'est la semaine dernière, selon l'hebdomadaire américain, qu'une « période décisive » aurait été effectuée dans la négociation SALT 2, qui était bloquée pratiquement depuis le sommet Brejnev-Ford tenu en 1974 à Vladivostok. Ces progrès déterminants auraient été accomplis par M. Vance, secrétaire d'État, et par M. Dobrynine, ambassadeur soviétique à Washington, au cours de deux journées d'entretiens qu'ils ont eues au département d'État. Ces progrès devraient être « officialisés » par M. Vance et M. Gromyko, le ministre soviétique des affaires étrangères, les 20 et 21 décembre au cours d'une rencontre à Genève. Toujours selon « Time », les chefs des diplomates américaine et soviétique pourraient alors s'entendre, sauf obstacle de dernière minute, sur un sommet Carter-Brejnev, qui pourrait avoir lieu à la mi-janvier à Washington, et au cours duquel serait signé l'accord SALT 2.

Interrogé dans la nuit de dimanche à lundi sur l'article de « Time », un porte-parole du département d'État a refusé de confirmer ou de démentir l'information. « Je ne peux pas confirmer cela », a-t-il seulement

J. A.

(Lire la suite page 6.)

## Les intellectuels et le P.C.F.

### La rencontre de Vitry n'a pas dissipé tous les désaccords

Depuis la rupture de l'union de la gauche et l'échec de l'opposition lors des élections législatives, un débat s'est engagé entre communistes. Il a été marqué, au printemps, par la contestation publique d'un certain nombre d'orientations du P.C.F. par des intellectuels du parti. Conséquence de l'existence d'un trouble qui n'affecte pas seulement les cinquante mille intellectuels membres du P.C.F., la direction de ce parti, dont le comité central est convoqué pour mardi et mercredi, a cherché, samedi et dimanche, à Vitry, à renouer le dialogue.

Elle avait convié, pour une rencontre sans précédent dans l'histoire du P.C.F., quatre cents militants responsables. M. Althusser, souffrant, était absent. Peu de femmes étaient présentes à cette réunion, et la moyenne d'âge des participants était relativement élevée.

Les désaccords existant entre la direction et un certain nombre d'intellectuels n'ont pu être tous résolus, et il se sont surtout polarisés sur l'analyse de la situation dans les pays socialistes.

(Lire page 11 l'article de THIERRY PFISTER.)

## Un entretien avec M. Jean François-Poncet

### L'appareil diplomatique de la France doit être adapté et modernisé

M. Jean François-Poncet était secrétaire général de l'Élysée et le plus proche collaborateur de M. Giscard d'Estaing quand il a été nommé, le 29 novembre, ministre des affaires étrangères. Dans un entretien avec J. Amalric, J. Decoury et M. Delacroix, il explique quel doit être le rôle du Quai d'Orsay dans la manœuvre de la politique étrangère du président de la République.

Le nouveau ministre expose les modifications intervenues dans les relations internationales, et les modernisations qu'elles impliquent dans la fonction diplomatique.

L'appareil diplomatique, dit-il, doit être « adapté et modernisé ». Une politique efficace, explique M. François-Poncet, n'est pas seulement une affaire de crédit, et il souhaite que « l'ensemble du corps social - français participe à une action qui allie à « la rigueur » et à « la fermeté » une « volonté d'entente et de coopération ».

« Qui d'ailleurs le font » — prennent conscience des conditions dans lesquelles est conduite la politique extérieure de la France. Depuis les débuts de la V<sup>e</sup> République, ces règles sont partiellement claires. Elles résultent de la Constitution et de sa pratique. C'est le chef de l'État qui exerce la responsabilité suprême c'est lui qui fixe les objectifs et définit les orientations. Il faut voir que cette primauté correspond aux données objectives de la vie internationale contemporaine. Ces données sont multiples, mais toutes dans le même sens : l'habitude prise pendant la guerre des rencontres au sommet, l'apparition de l'arme nucléaire dans l'arsenal des plus grandes puissances, le fait que la dimension internationale pénètre tous les aspects de la vie d'une nation font que partout on a besoin, plus qu'autrefois, à la tête de l'État, d'un pôle de synthèse qui garantisse la cohérence de l'action, la continuité des choix et l'autorité des arbitrages. La coopération européenne, qui réunit périodiquement les chefs d'État ou de gouvernement, fournit un exemple supplémentaire de cette nécessité. Parce qu'elle engage, au-delà des relations diplomatiques classiques, le destin quotidien des peuples, elle impose que l'impulsion vienne du sommet de l'État.

« Cela implique une transformation dans le rôle du ministère des affaires étrangères, mais dans aucun cas une diminution de sa place ou une minoration de son impact. »

« Mais comment définiriez-vous alors le rôle du Quai d'Orsay ? »

« Ce rôle est multiple. Le ministère des affaires étrangères et le ministre occupent d'abord auprès du chef de l'État une fonction d'information et de proposition, ainsi qu'une fonction essentielle d'exécution et d'orchestration des décisions qui ont été prises. Ils ont aussi un rôle à jouer sous l'autorité du pré-

mier ministre pour coordonner l'action des autres ministères qui ont développé un rôle international. Ils ont également à assurer la conduite quotidienne de l'activité diplomatique ; enfin, le ministre doit défendre et expliquer la politique étrangère.

(Lire la suite page 7.)

## LE FESTIVAL DE LILLE

### Le court métrage sur la sellette

Héritier de l'ancien Festival de Tours qui, dans les années 50-60, rivalisa brillamment avec son confrère cannois par la qualité et la variété des sélections, ce Septième Festival international du film — encore une référence à Cannes — a eu le mérite, ce dont on ne se préoccupe plus guère sur la Croisette, de mettre au grand jour le métrage du cinéma français en général, par le biais du court métrage : qui va produire quel, avec quel argent, pour quel public, dans quelles salles ? Dans quelle mesure l'État est-il prêt à soutenir vigoureusement une industrie qui relève en priorité de la culture, à faciliter sinon la création, du moins la consommation des films pour le plus large public ?

Pour le Syndicat national des techniciens C.G.T. du cinéma et de la télévision, qui préconise ses positions à l'ouverture du Festival, la crise du court métrage français, inséparable de celle du cinéma français de long métrage, a sa spécificité et ses solutions. D'abord une réalité avouée : la somme dégagee par le C.N.C. pour soutenir le film court

c'est élevée, en 1977, à 4 500 000 F, contre 3 500 000 F en 1959 ; l'inflation n'a jamais été compensée. Pour la diffusion, il faut faire respecter l'obligation de projeter un complément de programme avec chaque film de long métrage, imposer à l'art et essai des quotas de programmes de courts métrages, négocier avec la télévision des créneaux réservés à ce type de production.

Voué déjà en partie comblé, puisque Antenne 2 annonce pour 1979 huit émissions mensuelles réservées au court métrage, l'après-midi à 17 h. 15, plus la programmation régulière, chaque dimanche, à 22 heures, de deux films courts. Un colloque, étalé sur deux matinées, devait dégager des « conclusions » très précises et indiquer quatre débouchés possibles : les groupes de diffusion du cinéma d'intervention (ou cinéma politique), les coopératives de cinéma expérimental, l'art et essai, et les ciné-clubs.

LOUIS MARCORELLES.

(Lire la suite page 25.)

avec ou sans pous cloutés

HIVER

20% de réduction

PARDESSUS HOMME

NICOLL

(Lire nos informations page 3.)

سكزامن الأصل

SÉCURITÉ SOCIALE

Pour un laboratoire à façon

Le déficit de la Sécurité sociale se confirme, permanent, irrédutable, obsédant. Les gestionnaires de son agence centrale (A.C.O.S.S.) s'arrachent les cheveux. Aggraver encore la charge des cotisations est détesté. Faire appel à l'État, ce serait faire appel à l'impôt. Il faudrait autre chose : un remède radical, au moins concernant un chapitre essentiel, la santé. J'en propose un tel, parfaitement simple, qui tient en une ligne, et dont j'ai la naïveté de croire que son efficacité serait foudroyante. Certes, son utilisation ferait hurler quelques puissants. Et après ? Chacun sait que l'industrie pharmaceutique empoche des bénéfices. Chacun sait aussi que, en revanche, les pharmaciens mutualistes détiennent des médicaments non pour produire des bénéfices, mais pour procurer aux malades des médicaments à prix raisonnables, c'est-à-dire amputés de tout bénéfice commercial. Chacun sait qu'existent des laboratoires « à façon » : pour un prix acceptable, ils vous fabriquent sur commande n'importe quelle spécialité pharmaceutique rigoureusement identique aux ampoules Machin, au grandis Chose ou aux pilules Ygrec. Délivrés sans marque, sous un simple numéro, le prix de ces médicaments « à façon » n'est plus que celui des composants et de la main-d'œuvre : toute la rançon payée sous forme de bénéfice à Machin, à Chose ou à Ygrec a disparu. A disparu aussi tout le surplus de rançon que représentait la publicité, cet énorme, ce prodigieux poste budgétaire des fabricants de médicaments. Alors, voici mon « remède » (sans jeu de mots) en une ligne :

par JACQUES-ROLAND DE RENÉVILLE (\*)

que la Sécurité sociale crée son propre laboratoire à façon ! Tel médecin prescrit-il de très onéreuses ampoules Théodule, de très coûteuses gélules Hippolyte ou des antibiotiques Gustave affreusement chers ? Le laboratoire de la S.S. les aura fabriqués en série, à prix coûtant, et ses ressources financières s'en trouveront allégées d'autant.

Vous m'objecterez que la production des médicaments de pointe exige des équipements très lourds. Que la gamme des diverses possibilités thérapeutiques est extraordinairement riche ? Qu'investir pour répondre à la demande pharmaceutique de ces assurés sociaux nécessiterait des capitaux considérables...

Je réponds ce que chacun sait : sur les milliers de médicaments que propose le dictionnaire Vidal, cent à cent cinquante seulement sont à la fois efficaces et authentiquement originaux ; les autres les copient ou sont de la mie de pain. Les médecins le savent bien, et mieux encore l'avisé qui délivre le visa ; cela suffit pour ruiner d'avance une autre objection encore, celle des brevets. Pourquoi autoriser dix laboratoires à fabriquer le même — ou à peu près — mélange laxatif sous le prétexte d'une différence absolument insignifiante entre celui-ci et celui-là ? Ou bien c'est grave, alors qu'attend-on pour n'en autoriser que deux ou trois ? Ou bien c'est sans importance, alors autorisez le laboratoire de la Sécurité sociale à en fabriquer un ouxème. Un de plus ou un de moins...

Du socialisme ? Non, du « social »

Quant aux équipements très lourds et aux capitaux considérables, ne me faites pas rire ! L'énorme déficit de la Sécurité sociale serait vite comblé, donc des investissements vite amortis, si elle se constituait sa propre « fabrique ». En deux ans, trois au plus, à condition de commencer par la fabrication de médicaments simples — donc par des fabrications simples aussi — pour ne s'élever que progressivement et par tranches jusqu'aux hormones, aux antibiotiques, aux cortico-stéroïdes, aux bêta-globulines, etc., elle assurerait l'investissement de la seconde tranche grâce à l'énorme économie réalisée sur la première, puis celui d'une troisième grâce à l'économie réalisée sur la seconde, etc. Cette boucle de neige grossirait vite. Essayez-donc ! Il faudrait des terrains ? Des bâtiments ? Des pharmaciens ? La belle affaire ! Terrains et bâtiments, les domaines sont là pour en procurer à des conditions avantageuses. Choisissez-vous que n'importe quel bâtiment ne puisse convenir ? Que s'impose un appareillage moderne très coûteux, servi par un personnel spécialisé ? Ces objections-là non plus ne sont pas sérieuses, au moment où toutes les industries, la pharmaceutique comme les autres, veulent se multiplier fusions, rachats et licenciements. Plutôt que se dissoudre dans un plus gros laboratoire, pourquoi un plus petit ne se donnerait-il pas corps et âme à la Sécurité sociale, quitte ensuite à grossir sous sa tutelle ? Quant aux pharmaciens, il suffirait d'aller attendre à la sortie des facultés de pharmacie : sans capitaux pour acheter une officine, ils seraient à votre disposition, trop heureux de voir créer et se voir attribuer des postes... On nommerait cela quelque chose comme Pharmacie mutualiste de la Sécurité sociale, et le législateur ne pourrait pas plus lui refuser sa bénédiction qu'aux pharmacies mutualistes. Parce que, enfin, il est exactement scandaleux qu'un produit X, nommons-le pudiquement acide acétyl-salicylique, soit acheté au même fabricant par deux concurrents, pour être vendu sous deux conditionnements distincts, chacun faisant payer par son malade l'énorme pénalité chargée de dupes celui-ci. « Mon, Durand, je fabrique l'acide acétyl-salicylique le meilleur ! » « Non, c'est moi, Dupont, qui fabrique le meilleur ! » Taisez-vous donc tous deux : c'est le même, et incorporant au prix le coût de vos bâtiments, vous faites payer à vos clients du néant. Il est vrai que l'acide acétyl-salicylique n'est pas remboursé par la Sécurité sociale, et que cela autorise ses fabricants à matraquer de publicité le public. Mais le matraquage publicitaire

(\*) Professeur de philosophie à l'université de Zolheim.

assés aux médecins ? « Mon cortico-stéroïde ou ma streptomycine sont excellents », dit l'un. « Les meilleurs, ce sont les miens », assure l'autre, et l'on rose des forêts pour imprimer cela sur des papiers publicitaires luxueux, que les médecins jettent à la poubelle, ou submerge de visiteurs médicaux leurs salles d'attente, ou les invite à la table des restaurants les plus réputés, sous prétexte de conférences, à l'occasion de colloques, etc. Qui paye ? La Sécurité sociale. Et pourquoi paye-t-elle ? Pour quel produit présenté par Daniel soit préféré au même produit présenté par tel autre, parce qu'il est sous conditionnement vert, l'autre sous conditionnement rouge. En un mot : « Il n'y a qu'à ». Ce serait du socialisme ? Non, puisque le propriétaire du moyen de production serait la Sécurité sociale. Ce serait tout au plus du « social », au sens scandinave de cette expression.

Demandez donc leur avis à la Sécurité sociale, aux pharmaciens mutualistes, aux hôpitaux, à l'Assistance publique, aux médecins, et puis essayez donc ! Si cette suggestion suscite un tollé, c'est qu'elle aura touché là où cela fait mal. Rappelez-vous Nader...

Tous les Français sont concernés

par ROGER BURNEL (\*)

La situation de la Sécurité sociale est maintenant considérée comme étant très préoccupante. On serait tenté d'écrire : « Enfin, un jugement lucide ! » On a éprouvé progressivement les « fausses solutions », par exemple, celle du transfert sur des branches déficitaires, de plus de 40 % du taux des cotisations d'allocations familiales (16,5 % à 9 %) et celle du prélevement des cotisations non distribuées des caisses d'allocations familiales (plus de 22 milliards de francs depuis 1968). On est maintenant en présence d'une double situation : un état financier critique et une compensation des charges familiales en dessous de son niveau équitable. Aucun gouvernement ne pourra prendre les mesures nécessaires de composition familiale ni créer un vrai statut de la mère — ce qui est commandé par un impératif de justice sociale, et ce qui serait un facteur du redressement démographique indispensable — tant qu'il n'aura pas été traitée durablement la situation de l'assurance-maladie et de la vieillesse.

Un aspect politique

Le financement de la Sécurité sociale ne peut pas être écarté du contexte économique, celui des particuliers et celui des entreprises. On ne peut distribuer que ce qui est collecté par l'impôt et par les cotisations. En tout, il y a un seuil. La situation de la Sécurité sociale appelle des mesures immédiates, qui, dans leur formulation, ne devraient pas contrarier l'obligation d'elles progressivement sur le vie d'orientations politiques plus profondes. Qu'on se souvienne de l'avenir de la taxe professionnelle ! Tous les Français sont concernés par la Sécurité sociale. Qu'il s'agisse de santé, de retraite, ou de responsabilités éducatives, notre qualité de vie personnelle et familiale est en cause. Quels types de protection sociale demandent aujourd'hui les Français ? Quel effort financier peuvent-ils supporter ? Les différents « corps intermédiaires », auxquels nos compatriotes font confiance pour représenter et défendre leurs intérêts professionnels et familiaux, ont compétence pour répondre à ces questions. Tous le feront avec raison, car il n'en est aucun qui ne soit attaché à une sécurité sociale marquée de ses caractéristiques de solidarité et de respect de personnes, et que gèrent tous ceux qui ont intérêt à ce qu'elle ait un fonctionnement juste et efficace.

L'UNAF annule un tel débat. Dans le domaine plus précis de la compensation des charges familiales (prestations et mesures fiscales), elle est prête à négocier un plan progressif sur cinq ans. Il n'est pas normal que le budget social échappe à l'initiative et au contrôle du Parlement. Au-delà de l'importance des sommes en cause, il y a un aspect politique. Dans une perspective de solidarité et de lutte contre les inégalités, l'UNAF n'est opposée ni à un dépeçage progressif ni au recours à la voie fiscale pour prendre en charge certains éléments achetés à la voie sociale par le paiement de cotisations familiales (UNAF).

(\*) Président de l'Union nationale des associations familiales (UNAF).

La fausse solution

par ALAIN EUZEBY (\*)

DANS les nombreuses discussions et controverses suscitées par les modalités actuelles de financement de la Sécurité sociale, l'assiette des cotisations patronales est de plus en plus critiquée (1). Assises sur les seuls salaires, ces cotisations se présenteraient en effet, selon les adversaires de ce système, comme un véritable impôt sur l'emploi. Elles favoriseraient le remplacement de travailleurs par des machines et pénaliseraient les entreprises fortement utilisatrices de main-d'œuvre. Il conviendrait alors, surtout en cette période de montée du chômage que nous vivons, de faire reposer les cotisations patronales sur une base plus large, et en particulier sur la valeur ajoutée des entreprises.

Sensibilisés à ce problème, les parlementaires avaient déjà prévu, dans la loi du 24 décembre 1974

Un diagnostic contestable

Or, face aux conclusions, toutes très nuancées, qui lui ont été remises, le gouvernement va prendre maintenant une décision. D'ailleurs, la fameuse réforme du financement de la Sécurité sociale reste encore, et plus que jamais avant l'empire des

déficits annoncés, à l'ordre du jour... L'extension de l'assiette des cotisations patronales à la valeur ajoutée dans le but de favoriser l'emploi, notamment en allégeant les charges sociales des entreprises les moins mécanisées, devrait, en tout état de cause, être écartée des réformes envisageables.

Elle repose d'abord sur un diagnostic contestable. Il est loin d'être prouvé en effet que les cotisations patronales dévalorisent les entreprises qui utilisent beaucoup de main-d'œuvre. Il est vrai que les parts représentées par ces cotisations dans le valeur ajoutée, généralement avancées comme indicateurs de pénalisation, varient considérablement selon les secteurs d'activité et selon les entreprises. Mais ce qui compte, en définitive, ce sont

la rentabilité, la capacité d'auto-financement et la compétitivité. Or, ces éléments ne sont pas significativement influencés par le niveau atteint par ces parts. Les entreprises dont les parts sont les plus élevées ne sont pas forcément celles qui obtiennent les plus mauvais résultats ; pas plus que celles qui enregistrent les pertes les plus faibles ne sont nécessairement les plus rentables, les plus capables de s'auto-financer, ou les plus compétitives. D'ailleurs, dans la mesure où, selon toute vraisemblance, les cotisations patronales sont incorporées dans le prix de revient et de vente, les entreprises qui fonctionnent avec peu de main-d'œuvre et beaucoup d'équipement supportent des cotisations « indirectes » lors de leurs achats de matières premières, de machines ou d'énergie.

Mais il y a plus grave. L'élargissement de l'assiette à l'aller ajoutée présente le risque d'aller à l'encontre de l'objectif recherché en ayant précisément un impact négatif sur la croissance économique et sur le niveau de l'emploi. Il n'opérerait pas seulement un transfert de charges sociales des entreprises de main-d'œuvre vers les entreprises très mécanisées, il pénaliserait aussi les investissements en tant que tels car ceux-ci seraient frappés deux fois : en amont, dans les charges d'exploitation supportées par la fabrication des biens d'équipement, et en aval, dans l'amortissement de leur coût puisque cet amortissement fait partie de la valeur ajoutée. D'autre part, et pour la même raison, les bénéfices seraient également frappés. Une telle mesure risquerait donc de provoquer un ralentissement de la modernisation des secteurs les plus mécanisés et les plus dynamiques ; ce qui aurait des répercussions au niveau de leur compétitivité, de la croissance économique et, finalement, de l'emploi.

Quelles prestations financées par l'Etat ?

Enfin et surtout, toute mesure d'élargissement de l'assiette serait très injuste vis-à-vis des petites entreprises individuelles qui n'emploient pas de salariés, mais qui devraient alors tout de même payer des cotisations patronales ! On pourrait sans doute envisager, comme le suggère l'étude du commissariat général du Plan, d'exclure les entreprises qui n'emploient pas de personnel du champ d'application du nouveau système. Mais alors, quel des entreprises salariales ? L'embauche d'une ou deux personnes seulement suffirait-elle à soumettre une entreprise au prélevement de cotisations sociales sur l'ensemble de la valeur ajoutée qu'elle crée ? Ce cas de petites entreprises individuelles n'est pas seulement important en soi ; il révèle, sur un plan plus général, toute l'ambiguïté provoquée par la dissociation entre versement de cotisations sociales patronales et emploi de salariés. Cette dissociation contredirait à ces cotisations le caractère d'un véritable

tableau prévisionnel fiscal. Ceci ressort nettement des arguments selon lesquels une assiette plus large est mieux révélatrice de la capacité de contribution des entreprises à la couverture des dépenses de la Sécurité sociale et permettrait de ne plus faire reposer sur le seul travail certaines charges qui n'ont rien à voir avec l'activité de ce facteur de production. Mais, dans la perspective d'une fiscalisation de la Sécurité sociale, les vraies questions devraient consister plutôt à se demander quelles sont les prestations qu'il faudrait faire financer par l'Etat et à quels types de mesures fiscales celui-ci devrait alors recourir pour faire face à l'augmentation de ses charges...

(1) Voir notamment le compte rendu du débat sur la Sécurité sociale à l'Assemblée nationale et sous la présidence de M. Durand (le Monde du 26 mai 1978). (2) « Problèmes posés par le mode de calcul des cotisations sociales, notamment au regard des industries de main-d'œuvre », Journal officiel du 27 mai 1974. (3) Rapport remis par le commissaire au Plan au premier ministre à la fin du mois de juin 1977.

La troisième voie : des économies pour la gratuité des médicaments

par MICHEL LE MOUX (\*)

UNE fois encore le budget de la Sécurité sociale est déséquilibré, le déficit représenté tant à 3 % des dépenses sociales, et la manœuvre habituelle gagne les passagers du navire. On se jette des milliards à la tête, les raisons de sacrifier les autres étant, bien sûr, évidentes, et l'on débouche toujours sur les deux propositions antagonistes :

- 1) Il faut réduire les prestations pour ne pas augmenter les cotisations.
2) Il faut augmenter les cotisations pour ne pas réduire les prestations.

Il existe pourtant une porte de sortie à ce dilemme, mais elle présente le grand inconvénient de gêner tout le monde et d'être présentée par une catégorie sociale peu intéressée : des pharmaciens de campagne. Que disent-ils ?

Augmentons les cotisations franchement (solution 2), mais en augmentant aussi les prestations, moins nettement (solution 1).

Cette idée s'appuie sur une constatation toute simple : trois assurés sociaux sur quatre cotisent à une assurance complémentaire, mutuelle ou compagnie. De cela, M. de La Palice aurait dû déduire :

ils ne cotiseraient pas à des assurances complémentaires. 2) Ils acceptent de payer pour être mieux remboursés, car ces assurances n'ont rien d'obligatoire.

Conclusion de cet impressionnant raisonnement : la Sécurité sociale doit supprimer un ticket modérateur qui ne modère plus grand chose, et rembourser les assurés à 100 % ; en échange, évidemment, elle recevra les cotisations qui vont actuellement aux assurances complémentaires.

Les avantages d'une telle simplification sont évidents. Le budget santé du ménage français moyen ne varierait pas. Mieux ! d'énormes économies seraient réalisées : sur les frais de gestion tout d'abord, puisque d'après l'inspection des affaires sociales, le coût de fonctionnement des organismes complémentaires représentés 150 à 200 % de celui du régime général. Sur les frais de gestion, encore, par la suppression des paperasses sur le remboursement à divers taux, puisque, selon la même inspection, la gratuité et l'uniformité des taux de remboursement des frais pharmaceutiques économiseraient plus de 10 millions de francs. Enfin, la

Pharmaciens dans le Caivados, membre des groupements pharmaceutiques Giphar.

gratuité des médicaments réduirait le recours des plus défavorisés à l'hospitalisation. Une réforme aussi simple et bénéfique emporterait facilement les suffrages des Français. Aussi se garde-t-on bien de leur demander leur avis.

Car notre bon vieux ticket modérateur fait vivre de puissants organismes, qui se partagent le juteux marché qu'il représente : la Mutualité française (la gâche), les grandes compagnies d'assurances (le capital). Nous placerons au milieu les professions libérales, toujours méfiantes, surtout la pharmacie, dont les représentants sexagénaires sont allergiques à toute modification du statut élaboré par le marchand. Enfin, au-dessus, le gouvernement nous expliquera que cela amènerait une surconsommation des soins.

Nos petits pharmaciens de campagne objecteront évidemment que ce qu'ils proposent existe déjà (ou presque) dans certains départements de l'Est, où les cotisations sont plus élevées et le ticket modérateur plus réduit du fait de l'action menée par l'ennemi héréditaire entre 1870 et 1918. Résultats : la consommation des soins et des médicaments y est inférieure à la moyenne nationale. Alors pourquoi pas un essai ailleurs. C'est, en tout cas, ce que demandent les pharmaciens de campagne.

Advertisement for 'Histoire' magazine. The ad features a large illustration of a man's face and the text 'Histoire est un voyage'. Below the main title, it lists various topics covered in the magazine, such as 'L'histoire de la France', 'L'histoire de l'Europe', and 'L'histoire de la culture'. The ad also includes the name of the publisher, 'GOUTE & ASSOCIÉS', and the address '100 rue de la Harpe, 75005 Paris'.

Advertisement for Casio calculators. The ad features a large illustration of a Casio calculator and the text 'UNE CALCULATRICE UNE MONTRE UN REVEIL...'. Below the main title, it lists various models of calculators, such as 'Casio CC-81', 'Casio CC-82', and 'Casio CC-83'. The ad also includes the name of the distributor, 'Importateur exclusif NOBLET-PARIS', and the address '100 rue de la Harpe, 75005 Paris'.

LA CRISE EN IRAN

LA MANIFESTATION DU 10 DÉCEMBRE A TÉHÉRAN

Une marée humaine sûre de sa force fervente et disciplinée

Téhéran. — Enorme. Gigantesque. Colossal... La manifestation politico-religieuse qui a marqué, le dimanche 10 décembre, le neuvième jour du grand deuil chah à Téhéran est sans précédent dans l'histoire de l'Iran moderne (1). Organisée à l'appel de l'ayatollah Taleghani par un conseil groupant les religieux et tous les courants de l'opposition modérée, ce défilé a été impressionnant par son ampleur, sa durée, sa ferveur, sa détermination et sa discipline. Le succès a été tel qu'une nouvelle manifestation de même genre a été décidée pour ce lundi, dernier jour de deuil commémorant le martyre de l'imam Hussein.

Dès 8 heures, dimanche matin, les principaux chefs politiques se retrouvent dans la modeste maison de l'ayatollah Taleghani, rue Tonekaboni, dans le centre de la ville. Avant d'entrer dans le salon, chacun quitte ses chaussures selon la coutume. Il y a là entre autres, M. Karim Sandjabi, secrétaire général du Front national, et son adjoint, M. Darius Forouhar, — tous deux récemment libérés — M. Bazargan, chef du Mouvement de libération de l'Iran, l'écrivain Sayed Djavad, un dirigeant du Bazar, et plusieurs chefs religieux dont l'ayatollah Khomeiny venu spécialement de la ville sainte de Mécque, l'ayatollah Sadr Balaghi, autorité religieuse respectée et l'ayatollah Kamehali, considéré comme une « tête politique ». Ce sont eux qui conduisent le cortège.

Pendant ce temps, environ 1,5 million d'Iraniens — 3 millions selon l'opposition — se regroupent en sept points de la capitale et commencent à converger vers l'avenue Chah-Rasza avec, à leur tête, cent volontaires-quotidien mollah et les dirigeants de différents mouvements ou associations (universitaires, enseignants, médecins, commerçants, droits de l'homme, etc.).

« Le parti d'Allah »

Le cortège principal s'ébranle à 9 heures au son, longuement répété, de « Allah Akbar ! » (Dieu est le plus grand). Un accord a été conclu par des libéraux, dont l'ancien premier ministre, M. Ali Amiri, et un universitaire, M. Ehsan Naraghi, qui ont servi d'intermédiaires entre le pouvoir et les organisateurs : il a été convenu que l'armée resterait à l'écart. En échange, le souverain ne

(1) Les plus grandes manifestations du temps de Mossadegh ont attiré au plus deux cent mille personnes ; il est vrai que Téhéran comptait à l'époque un million d'habitants contre quatre millions et demi aujourd'hui.

serait pas nommé et consacré. De fait, à plusieurs reprises, la foule commence à scander : « Mort au chah ! », mais le service d'ordre, fort de dix mille personnes, intervient aussitôt, obtient le silence et lance un des quelques cent slogans — remarquables trouvailles quant au fond, au rythme et à la rime — retenus par le comité d'organisation : le nom de monarchie n'est jamais prononcé, mais sa dynastie et son action ne sont pas épargnées.

Le ciel est bas et gris, mais il ne pleut pas. Il n'y a personne aux fenêtres. La population est dans la rue. L'immense marée humaine avance lentement, arborant des portraits de l'ayatollah Khomeiny et des militaires de banderoles noires, couleur de l'imam Hussein, et blanches avec des inscriptions noires et rouges. Les femmes en tohador (voile noir) forment d'imposants carrés, mais les hommes, en veste ou housou, dominent. Fait significatif, des bourgeois sont descendus des quartiers nord où se trouve le palais royal, bien que cette partie de la capitale ait été isolée par l'armée ; on les reconnaît, les hommes à leur pardessus, leur chemise fine et leur cravate, et les femmes à leur manteau noir, à leurs bijoux et aux cigarettes qu'elles fument sans qu'apparemment personne s'en offusque.

La foule scande : « Khomeiny, tu es le chef des hommes libres, l'imam Khomeiny parle au nom du peuple d'Iran ». « Notre parti est le parti d'Allah et notre chef est Ruhollah (prénom de Khomeiny) ». Un des slogans qui reviennent le plus souvent est : « Indépendance, liberté, gouvernement islamique ». A mi-cortège, à la hauteur de l'université de Téhéran, où la statue du chah a été déboulonnée lors des émeutes des 5-8 novembre, le cortège fait une halte et crie : « Étudiants, religieux, votre alliance sera victorieuse ». Un hélicoptère de l'armée surville la manifestation. Hommes et femmes brandissent le poing vers le ciel en scandant : « Vive Khomeiny, qui écartera l'idole ». « L'armée des musulmans ne peut tirer sur le peuple ». « Le peuple iranien poursuivra sa lutte jusqu'à la chute de la tyrannie ». « Les prisonniers politiques doivent être libérés, les exilés doivent rentrer ».

Des groupes brandissent des portraits en couleurs de « martyrs » tués dans les manifestations depuis un an et la foule crie : « Vivent les combattants révolutionnaires ! », les « Zoroud ! Zoroud ! Zoroud ! »

De notre envoyé spécial

(vive) se succédant comme un interminable roulement de tambour.

A la hauteur de la statue de Reza le Grand, fondateur de la dynastie, la foule fait une nouvelle halte. Au slogan du régime, « Dieu, le chah, la patrie », elle substitue celui de « Dieu, le Coran, Khomeiny ». Des femmes chantent : « La victoire est proche ». Faisant allusion à la formation d'un gouvernement civil de transition, envisagé par le souverain, un cri s'élève : « Vive Khomeiny ! ». Devant notre incertitude, il exhibe sa carte de l'armée et ses camarades en font autant.

Il est plus de 14 heures quand la tête du cortège conduit par les ayatollahs arrive à la place Chayyad (mémorial du chah) ; la queue du défilé, encore au point de départ, distant d'environ 15 kilomètres, ne peut donc parvenir à destination.

Une « prise de la Bastille »

Le colossal « arc royal » érigé, en 1971, lors des fêtes de Persépolis, est couvert de graffiti insultants pour le chah et rebaptisé « arc Khomeiny ». Pour la foule, c'est, en quelque sorte la prise de la Bastille : un des symboles de la monarchie vient d'être bafoué. Hier encore, personne n'aurait osé y toucher. « Rendez-vous, comme nous dit une étudiante, il y a un an, dire le chah tout court sur l'île de Sa Majesté impériale était considéré comme une insolence et une offense ».

Un religieux tire la leçon des événements : « Pendant des siècles, la commémoration du martyre de l'imam Hussein a donné lieu à des scènes de flagellation et à des lamentations démolitionnistes. Aujourd'hui, son martyre est redevenu le symbole de la lutte héroïque pour la justice, la révolte contre la tyrannie. C'est une arme de combat. L'Islam retrouve sa signification politique ».

Un des dirigeants de l'opposition précise : « Vous avez constaté la discipline du peuple. Il aurait suffi d'un seul slogan pour transformer son calme en violence. Dans toutes les villes d'Iran, et principalement dans douze des plus prestigieuses, dont Isfahan, Oum, Mashad, Tabriz, les mêmes manifestations pacifiques

et puissantes viennent de se produire, il faut que le chah en tire la conclusion politique. Il doit comprendre que le peuple réclame son départ ».

Dans la soirée, M. Sandjabi a publié un communiqué déclarant notamment : « La grande marée humaine, qui, en dépit des massacres de ces derniers temps et malgré les menaces de toutes sortes, a accepté le danger et a manifesté, est la meilleure preuve de la justesse de la cause de notre peuple. Personne ne peut faire face à cette lutte par l'emploi de la force. A la fin de cette journée, le peuple appelle encore que toutes les puissances et toutes les autorités à l'intérieur et à l'extérieur

MAIS QU'EST-CE QU'ILS VEULENT ?



(Dessin de ZONK.)

du pays doivent se soumettre à la volonté populaire ».

On ignore les réactions du souverain. Mais plusieurs de ses conseillers estiment qu'il a encore une carte à jouer puisque, en autorisant cette manifestation, il a pu du moins obtenir que le sang ne coule pas et que son nom ne soit pas conspué. Ils l'incitent donc à annoncer rapidement la formation d'un gouvernement civil en préparation depuis plusieurs semaines. Reste à savoir si après les défilés qui viennent d'avoir lieu les hommes présents ne se recroqueront pas une nouvelle fois pour éviter, comme il dit l'un d'eux, « un suicide politique ».

PAUL BALTA.

a été amené à se désavouer lui-même, et ce lâchage de lest est aussi une grave perte de prestige.

Le gouvernement américain dit d'ailleurs lui-même en porte à faux dans cette affaire, puisque M. Carter, trop heureux de pouvoir enfin faire coïncider sa politique iranienne et son engagement pour les droits de l'homme, ne peut que saluer la conversion tardive de son partenaire à la démocratie. Selon les « réalistes », il pousse ainsi le chah à en faire plus, donc, peut-être, à précipiter sa perte.

Au moment où les troubles prennent un tour nouveau, le gouvernement de M. Carter reste donc plus que jamais empêtré dans ses contradictions. Il est bien obligé, comme tout le monde,

L'embarras de Washington

(Suite de la première page.)

Pour le diplomate, le geste ne pouvait qu'affaiblir un peu plus le chah à un moment crucial, et le déroulement jusqu'à nouvel ordre pacifique des dernières démonstrations à Téhéran lui a donné raison. Mais le spectre de l'évacuation de Saïgon en avril 1975 (retardée indûment sur les instances de l'ambassadeur d'alors au Vietnam du Sud, M. Martin, et opérée de ce fait dans des conditions désastreuses) l'a emporté sur les autres considérations.

En attendant, la presse est pleine de « scénarios » sur l'évolution future de l'Iran, allant du renversement de la monarchie à une dictature « bolchévienne » en passant par un conseil de régence. Les plus optimistes font valoir que l'armée iranienne ne s'est pas divisée et que rien, dans ces conditions, ne pourra se déchaîner sans elle. Toutefois, les mêmes sont un peu plus inquiets au spectacle des concessions « énormes » faites à l'opposition, selon eux, par le chah : celui-ci

de moins croire » aux chances de survie du chah, mais, pour l'avoir soutenu si longtemps et si nettement, il ne peut s'en dissocier aisément. Certains sont conscients du handicap qui peut en résulter pour la politique américaine, le jour où il faudra traiter avec d'autres dirigeants moins bien disposés envers Washington. Ils remarquent aussi que Moscou a été amorcé un tournant en prenant ses distances, dans sa presse notamment, à l'égard du chah.

Évidé que l'I.R.A.S. trop soucieuse de maintenir la stabilité dans ses républiques musulmanes, ne ferait rien pour encourager l'opposition en Iran est défendue avec moins de conviction que naguère parmi les experts. Les événements, pensent-ils maintenant, pourraient pousser les dirigeants de « Khomeiny » à « le trône » et « le trône » dans l'espoir d'exploiter une situation devenue irréversible. Pour certains, la déclaration solennelle de M. Brejnev contre toute ingérence en Iran doit être considérée, selon une vieille tradition, comme le début d'un « intérêt spécial » éprouvé plus récemment par Moscou pour la situation en Iran.

Les mêmes souhaitent donc que les États-Unis ne s'enferment pas dans une immobilisme dangereux. Leurs vœux s'est fait entendre ces derniers temps, comme en témoignent le relatif renouvellement de l'équipe d'experts chargée de conseiller le président américain, ainsi que le recours à des professeurs indépendants envoyés en mission pour prendre contact avec l'opposition.

Le président Carter en vent à la C.I.A. d'avoir fait des rapports beaucoup trop optimistes sur la situation locale (jusqu'en août, l'agence de renseignement affirmait que le souverain n'avait rien à craindre). Il demande que le bon vieux « renseignement humain » soit réhabilité, au côté des satellites et gadgets électroniques auxquels on a fait une confiance un peu trop exclusive ces dernières années. Mais, après avoir tant souffert de la publicité faite aux « secrets » de son cabinet et de leurs « sales trucs », la C.I.A. n'aura pas avant plusieurs années les moyens et la « crédibilité » nécessaires dans ce domaine.

Certains parlent de nommer dans les ambassades américaines à l'étranger des « attachés sociologiques » chargés de prendre le pouls de l'opinion et d'étudier les forces à l'œuvre. Avec ou sans ce titre, c'est ce qu'aurait dû faire les représentants américains à Téhéran depuis longtemps, et du moins ils n'avaient pas été ombrés par l'importance de l'enjeu, paralysés par leurs relations privilégiées avec la SAVAK. Selon les « réalistes », il faut donc, peut-être, à précipiter sa perte.

MICHEL TATU.

Advertisement for 'L'histoire N°7 est en vente'. Includes a list of articles: 'L'affaire Stavisky', 'Les nonnes au moyen âge', 'L'asile d'aliénés en 1900', 'Le Régent (1715-1723)', 'Histoire du climat', 'Voyage dans le temps: Les sources sacrées du Gange'. Also features a subscription offer: 'OFFRE D'ABONNEMENT' with prices for 1 year (140 F) and 3 years (400 F).

Advertisement titled 'LE VOYAGE DE M. VANCE AU CAIRE'. Subtitle: 'La date limite pour la signature du traité israélo-égyptien pourrait être retardée d'un mois'. Includes text from the correspondent: 'Le Caire. — La Maison Blanche et de département d'Etat ont-ils une fois encore mis au point une formule leur permettant de mener autour de la table des négociations leurs « alliés terribles » égyptiens et israéliens ? M. Cyrus Vance va-t-il entreprendre, comme son prédécesseur, M. Henry Kissinger, après le conflit d'octobre 1973, une navette entre Tel-Aviv et Le Caire ? Ce sont les questions que l'on se posait dans la capitale égyptienne, le dimanche 10 décembre, après l'arrivée du secrétaire d'Etat américain.

Advertisement titled 'Oslo' and 'REMISE DU PRIX NOBEL DE LA PAIX A M. BEGIN'. Includes text from the correspondent: 'Oslo. — M. Menachem Begin, premier ministre israélien, venu à Oslo pour recevoir le prix Nobel de la paix qui lui a été décerné ainsi qu'au président Sadate, a en, dans la soirée du dimanche 10 décembre, un entretien d'un quart d'heure avec M. Sayed Marei, l'envoyé personnel du président égyptien, consacré à l'état des négociations entre les deux pays. Selon des sources israéliennes, M. Begin a proposé un entretien plus formel pour le lundi 11 décembre, avant son départ.

Handwritten signature: 'سكياتن الأصل'

سكزامن الأمل

**NOTRE Télex**  
 POUR VOS COMMUNICATIONS  
 Vous nous télégraphiez vos messages. Nous les télétransmettons. Vos correspondants nous répondent par télex : vous vous télégraphiez.

**Service Télex**  
 345.21.62 + 348.00.28  
 28, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

**Sauvage**  
 le mensuel de l'écologie

ENQUÊTE  
**TRAIN : le TGV en chute libre**  
 EN VENTE PARTOUT 12F.

**Sauvage**  
 le mensuel de l'écologie

INTERVIEW  
**GEORGES PEREC sur 15 pages**  
 EN VENTE PARTOUT 12F.

**LOTO**  
 c'est pas cher

(Publicité)  
**BIASI ING. LEOPOLDO & C. SPA**  
 Via della Ferreria, 1  
 VERONA - ITALIE

SOCIÉTÉ PRODUCTRICE DE :

- Chaudières en acier à usage civil et industriel.
- Chaudières en fonte à usage civil ;
- Radiateurs en fonte et en aluminium ;

déjà active sur le plus européen, CHÈBRE pour sa Société Française

**UN DIRECTEUR GÉNÉRAL**  
 afin de lui confier la gestion commerciale et administrative. Le candidat idéal, âgé de 45 ans maximum, devra être capable d'organiser, développer et gérer d'une manière autonome le réseau commercial déjà existant en France.

Le lieu du poste sera : PARIS ou LYON.

Adresser curriculum vitae à :  
 SOC. BIASI - Casella Postale 536 - 37100 VERONA (ITALIE).

# AMÉRIQUES

## < L'Amérique malade des sectes > Le département de la justice des États-Unis va mener une enquête approfondie sur la tragédie de la Guyana

Les « Dossiers de l'écran » sont consacrés mardi 12 décembre, sur Antenne 2, au massacre de la Guyana. Précédé d'un montage de documents d'actualités réalisés par Gilbert Larrage, le débat, qui aura pour thème « L'Amérique malade des sectes », réunira M. Mark Lane, avocat des sectes, trois journalistes américains rescapés de la tuerie, un adepte de la secte, qui l'a quittée peu de temps avant le drame, et deux députés français, MM. Emmanuel Hamel (U.D.F.), et Alain Vivien (P.S.).

Le département de la justice des États-Unis a fait savoir qu'une enquête approfondie serait menée sur les causes et les circonstances du suicide collectif en Guyana des adeptes du

Temple du peuple. Un enregistrement sur bande magnétique des derniers instants des membres de la secte, dont le « Washington Post » a pu se procurer une transcription, semble indiquer que Jim Jones a été le seul responsable de la tragédie.

L'enquête devra également établir si des menaces pèsent sur les survivants de la secte restés en territoire américain et capables d'apporter leur témoignage. Les enquêteurs procéderont avec précautions, car le Temple du peuple était une association religieuse reconnue et la Constitution américaine interdit, en principe, aux autorités civiles d'interférer avec « le libre exercice des cultes ».

## Nous ne sommes pas des baby-sitters

Los Angeles. — « Ils n'ont pas à devenir, ils se contentent de suivre », affirme le Dr Stanley Cath, un des spécialistes américains des sectes. Chacun désormais tente de comprendre l'explicable. Expliquer est impossible. Montrer peut-être.

Charles Watson, l'assassin de Sharon Tate, vient d'être la vedette incontestée des informations d'A.C., la plus populaire des chaînes de télévision. Quatre jours durant, ce jeune homme déconstruit par la drogue d'abord, sous l'effet du charisme de Charles Manson ensuite, puis il a raconté les meurtres de 1969 et la découverte de Dieu en prison. Un peu comme si Buffet s'était vu accorder deux heures par TF 1 pour raconter les assassinats de Clauvieux et sa conversion.

Charles Manson lui-même — le chef de la « famille » — a eu le 16 novembre les honneurs de la télévision à sa sortie du Palais de justice où il venait de rappeler qu'il n'avait « jamais tué ni ordonné de tuer » personne, mais qu'il ne tenait pas à être remis en liberté dans « un monde totalement invivable ».

A la veille du suicide collectif de Guyana, la « une » des journaux de la côte ouest traitait de l'inculpation de deux membres d'une autre secte — Synanon — MM. Lance Kerton et Joe Muscato, accusés d'avoir déposé un serpent venimeux dans la boîte aux lettres d'un procureur, M. Paul Morantz, qui faisait une enquête sur les agissements de ce groupe. L'attorney n'a dû la vie qu'à une injection rapide de onze doses d'antipoisson. Les analogies avec le Temple du peuple sont multiples. Créée dans les années 50 par un alcoolique ramené à l'eau, M. Chuck Dederich, Synanon n'est d'abord qu'un centre d'accueil et de rééducation pour tous les « paumés » de Californie, drogués, alcooliques ou criminels. Freud et Lao-Tzu inspirent le « fondateur », dont la médecine consiste en un travail manuel très dur et une psychothérapie de groupe appelée le jeu (the game).

Le succès de l'entreprise est grand. « La gauche aimait Dederich parce qu'il était humanitaire, croyait à la non-violence et à la vie communautaire. La droite l'aimait parce qu'il ne coo-

De notre envoyé spécial

teht pas un centime au gouvernement et qu'il retirait de la rue tous les délinquants et les drogués », a écrit le magazine progressiste New Times dans une enquête sur Synanon.

tout impôt. Un lobby est alors formé — avec succès — par l'attorney Morantz pour faire échouer le projet de loi. D'où, peut-être, le serpent...

Pour Thanksgiving, le 22 novembre, le Wide World of Contemporary People (le Large Monde des êtres contemporains) conviait ses adeptes à une « party », et annonçait « la traditionnelle gâterie au potiron, la crème fouettée et une partouze géante ». Dirigée par un ancien pasteur baptiste, cette ligue de libération sexuelle avait déjà tenu congrès et travaux pratiques à la fin du mois de septembre dans un grand hôtel de Los Angeles, le Pacific.

Sectes, groupes, ligues, communautés, communes à but religieux, agricoles, sexuels, pullulent en Californie, réunissant tel vingt personnes, là quelques centaines. Mais elles ne groupent qu'une infime minorité d'une population profondément conservatrice et qui a actuellement pour principale obsession la course à pied.

Les consuls des pays étrangers à Los Angeles ne comptent plus le nombre de familles venues en vain sur la côte ouest américaine pour tenter de récupérer une fille ou un fils embrigadés pour une « vie nouvelle ». Et chaque intervention auprès des autorités se solde par la même réponse : « Ils sont maîtres et nul ne les torse ». « Nous ne sommes pas des baby-sitters », disent encore un responsable du département d'État, exaspéré des critiques sur l'absence d'intervention en Guyana des autorités de Washington.

Avant l'assassinat du maire de San-Francisco, le suicide collectif du Temple du peuple n'était plus mentionné à la première page des quotidiens. A Los Angeles, le lecteur est cooivlé à des faits divers les plus banals : le douzième meurtre en un monde « policier » de clochards dans les sinistres allées des parkings du centre ville ou l'attente de la quatorzième victime de l'« étrange des collines », bien discret depuis quelques mois. Tant il est vrai qu'on ne s'intéresse qu'aux séries dans une ville qui compte près de six cents meurtres par an.

### Les abus de pouvoir

On vient bientôt de Beverly-Hills et d'autres quartiers résidentiels pour participer au game. Lorsque la secte devient un véritable mode de vie communautaire « de la naissance à la mort », nombreux sont ceux qui abandonnent tous leurs biens — au profit du groupe — pour rejoindre les deux ranches de Dederich. Synanon est alors une belle affaire : elle possède une station de radio, dix petits avions, vingt et un bateaux et cinq stations-service. Elle prolière dans tous les États-Unis et jusqu'en Malaisie, aux Philippines et en Allemagne fédérale. C'est devenu une religion. « avec un patir », dit le fondateur en ricanant. Les abus de pouvoir vont suivre. Il ordonne d'abord aux membres de la secte d'évoir les cheveux rasés. Puis, lorsqu'il décide que le monde est mauvais et qu'il faut cesser de procréer, plus de deux cents hommes défilent devant les médias de la secte pour subir une vasectomie. En avril 1977, la femme de Dederich meurt d'un cancer. Il reprend bientôt épouse, mais, à son exemple, invite les fidèles à « changer de partenaires ». Deux cent trente couples divorcent aussitôt avant de se réunir diversament.

Les premiers déserteurs commencent à parler à la presse, qui est immédiatement accusée de diffamation (le San Francisco Examiner payera 500 000 dollars de dommages pour éviter un procès). Et parce que Synanon est menacée de l'extérieur, « une garde nationale » est créée. Les directeurs des quotidiens reçoivent des menaces, et certains des dissidents sont attaqués, comme M. Phil Ritter, retrouvé dans le coma, battu presque à mort par des inconnus.

La non-violence n'est plus de mise. Ce qui n'empêche pas, en 1977, plusieurs législateurs de vouloir exonérer la secte de

**PA**

**DIRECTEUR DES VENTES Paris**  
 Cars et bus — SCANIA FRANCE S.A., membre du groupe suédois SAAB SCANIA, commercialise en France la gamme de véhicules lourds SCANIA. Elle représente 100 personnes et réalise un chiffre d'affaires de plus de 200 millions de francs HT par sa première année d'activité. Afin de poursuivre son développement (chiffre d'affaires prévisionnel de 300 millions de francs HT pour 1979), elle recherche le Directeur des Ventes de son département « Cars et bus » récemment créé. Dépendant directement du Président Directeur Général, il sera responsable de l'accroissement des ventes par son action directe auprès de la clientèle, et par l'intermédiaire du réseau d'une trentaine de concessionnaires. Ce poste s'adresse à un cadre commercial de haut niveau, âgé d'au moins 30 ans, alliant des qualités de négociateur et de gestionnaire, et justifiant d'une expérience réussie de la vente dans ce secteur. La pratique de la langue anglaise est très souhaitable. De nombreux déplacements sont indispensables. La rémunération annuelle de départ sera négociée en fonction de l'expérience du candidat. Écrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2756M

**INGÉNIEUR DES MINES 150.000 F**  
 Projets charbonniers — Une société minière française de tout premier plan et en expansion, recherche pour son siège, situé en banlieue parisienne, un ingénieur des Mines. Sous l'autorité du Directeur des projets nouveaux, il participera à des études technico-économiques relatives à des prises de participations financières dans des mines de charbon à l'étranger. Il sera chargé tout particulièrement d'inventorier, d'étudier et d'expertiser ces projets charbonniers (étude de faisabilité, évaluation technique et économique des opérations, choix des investissements...). Les missions d'expertise technique qu'il effectuera à l'étranger pourront s'étendre aux différentes phases de la négociation avec les partenaires économiques. Ce poste conviendrait à un ingénieur des mines ou équivalent, âgé d'au moins 30 ans, possédant de larges connaissances de l'exploitation du charbon et ouvert aux affaires internationales. La pratique de l'anglais est indispensable. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 150.000 francs, sera fonction de l'expérience et de la valeur du candidat. Écrire à P. POUQUET à Paris. Réf. A/2754M

**FORMATION OUVRIÈRE 100.000 F**  
 Futur Chef du Personnel — Notre client est une importante société qui fait partie des leaders européens de sa profession. Sa principale usine qui est située dans une grande ville de province, au Nord de Paris, fabrique des matériels électromécaniques de précision et emploie plus de 1.500 personnes en production formées dans son propre centre. Elle recherche pour ce dernier le responsable de la formation ouvrière. Sous l'autorité du Chef de Personnel, il aura d'abord à assurer l'accueil, l'intégration et « l'apprentissage » du personnel ouvrier, et élargira rapidement ses responsabilités vers l'administration, la gestion et le développement du personnel, afin de succéder sous deux ou trois ans au Chef de Personnel. Nous recherchons un candidat âgé de plus de 30 ans, de formation supérieure et connaissant bien la législation du travail. Le potentiel sera plus pris en considération que l'acquis. Il est cependant nécessaire de bénéficier, d'une première expérience au moins, de la gestion de personnel ouvrier acquise en milieu industriel. La rémunération annuelle de départ — 100.000 francs n'est qu'un ordre de grandeur — devrait évoluer en même temps que les responsabilités. Possibilité de logement. Une évolution de carrière au-delà de celle mentionnée ci-dessus est envisageable. Écrire à S. BOSSUT à Croix. Réf. A/4427M

**INGÉNIEUR BUREAU D'ÉTUDES 100.000 F**  
 Mécanisme agricole — La filiale française d'un très important groupe américain du mécanisme agricole recherche un ingénieur pour le bureau d'études de l'une de ses usines situées à une centaine de kilomètres à l'Ouest de Paris. Il participera à l'amélioration et au développement de matériels de récolte (études, prototypes, essais...). Pour cela, il travaillera en liaison avec les utilisateurs et les revendeurs et pourra se déplacer à l'étranger. Dans le cadre de la formation, il pourra être affecté par la suite pendant une à deux années à l'usine-mère aux États-Unis afin de pouvoir prendre à son retour des responsabilités d'encadrement au sein du Bureau d'Études. Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé (AM, ENSA, ENSI...) âgé d'au moins 28 ans, ayant un début d'expérience des études (mécanisme agricole, matériel travaux publics, véhicules industriels...) et désireux de poursuivre sa carrière dans un contexte international. Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire. La rémunération annuelle de départ pourra atteindre 100.000 francs si l'expérience le justifie. Facilités de logement. Écrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2755M

**INGÉNIEUR DÉVELOPPEMENT POLYMÈRES 100.000 F**  
 La première société française de la profession — produits para-chimiques destinés à l'industrie et au grand public — filiale d'un puissant groupe multinational, recrute l'adjoint du responsable de son laboratoire de recherche et application de polymères. Après formation éventuelle et dans un esprit de large autonomie, il aura à créer, adapter et développer des polymères et résines, à l'aide d'une petite équipe de techniciens. Il entretiendra pour cela d'étroites relations avec la maison-mère, la fabrication et ses collègues en charge des différents laboratoires d'applications. Nous recherchons un jeune ingénieur chimiste très capable d'application (Haute Polymère, Institut Français du Pétrole ou équivalent) ou encore un jeune docteur ingénieur en chimie macro-moléculaire, ayant acquis dans ou au contact de l'industrie une première expérience de la recherche appliquée. A la pratique du français en tant que langue maternelle, s'ajoutera une certaine connaissance de la langue anglaise. A ces conditions nécessaires, mais non suffisantes, il convient d'ajouter de réelles qualités managériales pour un bon développement de carrière. La rémunération annuelle de départ ne sera pas inférieure à 80.000 francs pour un débutant et pourra être négociée un peu au-delà de 100.000 francs si l'acquis le justifie. Ce poste qui est à pourvoir dans une grande ville du Nord de la France offre, nous le répétons, d'excellentes perspectives. Écrire à S. BOSSUT à Croix. Réf. A/4428M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.  
 Adresser C.V. détaillé en rappelant la référence à :  
**PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A.**  
 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 505-14-30  
 19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-51-25  
 Amsterdam - Bruxelles - Copenhague - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Stockholm - Zurich

### CORRESPONDANCE Une mise au point des adventistes du septième jour

A la suite de la tragédie du Temple du peuple, en Guyana, et du débat qui a lieu à cette occasion sur le rôle des sectes, nous avons reçu une lettre de la Fédération des Églises adventistes du septième jour du nord de la France, dont nous extrayons les passages suivants :

Nous n'avons rien de commun, ni de près ni de loin, avec ces mouvements pseudo-religieux ou politico-religieux aux pratiques scabreuses voire scandaleuses, qui font périodiquement la une des journaux (...). Après un peu plus d'un siècle d'existence, l'Église adventiste du septième jour est devenue un mouvement évangéli-

que mondial qui jouit de la considération de la plupart des habitants et des instances dirigeantes des pays dans lesquels il s'est implanté grâce à son action sociale, humanitaire et éducative (hôpitaux, cliniques, dispensaires, secours aux sinistrés, aide aux pays en voie de développement, écoles d'enseignement général et technique), (...) et par son action en faveur de la liberté religieuse de « le monde » (Association internationale pour la défense de la liberté religieuse, revue Conscience et liberté).

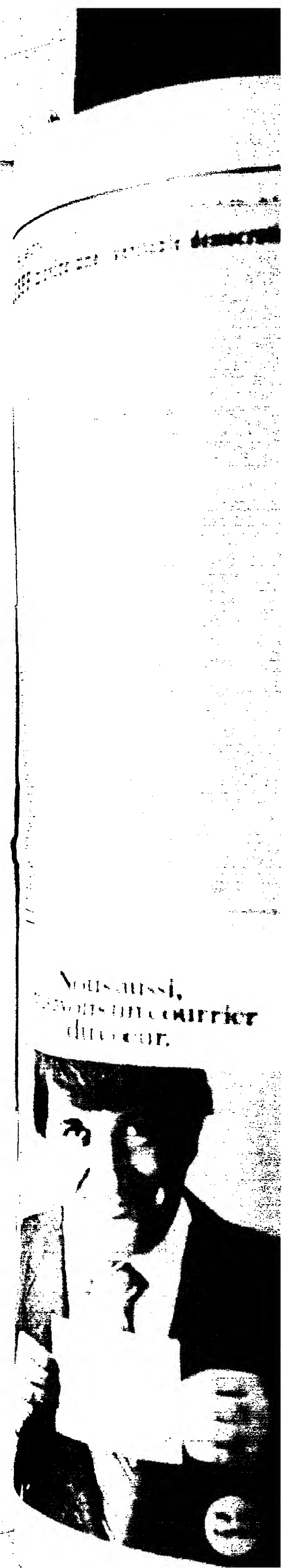
**LE MONDE diplomatique**  
 Au sommaire du numéro de décembre

**LA CHINE DES AMBITIONS**

- Un dogme ébranlé (Jean Deubier),
- La chambre (Xavier Luccoail),
- Les nouvelles voies du développement (Patrick Triaier).

**L'IRAN DU REFUS**

EN VENTE PARTOUT 12F.



# AFRIQUE

# A TRAVERS LE MONDE

## A SON CONGRÈS DE CASABLANCA

### L'U.S.F.P. a exigé une « véritable démocratisation »

Casablanca. — Sur le ton ferme, mais parfois vif, d'une sorte de « défi tranquille », le troisième congrès de l'Union socialiste des forces populaires, qui a clos ses travaux dimanche 10 décembre, à Casablanca, a réaffirmé une révision globale de la Constitution, la mise en place d'un nouveau gouvernement, l'organisation d'élections « sincères », et la libération de tous les prisonniers politiques. La résolution adoptée à l'unanimité au terme des assises, préconise, en effet, la transformation de l'actuelle « monarchie présidentielle, qui abrite les classes exploitatrices en une monarchie constitutionnelle, parlementaire et démocratique. (...) où le roi exerce un pouvoir d'arbitrage ».

Principale force d'opposition, l'U.S.F.P. demande également qu'un nouveau gouvernement, « fort, responsable, représentatif des forces nationales et qui par l'esprit de salut public se voit confier la mission essentielle d'organiser des élections qui « garantissent l'expression libre de tous les citoyens en prenant les mesures nécessaires pour épurer l'administration et assurer sa neutralité ». Ce gouvernement devra ensuite « mettre fin à la guerre d'usure imposée dans le sud du pays en donnant ordre aux forces armées royales d'arrêter toute attaque injustifiée contre le Maroc ».

C'est donc une accélération nette et décisive du processus de démocratisation amorcée voilà trois ans à la faveur de la « marche verte », que réclame l'U.S.F.P. Mais le texte voté ne fixe aucun délai à ces « échéances » et M. Abderrahim Bouabid, renouvelé dans ses fonctions de premier secrétaire, — qui n'a pas jugé utile, dans sa courte allocution finale, de reprendre les termes de la résolution, n'y voit, en fait, qu'une « alternance raisonnable permettant de mobiliser les énergies nécessaires pour sauver le pays ». « Nous voulons une véritable démocratisation », a conclu M. Bouabid, non sans avoir, auparavant, exhorté ses militants à être « patients et responsables ».

La ligne suivie par l'équipe dirigeante, qui entend participer activement à la libéralisation présente du régime, si précieuse et « truquée » qu'elle soit encore à leurs yeux, se trouve largement confirmée et renforcée. Cette orientation reste néanmoins contestée par certains militants, jeunes pour le plupart, qui rechignent encore devant le « cours nouveau » depuis trois ans, fondé sur la légalité et la critique des « erreurs aventuristes » du passé. Le but des propositions, apparemment contre le vœu de la direction, durant la plus grande partie des travaux, ne permet

De notre envoyé spécial

guère de mesurer précisément l'audience de cette base contestataire. A l'extérieur, les responsables de l'U.S.F.P. assurent qu'il ne s'agit que d'une poignée de jeunes « un peu enflammés ».

Serein, M. Bouabid affirme que son parti « saura garder les meilleurs ». Si minoritaire soit-elle, « l'aile dure » n'en est pas moins posée de sérieux problèmes au sein de la commission des résolutions politiques qui a siégé sans relâche durant toute la journée de samedi.

Près de dix mille membres

Certains de ces jeunes militants se réclament plus ou moins ouvertement de M. Mohamed Basri, figure historique de la résistance marocaine et l'un des fondateurs du parti. M. Basri, dont on connaît mal l'activité en exil de nature plus encadrante que celle de la réflexion politique, sert ici de référence lointaine et confuse à un radicalisme qui se satisfait peu des compromis avec le régime, jugés nécessaires et profitables par la direction de l'U.S.F.P. Les « basristes » sont assurément fort peu nombreux, mais les questions qu'ils posent trouvent sans doute un écho chez des militants qui s'interrogent et mesurent encore mal qui du roi ou du parti, aura finalement le plus gagné à l'ouverture.

Au stade des « acquis », M. Bouabid peut, il est vrai, se prévaloir d'avoir obtenu en trois années la libération de la quasi-totalité des militants, la réapparition et la reconstruction de son parti, qui revendique aujourd'hui près de dix mille membres, la libre parution de sa presse et — surtout — la possibilité de promouvoir un renouveau social à travers la création d'une nouvelle centrale syndicale démocratique du travail. Nul pourtant ne saurait exclure les risques d'un « retour de bâton », et les dirigeants du parti, disposés aujourd'hui à jouer crânement le jeu de l'ouverture, n'en écartent certes pas l'hypothèse. Ils savent, mieux que quiconque, que le roi s'est vu contraint à cette « démocratisation contrôlée » pour sortir d'un relatif isolement et s'emparer de toutes les garanties afin de mener à bien sa politique saharienne.

L'opposition n'est encore tolérée que sur un fond d'« unité nationale », autour de la grande cause des « provinces du Sud ». Sur le principe de leur récupération, aucune faille n'apparaît dans le front commun des grandes formations marocaines.

C'est cette politique qu'a voulu justifier M. Bouabid dans son rapport introduit en s'adressant directement aux nombreuses délégations étrangères invitées au congrès.

Délaissant tout à fait le long texte écrit qu'il avait résumé dans ses premières parties consacrées à l'analyse de la libéralisation intérieure et de la très sombre situation économique, — M. Bouabid a cherché à se faire pédagogie pour expliquer le bien-fondé de la position marocaine. Il n'ignorait pas en effet que nombre de ses hôtes resteraient sur cette affaire plus que sceptiques, certains — et non des moindres — ayant même déjà fait à plusieurs reprises le voyage « de l'autre côté » pour apporter, lors des congrès du Front populaire, le « salut fraternel » de leurs formations à la « résistance du peuple saharien ».

Le premier secrétaire de l'U.S.F.P. a donc une nouvelle fois repéré le dossier à ses origines, à une époque — la fin des années 50 — où « nul ne parlait encore du peuple saharien ». Cela pour mieux démontrer le caractère, selon lui, factice et artificiel de l'entité nationale que les adversaires du Maroc veulent aujourd'hui créer de toutes pièces. « Répétions-le, à-t-il conclu, il nous est impossible de céder le moindre arpent de notre terre ».

Rappelant la doctrine constante de son parti depuis Mehdi Ben Barka, M. Bouabid cependant réaffirmé que l'U.S.F.P. fermement attachée à l'idée d'un « Maghreb arabe uni », admettait fort bien, préconisait même, pour amorcer cette unité, l'exploitation commune par tous les Maghrébins de l'ensemble des richesses sahariennes. Dans son rapport écrit, le premier secrétaire du parti s'en prend, avec une sévérité de ton qui n'a jamais transpiré dans l'exposé oral, aux atomismes ou à l'attitude timorée du pouvoir sur la question nationale. « Si le Maroc, assure-t-il, n'a pas encore parachevé son unité territoriale, et ne cesse d'affronter le problème du Sahara (...), c'est parce que les gouvernements de notre pays ont refusé et refusent toujours la stratégie globale de libération que notre parti a proposée (...) ».

répondre à l'offensive par l'offensive dans tous les domaines, politique, diplomatique et militaire. M. Bouabid a conclu en lançant un appel aux « responsables », afin qu'ils abandonnent leur posture hésitante et attentiste, qui est « la conséquence directe des options antipopulaires et antidémocratiques choisies depuis vingt ans ».

DOMINIQUE POUCHIN.

### Une « journée de solidarité » avec les combattants érythréens

### LE F.P.I.E. DÉNONCE, A PARIS LA « COMPLIPLICITÉ IGNOBLE DE L'U.R.S.S. DANS LE GÉNOCIDE »

Le Comité de soutien à la lutte de libération du peuple érythréen (50, rue du Faubourg-Saint-Antoine, Paris-15<sup>e</sup>) organise, samedi 9 décembre à Paris, une « journée d'étude et de solidarité avec la lutte de libération du peuple érythréen ». Plusieurs personnalités politiques, parmi lesquelles M. Michel Jobert, ancien ministre, et le sénateur italien Lelio Basso, ont participé à cette manifestation à laquelle étaient associés notamment le parti communiste, le parti socialiste, le P.S.U., la C.G.T., la C.F.D.T. et la F.R.N.

Les thèmes abordés par les universitaires et spécialistes ayant pris la parole au cours de cette journée concernent notamment « L'Erythrée et le problème des Nations unies et l'Erythrée », « L'Organisation des zones libérées », M. Nafi Kurlid, représentant en France du Front populaire de libération de l'Erythrée (F.P.L.E.), a fait l'histoire de « dix-huit années de libération nationale », avant de dénoncer la participation soviétique à l'offensive actuelle menée par l'armée éthiopienne contre les maquisards érythréens.

« Si la complicité de l'impérialisme américain dans le génocide contre notre peuple ne sera jamais oubliée, a-t-il dit, celle de l'Union soviétique restera la plus ignoble qu'ait connue notre peuple au cours de son histoire. (...) » L'U.R.S.S. s'empresse d'associer sa domination. Ses intérêts stratégiques justifient qu'elle fasse table rase des droits nationaux de notre peuple ».

M. Kurlid a, en outre, réaffirmé que « plus de 5 000 soldats éthiopiens et quatre officiers soviétiques, dont un lieutenant-colonel, ont été tués et qu'un millier d'hommes ont été faits prisonniers. Sur les 250 chars engagés sur l'ensemble des fronts, 93 ont été détruits ou endommagés et 15 capturés ».

LE PARTI COMMUNISTE ITALIEN déplore en termes vifs la solution militaire choisie par Addis-Abeba dans le conflit érythréen. L'Unità, organe du P.C.I., a publié une longue déclaration de M. Giancarlo Pajetta, membre de la direction, qui, plus de sept reprises, avait dirigé des missions de bons offices, tant en ce qui concerne l'Erythrée que l'Ogaden.

### Bangladesh

DOUZE PARTIS D'OPPOSITION, dont deux fractions de la Ligue Awami, ancien parti gouvernemental, ont décidé de boycotter les élections législatives du 27 janvier. Dans un communiqué, ces partis déclarent notamment que, « en l'absence de conditions de nation d'un véritable Parlement souverain, les élections législatives prévues seraient une farce et un gaspillage de temps et d'argent ». Ces conditions sont : l'abrogation de la loi martiale et la restauration des droits fondamentaux et de la démocratie parlementaire, la libération inconditionnelle des prisonniers politiques, la démission du général Ziaur Rahman, chef d'Etat, de ses fonctions de chef d'état-major de l'armée et le rétablissement de la liberté de la presse. — (A.F.P.)

### El Salvador

LE CONSUL GENERAL DU GUATEMALA au Salvador, M. Carlos Alarcon, a été tué par des paysans en colère, après un accident de la route qui a coûté la vie à une fille. a-t-on appris à San Salvador le dimanche 10 décembre. — (A.F.P.)

### Equateur

L'ECONOMISTE ABDON CALDERON, candidat du Front radical allié (centre), lors du premier tour de l'élection présidentielle, en juillet dernier, est mort dimanche 10 décembre, à Miami (Floride), où il avait été hospitalisé à la suite d'un attentat le 29 novembre, à Guayaquil. — (A.F.P.)

### Espagne

M. VICENTE RUBIO ERENCO, soixante et un ans, militaire à la retraite, est la victime du premier attentat commis en Espagne depuis l'approfondissement de la Constitution. Samedi 9 décembre, deux hommes masqués et armés ont fait irruption dans un bar de Santurce, dans la banlieue de Bilbao. Un des terroristes a tiré à cinq reprises sur Vicente Rubio, qui a été tué sur le coup. — (A.F.P.)

### Inde

DES MEMBRES DU PARTI DE MME GANDHI ont été accusés, vendredi 8 décembre, par le président de la Chambre du peuple d'avoir complété pour assassiner M. Desai, premier ministre. Le représentant de l'opposition a démenti ces accusations et

affirmé que c'était contre Mme Gandhi qu'un complot avait été ourdi.

### Indonésie

MILLE CINQ CENTS PRISONNIERS POLITIQUES ONT ETE LIBERES samedi 9 décembre, a-t-on annoncé officiellement à Djakarta. Ils avaient été arrêtés, après le coup d'Etat de 1965, sous l'accusation de « communisme ». — (U.P.I.)

### Mexique

L'ANCIEN PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, M. EMILIO PORTES GIL, est décédé dimanche 10 décembre, à Mexico, à l'âge de quatre-vingt-sept ans. Durant son mandat (1928-1930), il avait mis fin au conflit entre l'Eglise et l'Etat. En 1928, il avait accordé l'asile politique à Augusto Cesar Sandino, leader au Nicaragua d'un guerrilla contre les troupes d'occupation américaines. — (A.F.P.)

### Namibie

LE GOUVERNEMENT SUD-AFRICAIN a annoncé que le taux de participation aux élections organisées unilatéralement du 4 au 8 décembre en Namibie avait atteint 81 %. Les résultats du scrutin seront officiellement annoncés le 18 décembre. Les différents partis politiques auront trois jours pour nommer leurs représentants à l'Assemblée en proportion du nombre de voix obtenues. — (Corresp.)

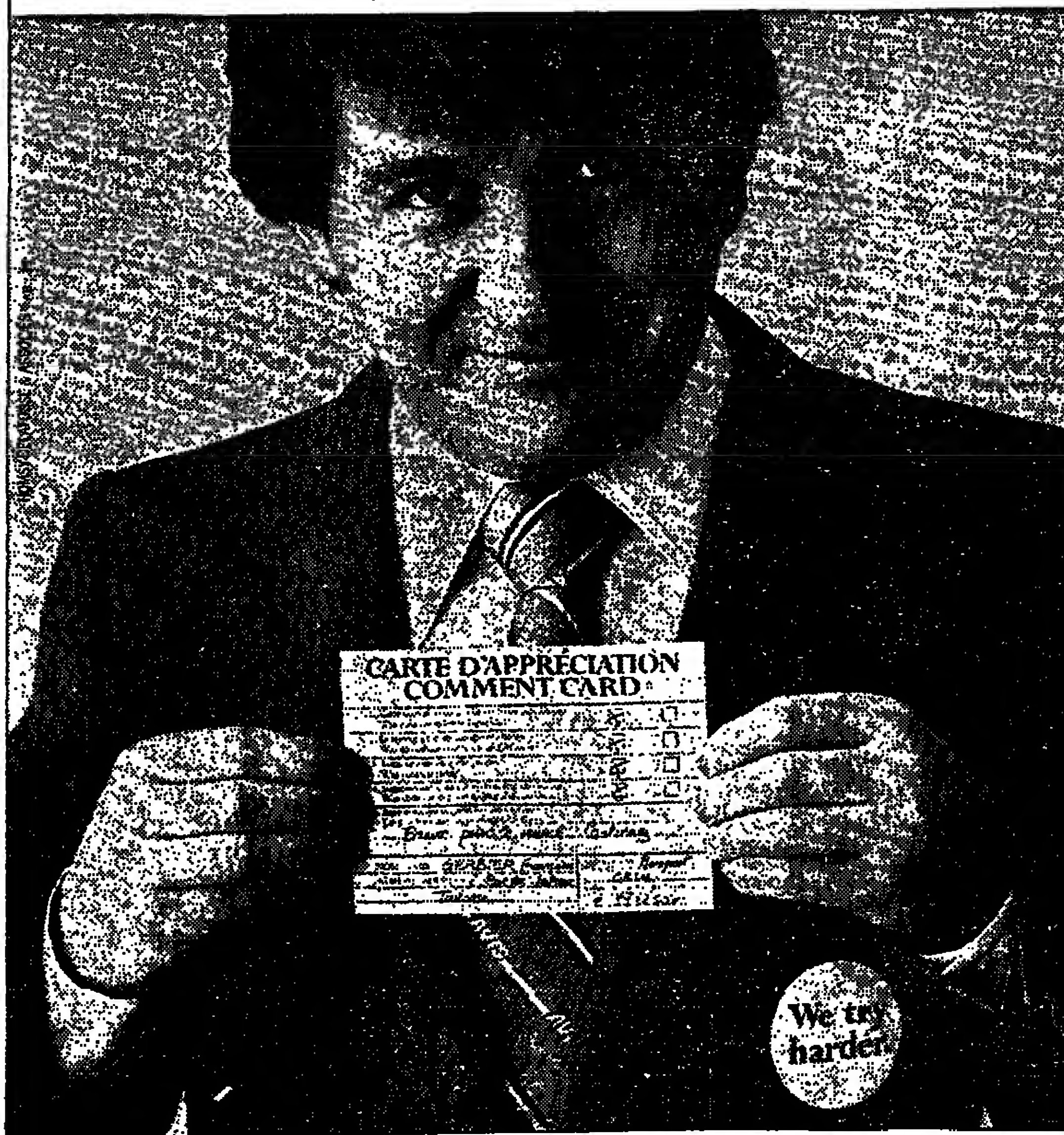
### Nicaragua

LE PRESIDENT CARTER a révisé, samedi 9 décembre, que le général Somoza et le Front élargi de l'opposition ont décidé d'entamer des négociations sur l'organisation d'un référendum pour déterminer la nature du prochain gouvernement. — (A.F.P.)

### Sainte-Lucie

M. ALLAN LOUISY, leader de l'opposition travailliste à Sainte-Lucie, ancienne colonie britannique des Antilles, a envoyé samedi 9 décembre une lettre à M. Edward Rowlands, secrétaire d'Etat au Foreign Office et au Commonwealth, dans laquelle il proteste contre la décision de la Grande-Bretagne d'accorder l'indépendance totale à l'île le 22 février prochain. Sainte-Lucie est actuellement un « Etat associé » à la couronne britannique, autonome pour ses affaires intérieures mais dépendant des Londres pour sa défense et ses relations avec l'étranger. — (U.P.I.)

**Nous aussi, nous avons un courrier du cœur.**



Les grandes organisations font souvent de grandes promesses. Nous aussi, mais en créant la carte d'appréciation, nous vous laissons la possibilité de critiquer tel ou tel aspect de notre service, donc de l'améliorer.

Depuis que nous avons créé cette carte, si nous avons eu quelques critiques, nous avons surtout eu des félicitations.

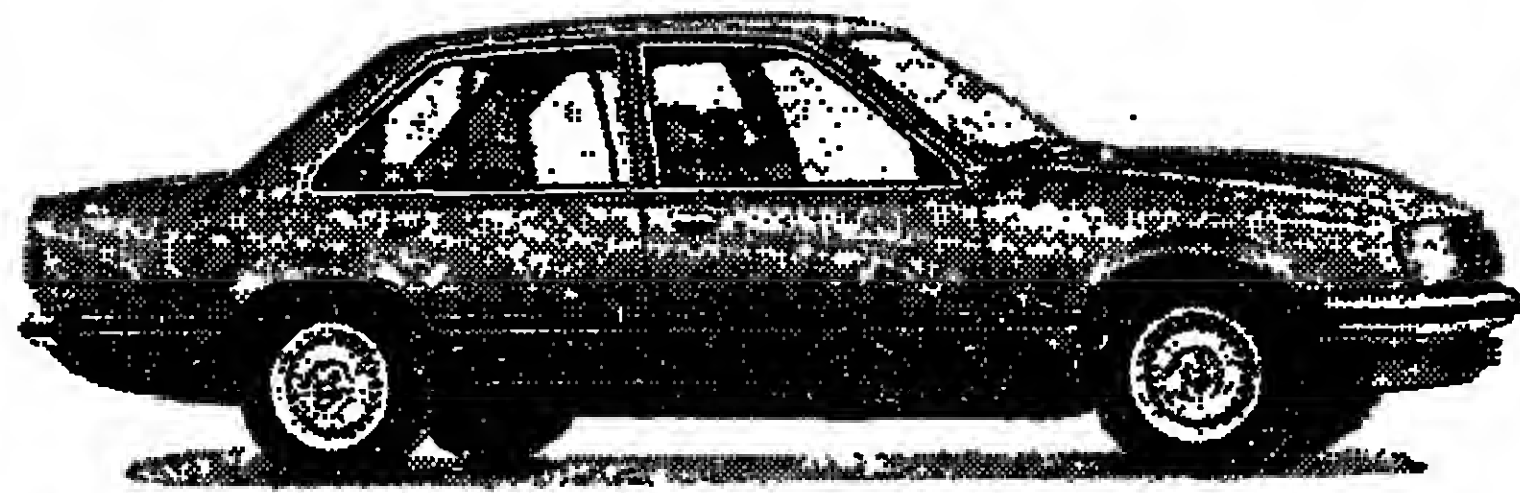
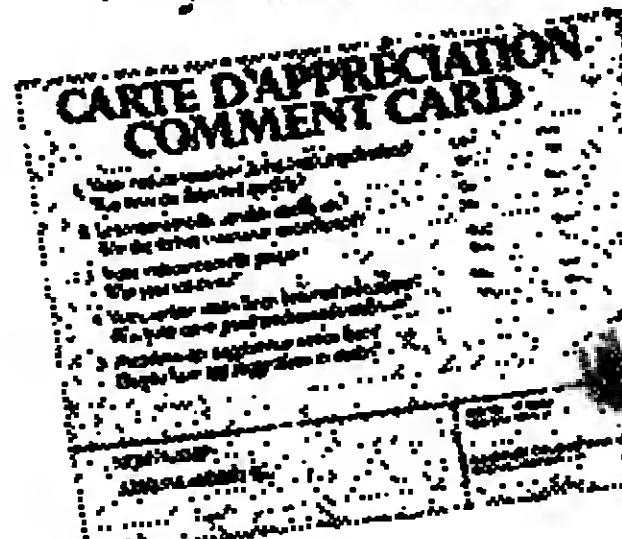
On a trouvé que nos voitures faisaient ce qu'on attendait d'elles et que notre personnel en faisait souvent plus. Il y a même des clients qui ont pris la peine d'écrire pour remercier de l'accueil reçu. « We try harder », c'est depuis des années la devise d'Avis à travers le monde.

La carte d'appréciation nous a permis de nous rendre compte qu'elle était justifiée.

En dehors des agences Avis, vous pouvez réserver votre voiture Avis auprès de notre Centre de réservation. Tél. 584.12.58 ou auprès de votre agence de voyages.

Avis loue des voitures Opel et d'autres grandes marques.

Après vos voyages, envoyez-nous une carte.



Opel Rekord



**Nous essayons toujours d'en faire plus.**

**LE MONDE**  
diplomatique

LA CHINE DES AMBITIONS

L'IRAN DU REFUS

حکومت الاصل



# DIPLOMATIE

## Un entretien avec M. Jean François-Poncet

(Suite de la première page.)

— Ne considérez-vous pas que ce rôle est assuré systématiquement par d'autres ministères qui traitent directement avec l'étranger sous prétexte que leurs affaires sont hautement techniques ?

— C'est une façon de voir les choses. Mais en rester là serait une vision étroite et stérile de la réalité et du devenir. Je crois qu'il faut aborder le problème d'une toute autre façon. Nous vivons dans un monde où les relations internationales se sont énormément développées et diversifiées. Elles ne sont plus aux seuls rapports politiques entre les Etats, mais s'étendent aux domaines les plus variés de l'économie, de la culture, de la technique et de la science. Mais tous les problèmes qui ont, par leur nature, une dimension internationale, doivent, à un moment donné, être considérés dans une perspective synthétique, politique au sens le plus noble du mot, afin de permettre au pays d'affirmer sa présence et de faire valoir ses intérêts de façon cohérente.

### Les diplomates doivent devenir des spécialistes

— Une telle conception n'impose-t-elle pas une spécialisation des diplomates ?

— Vous avez raison. Je dirai d'abord que l'appareil diplomatique, la cohésion de ses actions à travers la continuité du temps et l'étendue de l'espace mondial, la rationalité de ses analyses, la créativité de ses propositions, la diffusion de ses actions, notamment par les médias, requièrent de la part du personnel diplomatique tout entier un effort collectif atteignant le niveau de l'excellence. Et il en est capable. Mais il importe que les diplomates deviennent des spécialistes. Des spécialistes de quoi ?

— D'abord de ces disciplines économiques, scientifiques, juridiques même qui, dans le passé, ne concernaient pas les chancelleries. Songez qu'autrefois on signait un ou deux traités par an. Aujourd'hui, le nombre des conventions que l'on signe est considérable ; leur préparation et leur mise en œuvre exige une expertise technique de plus en plus poussée. Il y a aussi des spécialités d'ordre géographique : le Quai d'Orsay se doit d'avoir des spécialistes confirmés de chaque région du monde, non seulement sous l'angle linguistique, mais culturel, politique, économique. De ce point de vue, nous sommes peut-être un peu en retard par rapport à d'autres époques et un gros effort est à faire.

— Des spécialistes multidisciplinaires en somme. Des espèces de spécialistes de la généralité ?

— Au contraire, il ne s'agit pas de revenir à la diplomatie de la tasse de thé, mais d'avoir un personnel qui ajoute à ce que le métier requiert de compétences générales une spécialité technique précise. Il s'agit aussi de constituer des équipes pluridisciplinaires. A cet égard, la réforme des structures que je compte mener à son terme indique bien la voie : son axe est ce que l'on appelle la « géographisation ». L'idée est de mieux assurer qu'auparavant le traitement des affaires dans un cadre global qui traduise la spécificité des questions européennes, africaines, arabes, asiatiques, amé-

C'est là le rôle d'un ministère des affaires étrangères.

— Ce qui importe donc, c'est que le ministère soit en mesure de rendre les services que l'on doit attendre de lui, qu'il apporte à l'ensemble de l'appareil de l'Etat et aux gouvernements l'expérience, le talent et tout un ensemble de capacités techniques qui font que son intermédiaire est non seulement nécessaire, mais qu'il est recherché par tous ceux — et pas uniquement les administrations — qui, dans le pays, concourent à la vie internationale. Rien ne saurait plus être étranger au diplomate moderne. Son métier fait appel aussi bien à l'expérience et au savoir-faire hérités de la tradition — et dont on se rend compte, parfois après coup, combien ils demeurent nécessaires — qu'à une technicité et à une « expertise » résolument modernes. C'est en fonction de ces considérations que la mission du ministère des affaires étrangères doit être définie et reconnue. C'est un problème de compétences administratives. C'est d'une nouvelle définition de la diplomatie qu'il s'agit.

### Les diplomates doivent devenir des spécialistes

ricaines, qui sont traitées par des directions géographiques de plein exercice qui peuvent être pour nos ambassades et nos palais des interlocuteurs qualifiés. Mais, parallèlement, le rôle des directions fonctionnelles, dans les domaines économiques, culturels, juridiques, déchargées d'une partie de leurs responsabilités de gestion, doit être concentré sur la synthèse à la prospective. Cette synthèse multilatérale, laquelle vous le savez, prend une importance croissante, surtout pour un pays qui, comme la France, a une vocation mondiale.

— Pensez-vous que des textes nouveaux seront nécessaires aussi bien pour ce qui est de la structure du ministère et de la place de l'Etat pour jouer ce rôle nouveau ?

— Des textes ? Le moins possible. C'est de pratique et d'action qu'il s'agit. Sauf pour le texte sur la fonction des ambassadeurs à l'étranger, qui doit être repris, en vue de faire des chefs de nos missions diplomatiques les responsables incontestés de la présence française à l'étranger.

— Ne serait-il pas plus facile de faire des spécialistes-diplomates que des diplomates-spécialistes ? N'a-t-on pas intérêt à envisager un recrutement plus diversifié ?

— Il faut sûrement ouvrir le ministère, et ceci de plusieurs façons. D'abord par la promotion interne. Aussi par l'appel à d'autres corps d'Etat (car les autres administrations ont besoin de spécialistes de politique étrangère : elles en sont d'ailleurs de plus en plus conscientes), mais à charge de réciprocité, car il faut une mobilité des diplomates afin qu'ils aient une expérience des autres secteurs de la vie nationale.

— N'est-ce pas votre cas ?

— J'ai en effet suivi un parcours de ce genre, et ce n'est pas par hasard. J'ai toujours pensé qu'il fallait faire surgir une nouvelle génération de diplomates, en prise sur la vie, ayant une expérience diverse, tout en conservant leur vocation profonde et spécifique.

### S'ouvrir sur la recherche politique et scientifique

M. Alduy, parlementaire en mission, récemment chargé d'examiner le rôle et les missions de nos consuls.

— Les autres domaines... En outre, la sécurité des personnes mise en cause par le terrorisme ; la sécurité économique compromise par les fluctuations monétaires, la dépendance en matière d'énergie et de matières premières.

— Et la dépendance du capital peut-être, résultant de prises de participations américaines dans les entreprises ? Le poids de certaines économies sur l'économie française pèse autant que le pétrole.

— Mon énumération n'était pas limitative. L'indépendance économique exige en effet que, par rapport aux sociétés multinationales, la France ait une stratégie claire, une stratégie d'indépendance, qui d'ailleurs ne saurait être uniquement défensive. Elle implique la constitution de groupes d'importance et de capacité compétitive internationale. C'est bien ce que fait le gouvernement. Je pense aussi à la sécurité écologique qui ne peut être réellement garantie qu'au plan international.

— Êtes-vous favorable à la création d'une sorte de Conseil national de sécurité, sur le modèle américain ?

— Je ne suis pas amateur d'imitations de l'étranger. Mais toujours dans cette perspective de la sécurité, et du rôle de synthèse que doit jouer, de façon nouvelle, ce ministère, j'ai un projet qui part de la constatation suivante : il se produit plusieurs fois par an des situations de crise ; je ne pense pas seulement aux grandes crises internationales,

mais à des situations urgentes qui exigent que de multiples informations soient recueillies, sélectionnées, analysées, pour permettre des réactions rapides et coordonnées entre tous les ministères concernés. L'expérience prouve que l'on a besoin d'une structure permanente, d'une véritable salle d'opérations en continu, capable de marquer et qui puisse accueillir une équipe opérationnelle interdisciplinaire adaptée à la nature de la crise en question et capable de la traiter d'heure en heure.

— C'est le rôle du Quai d'Orsay qui vous a donné cette idée ?

— Pas spécialement. Plutôt le détournement de l'Airbus, que j'ai vécu il y a deux ans et demi quand j'étais ici comme secrétaire d'Etat, et qui montre la nécessité d'une action interministérielle immédiate.

— Avec l'Elysée aussi ?

— Oui. Mais l'expérience montre que dans des cas de ce genre l'opération transite nécessairement par l'ambassadeur de France dans le pays concerné. Par conséquent les instructions passent par le Quai d'Orsay. C'est ici que doit se situer la cellule — ce qui ne signifie pas qu'elle fait la seule, ni que les décisions lui incombent. Mais elle doit être le laboratoire de l'information, de la réflexion et de l'action.

— Permettez-moi de passer à un autre sujet : le rayonnement culturel, qui est un aspect capital de la présence française. Il ne saurait se limiter à l'image classique que se font de la langue et de la culture française les autres pays, dont l'amitié est traditionnelle et d'ailleurs précieuse. Il doit être celui d'une France inventive, créatrice, accueillante, aussi aux idées venues du dehors et qui doit redevenir l'un des principaux foyers d'échanges, de confrontations et de références d'une culture ouverte, où les formes neuves de l'action culturelle, l'audiovisuel, la science et la technologie ont sautés de place que les arts et les lettres.

Cela demande beaucoup d'argent.

— Je n'en suis pas sûr. Il y a des contraintes budgétaires qui s'imposent à tous et qui nous obligent à réexaminer nos moyens d'action et à les redéployer.

— Autre élément d'une action culturelle : chaque pays qu'une grande partie des relations entre les Etats, entre les peuples, se situe désormais et qui se situe dans les grandes organisations internationales. Certes, leur fonctionnement est pesant ; l'opinion est parfois déçue par la politesse et la lourdeur de leurs débats, quand même ils se déroulent à peu de frais et que je serais tenté d'appeler une nouvelle morale internationale et que j'attendrais la revendication de dignité des jeunes Etats et des peuples démunis. La France se doit d'y être présente par une diplomatie d'influence et de propositions.

— Vous voyez qu'il s'agit d'être présent sur tous les plans. Notre diplomate s'inscrit dans un certain nombre de solidarités fondamentales. Celle de la liberté, qui nous lie aux démocraties occidentales. Celle de la paix, que nous avons entreprise d'organiser. Celle de la détente, qui est indispensable à l'avenir pacifique de notre continent. Celle de la communauté historique, linguistique, culturelle, qui nous unit à un certain nombre de pays proches ou lointains. Celle qui nous lie aux pays en voie de développement et qui nous a conduits à organiser le dialogue Nord-Sud. Mais le caractère mondial de notre diplomatie doit nous conduire aussi à mettre l'accent et de façon constructive, sur nos relations avec des zones comme l'Amérique latine, le Sud-Est asiatique, l'Afrique anglophone, avec un pays de l'importance de la Chine moderne, c'est vrai, sont limités. Mais nous devons faire ce qu'il faut pour qu'il y ait là aussi une présence active et de qualité. Ce qui suppose un certain redéploiement.

### Le Quai d'Orsay doit être désenclavé

— Que routes-vous être pratiquement par redéploiement ?

— Je voudrais m'attacher à adapter et à moderniser l'appareil diplomatique en faisant un des meilleurs instruments diplomatiques du monde occidental en continuant la tâche entreprise par M. de Guiringaud. Dans une très large mesure, la ressource existe ; il suffit de l'exploiter avec rigueur et imagination. C'est cela le redéploiement : le meilleur usage des ressources. Le rôle des hommes est, à cet égard, décisif. Il faut redonner confiance au personnel de haute qualité, de grande compétence et de grand dévouement qui, à tous les niveaux, continue de ministère et qui a d'autant plus le sens de l'Etat qu'il est tourné vers l'étranger.

— Être diplomate aujourd'hui, c'est exercer une profession difficile, parfois même risquée, un métier contraignant qui exige une disponibilité constante. Je voudrais aussi souligner le rôle des ambassadeurs et des ambassades, car le ministère des affaires

étrangères, ce n'est pas seulement un ministère et une administration centrale, c'est l'ensemble des postes diplomatiques qui, dans des conditions de travail souvent ingrates, assurent la présence de la France à l'étranger et qui ont besoin, non seulement de directives, mais d'appui.

— Si l'insiste sur tous ces points, c'est pour désenclaver cette maison, l'ouvrir sur le public, rendre visible et accessible le service que l'on peut rendre à toute institution publique française ayant à traiter une question internationale. Je pense surtout au Parlement et aux parlementaires, envers qui l'initiative française ayant à traiter une question internationale. Je pense aussi aux universités. Je pense surtout au Parlement et aux parlementaires, envers qui l'initiative française ayant à traiter une question internationale. Je pense aussi aux universités. Je pense surtout au Parlement et aux parlementaires, envers qui l'initiative française ayant à traiter une question internationale.

— Vous avez parlé lors de votre installation au Quai d'Orsay d'une « diplomatie ouverte, générale ». En avez-vous les moyens ?

— Naturellement, on peut toujours faire plus, mais on peut aussi faire mieux. Il y a dans les relations internationales quelque chose qui relève du cœur, et l'on se tromperait en pensant que seule compte l'importance des sommes en jeu. Par les initiatives qu'elle a prises, notamment dans le dialogue Nord-Sud, par la disposition d'esprit du président de la République, telle qu'elle est encore manifestée récemment à l'égard des populations africaines et, dans un autre contexte, des réfugiés d'Indochine, la France a montré qu'elle pouvait avoir une diplomatie générale, et efficace, tendant pas seulement du Quai d'Orsay une production de communiqués officiels, d'ailleurs indispensables, mais un commentaire continu de notre action extérieure et de réflexion de haute valeur sur les multiples problèmes de la vie internationale.

ce que devraient avoir de chaleureux les relations entre les peuples, d'attentif aux personnes, la recherche de solutions pacifiques, de généreux la volonté d'entente et de coopération. Cela ne donnera que plus de prix au langage de la rigueur et de la fermeté, quand l'intérêt national le commande.

— On a souvent remarqué que, depuis une vingtaine d'années, la France avait enfin acquis une mentalité exportatrice. C'est bien. Mais ce n'est qu'une étape. C'est l'ensemble du corps social qui, par une véritable conversion mentale, doit participer à la présence française dans le monde. Les échanges spirituels, intellectuels, technologiques, le tourisme, la culture offrent à notre pays la possibilité d'exister pleinement sur la scène internationale et dans la vie de plus en plus interdépendante des peuples. Dans cette perspective, la qualité du service diplomatique apparaît, non comme une simple priorité technique, mais comme un objectif majeur de la politique extérieure de la France.

# AUCHAN Casser les prix, c'est notre métier.



ENSEMBLE	4.490 F
Ampli AKAI AM 2200 2x20 watts platine AKAI AP 100 semi automatique Enceintes WHARFEDALE DENTON 2 voies - 25 watts	1 990,00 F
Ampli AKAI AM 2200 2x20 watts platine TECHNICS SL 210 manuelle. Enceintes SCOTT S. 176 2 voies - 30 watts	2 290,00 F
Ampli tuner PIONEER SX 450 2x24 watts PO/GO/FM platine AKAI AP 100 semi automatique. Enceintes WHARFEDALE L'INTON 3 voies - 30 watts	2 790,00 F
Ampli AKAI AM 2400 2x40 watts Platine manuelle TECHNICS SL 2000 Enceintes 3A APOGEE 2 voies - 50 w.	3 260,00 F
Ampli AKAI AM 2600 2x60 watts Platine TECHNICS semi auto. SL 220. Enceintes 3A ALLEGRETTO 3 voies - 50 watts	4 490,00 F
Radio K7 Stéréo HI FI VOX RKS 1000. PO/GO/FM	890,00 F



L'APPAREIL	750 F
Reflex PRAKTIKA MTL 3 avec obj. 2,8/50 tessar et sac	750,00 F
Reflex NIKON FM boîtier chromé	1 750,00 F
Projecteur diapo PREXTINOX AFT	635,00 F
Caméra sonore SANKYO 600 XLS	2 299,00 F

Ces appareils sont garantis un an, pièces et main-d'œuvre. FONTENAY/BOIS AVENUE DU MAL JOFFRE - TEL 876 47 85 RER VAL de FONTENAY

صكزامن الأصل

Le débat européen

M. Giscard d'Estaing : non à une France chagrine repliée, frileuse

Dans le discours qu'il a prononcé samedi après-midi 9 décembre, au parc des Expositions... M. Giscard d'Estaing a pris le contrepied, sans nommer M. Chirac, des thèmes développés par le chef du R.P.R. dans son appel. Il a déclaré :

M. Pflimlin : le nationalisme est une hérésie des temps modernes.

M. Pierre Pflimlin, maire de Strasbourg, ancien président du conseil, a participé dimanche 10 décembre à Wattefort (Nord) à un « carrefour européen » organisé par le C.D.S. en compagnie de M. Léo Tindemans, ancien premier ministre belge, président du Parti populaire européen. M. Pflimlin a notamment déclaré, évoquant la prise de position de M. Jacques Chirac :

« LA LETTRE DE LA NATION » : une drôle de fille.

La Lettre de la Nation, organe officiel du R.P.R., du lundi 11 décembre, publie un éditorial de Pierre Charpy qui évoque les propos tenus samedi par le chef de l'Etat en ces termes : « Nous sommes en train de vivre une époque où les femmes ont des idées nouvelles, des idées qui nous ont fait gagner la République pour avoir défendu leurs conditions, surtout que le qualificatif de « vieille fille » est devenu un terme de mépris et non d'admiration... »

M. Barre se refuse à « polémique » avec M. Chirac et affirme son souci de « travailler en confiance » avec le R.P.R.

M. Raymond Barre, qui avait exprimé sa « tristesse » après la vigoureuse prise de position de M. Jacques Chirac contre la politique européenne du président de la République, a indiqué, vendredi 8 décembre, à Lyon, qu'il n'avait pas l'intention d'engager une polémique avec le président du R.P.R.

dans le cadre de l'émission Forum diffusée lundi 11 décembre par Radio-Montecarlo, le premier ministre a souligné que le gouvernement n'accepterait jamais l'« asservissement » ou la vassalisation de la France. M. Barre s'est également expliqué longuement sur l'attitude du gouvernement au cours du débat sur l'harmonisation européenne de la T.V.A. à l'Assemblée nationale, en se refusant à faire « un procès d'intention » au groupe R.P.R. et en opposant sa « sérénité » aux humeurs spectaculaires de son prédécesseur.

« Je demande à la jeunesse française de m'aider à organiser l'Europe, de m'aider à assurer l'influence de la France en Europe. Le rendez-vous est là : partout, des Etats-contingents qui se développent dans le monde, peuplés de centaines de millions d'habitants et assurés d'immenses ressources naturelles... Je demande à la jeunesse française de ne pas avoir peur de l'Europe. On cherche à l'effrayer en lui expliquant à la fois qu'elle doit avoir peur de l'Espagne et du Portugal, parce qu'ils sont trop faibles, et peur de l'Allemagne parce qu'elle est trop forte. Peur d'une Assemblée émue, alors que nous disposons d'un droit de veto pour empêcher l'extension de ses pouvoirs... »

M. Crépeau : les réalités de notre temps sont supranationales.

M. Michel Crépeau, député maire de La Rochelle, président du M.R.G., a estimé vendredi 8 décembre au micro de France-Inter que le sommet de Bruxelles « est devenu le gros pour le président de la République ». Il a ajouté : « Cela montre aussi les difficultés qu'il y a à réaliser une Europe à neuf et la difficulté de tenir ensemble une Europe à douze, étant données les formidables disparités qui existent à l'intérieur du continent européen... »

LES DÉPUTÉS COMMUNISTES PROPOSENT D'INSTITUER UN CONTROLE DU PARLEMENT SUR LES DÉCISIONS COMMUNAUTAIRES

Afin de mettre un terme « à la pratique actuelle qui consiste, pour les membres du gouvernement, à participer au conseil des ministres de la Communauté sans la moindre consultation préalable dans leur propre pays », et donc de « démocratiser la préparation nationale des décisions », le groupe communiste a déposé, le 6 décembre, une proposition de résolution visant à modifier le règlement de l'Assemblée nationale. Il est d'abord prévu que, dans le mois précédant la réunion du conseil des ministres, un débat aura lieu devant la commission permanente compétente sur l'ensemble des orientations qu'il entend défendre auprès de ce conseil. D'autre part, dans le mois qui suit la réunion du conseil, le ministre sera entendu à nouveau par la commission. A la suite de chacune de ces audiences, le ministre pourra adopter des observations.

RÉUNIS EN CONGRÈS Les betteravriers français demandent une révision du système des quotas par pays

Les betteravriers français sont inquiets. En dépit des résultats remarquables de la campagne d'arrachage en octobre, ils ont perdu environ 3,7 millions de tonnes de sucre avec des surfaces réduites de 5 % par rapport à l'année précédente. Ils ont donc 3,9 millions de tonnes de sucre en moins qu'ils ont tenu à Paris, vendredi 8 décembre, n'étant guère à l'optimisme. Non seulement, disent-ils, la City de Londres, certains travailleurs sociaux, les dirigeants de l'accord international du sucre et ceux des pays du pacte de Lomé veulent faire diminuer le volume de la production du sucre en Europe, non seulement en France « les bandits de la nutrition » accusent le sucre d'être une drogue douce, mais de quel « prior » alimentent-ils les systèmes de quotas ? Une entreprise de la Somme, la Société vermandoise de sucrerie a décidé unilatéralement au début de 1978 de modifier les conditions de réception des betteraves. Pas de quel « prior » alimentent-ils les systèmes de quotas ? Une entreprise de la Somme, la Société vermandoise de sucrerie a décidé unilatéralement au début de 1978 de modifier les conditions de réception des betteraves. Pas de quel « prior » alimentent-ils les systèmes de quotas ?

EN BREF...

M. Roger Châteaud, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, a déclaré dimanche 10 décembre à Chalon-sur-Saône les propos de M. Chirac, a estimé : « C'est un procès d'intention, mais c'est une vieille histoire ». Evitant l'attitude de M. Michel Debré, il a invité les militants de l'U.D.F. à « n'accorder aucune audience aux propos de la colère » et a ajouté : « Nous nous en sommes occupés à des gens qui ne souhaitent pas voir la France participer à la construction européenne... »

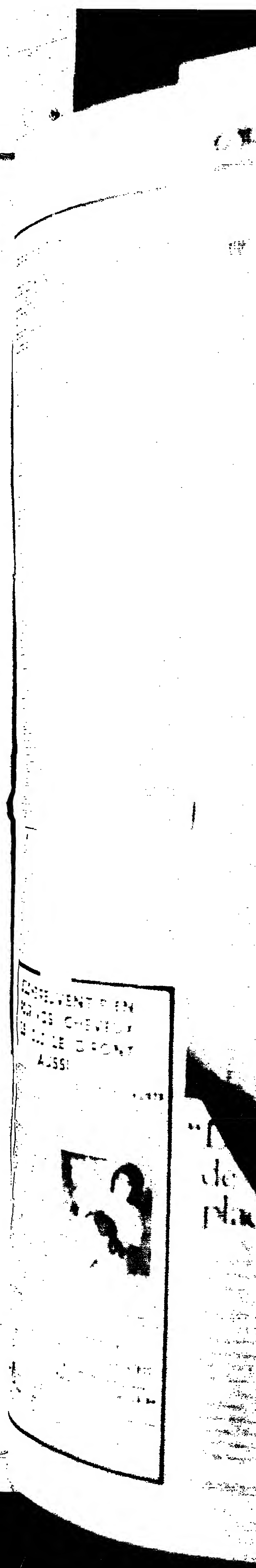
English EN 10 SEMAINES 707.40.38

M. Olivier Guichard, ancien ministre, député R.P.R. de Loire-Atlantique, a déclaré, lundi 11 décembre à France-Inter : « Si j'allais prendre au pied de la lettre la déclaration de M. Chirac, le R.P.R. devrait logiquement et convenablement sortir de la majorité si on ne doit pas la prendre au pied de la lettre, on place les élus du R.P.R. dans une position d'une ambiguïté terriblement atteinte, même sous les régimes d'Assemblée d'autrefois... »

LOTO ca peut rapporter gros. Illustration d'un personnage tenant un billet de loterie.

CONSEILS D'ENTREPRISE SPÉCIALISTES DES AFFAIRES. METTENT À VOTRE DISPOSITION ÉQUIPES DE TECHNICIENS pour CRÉATION, ORGANISATION EN FRANCE OU À L'ÉTRANGER. 574-60-66

Le conflit de la Vermandoise a fait apparaître une anomalie dans l'harmonisation européenne de l'arrachage en octobre : à chaque usine sont attribués des quotas qui sont en quelque sorte propriété de la sucrerie. Le planteur qui se trouve en conflit avec son gouvernement ne peut disposer à sa guise de ses betteraves. Aussi les producteurs demandent-ils qu'en cas de désaccord avec le fabricant, le quart des quotas soit attribué à celui qui a le plus de sucre dans la réglementation concernant la gestion des quotas... Jacques Grall.





ATIE JEEN  
avec M. Chirac  
confiance avec le R.P.

Les pouvoirs du Parlement

« TOUS LES MEMBRES DE LA C.E.E. VEULENT CONSERVER LE DROIT DE VETO », déclare le président du gouvernement luxembourgeois.

Le Parlement européen élu revendiquera plus de pouvoirs, « c'est normal », a dit M. Thorn, président du gouvernement du Luxembourg, dimanche 10 décembre, devant le « Club de la presse » d'Europe 1. Mais, a-t-il ajouté, il ne pourra en obtenir que « dans le respect des traités » (c'est-à-dire du droit de veto de chaque Etat).

A ce sujet, a poursuivi M. Thorn, il y a peut-être de notre part et de la part de certains une grande hypocrisie depuis le général de Gaulle. Les petits pays comme le Luxembourg, disposant de « moins de souveraineté, internationalément parlant », résistent moins que les grandes puissances, mais ils ne voudraient pas abandonner le droit de veto. Je crois que si le général de Gaulle était encore vivant, il aurait dit : « Je suis contre » et « La France ne saurait se laisser majoriser », on se serait peut-être rapidement rendu compte qu'aucun autre pays, même du Benelux, n'allait être d'accord pour se laisser majoriser sur n'importe quel sujet ou sur tous les sujets. Le jour où on aura le courage, entre nous, entre Neuf, de parler franchement, on se rendra compte que nous ne sommes pas tellement éloignés les uns des autres.

Interrogé sur les pouvoirs qu'il voudrait voir attribuer au Parlement européen, M. Thorn a indiqué qu'il ne s'agissait pas pour lui de pouvoirs ni de compétences, mais d'une « coutume » à instaurer permettant au Parlement de mieux « contrôler » l'exécutif. Le pouvoir exécutif n'étant pas exercé dans l'esprit des traités par la Commission (responsable devant le Parlement), mais par le Conseil des ministres. M. Thorn souhaite que certains acceptent « le dialogue sur la place publique, fondamental en démocratie », se présentent devant le Parlement pour « rendre compte » de leur politique.

Le congrès extraordinaire du S.P.D. consacré à l'Europe s'est réuni, samedi 9 et dimanche 10 décembre, à Cologne. Il a adopté, sans gêner le médiateur, le projet de programme des sociaux-démocrates pour l'élection européenne de juin prochain (le Monde du 7 décembre). Ce programme préconise pour la semaine de trente-cinq heures de travail dans l'industrie. Sur ce dernier point, le chancelier Schmidt a fait de sérieuses réserves. Le chef du gouvernement ouest-allemand a, d'autre part,

LE XIII<sup>e</sup> COLLOQUE DU GRECE

« Anti-égalitarisme » et retour aux sources « indo-européennes »

Le Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (GRECE) a tenu son treizième colloque au Palais des congrès, à Paris, le dimanche 10 décembre, en présence d'un millier de personnes environ. Cette association, créée il y a dix ans, a pour ambition d'être, selon son président secrétaire général, M. Jean-Claude Vallà, le « creuset intellectuel » d'une « doctrine rénovée » pour une « famille de pensée [qu'il] s'est, jusqu'à ces dernières années du moins, trouvée fort dépourvue en matière de système de pensée ». L'action que nous avons entreprise peut, au sens le plus large, être située dans la mouvance spirituelle de ce qu'on tend à appeler la droite», ajoute M. Vallà (1).

Appuyé sur une dizaine d'« unités » et de « délégations » régionales dans des revues luxueuses, une littérature qui tente de rattacher à certains courants de la pensée et de la science contemporaines les thèmes traditionnels d'une partie de l'extrême droite : « anti-égalitarisme », dénonciation du judéo-christianisme « oriental » et retour aux sources « indo-européennes », condamnation symétrique du marxisme et du libéralisme, soumission de l'économie à l'Etat, exaltation des liens « organiques » entre les individus, etc. « Le GRECE prend la relève », tel était le titre de ce colloque.

M. Jean Haudry, professeur à l'université Jean-Moulin de Lyon, directeur de recherches à l'École pratique des hautes études, ouvre le colloque en rappelant l'action du GRECE depuis sa création, en 1968. M. Michel Maréchal, journaliste au Figaro, secrétaire général adjoint du GRECE, évoque ensuite la situation de la langue française et le « dépris de décadence, de bassesse et d'aliénation [où] sont descendus, à cet égard, la plupart des Français ». Il estime cependant qu'« une sorte de réaction encore diffuse se dessine aujourd'hui en faveur de la revalorisation du langage », réaction « aristocratique » qui est « une marque d'indépendance, sa singularité et son identité devant l'égalitarisme massificateur, réducteur et niveleur de la société de consommation ».

Les problèmes économiques sont traités par M. Guillaume Faye, secrétaire aux études et recherches du GRECE, qui affirme : « La fausse science — la métaphysique, aussi — de notre époque, c'est bien l'économie. » Le libéralisme, dit-il, propose une utopie, celle d'un « marché mondial, sans frontières, sans races, sans singularités ». Il poursuit : « Cette utopie est plus dangereuse que celle de l'égalitarisme » continué cependant qu'« une extrême droite et plus pragmatique. Le libéralisme américain et son rêve de fin de l'histoire dans la même « way of life » commerciale « standard », voilà la principale menace. Ainsi désignons-nous clairement notre ennemi ».

Parmi les échecs du « système libéral marchand », M. Faye cite « l'appel à l'immigration étrangère », estimant que la Communauté devrait jouer « le rôle d'un conciliateur entre les super-puissances » et devenir elle-même « une grande puissance de paix ». L'identité européenne, a-t-il ajouté en substance, doit se fonder sur l'identité nationale, et il n'est pas question d'éliminer les Parlements nationaux. Le congrès a, en outre, confirmé que M. Willy Brandt, président du S.P.D., conduirait la liste des sociaux-démocrates au scrutin européen de 1979. — (Corresp.)

les peuples fournisseurs de main-d'œuvre ». Se réclamant d'une « économie organique », il déclare : « Seule une optique économique fondée sur des choix d'espace économique européen semi-autarcique, de planification, d'une nouvelle politique de substitution énergétique à moyen terme et d'un retrait du système monétaire international, s'adapterait aux réalités actuelles. »

Dimanche après-midi, M. Faye lit une communication de M. Giorgio Locchi, correspondant à Paris du quotidien italien Il Tempo, qui déclare que l'homme moderne « est intimement convaincu de vivre une ère de progrès », alors qu'il voit toutes sortes de phénomènes qui, dans la longue histoire des peuples, ont toujours caractérisé les apogées des peuples et des cultures, du féminisme à la montée sociale fulgurante des historiens et gens du spectacle, de la désagrégation des cellules sociales traditionnelles — pour nous, la famille — aux tentatives éphémères et toujours renouvelées de les remplacer par on ne sait quelles communes, de l'utrocras-

lisme masochiste à l'effondrement de toute norme sociale contraignante pour l'individu ».

Décrivant la dégradation du mythe fondateur en idéologies contradictoires, de la communauté en société et du peuple en masse, M. Locchi appelle de ses vœux une Europe « portée et organisée par un mythe nouveau, fondamentalement étranger à tout ce qui est aujourd'hui ».

M. Alain de Benoist, écrivain, chroniqueur au Figaro-Magazine, s'appuie sur les thèses du sociologue allemand Arnold Gehlen pour affirmer : « L'homme ne naît pas avec une culture (l'idée d'une culture surgissant tout armée des chromosomes est un fantasme raciste), mais elle lui est facilitée par une culture. Il naît avec un certain nombre de capacités potentielles ; quant à leur réalisation et à leur utilisation, tout, ensuite, lui appartient. »

Il ajoute : « Nous refusons les conceptions unilatérales de l'histoire, qui conçoivent le devenir historique, quelle qu'en soit la complexité marginale, comme une ligne allant d'un Début absolu à une Fin absolue, que cette ligne conduise du jardin d'Eden au jugement dernier, ou du communisme primitif à la société sans classes. (...) Nous ne croyons pas que l'homme est l'appendice d'une divinité extérieure ou d'un processus économique, mais nous croyons qu'il est seigneur de lui-même, (...) étalon et mesure de

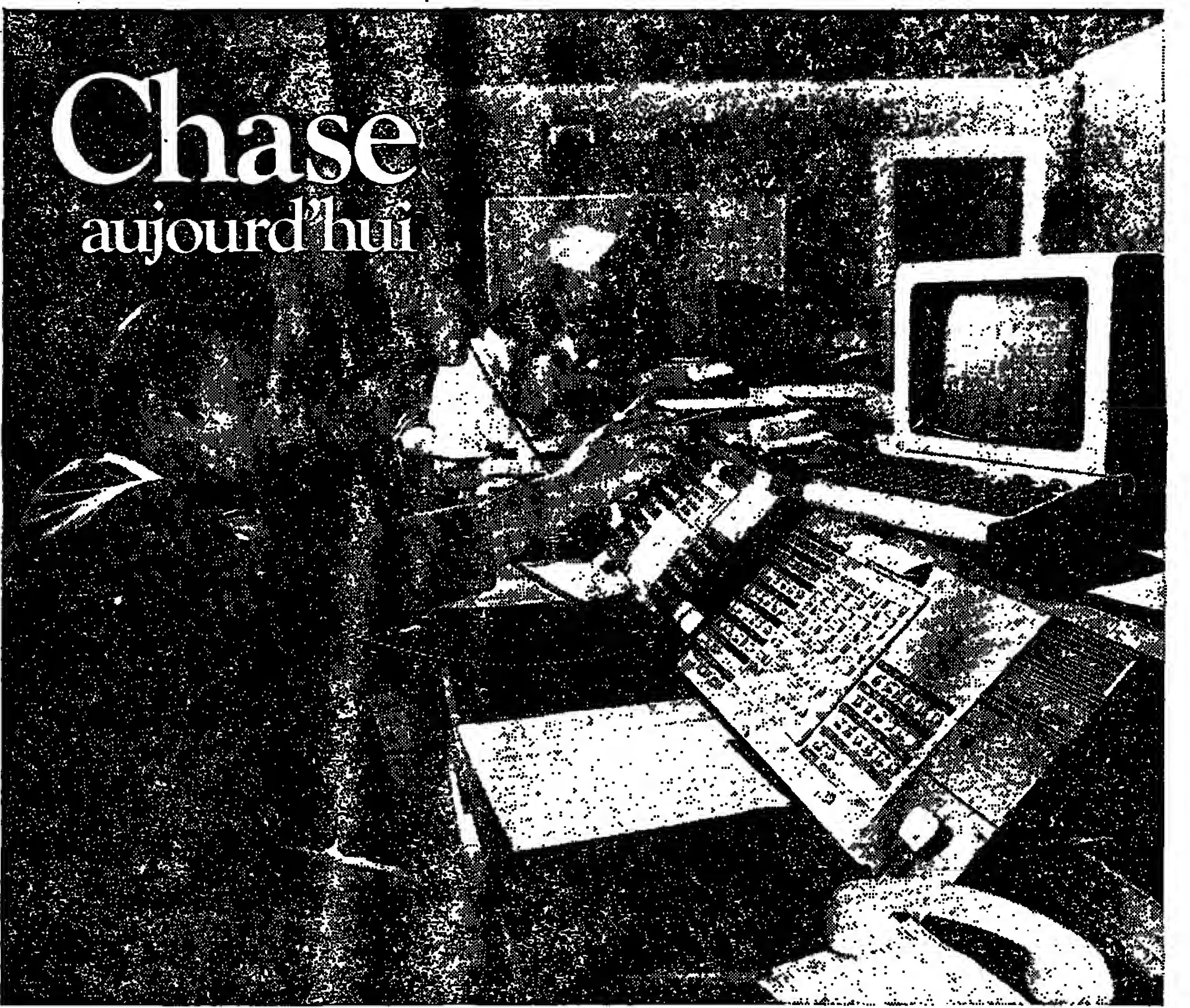
toute chose. Nous croyons qu'il peut et doit trouver en lui les normes de sa conduite. »

Il dénonce « l'époque de l'assomption égalitaire, qui est l'époque des équivalences absolues » et de « l'absence de sens ». Il déclare : « Les masses n'absorbent pas à leur profit, elles absorbent pour dissoudre. La surinformation n'a pas plus aidé à l'éducation des masses » que les maisons de la culture ou l'enseignement obligatoire n'ont favorisé le bon goût ou provoqué l'élévation moyenne du Q.I. (2) »

La conclusion du colloque est donnée par M. Pierre Vial, maître-assistant à l'université de Saint-Etienne, secrétaire général du GRECE, qui déclare : « La conception du monde que veut incarner le GRECE puise ses origines au plus profond du passé européen, ou plus exactement — pour être précis — du passé indo-européen. C'est à Athènes, à Persépolis, à Rome et dans les forêts celtiques que nous allons chercher nos modèles. Ces modèles, ils nous proposent une éthique et une esthétique que l'on peut résumer par quatorze mots héroïques. » Estimant que « l'édifice de la scolastique égalitaire connaît ses premiers leçons », il affirme : « Nous ferons tout pour les agrandir. »

(1) Dix ans de combat culturel pour une renaissance. G.R.E.C.E., 130, rue de la Poissonnerie, 69116 Paris.  
(2) Q.I. : quotient intellectuel.

**LES FOURRURES MALAT**  
FOURREUR FABRICANT GARANTIE DE CONFIANCE  
ont la fourrure qu'il vous faut. Grand choix prêt-à-porter ou sur mesure. Spécial. loup, renard, grand choix chapaux. Réparations et transformations. Service après-vente - Tél. : 878-80-87.  
47, rue La Fayette - 75009 PARIS - Métro : LE PELLETIER



Jackie Bensoussan, Vice Président, Directeur de la Trésorerie et des Changes, à la Chase France.

« La Chase est la plus rapide en matière de change. La transaction est faite sur place », déclare le directeur financier d'une importante société multinationale.

Récemment, un bureau d'études indépendant a interrogé deux cents directeurs financiers de grandes entreprises européennes. Pour qu'ils puissent s'exprimer librement, leurs identités n'étaient pas révélées. L'objectif de l'enquête était de découvrir les points forts de la Chase.

La compétence de la Chase en matière de change est nettement apparue comme étant une de ses qualités particulières. La position préminente de la Chase sur le marché des devises donne l'avantage à ses « cambistes ».

Le contact direct établi avec les clients par nos « cambistes » leur permet de répondre plus facilement à leurs demandes et de rendre plus rapidement le service attendu. L'étude fait ressortir constamment qu'un des motifs essentiels du « leadership » de la Chase est simple : Chase emploie non seulement des personnes très

compétentes mais son organisation leur permet de travailler le plus efficacement possible pour leurs clients.

Il en résulte des prestations personnalisées et efficaces, appréciées par le directeur interrogé, cité plus haut, qui ajoute : « Je suis influencé par les gens auxquels j'ai à faire dans les banques et, personnellement, je préfère la Chase ; ils rendent d'excellents services et sont toujours prêts à donner des conseils de valeur. La Chase sera toujours mon premier choix. » Il en vint à résumer ses avantages en peu de mots : « Les gens de la Chase ».

Jackie Bensoussan, qui dirige le département « Trésorerie et Changes » à Paris, le pense également.

« Nos banquiers font de la Chase une banque particulièrement efficiente. »

**CHASE**

THE CHASE MANHATTAN BANK, 61, RUE CAMBON, 75001 PARIS ET 2, QUAI SAINT ANTOINE, 92000 NANTERRE ET SUCCURSALES EUROPEENNES A AMSTERDAM, ANVERS, ATHENES, BARI, BRUXELLES, COPENHAGUE, DUBLIN, GENEVE, LISBONNE, LONDRES, LYON, MADRID, MILAN, MOSCOW, MUNICH, NEW YORK, NUREMBERG, PALERME, ROME, ROTTERDAM, SLOVENIE, STOCKHOLM, STUTTGART, VIENNE, ZURICH.

**S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI**

**L'EXPERIENCE**  
Les spécialistes EUROCAP du traitement capillaire ont examiné et traité des milliers de cuir chevelus au cours de leur carrière. Ils savent ce qu'un cheveu sain et un cheveu menacé.

**DES SYMPTOMES**  
Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, ou cuir chevelu hyper sensible ou tendu, des cheveux très gras ou très secs, ce sont là des manifestations d'une défiance du système capillaire. Mais ce sont toujours des signes certains d'une chevelure en mauvais état.

**DES SOLUTIONS**  
Pour avoir une belle chevelure, les cheveux doivent être en bonne santé. La cosmétologie moderne se préoccupe de cette notion capitale. Elle a mis au point des produits byogéniques traitant le cuir chevelu et favorisant ainsi la croissance naturelle du cheveu.

**LA DIFFERENCE**

**EUROCAP INSTITUTS CAPILLAIRES**  
4, rue de Castiglione  
Paris (1<sup>er</sup>) - Tél. 260-38-84  
LILLE : 16, rue Faidherbe. Tél. : 51-24-19.  
BORDEAUX : 34, place Gambetta. Tél. : 46-06-94.  
TOULOUSE : 42, rue de la Pomme. Tél. : 22-29-84.  
METZ : 2/3, rue de la République. Tél. : 75-06-11.  
NICE : 1, Prom. des Arènes. Imme. Le Sabli. Tél. 89-25-44.

حکومت الامم المتحدة

# Le Sénat vote le budget, mais refuse les modifications que voulait lui imposer le gouvernement en seconde délibération

Le Sénat a voté, dimanche soir 10 décembre, par 180 voix contre 101 (P.C., P.S., une fraction de la Gauche démocratique, dont celle rattachée au M.R.G.), l'ensemble du projet de loi de finances pour 1979. Mais ce n'est pas exactement le projet que le gouvernement souhaitait qui a été renvoyé devant la commission mixte paritaire. On était convoqué par lui. Avant ce scrutin, en effet, le ministre du budget, M. Maurice Papon, avait demandé aux sénateurs, par la procédure de la seconde délibération et du vote bloqué, de revenir en se dégageant sur un certain nombre d'amendements qu'ils avaient adoptés au cours des trois semaines de débat, en particulier sur le taux de la déduction forfaitaire applicable aux revenus fonciers et les pré-

vements sur les enjeux du Loto et du P.M.U. destinés à subventionner le sport. Par 126 voix (23 P.C., 62 P.S., 35 Gauche dém., 5 CNIP (MM. Bourguin, Desmarests, Dubois, de Hautecloque, Mézard), 1 non-inscrit, M. Marcellin) contre 117 (43 R.L. sur 51, 58 Union centr. sur 60, 11 CNIP sur 16 et 7 non-inscrits sur 9), le Sénat a repoussé l'ensemble du dispositif gouvernemental qui faisait l'objet de cette seconde délibération.

Le groupe R.P.R. s'est abstenu dans ce scrutin, ainsi que 7 R.L. (MM. Boyer, Descours-Desacres, Labonde, Larché, Louvet, Ruet, Sordel), 3 Union centr. (MM. Bajoux, Henry, Le Montagner) et 3 Gauche dém. (MM. Bonnefous, président de la commission des finances, Héon, Raynaud).

Commencé dans la routine et la régulation trois semaines plus tôt, le débat budgétaire s'est donc achevé au Sénat par cette manifestation de mauvais humeur, dans la colère même et l'indignation, devant la désapprobation gouvernementale qui tendait à considérer comme nuls et non avenue les longues délibérations — souvent nocturnes — en séance publique et le travail des commissions.

Ce mécontentement, aggravé par l'abstention massive du R.P.R. et par certaines maladresses de procédure, s'était manifesté dès samedi et avait alors trouvé son expression dans le discours du président de la commission des finances dont le ton très vif devait ensuite devenir celui du débat.

M. EDOUARD BONNEFOUS, citant notre journal, qualifie d'abord de « démentes » les conditions du contrôle parlementaire qui ont été imposées aux Assemblées. « Le désordre de l'activité gouvernementale et parlementaire, déclare-t-il, risque de devenir, à bref délai, aussi navrant que les crises ministérielles de la fin de la IV<sup>e</sup> République. »

S'agit-il au moins d'un bon budget ? Le président de la commission des finances répond : « On nous annonçait pour 1978 une croissance économique de 4,6 % ; elle ne dépassera pas 3,3 %. La hausse des prix ne devait pas dépasser 7,8 % ; elle sera de 10 %. Les exportations valent s'améliorer de 8,1 % ; le taux réel sera de 6,4 %. Espérons que les prévisions pour 1979 ne seront pas aussi irrées que celles de la fin de 1977. Notre taux d'inflation est, en vérité, de 10 % par an depuis 1974. On veut nous consoler par des comparaisons avec l'étranger. Mais l'Angleterre, dont le taux d'inflation était de 24,3 % en 1975, est revenue à 8,8 % en 1978. En Suisse, il est de 1,5 %. En R.F.A., il est inférieur à 7 % depuis 1974, à 4 % depuis 1977. (...) On dit, M. Edouard Bonnefous, que notre monnaie s'est bien défendue par rapport au dollar ; c'est vrai ; mais parce que le dollar a subi une baisse notable. Mais si nous comparons avec les autres monnaies, la hausse du taux du mark allemand a été, de janvier 1973 à novembre 1978, de 44 % et celle du franc suisse de 87 %. Pendant la même période, le cours du litro d'or a presque triplé, passant de 10 520 à 29 080 francs. »

M. MAURICE PAPON répondant à M. Adolphe Chauvin (Union cent., Val-d'Oise), a indiqué qu'il s'employait à ce que la liquidation des pensions soit plus rapide et qu'il s'efforçait d'accélérer la mensualisation mais que ce système étant fort coûteux on ne pouvait que procéder par étapes. Toulouse et Tours sont inscrits au programme de 1979.

Après la « section commune » (dette publique, fonction publique, etc.) et les crédits des services, M. PAPON a annoncé que le ministre qui n'avait pas encore été examiné, le Sénat vote ceux des « journaux officiels », du Conseil économique et social, ainsi que le budget annexé de l'imprimerie nationale. Puis les dispositions portant récapitulation de l'ensemble des crédits budgétaires sont adoptées.

Dimanche, à 16 heures, le ministre du budget demande une deuxième délibération qui implique que les sénateurs reviennent, par un vote unique, sur plusieurs de leurs votes fixant notamment le taux des baux ruraux, les prélèvements sur le P.M.U. et le Loto. En contrepartie le ministre leur accorde quelques crédits supplémentaires.

M. DUFFAUT (P.S., Venduse) : « Voilà des jours et des nuits que nous travaillons, et pour quoi ? Le gouvernement substitue à nos décisions les siennes et il apporte 210 000<sup>e</sup> du budget que nous avons examiné. Cette méthode est la négation du système parlementaire et elle est humiliante pour le Sénat. On fait de nous l'équivalent moderne des Frères mendiants ! » (Vifs applaudissements prolongés sur tous les bancs.)

M. DE MONTALEMBERT (R.P.R., Seine-Maritime) : « L'un des dogmes de notre Assemblée vous dit : « Je n'ai jamais vu un débat budgétaire débiter de cette façon ! Comment ! Nous avions longuement débattu de cet article 5 [baux ruraux], par exemple, avant de le supprimer, et nous sommes allés jusqu'à M. Monseron. Nous étions quelques-uns à avoir préparé des amendements purement agricoles sur cet article ; l'article est rétabli et pourtant nous n'avons plus de possibilité de présenter nos amendements. Je dis qu'en régime parlementaire cela n'est pas tolérable ! »

Le président de la commission des finances conclut en évoquant l'Europe : « L'Europe, dit-on, est tout régler. Mais l'Europe qui se profile à l'horizon, fait le droit de le dire pour avoir joué quel rôle dans son avènement, qui donc aujourd'hui nous dit que ce soit une solution de facilité ? Les récentes conversations de Bruxelles sur l'organisation monétaire devaient du moins nous ouvrir les yeux là-dessus. N'oublions pas que, par deux fois déjà, le franc a dû sortir du « serpent ». Qu'arrivera-t-il si nos prix continuent à monter ? Il faudra, répond M. Olivier Wormser, modifier « périodiquement » mot terrible ! la parité du franc, sans en obtenir d'autres aucun résultat durable. »

« Cette politique nous inspire, déclare-t-il, les plus graves inquiétudes. »

Les sénateurs ont ensuite voté les crédits des charges communes, notamment ceux affectés aux collectivités. Le ministre secrétaire d'Etat, M. Jacques DOMINATI, ont été doublés. Dans ce budget « fourre-tout », qui représente 25,5 % du contenu de la loi de finances, le problème des retraites a également été discuté (rapporteur : M. Henri Tourman, P.S., Gers).

Les sénateurs entreprennent alors (pour la forme) l'examen de chacun des articles remis en question, puis expliquent leur vote.

M. CAROUS, président du groupe R.P.R. : « Nous ne pouvons accepter ni le fond ni la forme de cette deuxième délibération. Le Sénat n'aime pas les votes bloqués. Lier quelques mesures favorables à des mesures inacceptables, non ! (Vifs applaudissements.) »

M. CHEVIGNY, président du groupe de l'Union centrée, annonce qu'il votera les amendements du gouvernement, et M. DE BOURGOING, président du groupe des républicains indépendants, indique que son groupe est partagé : une partie s'abstiendra, « geste grand, souligne-t-il, pour ce qui soutient habituellement le gouvernement. »

MM. VALLIN (P.C., Rhône) et SCHWINTZ (P.S., Doubs), dénoncent la transformation du Sénat en « chambre d'enregistrement ». Naturellement leurs amis voteront contre. Quant à M. DEVEZIE (CNIP, Alsace), il annonce qu'il votera « blanc ».

Après le rejet des amendements gouvernementaux, le Sénat doit se prononcer sur l'ensemble

de la loi de finances. De nouvelles explications de vote précèdent le scrutin général.

M. RIBESÈRE (GNIP, Ardèche), exprime son inquiétude devant l'importance du déficit et l'augmentation du train de vie de l'Etat. Il votera néanmoins un budget qui renforce sérieusement « l'aidé producteur » de M. CHEVIGNY votera un budget qui assure le maintien des grands équilibres et la place de notre pays dans le monde, singulièrement dans la Communauté européenne.

M. DUFFAUT déclare notamment : « Que peuvent faire les libéraux ? Ce que font les Américains : exporter leur inflation ? Nous n'en avons pas la puissance. Restait la méthode des Suisses ou Allemands : des mesures draconniennes, mais brèves, après lesquelles on peut respirer. Mais vous préférez la méthode de M. Papon : primo seigneur, deinde seigneur, postea seigneur, ensuite seigneur. Il n'en peut résulter que la longueur du malade, et une crise sociale larvée. C'est parce que pour notre jeunesse, nous ne voulons pas de cela, que nous voterons contre votre budget. »

« Les radicaux de gauche », proclame M. MERCIER (Rhône), ne voteront pas le budget. Des trois maux qui provoquent la Révolution française, le gouvernement en cumule deux : l'inflation et le veto. »

M. JACQUET (R.P.R., Seine-et-Marne) : « Vous annoncez 18 milliards de francs de déficit. On peut être assez sceptique sur le chiffre, mais, en tout état de cause ce déficit ne fera que couvrir l'augmentation des charges et le transfert des charges sociales. Bref, c'est la politique au fil de l'eau. Vous consacrez 22 milliards à l'indemnisation du chômage, l'augmentation des charges sociales, des charges sociales. Financer le non-emploi, c'est accélérer l'inflation. »

Cela dit, nous ne voulons pas remettre en cause les décisions économiques du gouvernement. Sans grande conviction, le groupe R.P.R. votera unanimement le budget. »

M. JARGOT (P.C., Isère) : « Votre politique affaiblit la France sur le plan économique en concentrant l'activité sur quel-

## A Nice La liste de la gauche l'emporte au premier tour avec 50,91 % des voix

De notre correspondant régional

Les résultats de l'élection municipale partielle qui s'est déroulée dimanche 10 décembre dans le troisième secteur de Nice sont les suivants :

Inscr., 53 247 ; vot., 29 528 ; suffr. expr., 23 910. Liste « Nice-démocratie », conduite par MM. Virgile Pasquet (P.C.) et Séraphin Pinto (P.S.), et composée de 5 P.C., 4 P.S., 2 écol., 1 M.R.G., 1 U.G.P. et 1 dém., 14 719 voix, élue ; liste M.R.D.E.C.I.V., présentée par ordre alphabétique et composée de 7 U.D.F. (6 P.R. + 1 Perspectives et réalités), 2 R.P.R., 1 P.S.D. et 4 sans étiqu., 12 600 ; liste d'union pour la participation et la gestion, émanant de l'U.P.F.G. (Union populaire gaulliste), 1 591.

968 voix d'avance et 50,33 % des suffrages exprimés. Il est vrai aussi que ce scrutin partiel ne remette pas en cause la majorité au sein du conseil municipal dont trente-quatre membres restent favorables à M. Médecin.

La gauche progresse de plus de dix points (50,91 % contre 40,70 %). C'est dans le deuxième canton, où sont implantés de nombreux logements H.L.M., que la liste « Nice-démocratie » a pris une avance décisive sur la liste invalidée de la majorité qu'elle bat de 1 595 voix sur 12 593 suffrages exprimés, en recueillant 53,10 % des voix contre 42,45 % en 1977.

Nice. — Cette élection partielle concernait les électeurs du troisième secteur de Nice (8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> cantons) où le scrutin du 20 mars 1977 avait été annulé, par le Conseil d'Etat, le 27 octobre 1978. En mars 1977, la liste MEDECIN (Mouvement pour l'expansion, le développement économique de la cité et des intérêts de Nice) l'avait emporté au second tour avec 19 120 voix contre 16 826 à celle de l'union de la gauche sur 83 434 inscrits et 37 948 suffrages exprimés. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : liste MEDECIN, 18 391 voix ; union de la gauche, 14 841 ; liste écologiste-jobertiste, 4 809 ; action royaliste, 421 sur 53 432 inscrits et 36 462 suffrages exprimés.

Dans le huitième canton, le seul où elle arrive en tête, la liste MEDECIN obtient 51,58 % des voix contre 51,29 % en 1977 (soit 0,29 point de mieux). Elle limite son recul à moins d'un point dans le neuvième canton (30 1/2 % contre 29,95 % en 1977). Au total, la liste « Nice-démocratie » devance la liste MEDECIN de 2 119 voix, et paraît avoir mieux qu'elle mobilisé son électeur.

L'élection des candidats de la gauche, si elle ne remet pas en cause la majorité du conseil municipal de Nice, devrait modifier quelque peu le fonctionnement de celui-ci. Dans une déclaration faite à l'issue du scrutin, M. Séraphin Pinto (P.S.) a notamment précisé que la liste « Nice-démocratie » « travaillera à l'instauration d'un contrôle de l'utilisation des fonds publics ».

De son côté, M. Virgile Pasquet (P.C.) a dit : « A partir d'aujourd'hui, les portes sont entrouvertes à la mairie. Il reste à la population à les ouvrir toutes grandes. »

Pour M. Médecin, la liste de gauche « est soulevée uniquement par la haine et le rancœur ». Il a estimé que les nouveaux élus « constitueront un élément permanent de perturbation au sein du conseil municipal, mais, a-t-il ajouté, nous nous y habituerons ». Le maire de Nice devra, d'autre part, redistribuer les postes d'adjoints, puisque quatre adjoints sur les seize réglementaires du conseil figuraient sur la liste battue.

Le scrutin pourrait également ne pas être sans influence sur les élections cantonales qui se dérouleront au printemps prochain. Deux des trois cantons du troisième secteur, les huitième et dixième, sont en effet renouvelables. Si M. Fernand Icart, député (P.R.) de la troisième circonscription, ancien ministre de l'équipement, avait été réélu, il aurait été réélu dans le huitième canton où il avait aisément triomphé au premier tour de scrutin en septembre 1973, les chances de la gauche pourraient être plus grandes de gagner le dixième canton. Le titulaire du siège, M. Antoine Martin, avait certes été élu confortablement sous l'étiquette « médeciniste » du Rassemblement républicain avec plus de 61 % des voix. Mais, depuis 1973, le nombre des inscrits est passé dans ce canton de 16 737 à 24 841 et la sociologie de l'électorat s'est profondément modifiée au profit de la gauche comme cette élection partielle vient de le montrer.

Par rapport au premier tour de mars 1977, la liste soutenue par M. Jacques Médecin enregistre une perte de 1,97 point de pourcentage (49,59 % contre 44,85 %). Ce recul, quoique modéré, confirme la dégradation des positions du maire de Nice dans sa propre ville, qui s'était déjà manifestée au second tour de scrutin de mars 1977, où, sur l'ensemble des trois secteurs, les listes qu'il présentait ne l'avaient emporté qu'avec

« A Mirmande (Drôme), commune de quatre cent sept habitants, les deux sièges restant en ballottage après le premier tour, qui avait vu le succès de M. Haroun Tazieff et de six de ses collègues, ont été pourvus au second tour, dimanche 10 décembre, par les deux candidats soutenus par le vulcanologue. Ce scrutin avait été organisé à la suite de la démission de neuf conseillers municipaux sur onze, qui entendaient protester ainsi contre l'« autoritarisme »

« Seulment », ajoute-t-il, il ne serait pas admissible que le Parlement continuât d'être traité comme il l'a été cette année. Vous êtes déjà très armés contre le Parlement : article 40 de la Constitution, article 42 de la loi organique. Pourquoi a-t-il fallu que vous en inventiez une autre ? Vous voulez nous faire voter les budgets particuliers au bénéfice de quelques promesses d'amélioration au cours d'une deuxième lecture. Mais ce traitement à la tradition, les budgets de chaque ministère ne sont plus étudiés en eux-mêmes. On ne conclut plus sur chacun d'eux. »

En demandant une seconde délibération avant l'aboutissement de la première et pour en annuler certains effets, le gouvernement privait les sénateurs des ultimes possibilités d'exprimer une loi de finances qui leur restent. On pouvait prévoir le rejet qui a-t-il plus de chances devant la commission mixte paritaire ?

« Seulement », ajoute-t-il, il ne serait pas admissible que le Parlement continuât d'être traité comme il l'a été cette année. Vous êtes déjà très armés contre le Parlement : article 40 de la Constitution, article 42 de la loi organique. Pourquoi a-t-il fallu que vous en inventiez une autre ? Vous voulez nous faire voter les budgets particuliers au bénéfice de quelques promesses d'amélioration au cours d'une deuxième lecture. Mais ce traitement à la tradition, les budgets de chaque ministère ne sont plus étudiés en eux-mêmes. On ne conclut plus sur chacun d'eux. »

En demandant une seconde délibération avant l'aboutissement de la première et pour en annuler certains effets, le gouvernement privait les sénateurs des ultimes possibilités d'exprimer une loi de finances qui leur restent. On pouvait prévoir le rejet qui a-t-il plus de chances devant la commission mixte paritaire ?

M. JARGOT (P.C., Isère) : « Votre politique affaiblit la France sur le plan économique en concentrant l'activité sur quel-

ALAIN GUICHARD.

**Champagnes Bordeaux Bourgognes C.C.A.**

1403, rue de Turénne, 75003 Paris  
tél. 24 48 24 27 29 27  
ouvert tous les jours de 10h à 19h

Également « CADEAUX ENTREPRISE » et expéditions provinciales  
Prix T.T.C., demandez le tarif complet contre enveloppe timbrée

CHAMPAGNES (vente par verre de 6 de chaque)	1) CH. CARBONNELUX 70 gr cru Graves 29,00
1) CH. HUBERT BRUT la bouteille 28,50	2) CH. GAILLARD 14 gr cru Pinot 7,50
1) ABELLE « Source de Reims BRUT » 28,50	3) BOURGOGNE « Rouge » 107,00
1) HEDOUARD BRUT la bouteille 24,50	4) BOURGOGNE « Blanc » 107,00
1) FINE CUVÉE BRUT la bouteille 24,50	5) BOURGOGNE « Blanc » 107,00
1) FINE CUVÉE BRUT la bouteille 24,50	6) BOURGOGNE « Blanc » 107,00
1) FINE CUVÉE BRUT la bouteille 24,50	7) BOURGOGNE « Blanc » 107,00
1) FINE CUVÉE BRUT la bouteille 24,50	8) BOURGOGNE « Blanc » 107,00
1) FINE CUVÉE BRUT la bouteille 24,50	9) BOURGOGNE « Blanc » 107,00
1) FINE CUVÉE BRUT la bouteille 24,50	10) BOURGOGNE « Blanc » 107,00

Attention 1<sup>er</sup> achat à effectuer en numéraire - carte client s/1 mois.

**Comment continuer à bénéficier de la Sécurité sociale en période de chômage ?**

Vous trouverez la réponse précise dans le GUIDE DE LA VIE PRATIQUE. Une véritable somme d'informations sur toutes les questions qui interviennent dans la vie de chacun et sur lesquelles il est indispensable d'être bien renseigné : le logement, les impôts, la retraite, la justice, la santé et la sécurité sociale, les droits des salariés, l'enseignement, le droit familial, les vacances, les libertés, les pouvoirs publics...

Facile à consulter, il éclaire chaque problème dans son contexte juridique et social.

**GUIDE DE LA VIE PRATIQUE**  
sous la direction de Denis Perier Daville, docteur en droit.

Un volume relié (15,5 x 23 cm), 1450 pages en deux couleurs, avec un sommaire très détaillé, un important glossaire-index, de nombreuses adresses utiles et des références bibliographiques.

140,00 F

**LAROUSSE**  
chez tous les libraires

**Deux élections cantonales**

**CHARENTE-MARITIME**, canton de Saintes-Sud (deuxième tour).

Inscr., 11 571 ; vot., 6 230 ; suffr. expr., 6 056. MM. François Vanneau, P.S., 3 149 voix, élu ; Alain Bougeret, U.D.F., 3 014.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Jean Sorillet (M.R.G.), décédé, qui avait été réélu au second tour des élections cantonales de septembre 1973, comme centre gauche, avec 2 946 voix contre 1 887 à M. Georges Desclaux (P.S.).

Les résultats du premier tour de cette élection partielle ont été les suivants : Inscr., 11 571 ; vot., 5 149 ; suffr. expr., 5 037 ; MM. François Vanneau, P.S., 1 537 voix ; Alain Bougeret, U.D.F., 1 941 ; Edouard Bettman, R.P.R., 1 105 ; Francis Lafont, P.C., 882 ; Pierre Fongereat, écol., 172.

**MANCHE**, canton de Saint-Jean-de-Daye (premier tour).

Inscr., 4 837 ; vot., 2 745 ; suffr. expr., 2 680. M. Gérard Kizna, sans étiqu., 956 voix ; Mme Simone Gourdin, maire de Pont-Hébert, U.D.F.-P.R., 835 ; MM. Michel Vigot, P.S., 763 ; Jean-Pierre Le-marquand, P.C., 128. Il y a eu ballottage.

Il s'agit de pourvoir au remplacement d'Antoinette de Choqueuse (U.D.F.-P.R.), décédée, qui avait été réélu au premier tour des élections cantonales de septembre 1973, avec 1 827 voix, contre 237 à M. Charles Cassinard (P.S.) et 72 à M. Daniel Hirsch (P.C.).

P.C. et P.S. progressent tant en voix qu'en pourcentage. Le score du P.C., qui représentait 2,7 % des suffrages exprimés en 1973, est cette fois de 4,78 %. Le P.S. enregistre un gain de plus de 17 points, en passant de 11,89 % à 23,47 %.



# LES INTELLECTUELS ET LE P.C.F.

## M. Marchais : une véritable guerre idéologique est aujourd'hui conduite

Dans son « Information », à l'ouverture des deux journées de rencontre du bureau politique du P.C.F. avec quatre cents intellectuels communistes, M. Georges Marchais a expliqué que, depuis le mois d'avril, la direction du parti est convaincue de la nécessité d'un examen de la politique du P.C.F. vis-à-vis des intellectuels. Elle a renoncé à tenir une session du comité central sur cette question avant d'avoir rencontré les intellectuels. Le bureau politique prévoit cependant que le comité central adopte, après le XXIII<sup>e</sup> congrès, un nouveau document sur les intellectuels et la culture qui se substituerait à la résolution adoptée en 1966 à Argenteuil.

Après avoir noté que « la voie démocratique » choisie par le P.C.F. n'est pas « une sorte de vote royaliste (sans-à-dire ce fameux « contenu de classe » et que « faute de réformes démocratiques anticapitalistes il n'y a que le sabotage pseudo-démocratique et soumis à la domination et aux objectifs du capital », le secrétaire général a expliqué que l'« impérialisme » n'est plus en mesure de se lancer dans des conflits militaires, « en raison d'un nouveau rapport des forces dont les pays socialistes constituent un élément décisif ».

Il a ajouté : « Sur le plan de la lutte des idées, c'est une véritable guerre idéologique qui est aujourd'hui conduite par les représentants du capital. Comme toujours, l'anticommunisme en constitue le fer de lance. »

« Je dirais qu'il a cet aspect spécifique que c'est un anticommunisme adapté au vingt-deuxième congrès et aussi à ce qu'on appelle l'« eurocommunisme », un anticommunisme qui vise à discréditer une politique, un projet dont la bourgeoisie redoute qu'il gagnent en audience. »

M. Marchais a reproché, au passage à « la bourgeoisie et au P.S. » de « dénigrer le socialisme existant » en prétendant qu'il serait, en son principe, « source de goûlage ». « C'est le fond de leur ignoble campagne contre le Vietnam », a-t-il noté. (...)

Le secrétaire général a expliqué que « Pour atteindre ses objectifs, la bourgeoisie doit obtenir un soutien politique suffisamment large, c'est-à-dire ce fameux « contenu ». La collaboration des travailleurs à leur surexploitation constitue aujourd'hui une condition essentielle du succès de la bourgeoisie dans la recherche d'issues à la crise pressurant sa domination. C'est en fonction de ces impératifs que la social-démocratie représente dans les conditions de différents pays le recours nécessaire pour les forces du capital. (...) C'est, en définitive, en fonction de cette réorientation social-démocrate que le parti socialiste en est venu à prendre la responsabilité de briser l'union autour du programme commun. C'est le fond du problème. »

### Le bilan des pays socialistes est globalement positif

M. Marchais, après avoir rappelé que l'union de la gauche, « et plus généralement l'union avec le P.S. », constitue, dans la stratégie du P.C.F., « l'axe de l'union des forces populaires, sa traduction politique », a noté : « Il faut une bonne fois renoncer à l'illusion selon laquelle les problèmes de l'union pourraient se régler au niveau des élites-majors, autour d'une table et entre gens de bonne compagnie. Il ne s'agit pas pour autant de se faire la guerre. »

Le secrétaire général a abordé ensuite la question des pays socialistes. « Nous repoussons, a-t-il déclaré, tout autant l'idée d'aller

chercher ailleurs un modèle tout prêt de socialisme que celle d'imposer aux autres notre propre modèle, en considérant qu'il n'y a de socialisme que celui qui correspond à nos propres vues. (...) Il est inutile de prétendre que le socialisme n'existe que sous prétexte qu'il revêt des formes qui ne correspondent pas à notre manière de voir les choses. Au surplus, le plan des pays socialistes, leur activité quotidienne reflètent leur caractère original, leur supériorité sur le capitalisme pour assurer la solution des grands problèmes de la société, surtout si l'on tient compte des situations de départ et des conditions rencontrées. Nous considérons que ce bilan est globalement positif. »

M. Marchais a rappelé ensuite les divergences qui existent entre son parti et les P.C. au pouvoir en particulier à propos des droits de l'homme et des libertés. Il a noté au passage : « Il n'y a plus de centre du mouvement communiste international et, à nos yeux, il ne saurait y en avoir, quel qu'il soit. »

Le secrétaire général a ensuite dressé le bilan du travail du P.C.F. parmi les intellectuels, indiquant qu'il existe cent huit cellules universitaires. Il a relevé que l'activité des communistes dans ce secteur est « trop générale, insuffisamment différenciée ». Les insuffisances sont particulièrement sensibles en ce qui concerne les techniciens, ingénieurs et cadres, et l'action, dans leur direction, sera désormais confiée au secteur « entreprises » du comité central.

« Le bureau politique estime qu'il importe d'étudier les critiques, de corriger les défauts, de remédier aux insuffisances pour faire franchir une nouvelle étape à notre activité », a précisé M. Marchais, avant d'appeler les intellectuels communistes à « la

lutte idéologique et non la simple confrontation », en particulier pour dénoncer les thèses des « nouveaux philosophes » ou celles des « idéologues » sociaux-démocrates tels MM. Touraine, Revel et Duverger.

En ce qui concerne le travail de recherche du P.C.F., M. Marchais a rendu hommage aux publications de l'Institut Maurice-Thorez sur l'histoire du parti communiste et sur le réformisme. Il a en outre annoncé la création auprès du comité central d'un groupe de travail consacré à l'étude des classes sociales dans la France d'aujourd'hui. Évoquant le cas de la Nouvelle Critique, le secrétaire général a souhaité une « participation plus active des intellectuels communistes » à l'élaboration de la revue, « d'autant qu'elle a perdu des lecteurs dans la dernière période. »

En conclusion, M. Marchais a rappelé que la règle de fonctionnement du P.C.F. demeure le centralisme démocratique. Il a ajouté : « Dans le flot de ce qui se dit et s'écrit au sujet des intellectuels communistes, on nous accuse de mépris à l'égard des intellectuels. Ce qui saute aux yeux, au contraire, quand on prend connaissance de la réalité, c'est le caractère dénué de fondement d'un tel procès d'intention. Je repousse cette accusation que rien ne justifie. »

Invitant les intellectuels à poursuivre la discussion, il a toutefois précisé que celle-ci « sera d'autant plus féconde qu'elle se développera dans des conditions qui permettent au parti de progresser ». « Elle doit avoir lieu dans le parti et dans le parti lui-même, a-t-il conclu. Il s'agit là d'un droit, d'un avantage que chaque adhérent acquiert en devenant membre du parti. En toutes circonstances, c'est le parti qui doit conserver la maîtrise du débat nécessaire en son sein. »

## La rencontre de Vitry n'a pas dissipé tous les désaccords

Dans sa conclusion, brève et improvisée, de la rencontre entre le bureau politique du P.C.F. et quatre cents intellectuels communistes, samedi 9 et dimanche 10 décembre à Vitry, M. Georges Marchais a notamment déclaré : « Les intellectuels communistes, en lisant l'Humanité demain, connaîtront la pensée profonde du parti, de sa direction, sur les problèmes concernant les intellectuels et sur ce que nous voulons faire. »

Ces intellectuels ont en une agréable surprise : l'organe de leur formation, qui consacre cinq pages aux débats de Vitry, donne de ceux-ci une idée assez précise, sans chercher à cacher les critiques qui ont été émises.

Tel n'avait pas été le cas lorsque les rapporteurs des quatre groupes de discussion avaient rendu compte le dimanche de l'assemblée plénière. Les résumés présentés par MM. Guy Besse, Guy Hermier et Jacques Chaboux avaient été accueillis avec une certaine froideur. Le quatrième rapporteur, Mme Michelle Bertrand, avait reçu, à l'inverse, un accueil particulièrement chaleureux, la suite tenant à saluer l'effort d'honnêteté qu'elle avait accompli en s'attachant à n'écarter aucun des aspects de la discussion.

C'est sans doute parce qu'il était conscient de cette morosité qui continuait de régner à l'issue de deux journées de travaux que M. Georges Marchais a clos la rencontre en déclarant :

« Pour ce qui nous concerne, direction du Parti nous sommes beaucoup mieux que vous, nos opinions, vos critiques, vos propositions. (...) Je souhaite que, ni d'un côté ni de l'autre, les positions ne restent figées, mais que le débat prenne son véritable sens, c'est-à-dire que l'on tienne compte les uns et les autres de leurs opinions émises. Autrement dit que l'on réfléchisse pour avancer. »

Le Bureau politique, au nom du Comité central, a pris des engagements que nous ne ferons pas en un jour, cela ne se fera qu'avec vous, mais les engagements seront tenus. (...) Si vous avez cette seule un seul camarade qui doute que nous ayons la volonté de mettre en œuvre le XXI<sup>e</sup> Congrès, je pense que cette réunion a pu le convaincre que nous ne sommes pas en train de tromper. »

A un type de rencontre qui ne correspond à aucune des normes habituelles au sein du P.C.F., a donc succédé un type de compte rendu qui a été lu dans des règles qui ont trop souvent cours dans la presse communiste. Il est vrai que la direction du parti était sans illusion sur le fait que, compte tenu du nombre de personnes rassemblées et de la composition de la salle, le contenu des délibérations ne manquerait pas d'être rapidement connu.

Un effort s'imposait d'autant plus que le contenu de l'Humanité et la direction du Parti nous ont débatté en cours entre communistes ont été critiqués par plusieurs intervenants, qui n'ont pas hésité à contredire le secrétaire général, à contester certaines de ses affirmations et de ses analyses. On n'avait jamais rien vu de tel au P.C.F., du moins depuis une quarantaine d'années. M. Marchais a pu dire que M. Marchais a une vision « paranoïaque » de la situation, et Mme Hélène Parmelin a pu reprocher au secrétaire général de se conduire en « maître de maison ». Et personne n'a suivi Mme Parmelin quand elle a dénoncé une « réstalinisation » du P.C.F. — processus que l'illustrait pas la rencontre de Vitry, plusieurs participants ont néanmoins jugé insuffisante l'« information » présentée par M. Marchais au début des travaux. Jean Rony, par exemple, a parlé d'un « discours

« surtout destiné à faire digérer l'échec électoral du roman de Milan Kundera, la Plaisanterie, il a conclu : « L'optimisme est l'opium des imbéciles : vive Trotsky ! »

Le point, qui a principalement fait obstacle à l'appréciation de M. Georges Marchais et du bureau politique sur les pays socialistes. Plusieurs intellectuels communistes ne sont en effet pas d'accord pour parler de « bilan positif ». Tel a été le cas de « contestataires » connus comme, par exemple, Mme Christine Buel-Cluckman, mais aussi, et c'est plus important, d'un des auteurs de l'U.R.S.S. et Nous, M. Claude Frixon.

Si l'on a porté sur les pays socialistes continue de diviser les communistes, le mode de fonctionnement du P.C.F. qui constitue le second grand sujet de débat — suscite toujours des critiques. M. Labica, par exemple, a déploré que les intellectuels soient peu assés à l'élaboration de la ligne du P.C.F. Le Centre d'études et de recherches marxistes n'étant, en réalité, qu'un « défilé ». Un avocat lyonnais, M. Ugo Ianucci, a tenu des propos similaires en constatant que, si des structures de discussion existent au sein du parti, il n'y a, en revanche, pas de structures de participation à l'élaboration des décisions.

Le troisième sujet de discussion qui mobilise les communistes concerne le parti socialiste. Sur ce point les « contestataires » sont moins nombreux. M. Rony demeure le plus assés, s'appuyant sur les analyses des communistes italiens et espagnols, il invite ses camarades à nuancer leurs appréciations sur la social-démocratie et à éviter l'assozir systématiquement à la bourgeoisie. Toutefois, quand M. Jean Elieinstein déplore le ton dont a été la direction du P.C.F. et plus particulièrement l'analyse des communistes italiens et espagnols, M. Rony, il traduit un sentiment largement partagé chez les intellectuels communistes. M. Alexandre Adler, qui est lui aussi l'un des auteurs de l'U.R.S.S. et Nous, a également regretté le comportement de la direction du parti à cette occasion, tout en reprochant à M. Rony d'avoir cherché à faire pression, de l'extérieur, sur sa formation.

On a pu constater à travers les discussions de Vitry que l'intervention de communistes dans la presse dite « bourgeoise » heurte la sensibilité de la plupart des militants du P.C.F., même s'ils admettent que ce type de débat doit avoir lieu. C'est pourquoi la revendication d'une plus grande ouverture de la presse communiste demeure toujours aussi vive. Il est vrai que la direction du P.C.F. fait jouer, face à ces interventions « extérieures », le réflexe de patriotisme de parti. M. Paul Laurent, par exemple, estime qu'il s'agit d'un « phénomène d'une incontestable gravité » mettant en cause la nature même du P.C.F.

### L'affaire du Vietnam

C'est en partie sur le même réflexe que se fonde la campagne lancée par la direction du parti communiste en faveur du Vietnam. Elle sensibilise les membres du P.C.F. à l'idée que leur parti est la victime d'une véritable agression et qu'il doit se mobiliser pour le défendre. Elle permet de resserrer des liens nécessairement distendus depuis l'échec des élections législatives, en utilisant le dernier mythe révolutionnaire, en jouant d'un patrimoine historique des communistes enfin inattaquable. Cette campagne sur le Vietnam a l'avantage de permettre à la direction d'élargir le débat à la défense de l'ensemble des pays socialistes, ce qui serait certainement plus difficile si on pays de l'Est se trouvait en première ligne.

Quel bilan la direction du P.C.F. peut-elle dresser de ces deux journées de rencontre avec les intellectuels ? A l'évidence, elle peut constater que, sur l'essentiel de sa stratégie, elle est suivie puisque la dénonciation de la social-démocratie et de la campagne anti-communiste « passent » bien. En revanche, sur le fonctionnement du parti, les revendications demeurent, qu'il doit toutefois être possible de résoudre, par quelques assouplissements. Le principal point d'achoppement semble devoir être l'analyse de la situation dans les pays socialistes, et sur cette question essentielle, aucun progrès n'a été enregistré.

La direction du P.C.F. a pu constater que peu d'intellectuels se sont mobilisés pour porter la contradiction aux contestataires. Il a fallu, le plus souvent, que les membres du comité central se chargent des répliques. A tel point d'ailleurs que si les membres du bureau politique étaient restés, à l'exception de M. Marchais, relativement discret le samedi, le dimanche, ils se sont montrés nettement plus offensifs. Il semble qu'il ne leur sera guère aisé d'enrôler les intellectuels communistes dans la guerre idéologique « telle qu'elle a été décrite par le secrétaire général du parti.

THIERRY PFISTER.

# La paie : voici venir les grands embouteillages !



**La paie,** plus les déclarations, plus les bilans. Tout tombe à la fois. Joyeux Noël ! Au lieu de faire la paie, faites la faire. Par GSI. Avec GSI, leader européen du service informatique et son système Zadig-Paie, toute votre paie sera faite. Rapidement. Automatiquement. En toute discrétion, ponctualité et sécurité. Et quand nous disons la paie, chez GSI, c'est bien plus que le bulletin de paie. C'est toute la paie. Y compris les plus récentes réglementations (reps

compensateur, bilan social, etc.) que nos clients ont pu intégrer, sans le moindre retard, dans leur application.

Et c'est même plus que la paie : c'est toute la gestion du personnel.

Plus de 5000 entreprises ont fait confiance à GSI pour la paie ou d'autres services. Appelez-nous à Paris : 766.51.50, ou à Lyon (78) 69.50.51. Nous vous communiquerons l'adresse du centre GSI le plus proche.



**Avec GSI, on sait où l'on va.**

حکومت الاصل

SPORTS

EQUITATION

C.S.I. DE BORDEAUX

Le cheval à l'heure de la Coupe du monde

De notre envoyé spécial

Bordeaux. — Le jumping international de Bordeaux se présente et s'affirme comme le meilleur concours hippique du monde...

N'empêche que, malgré la certitude de boucler le budget sans surprise grâce à la participation massive d'un public en ce Bordeaux qui surveille d'un regard en coin l'activité débordante des annonceurs assés sur le cheval de luxe...

Ce qui est clair et certain en revanche, c'est que l'équitation dans ses us et coutumes est en passe de virer sec. Nous verrons de plus en plus les jeunes cavaliers doués de talent se tourner vers le professionnalisme...

Les cracks dont les jambes claquent pour un galop de trop risquent, à force d'être sollicités tous azimuts, d'y perdre le goût à la vie, de s'échapper vers la réforme...



La route du Rhum chez Duriez

Si vous n'avez pas fait l'École Navale, (et même si...) Duriez vous initie gratuitement au nouveau micro-ordinateur marin inventé par Texat.

Colui-ci calcule votre tactique de course, fait le point astronomique pour la navigation à l'estime, etc.

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE. Préparation au CAPA. Centre d'aptitude à la prof. d'avocat...

VOILE

Jacques Palasset est arrivé à Pointe-à-Pitre

Les recherches pour retrouver Alain Colas continuent

La marine nationale a lancé, lundi 11 décembre, la troisième phase de ses opérations de recherches pour retrouver le trimaran «Manu-ruva»...

Jacques Palasset a en effet touché Pointe-à-Pitre dimanche 10 décembre. Son long silence radio a été provoqué, comme un nouveau le penser, par une panne d'émetteur...

Birch confiant. La troisième phase des opérations de recherches décidées par la marine nationale pour retrouver Alain Colas est entreprise pour l'instant avec un seul but...

Les résultats

Table of sports results including Basketball, Football, Volleyball, and Dames.

PRESSE

La Fédération internationale des rédacteurs en chef, présidée M. Henri Sacquet, a adopté deux motions à l'issue de ses journées d'études...

La motion sur le secret professionnel des journalistes demande que les règles d'éthique professionnelle soient scrupuleusement respectées...

TENNIS

Les États-Unis remportent la finale de la Coupe Davis

À l'issue de trois journées disputées sur le Central en dur de Mission Hills, le club situé à Rancho Mirage, aux alentours de Palm Springs (Californie), les États-Unis ont battu la Grande-Bretagne...

Le héros de la rencontre a été le jeune gaucher John McEnroe (dix-neuf ans), qui, pour sa première sélection, se montra un Daviscupman nullement noué par les nerfs...

FOOTBALL

Nantes menace Strasbourg

Les footballeurs strasbourgeois ont vécu une bien mauvaise semaine. Quatre jours après avoir été éliminés sans gloire de la Coupe de l'Union européenne (U.E.F.A.)...

La menace des Nantais est d'autant plus précise que cette dernière victoire est la sixième consécutive. Les Nantais sont d'autre part invaincus sur leur terrain en championnat depuis le 15 mai 1976...

JEU A XIII

Confirmation des Français face aux Australiens

Le premier succès obtenu par l'équipe de France face aux Australiens, champions du monde en titre mais battus 13 à 10 le 26 novembre à Carcassonne, avait laissé pas mal d'observateurs sceptiques...

À Toulouse, le 10 décembre, pour le deuxième test-match, les Australiens étaient sur leurs gardes. Or, s'ils ont marqué deux essais contre un aux Français, comme à Carcassonne, ils ont cette fois admis la régularité de leur défense par 11 à 10.

SKI

LA COUPE DU MONDE

Déjà Proell-Moser et Stenmark

Les compétitions comptant pour la Coupe du monde ont commencé ce week-end à Piancavallo, en Italie, et à Schladming, en Autriche. A Piancavallo, où ont eu lieu les courses féminines, l'Américaine Abi Fischer a remporté le slalom spécial en battant d'un centième de seconde la Française Perrine Pelen...

REMISE OFFICIELLE DU PRIX DE L'UNION DES ATHÈES 1978

La remise officielle du Prix de l'Union des Athètes 1978 aura lieu le mardi 19 décembre 1978 à 18 h. 30 dans le Salon des Grandes Conférences de Paris, 35, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 PARIS, sous la présidence effective du professeur Francis Perrenoud, ancien Haut Commissaire à l'Énergie Atomique, Membre de l'Institut de France...

Fêtes et cadeaux

NOUVEAU

Large advertisement for 'TIZZO' featuring a person in a hat and various text elements.

# Fêtes et cadeaux

L'ancien au goût du jour

## « Souvenirs, souvenirs... »

INSTANTANE récent brillant d'un glaçis neuf ou portrait ancien sentimentalement jauni, les photographes toujours s'insinuent au présent qui se souvient. Poursuivés d'images découvertes dans quelque recoin de grenier, les albums de photos d'autrefois racontent une époque où l'on n'avait pas peur des conventions : de camper son personnage devant une toile de fonds peinte en trompe l'œil, de prendre la pose face à l'appareil à boîte du photographe de studio. Dans la conception des albums de photos actuels, mis au goût du jour, on soupçonne néanmoins une intention passéiste... Peut-être parce que la photographie, même si elle date d'avant-hier, prend un caractère nostalgique dès lors qu'on la recueille.

Raffinés, sobres, ainsi Laurent Tiené conçoit-il ses albums pour photographes exposés à « Papier ». Fais main, soignée (en toute hauteur) ou à l'italienne (toute largeur), à la palette précieuse (noir, havane, gris, chaudron), en tout format et d'épaisseur variable aménagée de façon à ne pas charger le volume, ces beaux albums incitent à recueillir photos récentes ou d'autrefois. Complète tenu de la qualité de l'ouvrage, les prix sont fort raisonnables (de 60 à 200 F). Suggestion originale pour les amateurs de photographes : des boîtes de transfert tant soit peu sophistiquées dans des tons choisis (marron, noir, gris, violet...), en dimensions variables (du 25/34,5 au 42/62) qui coûtent de 60 à 200 F. Elles peuvent

contenir des planches-photos que l'on collera sur des feuilles que l'on pourra choisir à sa guise : la qualité « baïka » de 240 g la feuille, proposée en sept tons (ardoise, saphir, havane, grenat, noir et beige) est vendue 5 F pièce en dimension 700/100 ; en « key color », un choix de quarante couleurs est proposé à 7 F la feuille. Chacun peut ainsi composer un recueil de photographies à son goût. « Marie-Papier », outre des albums faits main toilés ou à couverture de papier nuageux, aux tons tempés dès lors qu'ils sont unis, ou plus pastels pour albums de photos d'enfants ou pour polaroids (de 58 F à 120 F selon les dimensions), propose aussi des boîtes dessinées (de 20 à 28 F). En guise d'albums, une idée originale à retenir : des cartons à dessins qui se ferment avec des rubans assortis aux tons du modèle (en format demi-rein ou 23/33, proposée à 52 F et 53 F). Là aussi, les photos pourront être collées sur des feuilles aux couleurs choisies (la palette comprend une quarantaine de couleurs).

Il arrive que telle photographie, par sa qualité ou simplement parce qu'on la trouve réussie, s'impose parmi d'autres. Plutôt qu'enroulés dans un album, on souhaiterait la voir à part, encadrée, fixée au mur ou posée sur une table. Certains effets spéciaux peuvent à l'occasion accentuer telle qualité, améliorer l'image si elle est ancienne. Certains laboratoires spécialisés s'y emploient. « Central Color » effectue des tirages manuels à partir d'un

négatif, en noir et blanc, en couleur et aussi monochrome : un portrait noir et blanc, par exemple, peut être teinté d'une couleur « rétro » vieux rose (prix hors taxe : 98 F en 13/18, 90 F en 18/24) ou en septa (dimensions de 18/24). « Pictorial Service », qui réalise ces travaux à des prix presque similaires, propose également un « tirage prestige » en grand format 30/40 : à partir d'un modèle type, un tirage est réalisé selon les suggestions du client : l'ensemble du travail coûtant 200 F (en couleur) et 80 F (en noir et blanc).

Telle photographie, une fois magnifiée par les soins des laboratoires, peut ensuite faire l'objet d'un encadrement de diverses matières. La « Boutique Dunoyer de Segonzac » expose pendant la période des fêtes une variété de petits cadres en argent massif, perlés à la Louis XVI, pourvus de petits nœuds finement ciselés ou unis, parfois gainés de daim, en toutes formes (ovales, ronds, carrés) et toutes dimensions (de 58 à 250 F). En métal coulé au four, d'autres médaillons « rétro » sont proposés au « Présent composé », qui dispose aussi de cadres ronds en céramique (115 à 180 F). Les cadres classiques « Métra » sont diffusés chez « Sennelier » et à la « Galerie la Tortue », en métal doré, argenté mat au noir

(environ 150 F en moyenne dimension), en bois naturel à des prix inférieurs, et aussi les cadres « Ralux », qui sont constitués de fines baguettes en plastique blanc ou noir à bon marché. Récemment installé dans la cour du Palais-Royal, René Deramond crée à la demande des cadres qu'il conçoit selon le type de la photographie qui lui a été confiée : métalliques, en acier brossé (à partir de 150 F), dorés à la feuille, brunis argent ou patinés veillé (premier prix, 200 F), gainés en tissu dans la matière souhaitée (soie, velours, lamé, à partir de 300 F), en boîtes en relief avec chevalet (à partir de 300 F) ou encadrés dans un double verre à bord craffé (à partir de 400 F). Les détails de fabrication, selon la complexité de l'ouvrage, varient de dix jours à quinze jours.

EVELITA MOOD.

\* « Papier », 8, rue du Pont-Louis-Philippe, Paris (4<sup>e</sup>) ; « Marie-Papier », 25, rue Vavin ; « Boutique Dunoyer de Segonzac », 17, rue de l'Annonciation, Paris (10<sup>e</sup>) ; « Présent composé », 28, rue Henri-Barbus, Paris (5<sup>e</sup>) ; « Sennelier », 3, quai Voltaire, Paris (7<sup>e</sup>) ; « Galerie la Tortue », 11, rue Jacob ; René Deramond, atelier d'encadrement, 33, galerie Montpensier, Palais-Royal, Paris (1<sup>er</sup>) ; « Pictorial Service », 9, rue Desaix, Paris (14<sup>e</sup>).

## Une boutique au musée

Avoir chez soi, comme objet, le coq d'un clocher, ce rêve bien français est possible. Cette pièce (1 600 F), qui provient de l'église de Favertilles, en Côte-d'Or, figure cette année parmi les nouveaux cadeaux du Louvre.

Pour élargir son éventail, le musée a fait appel au Musée des arts et traditions populaires. Celui de la céramique de Sévres, de son côté, s'est distingué en envoyant la copie d'une de ses pièces maîtresses, le célèbre bol en forme de sein d'époque Empire (1 500 F). Au terme d'un échange, enfin, le Metropolitan Museum de New-York expose certains de nos objets et nous envoie quelques-uns des siens : une petite coupe en porcelaine de Chantilly au décor de perdrix (90 F), un sucrier à pied en verre taillé (190 F), et un acrobate étrusque en bronze (400 F).

(100 F) et cheval des steppes (500 F). Objet chargé d'histoires : ce presse-papier en bronze doré (170 F) est, en fait, un bordereau sumérien accusant réception de marchandises — trois bousseaux de dattes, dix paquets d'arbricos, vingt ballots de figures, livrés par les horticulteurs du domaine royal à la reine Shagshag.

Les bijoux sont des sculptures : on peut les porter ou les poser sur une table, comme ce poids asiatique provenant du Musée des arts africains et océaniques (210). Certains originaux ont été réédités en miniatures : le plus réussi est ce disque lydien (150 F). Enfin, pour passer au delà de quel-qu'un, un anneau de mariage du dix-neuvième siècle, en deux mains s'emboîtent (150 F).

Cette année, les cadeaux du musée lancent une série de lampes montées à partir de moules (de 200 F à 2 000 F) : tête égyptienne, bouddha laotien, tête royale (de 200 F à 2 000 F). Le montage permet de changer de sculptures. Celle-ci coûtant de 200 à 280 F, on peut donc, à peu de frais, varier son décor.

Au hasard des siècles, cette année, les cadeaux du Louvre sont petits et grands. Utile et amusant, ce bloc de papier à lettres composé avec les en-têtes de factures du siècle dernier (40 F), et la série des trois « carnets de colportage » reliés dans des copies de papier ancien (520 F).

Petits trésors : flacons égyptiens remplis de sable coloré (65 F), souris-biberon de Babil

Fi. R.  
\* Ces cadeaux sont disponibles au musée du Louvre, salle du montage (de 9 h. 45 à 20 h., sauf le mardi) ; à la boutique « le Musée », 8, avenue Victor-Hugo (de 10 h. à 19 h., sauf le dimanche) ; à la Bibliothèque nationale (de 11 h. à 18 h., sauf le dimanche) ; au château de Versailles, enfin (de 10 h. à 17 h., sauf le lundi).

## Bouteilles pour les amis

LES fêtes sont l'occasion de sortir de sa cave « la bonne bouteille ». Ou, si l'on n'a pas de cave, de l'acheter dans une épicerie fine ou chez un marchand renommé. Les vieilles bouteilles de Nicolas, dans le catalogue qui sort cette maison chaque fin d'année, sont à prix généralement honnête.

Si vous vous y connaissez peu, choisissez toujours un vin mis en bouteille « au château » ou « au domaine ». L'étiquette doit l'indiquer. Ne vous laissez pas abuser par les millésimes. Il est certes de petites années qui, chez certains, ont donné un grand vin et il est de fastueuses années dont le prix est néanmoins trop cher. Ne choisissez pas non plus de trop vieux millésimes, vous risqueriez le désastre.

Noter donc que les bonnes années en bordeaux rouge sont 1962, 64, 66, 67, 70, 71, 75, 76 (ces deux dernières un peu jeunes) ; en bordeaux blanc : 1962, 67, 75. En bourgogne rouge : 1961, 64, 66, 67, 68, 76 ; en blanc : 69, 70 et 76. Dans les côtes-du-rhône, vous apprécierez les 1969, 70 et 76, dans les alsacens les 1968, 67, 70, 71, 73 et 76. Dans les poilly et saucerre : 1973, 75 et 76, dans les anjou et touraine, il est difficile de retrouver un succès aussi éclatant que celui de 1958... et c'est évidemment trop vieux, sauf pour les blancs il-quoireux. Et les champagnes, direz-vous ?

Ici nous nous trouvons devant des cuvées et des assemblages. De plus, la vinification actuelle fait que les champagnes « mûrissent » plus vite qu'autrefois ! Il en est de même des autres vins vitifiés de façon qu'ils puissent se mettre tôt sur le marché et qui sont de moins bonne garde, en général, qu'autrefois. Mais les millésimes 1973 de champagne sont en général les derniers mis sur le marché, et il vous faut ici vous fier bien plus à la marque... et à votre goût !

Je ne suis pas complètement pour les cuvées spéciales (mises à la mode par le dom pérignon de Moët II) y a quatre ou cinq lustres), mais une belle bouteille (ou mieux un magnum) au cuve belle époque fait « jolir » sur la

table. Les vins signés Krug sont en général exceptionnels. La bouteille — blanche — de cristal-rodrevar attire l'œil. Les crémants sont agréables en apéritif ou en début de repas. Le bouzy rouge a ses amateurs, dont la suite : J. Vasselle, Brice, Bars, etc. Sans oublier le champagne marie de France (à Bouzy).

Mais surtout, si vous n'avez pas les moyens ou la possibilité d'une grande bouteille, cherchez le plaisir de la fête dans des crus inconnus ou mal connus. A défaut d'un grand sauternes (avec le fois gras et si vous ne voulez pas innover en proposant porto, pinède des Charentes, que sale-je), cherchez un rarissime anjou de la coulée de Serrant (Mme Joly à Savennières). Ou encore un vin de paille jurassien (le château chlois fait merveille sur les framages à pâte cuite et, en Comté, on trempe volontiers son fromage dans un verre de ce vin prestigieux !), un tokay hongrois...

Cela m'amène à parler des vins étrangers. Il faut se méfier : on vitifie de mieux en mieux aux Etats-Unis, et les vins américains sont souvent de très bonne qualité. Là encore ce sera l'été de surprendre les amis avec un vin de Californie, un vin de Masalia, un vin hongrois, un vin italien, espagnol ou encore portugais (le vinho verde sera pour les amateurs de vins trals une découverte). Mais méfiez-vous des vins australiens, pas encore au point !

Revenons en France pour pallier la pauvreté du portemonnaie par l'imagination. Vos invités découvriront peut-être avec plaisir le ballet nicols (Bagnis), le vin de palette alcois, le Beaumes-de-venise vaucisien et, dans un domaine mineur, le vin « sablé » de l'île de Ré, le villevieil et la fronton du Sud-Ouest, les vins de la Côte-Saint-Jacques vers Joigny.

Un excellent provençal : le châtea vignolaure (à Riens, 83560), un excellent domaine des hautes-côtes à Santenay, un vin d'Argenteuil amusant (Jacques Defresse), souligneront l'exceptionnel du repas.

LA REYNIÈRE.

**FOOTBALL**

Nantes meilleur...

Confirmation des...

Deja Proell-Mos...

IDEE CADEAU  
IDEE LUMIERE

# TIZIO



Lampe de bureau et de table à halogène. Articulée, orientable en tous sens.

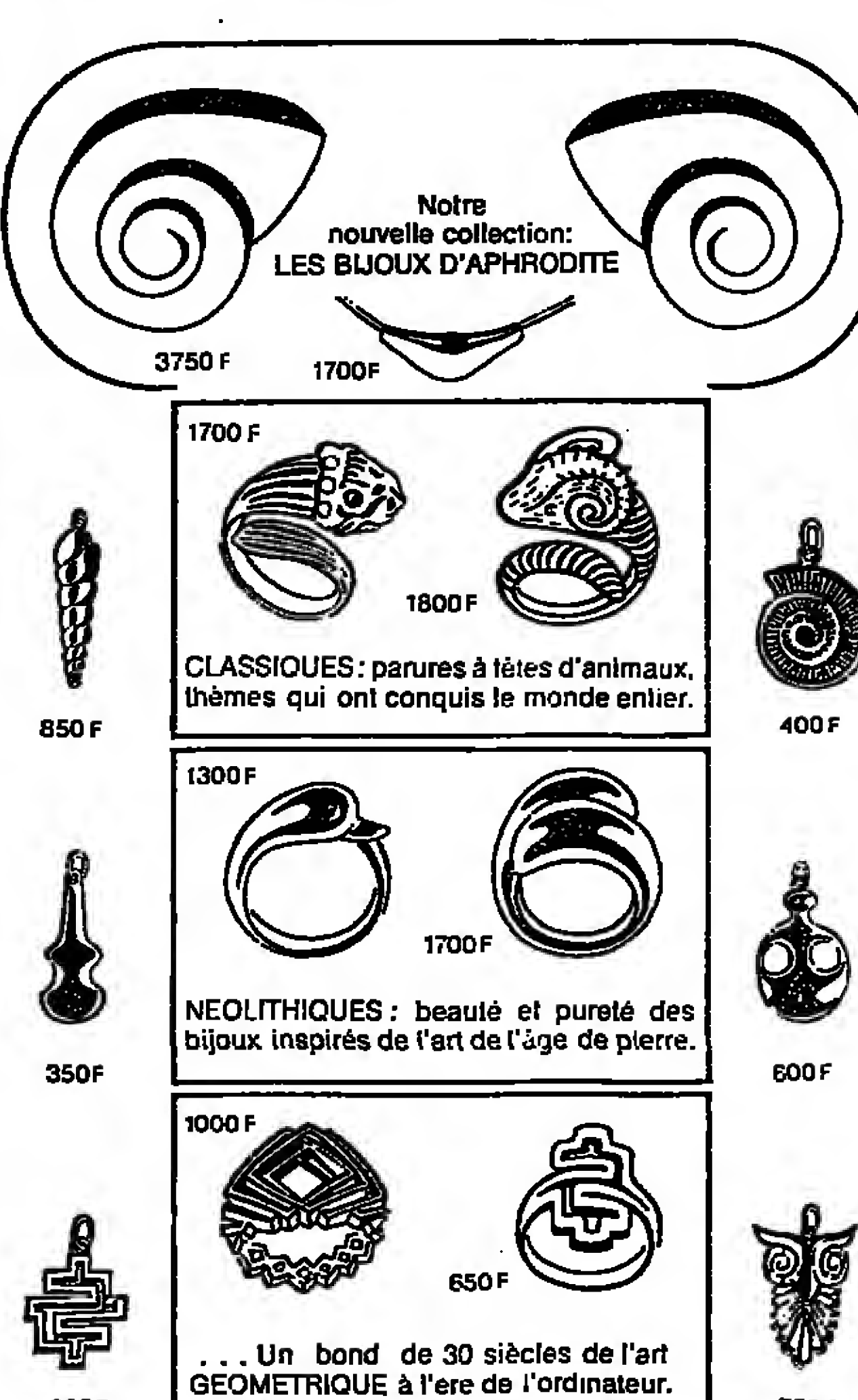
Crée par Richard Sapper pour Artemide.

PARIS  
ARCASA 210, rue Saint-Honoré - Paris 1<sup>er</sup>  
DESIGN S.A. 23, boulevard Saint-Germain - Paris 7<sup>e</sup>  
ELECTRORAMA 7, boulevard Saint-Germain - Paris 5<sup>e</sup>  
ESPACE & LUMIERE 17, rue des Lombards - Paris 4<sup>e</sup>  
JAMAICA 04, boulevard de Montparnasse - Paris 14<sup>e</sup>  
LE BINAN 25, rue du Faubourg Saint-Antoine - Paris 11<sup>e</sup>  
MICRAND ECLAIRAGE 14, rue de Valenciennes - Paris 10<sup>e</sup>  
ROUVE 02, rue de Rennes - Paris 6<sup>e</sup>  
LILLE G.S.T. 14, rue Léon Tuelin - Lille  
LYON ARREVETZ S.A. 68, avenue Foch - Lyon 3<sup>e</sup>  
NEON RHONE-ALPES 58, rue du Lac - Lyon 3<sup>e</sup>  
MARSEILLE AMEBRIEMENT DECORATION 107, rue de Paradis - Marseille 6<sup>e</sup>  
NICE INTERIEUR INTERNATIONAL Centre Commercial Cap 3000

Distribution Artemide : HORAS INTERNATIONAL Paris : 130, rue Champagnat - 75018 Bruxelles : 144, avenue Louise - 1030

Artemide

ilias LALAOUNIS vous propose des BIJOUX SYMBOLES EN OR



Notre nouvelle collection: LES BIJOUX D'APHRODITE

CLASSIQUES: parures à têtes d'animaux, thèmes qui ont conquis le monde entier.

NEOLITHIQUES: beauté et pureté des bijoux inspirés de l'art de l'âge de pierre.

... Un bond de 30 siècles de l'art GEOMETRIQUE à l'ère de l'ordinateur.

La plus grande collection de bijoux modernes inspirés de l'histoire, de la nature et de la technologie moderne. Nos bijoux soulignent le charme et la personnalité de la femme d'aujourd'hui. Ils sont les messagers de l'éternelle beauté.

ilias LALAOUNIS

PARIS 364, rue Saint-Honoré (Place Vendôme) tel. 261.55.65  
GENEVE: BON GENIE, ZURICH: ORIEDER, LAUSANNE: ATHENES 6, Avenue Pampelsturm, Hôtel Grande Bretagne et Athens Hilton-MYCONOS, CORFOU, RHODES

MUNIER cadeaux ouvert 24h & 31

Chaussures HARRY

HOMME - FEMME

Spécialiste grandes marques

337, r. de Vougrard, 828-20-29 (Métro Convention)

صك:امتن الأصل

صكيا من الاصل

(Publicité) Avant les fêtes de fin d'année, une visite s'impose chez JEAN LUCE. Les deux boutiques proposent une grande variété de cadeaux utiles, décoratifs, jeunes ou traditionnels.

Torsades de perles



Cécla JOAILLIERS 2, rue de la Paix 261 03 29

AUX TORTUES JEUX D'ÉCHECS MINIATURES SUR IVOIRE LAMPES CHINOISES VASES ET COUPES CHINOISES

CADEAUX lampes - poteries bijoux - vaisselles objets d'art et artisanat exposition jusqu'au 6 janvier ARTISANAT POLONAIS ATC

LA BAGAGERIE Sobre et de bon ton : sac en chevreau très confortable, nombreux compartiments, double bandoulière. 750 F

Fêtes et cadeaux

Quarante-cinq tours et puis s'en vont...

La création contemporaine et l'interprétation de qualité (Max Rougier, Jeanne-Marie Sens, Françoise Moreau, François Imbert, Mannick et Jo Akoposmas, etc.) prennent cette année 1978 une place de choix dans la chanson pour enfants.

Le Monde DE L'ÉDUCATION NUMÉRO DE DÉCEMBRE

LIVRES JOUETS et DISQUES pour les enfants UNIVERSITÉS LES DIX ANS DE LA LOI EDGAR FAURE

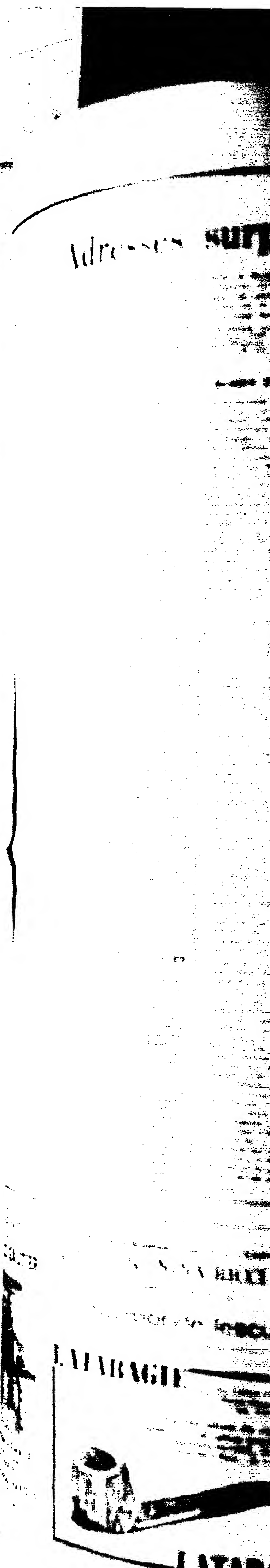
BULLETIN D'ABONNEMENT Pour ceux d'entre vous qui souhaitent recevoir régulièrement le Monde de l'éducation, il suffit de nous renvoyer le bulletin ci-dessous.

CHROMOS, CARTES POSTALES... Vieux et tendres papiers

TRESORS de rien du tout, selon l'expression de Paul Eluard, chromos, étiquettes et cartes postales de tout temps ont séduit enfants et adultes.

TENUES DE NOËL BIJOUX D'ART CADEAUX RAFFINÉS EXCLUSIVITÉS DE LOLA PRUSAC 93, boulevard Saint-Henri - 266-62-90

Marquise de Sévigné PARIS Les meilleurs chocolats dans les plus belles présentations Catalogue sur demande



Fêtes et cadeaux

# Adresses surprises

## TISSUS TRÈS ANCIENS

Une restauratrice de tissus anciens, Mlle Marguerite Clascen-Smith, et un fondateur d'art M. Lucien Thimot, sont les lauréats 1978 du Grand Prix du président de la République pour les métiers d'art. Les prix ont été remis le 1<sup>er</sup> décembre par M. Valéry Giscard d'Estaing. Mlle Clascen-Smith, qui est née en Russie en 1897, travaille depuis plus de trente ans pour les monuments historiques. Parmi ses réalisations les plus appréciées il convient de citer la restauration des broderies de l'arsenal (chapelle de l'ordre du Saint-Esprit, musée de Cluny) et celle des vêtements de cour portés au couronnement de Charles X (palais du Tau à Reims). M. Lucien Thimot, né en 1905, pratique la fondrie d'art depuis l'âge de treize ans.

Deux étapes ont marqué sa carrière : son travail pendant vingt ans chez Alexis Rudier, fondateur exclusif du musée Rodin — où il réalisa notamment le moulage des *Bourgeois de Calais* — et sa rencontre avec Germaine Richier. De ce mariage professionnel naitront la *Chaise-Souris*, l'Alie du moulin et *Don Quichotte*. En 1957, M. Lucien Thimot a effectué la fonte du cheval offert à la reine d'Angleterre lors de sa visite officielle. Pour la première fois cette année des prix des métiers d'art seront décernés aux échelons départemental et régional. Cinq régions dont l'Auvergne seront récompensées. La France entière sera à l'honneur en 1980.

## TRICOTS - PAYSAGES

Jeanne Lortol réalise des tricot-paysages. Paysages abstraits que l'on devine à peine. Végétation moussue travaillée au point jersey à l'envers et au point mousse. Elle tient elle-même ses laines et arrive à « placer » jusqu'à trente coloris différents dans un même pull. Jeanne Lortol a fait nature, comme cela, sous ses aiguilles un arbre japonais dans un jardin rose, vert mousse, mauve et banane. Ses teintures douces et aquatiques sont inimitables (550 F). Elle a tricoté une campagne avec des nuages, un soleil blanc et des champs bleu gris.

La mer doit être proche, car le gilet se boutonne avec des coquillages (600 F). Pour l'hiver, elle, qui est du Nord, a travaillé des couleurs fortes : une terre labourée, des maisons blanches, un ciel mauve. Et, enfin, pour l'été provençal, un pull éclatant où se mêlent la terre cuite, le jaune de la garrigue et le mauve de la lavande. Tricot-paysages, tricot des saisons.

\* L'Harve, route 8, rue Laplace, 75005 Paris, de 12 h. à 19 h.

## MEUBLES PEINTS

Jean de la Lune, malgré son nom charmant, n'est pas un rêveur. Il peint des décors et des meubles. A Montparnasse c'est lui qui a décoré une taverne célèbre. Statues polychromes, inscriptions gothiques, blasons et mobilier orné de coeurs, tout est de sa main. A l'hôtel Necker, dans le pavillon des enfants, il a créé un décor animé. Des ani-

maux articulés, découpés et peints : un papillon qui téléphone à une fleur, un petit garçon qui se balance sur un escargot. C'est dire si la palette est vaste. Jean de la Lune peint donc sur commande, soit les meubles qu'il fabrique, soit sur ceux qu'on lui apporte. Il travaille à la colle. La décoration une fois terminée, est cirée et elle s'entretient facilement au chiffon de laine.

Cabinets italiens avec portiques et perspectives défilées pour dissimuler la télévision, bonnetières fleuries de bouquets bavarois, paravents, portes en métal des appartements modernes sur lesquelles le peintre déroule des ronds enfantins, commodes qui deviennent un port, une baie, une ville, poutres décorées, plafonds à caissons, voici quelques exemples de ses talents.

\* Jean de la Lune 24, rue Tiquetonne, 75002 Paris, tél. : 233-40-19. A partir de 2 000 F.

## LE SCULPTEUR ET LE BIJOUTIER

Une femme sculpteur et un bijoutier se sont rencontrés. Des sculptures de Diem Phung Ti, petite vietnamienne aux cheveux gris dans un kimono rouge, Jean Dinh Van, le joaillier aux yeux bridés, a fait des bijoux. Leurs créations, en or, se ressemblent : elles utilisent des modèles épais, taillés dans la masse et assemblés. Pas d'abrasion dans ces morceaux de métal polis mais l'assurance de formes pures, simples, sobres et finies.

Les sculptures monumentales de Diem Phung Ti, qui s'élèvent un peu partout en France dans les écoles maternelles, emploient le bronze, l'aluminium, le polyester. Dinh Van les a traduites en or, en argent et en palladium.

Le monument est devenu un pendentif. Petit, compact, portable. Accomplissement évident. Ce sont deux formes ou de deux matériaux. Parfois, les formes assemblées deviennent un homme ou une femme sans visage. Parfois, elles restent des signes échauffés en déséquilibre. « Ce sont des calligraphies dans l'espace », déclare Diem Phung Ti. Signes en argent. Echarpe devenue sculpture.

\* Jusqu'au 8 décembre 1978, Jean Dinh Van, 7, rue de la Paix. Pendants à partir de 610 F.

## TRESORS EXOTIQUES

Roberta Rivin explore volontiers les Amériques : les réserves indiennes, des Grande Lacs, le Guatemala, l'Amazonie, le Brésil sont des régions qu'elle connaît bien. Qu'ils soient anciens et modernes, les objets qu'elle rapporte sont toujours traditionnels. Objets indigènes peu connus et peu coûteux. Une satisfaction rare pour le chasseur de Noël.

La galerie Drahamba contient donc d'étranges trésors : limes à ongles taillées dans des écailles de poissons (5 F), fûte trouée dans la graine du fruit okaki (12 F), peignes agarrés dont les dents sont des aiguilles de palmier (110 F). Les blouses brodées du Guatemala sont éclatantes (625 F), les mocassins indiens, tannés à la fumée des campements, conservent toute la souplesse (de 95 à 300 F). Le néces-

saire à couture des Esquimaux surprend (110 F) : le dé est en peau de phoque, l'aiguille en os ou en ivoire. Et le tout bien rangé dans un os.

\* Galerie Drahamba, 4, rue de la Boucherie, 75005 Paris. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 h. 30. Tél. : 633-08-24.

## ROBES DE POUPEES

Les poupées ont désormais en ville leurs couturières. A l'ombre de Saint-Jacques-du-Haut-Pas, sous l'enseigne « le Petit Tailleur de poupées », se cachent en fait quatre petites mains, celles de Patricia Thomas et de Dominique Chaslin. Ces deux amies ont décidé de travailler pour celles qui l'on voit encore trop souvent dévêtues dans les squares et jardins.

Une étude de marché leur ayant appris que poupées et baigneurs faisaient de 33 à 85 centimètres de haut, c'est en fonction de ces tailles qu'elles ont conçu leur prêt-à-porter. Mais elles travaillent aussi sur commande pour les poupées de collection.

Ce petit monde trouvera sur les tringlées une collection complète et qui suit la mode : chemisiers

sport (29 F) et pantalons « grand-père » assorti (39 F), salopette en jean et rayée (49,50 F). Pour l'hiver, des vestes-ponchos (23 F), des ensembles « total look » en tricot avec le bonnet et le sac coordonnés (75 F) et un bon choix de manteaux en chevrons avec poches et martingales (59 F). Pour la pluie, un « imper » amusant en plastique transparent (49 F).

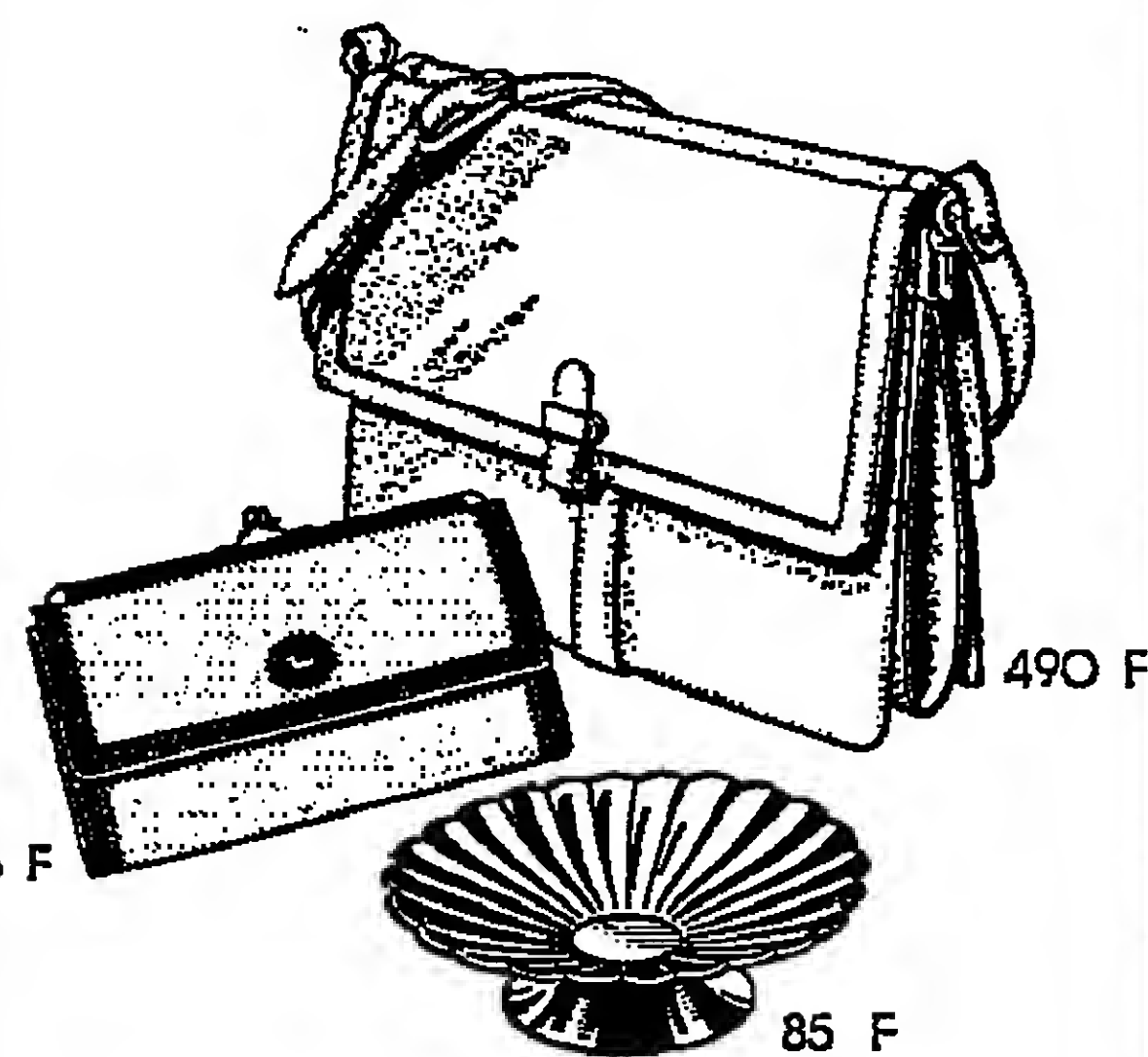
La lingerie a aussi son rayon. Du plus urgent — couches-culottes et culottes en caoutchouc — au plus raffiné. Pyjamas à brandebourgs (49 F) et déshabillé rose bordé de croquet. Si l'ensemble est cher (61 F), c'est que le haut est entièrement travaillé avec des pinces en biais.

Patricia et Dominique aiment aussi créer des déguisements pour enfants. Plutôt que les panoplies stéréotypées, elles préfèrent les robes de fée qui volent dans les tissus brillants. De toutes manières, elles entendent discuter les costumes avec leurs jeunes clients.

\* Le Petit Tailleur de poupées, 18, rue des Fossillatines, 75005 Paris. Pendant le mois de décembre, tous les jours de 10 heures à 19 heures. Tél. : 329-31-26.

FLORENCE BRETON.

## tout un monde de cadeaux



## LANCEL

Magasins Lancel : Paris • Opéra • Rond-Point Champs-Élysées • 43 rue de Rennes • Palais des Congrès, Porte Maillot • Parly 2 • Vélizy 2 • Créteil-Soleil • Lyon • Nice • Toulouse • Ajaccio.

## aux 2 créoles

Rhums millésimés  
Confitures - Jus - Epices  
Artisanat - Madras  
Livres sur les Antilles  
37, rue Dauphine, Paris (6<sup>e</sup>)  
633-20-60

## MEURISSE

Maître-Chocolatier  
Pour vos cadeaux  
Four vous-même  
SES CHOCOLATS  
SES CONFISERIES  
DE GRANDE CLASSE  
48 bis, av. F.-Roussier (225-05-04)  
Rond-Point des Champs-Élysées

## Service-service

Ludérie, 11, rue Pétrarque (505-83-83, 553-20-45) est une organisation de services et de promotions, à facettes multiples, créée en 1972 par Thierry de la Brosse et Olivier Maury, alors étudiants. Le système marche à travers un abonnement annuel de 250 F pour un particulier, qui trouvera un baby-sitter, un maître d'hôtel, une femme de ménage, voire un chauffeur ou un coursier à titre temporaire. Il en coûte 9 F de l'heure pour un baby-sitter, 15 F pour un maître d'hôtel ou une femme de ménage à payer d'avance, 25 F pour un chauffeur ou un coursier. Ludérie propose, en outre, des promotions de cadeaux pour les fêtes : saumon norvégien, tranché à la main, à 130 F le kg ; foie gras frais entier de canard, des Landes, à 245 F ; le même, d'oie, 345 F. Il y a aussi des huîtres, des confitures, des champagnes, des alcools fins, des écharpes de Cachemira à 120 F et des cravates Philippe Venet à 65 F.

Rachas du terroir, 9, rue Fondary, 75015 Paris (577-94-43 et 579-84-91), est une société de vente par correspondance de « produits de culture ou d'élevage biologique », ainsi que de vins de petits propriétaires, fondée par Nadine Bessard. Tous les produits sont livrables entre huit et quinze jours, à l'exception de certains vins qu'il faut, en tout état de cause, laisser reposer après le voyage. Nous avons sélectionné le jambon ou de Louls Canestrier, près de Carcassonne, à 294 F t.t.c. (8 kg environ), entier, ou 184 F, le demi, déossé. La dinde femelle des Landes, prête à cuire, coûte 144 F (4 kg). Enfin, les pâtes de campagne pure porc de la ferme de Cuzum, à Montcabrier, près de Cahors, les sont présentées en boîtes de 125 grammes vendues

par dix, 95 F. Tous ces prix s'entendent port en sus.

Landarc, domaine de L'Arce, 16250 Blancas (45-60-32-31) est aussi une petite affaire artisanale de foies gras et de pâtés - mis en boîte à la propriété. Il s'agit de produits locaux comme le foie gras d'oie truffé entier à 400 F le kg t.t.c. ; la pâté de canard du Périgord truffé à 80 F les 400 g., et la ballotine de dinde tournée au foie gras à 85 F les 800 g., frais d'expédition en sus.

Les quatre mille cinq cents fleuristes, membres d'interflora à travers la France, proposent un bouquet de Noël, à disposer dans une entrée ou sur la table de réveillon. C'est une composition plutôt rectangulaire, à base de branchages de différents résineux, une branche de houx, quelques brindilles de bois mort, trois ou quatre pommes de pin, un champignon plat, le tout adouci de lichens. Il est livré à 50 F environ et on peut y ajouter du brillant ou l'éclaircir de bougies.

Madame Service, 76, rue Le Mercier, 75017 Paris (228-15-30), imagine un repas de réveillon « prêt à consommer », froid. Son assiette nordique comprend une tranche de saumon fumé, un filet de truite, de l'anguille fumée, un hareng de la Baltique et une tranche de terrine de saumon : 60 F par personne pour un minimum de vingt. A déguster, accompagnée de vodkas variées, mises à rafraîchir au congélateur, bière, voire de vin blanc.

Une alternative antillaise est à réchauffer au four : quiche au crabe, poulet Colombo, en sauce épicée au riz pilaf, suivi d'une tarte à la goyave : 100 F par personne pour vingt couverts, punch antillais et vin rosé compris.

N. M.-S.

## CHOCARNE



1878 Centenaire 1978

Didier Neveu

Maison fondée en 1878

Spécialistes

Rasoirs - Brosse fine

Coutellerie

30, rue Marbeuf - Tél. : BAL 6170

20, rue de la Paix, PARIS



Les Bonheurs de Sophie

Créations originales pour vos cadeaux

Objets du monde entier : Indonésie, Inde, Mexique

Exposition de peintures indiennes

Peintures du MITHILA

Tradition de Femmes

Art Naïf

Exposition des BIJOUX-PARFUMS

JACQUES GAUTIER

OMAI : Eau de Parfum naturelle et impertinente

EMAUX : Parfum subtil et raffiné

58, RUE DE BOURGOGNE

PARIS-7<sup>e</sup> ☎ 705 27 81

Métro : Varenne

## ORGUE ELECTRONIQUE 2395 F t.t.c.



FARFIS "MATADOR LR"  
Orgue portable de 4 octaves,  
8 registres, accompagnement automatique  
avec mémoire, amplification incorporée.  
Démonstration permanente en audiotour : FARFIS  
HAMMOND - LOWREY - VISCOUNT - YAMAHA, etc.  
Ecole d'orgue : 80 à 250 F par mois (selon méthode).

hamm

Le piano... et toute la musique

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris. Tél. : 544 38-03. Parking à proximité.

L'IMAGINAIRE de JACQUES GAUTIER

Châtelaine « ÉMAUX »  
Bijou - Parfum  
bronze argent et cristal  
36, rue Jacob, PARIS (6<sup>e</sup>)  
280-84-33  
58, R. DE BOURGOGNE, PARIS-7<sup>e</sup>

au Centre Montparnasse — CADEAUX  
LANVIN - NINA RICCI - Dior  
pour elle, pour lui  
chez  
raymonde lescur

LATABAGIE

Au Centre Commercial  
Maine-Montparnasse.  
Tél. 538.65.18

Le spécialiste du cigare  
Grand choix de coffrets humidificateurs  
Dépositaire Davidoff, Dunhill  
Dupont, les « Must » de Cartier

LATABAGIE

# Ne le prêtez pas.

Ce stylo n'existe qu'en or 18 carats.

## FRED

Joaillier, 6, rue Royale, Paris 8<sup>e</sup> - Tél. : 260.30.65.  
Boutique Fred, 84, Champs-Élysées. Hôtel Loews, Monte-Carlo.  
Hôtel Byblos, St-Tropez. Aéroport d'Orly, Beverly Hills.

مكتبة الأصيل

صكنا من الأصل

Fêtes et cadeaux

## Les magasins du joueur

LOIN de la cohue que connaissent déjà la plupart des rayons spécialisés des grands magasins, les amateurs de jeux, qu'ils soient à la recherche d'un cadeau intelligent ou d'une nouveauté originale, trouveront dans un certain nombre de boutiques parisiennes un accueil cordial et des conseils souvent éclairés de nature à les aider dans leur choix. C'est d'autant plus vrai que beaucoup d'entre elles occupent un créneau bien déterminé dans le monde du jeu de société, ce qui est généralement une garantie de qualité pour des acheteurs encore mal informés.

Leur terre d'élection, à quelques exceptions près, semble se situer, pour des raisons mystérieuses, sur la rive gauche, dans des rues dont la topographie constitue le plus souvent une invitation à la marche. Exhibant parfois une façade grise et rebutante, elles savent aussi, à l'occasion, prendre des allures de drugstore où le laqué noir rencontre l'acier froissé.

Ainsi, dans le magasin de M. Laubert, les jeux de société les plus classiques côtoient, sur des étagères métalliques du plus bel effet, des genres moins connus comme les exécutives games (sorte de jeux d'adresse manuelle pour cadres surmenés), les jeux de science-fiction (dont les règles sont en partie à inventer par les joueurs eux-mêmes), ou les derniers jeux vidéo, qui sont maintenant à cassette; on y trouve également, comme dans certains librairies, des jeux de cartes et des puzzles illustrés de manière originale par certains dessinateurs (Zac, Mordillo...). Mais on bénéficie surtout des « lumières » du propriétaire, qui permettra, par exemple, aux acheteurs peu avertis de faire leur « bon choix » parmi le dizaine de jeux de batailles navales disponibles sur le marché.

Si, du 24 de la rue Linné, dans le cinquième, on parcourt quelques centaines de mètres, on arrive au 40 de la rue des Ecoles, qui abrite les « Jeux Descartes » de Peter Wertz. Celui-ci, critique de jeux à Science et Vie, Impartial et éditeur, offre d'autres avantages: un catalogue trimesriel présentant des jeux « testés » par des consommateurs, un club qui permet de rencontrer d'autres joueurs et un éventail assez large de productions étrangères presque totalement inconnues en France. En outre, son magasin, moderne et bien décoré, recèle de nombreux « war games », jeux de simulation historiques (avec les mêmes forces, au-

riez-vous fait mieux que Napoléon à Austerlitz?) très prisés dans les pays anglo-saxons, dont le libraire des Armées (rue du Louvre, dans le deuxième) assure également la distribution. Sa « Sélection » de jeux, matérialisée par une bande-annonce sur les boîtes, n'est pourtant pas exempte de reproches (le très médiocre « Jeu du Président » méritait-il vraiment d'y figurer?) et elle est loin d'être complète, au moins en ce qui concerne la production française.

Ceux qui s'intéressent à un jeu précis auront intérêt à se diriger vers des détaillants plus spécialisés. Les joueurs d'échecs sont, à cet égard privilégiés; la Galerie Saint-Germain (140, boulevard Saint-Germain, 326-90-24), sous une apparence peut-être trop monacale, met en effet à leur disposition plus d'une trentaine de modèles différents, fonctionnels et bien présentés, dans toutes les tailles et à tous les prix; c'est un atout appréciable, surtout en ce qui concerne le « nec plus ultra » en la matière, les jeux d'échecs électroniques (1 600 à 2 400 F), qu'il sera d'ailleurs quelquefois préférable de louer (100 F le week-end, 150 F la semaine, 300 F le mois) pour évaluer la force de l'ordinateur et suivre les progrès techniques, particulièrement rapides dans ce domaine pour quelque temps encore. Les passionnés de cette discipline découvriront d'autre part une extraordinaire variété d'ouvrages, aux titres parfois inquiétants (ainsi celui de D. Allix, « L'interzone de Blanne » qui sort, du surcroît, disponibles dans presque toutes les langues, que ce soit l'allemand, le russe ou même... le serbo-croate!

### Le billard français

Dans un style très différent, le magasin Hector Saxe (40, boulevard Henri-IV, dans le quatrième) expose des jeux d'échecs surprenants qui sont au moins autant des éléments de décoration intérieure, voire des objets d'art, que des jeux proprement dits; à côté de certaines productions d'origine anglaise dont les pièces sculptées attirent l'œil du connaisseur (500 à 700 F), on remarque un jeu aux formes ultra-modernes, allant le verre fumé pour l'échiquier et le bronze pour les pièces et qui présente de plus l'avantage d'exister dans des tailles et des prix différents (200 à 3 600 F); le même fabricant, français, et a d'ailleurs dérivé deux autres versions pour les Dames et le Back-gammon, mais seulement, malheureusement, dans le di-

mension la plus réduite. Spécialiste du billard, français ou américain (à partir de 6 000 F), cet établissement pourra, d'autre part, satisfaire vos désirs les plus excentriques, que vous souhaitiez l'objet de vos rêves tout en acier ou tout en laque, ou même avec une forme inédite; ainsi, il a récemment réalisé pour un de ses clients, pianiste de son état et sans doute soucieux de symétrie, un billard ayant la forme d'un piano Steinway... pour le modeste somme de 50 000 F!

Celui que l'on découvre avec amusement dans la devanture de la « Toule avant » (7, rue Frédéric-Sauton, dans le cinquième) est tout de même moins encombrant puisqu'il ne mesure qu'une trentaine de centimètres, pour un prix (plus de 500 F) qui reste confortable... Située dans une rue escarpée où les commerces les plus inattendus l'oisinent, cette boutique de jeux a clients, d'ailleurs récemment renouvelés, illustre l'évolution des jeux de société depuis un siècle; on y trouve de petits jeux d'échecs de voyage, très « britanniques » d'aspect (200 à 1 000 F), de plus grands en nacre d'origine algérienne (600 F), des bilboquets de toutes les tailles et à tous les prix, en ivoire et en bois de chêne, et des jeux de dés de toutes sortes dont un, thaïlandais, présente la particularité d'être réalisé en bronze selon une forme rectangulaire et creuse imaginée pour éviter toute manipulation... et toute tricherie! Chez Pierre Sieur, qui se présente joliment comme « marchand de rêves et d'évasion » (3, rue de l'Université), les collectionneurs de jouets anciens devraient trouver de quoi assouvir leur passion s'ils y consacrent le temps nécessaire, et tant donnée l'incroyable densité d'objets exposés; ceux qui s'intéressent aux jeux de cartes apprécieront probablement certaines rééditions récentes (« Jeu de l'An II... ») mais seront surtout émerveillés de la taille minuscule de plusieurs d'entre eux (deux centimètres sur quatre...), sans doute les seuls à pouvoir être considérés comme de véritables « jeux de voyage ».

Ce survol des quelques lieux de production des « ludophiles » de tous âges ne saurait, à l'évidence, être exhaustif; il appartient à chacun de se mettre en chasse pour dénicher d'autres bonnes adresses afin d'éviter que le « fête » des jeux ne se transforme, comme c'est trop souvent le cas chaque année, en « défaite » des joueurs.

ALEXANDRE WICKHAM.

## DE VITRINE EN VITRINE

# Bric-à-brac chic

Nadine Samson, 52, rue de Passy, joue les accessoires pailletés et brodés, dont des gilets à 455 F, des « bibis rétro » 205 F, et des ceintures laquées, 450 F.

Jacques Pergay, 206, boulevard Saint-Germain, se spécialise dans les importations d'Extrême-Orient, avec des bracelets rigides en écaille, à partir de 30 F, des bagues à 15 F, des coraux bleus ou roses, de 9 à 15 F, enfin des dessous d'assiette en laiton doré et verni à 110 F, assortis à des verres à pied à 88 F.

L'ibis rouge, 17, rue de Vintimille, 75009 Paris. Il s'agit d'un genre de brocante avec des bijoux anciens, entre 100 F et 600 F, des fumées-cigarettes Arts déco, de 50 F à 200 F, incrustés d'or, enfin des cache-crochet brodés, à partir de 100 F.

Au Cadran solaire, 27, rue Saint-Jacques, Maïté Bengaray a réuni toutes sortes d'accessoires de mode, à prix abordables. Les bijoux fantaisie commencent à 30 F, les besaces en cuir naturel à 450 F.

La galerie La Serrure, au 40, rue Saint-Honoré, se consacre à la fois aux expositions de peinture et aux cadeaux, avec bon nombre d'objets de fabrication artisanale en céramique ou en argent, de 20 F à 500 F.

Carrut Femmes, 15, place de la Madeleine, allie les classiques avec les accessoires extravagants. Les colliers fantaisie commencent à 320 F, les grands fichus en étamine de laine imprimés à 155 F, comme les écharpes en cachemire. Les chandails, toujours dans ce fil luxueux, existent dans une bonne palette de coloris à 600 F, tandis que des sacs du soir en renard enroulé sont vendus 3 000 F.

Du nouveau rue Saint-Sulpice: Sol-Même, au 40, propose des chemises de soie lavables à 149 F, des tricotés à partir de 80 F et des tee-shirts à 49 F.

Toujours au 40, ATC se révèle à la fois magasin et galerie vouée à l'artisanat. De Pologne arrivent de vifs tapis et tapisseries au point de Kilim, à partir de 60 F, des pantoufles brodées à 125 F, des châles imprimés de roses sur fond rouge, 123 F. De hiératiques coupées mexicaines en papier mâché ravivent les collectionneurs, autour de 200 F, comme les colonnes lumineuses en papyrus maigres formant des bouquets en transparence, à partir de 140 F. Enfin, les photophores de Biot existent en sept couleurs et trois tailles, à utiliser en vases d'hiver, à partir de 87 F.

Studio Enea, 2-4, place Saint-Sulpice, complète d'objets d'art sa boutique consacrée à l'architecture intérieure: de belles boîtes en marqueterie de bois exotiques, à partir de 99 F, ou des ceufs en céramique, de quatre tailles, à partir de 150 F.

Pisanli, 59 bis, rue Bonaparte, met en vedette des colliers serrés en rouge ou ocre à brousses se terminant en longue frange nouée, 195 F, des broches ou des colliers en galathea à motifs de fleurs ou d'oiseaux, 90 F, des peignes de côté dorés à 5 F ou 6 F l'unité. Parmi les petites pièces amusantes, les gilets de satin, en six coloris, ont des bordures surpliquées et deux poches latérales.

La galerie Nells et Primitifs, 9, rue du Dragon, réduit en format de cartes postales les affiches de ses expositions qui font de charmantes cartes de vœux. Il en existe quatorze, toutes différentes; 1,50 F la carte. (De 13 à 21 heures, du mardi au samedi, dimanche, de 15 à 20 heures.)

FRIDA (Fonds de recherche et d'investissement pour le développement de l'Afrique), 9, rue du Dragon, est un boutique toute en profondeur, aux murs gris éléphant, où


on fait d'étonnantes découvertes de coupelles en noix de coco vernies, 9 et 10 F, de la vaisselle en plein bois passé au même vernis alimentaire, de 25 à 35 F. Des colliers en pierres dures, en corail, en améthyste ou en bronze et en coquillages sont offerts de 50 à 210 F environ. De précieuses portes de case sont ciselées en or à 18 carats, 2 200 F, en provenance de Côte-d'Ivoire. Les boîtes en papier mâché oscillent entre 35 et 170 F, tandis que les bouboos du Sénégal, de 140 à 600 F, feront d'amusantes robes de réveil.

Grès installé au 17, place Vendôme, une boutique carrée pour abriter sa gamme d'accessoires, dont une superbe série de foulards-tableaux à dessins botaniques, animaliers ou géométriques. Ils existent en voile de coton, 75 F, crêpe de Chine, de 180 à 230 F, et en écharpes ou châles de voile ou crêpe de soie, 330 et 460 F. Ses cravates sont coupées en quatre dans de grands carrés de crêpe de Chine, dont elles gardent les bordures. Elles les a volues discrètes, à petits dessins cachemire, de fins treillis, mêlant les pois et les motifs d'arabesques. En 9 cm de large, elles sont vendues 130 F.

Chez Chanel, 31, rue Cambon, Philippe Gulbourg inaugure sa première série d'accessoires; les sacs classiques sont toujours en jersey matelassé, à bandoulières de chaînes dorées et cuir, autour de 1 500 F, comme les modèles marins à grandes incrustations de chevrons, 1 540 F. Une chaine à nœuds apporte une note originale aux pochettes de lésard, 2 220 F. Les bijoux sont importants, comme ces boucles d'oreilles à gros cabochons de ton corail ou d'émail vert, 360 F.

NATHALIE MONT-SERVAN.

CETTE ANNEE OFFREZ MISS WORTH



PARFUMS MISS WORTH

jeux et jouets

cadeaux utiles et insolites

La porte ouverte 101 rue St. Honoré 1<sup>er</sup> 260 46 18

ouverture exceptionnelle les dimanches 17 et 24 déc

**Colline**

14, r. Jacques-Conte, 75004 Paris

**PRODUITS NATURELS**

PANN POILANE

**ARTISANAT CADEAUX**

Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures Métro Bastille - Tél. 278-10-30

**OFFREZ UN AN DE MUSIQUES.**

Le Monde et Télérama publient ensemble un nouveau Monde: Le Monde de la Musique. Mensuel de toutes les musiques, de tous les temps et de tous les pays, son ambition est d'être complet. Sans cloisonnement ni sectarisme. Offrez un cadeau par mois à vos parents, à vos amis: un abonnement d'un an au Monde de la Musique (11 n°/70 F).

**LE MONDE DE LA MUSIQUE.**

toutes les musiques, de tous les pays, de tous les temps.

J'offre un abonnement d'un an (11 n°) à M. Mme Mlle Nom \_\_\_\_\_

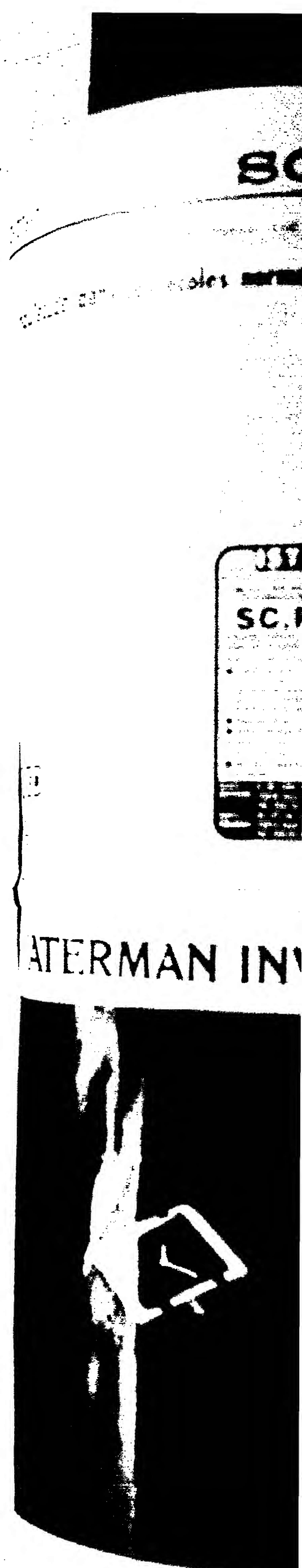
Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Je vous règle  70 F (France)  86 F (Etranger) par  CCP 3 volets  mandat-lettre  chèque bancaire à l'ordre de :

Le Monde de la Musique  
129, bd Malesherbes 75017 Paris.

Je désire que vous adressiez une carte de vœux de ma part. Voici mon nom et mon adresse : \_\_\_\_\_





LA RÉFORME DE LA FORMATION DES MAÎTRES

Inquiétude dans les écoles normales

Evreux (Eure). — Les professeurs d'écoles normales d'instituteurs se sentent menacés. Quatre cents postes ont été supprimés au budget 1979 de l'éducation, et mille deux cents élèves instituteurs de moins ont été recrutés cette année. En raison de la situation très grave ainsi créée dans les écoles normales une assemblée générale extraordinaire du Syndicat national des professeurs d'écoles normales (S.N.P.E.N.-FEN) s'est réunie du 6 au 8 décembre à Evreux. Plusieurs sections départementales avaient demandé la convocation de cette assemblée à laquelle cent vingt personnes ont participé.

De notre envoyé spécial

menace de fermeture l'école normale. Ainsi, selon les dirigeants du S.N.P.E.N., sous le prétexte d'une pause démographique, on s'empresse de renvoyer des professeurs d'écoles normales expérimentés, dont on aura bien besoin dans quelques années, et « on liquide des établissements, pourtant indispensables à la formation initiale comme à la formation continue », au moment où le gouvernement engage des discussions sur la formation des maîtres.

Le S.N.P.E.N., qui revendique 1 800 adhérents sur 2 300 professeurs d'écoles normales, entend être associé à ces discussions, comme « un interlocuteur à part entière ». Reçu le 4 décembre au ministère de l'éducation, il le sera de nouveau le 20 décembre.

« Transformer ce qui existe »

S'il estime qu'à terme, tous les maîtres devraient être préparés à leur métier en cinq années après le baccalauréat et obtenir une maîtrise, dans l'immédiat l'instituteur doit bénéficier au moins de trois ans de formation. Une formation enrichie et comportant la préparation d'un diplôme d'études universitaires générales (DEUG). Les écoles normales doivent devenir des centres universitaires de formation des maîtres implantés dans chaque département pour être proches du terrain d'application et de recherche. Car ce syndicat insiste sur la nécessité de constituer des équipes cohérentes de formateurs où travailleraient ensemble professeurs d'université, instituteurs de classes d'applications, inspecteurs départementaux et professeurs d'écoles normales, pour qu'un lien se crée entre le savoir qui s'élabore à l'université et l'enseignement dans les classes élémentaires.

Pour le S.N.P.E.N., la réforme de la formation des maîtres doit s'appuyer sur le potentiel déjà en place. « Nous ne défendons pas les struc-

ture du passé, a déclaré M. Guy Bouillon, secrétaire général, mais la transformation de ce qui existe pour améliorer la formation des instituteurs. »

Certains participants à l'assemblée d'Evreux (un tiers environ) auraient voulu que le syndicat s'engage dans une action destinée à faire revenir le ministère, avant toute autre discussion, sur la suppression des quatre cents postes de professeurs d'écoles normales au budget 1979. La majorité a refusé ce préalable. Ses revendications seront soutenues par trois « temps forts » — dont les modalités n'ont pas été précisées — en janvier, au printemps et à la fin de l'année scolaire, et des « comités de défense » des écoles normales seront mis en place dans chaque département.

CHARLES VIAL.

POINT DE VUE

Instituteurs, professeurs, même combat !

par GÉRARD ALAPHILIPPE (\*)

A quelque niveau qu'ils exercent, les enseignants demandent l'amélioration de leur formation initiale et l'organisation d'une vraie formation continue. Les formations initiales sont, à l'heure actuelle, très inégales : deux ans après le baccalauréat pour les instituteurs ; trois ans pour les professeurs d'enseignement général de collège (P.E.G.C.) avec équivalence d'un DEUG (diplôme d'études universitaires générales) ; quatre ans pour les professeurs de lycées d'enseignement professionnel ; cinq ans pour les professeurs certifiés avec acquisition de la licence ; six ans pour les agrégés dont la maîtrise. Aucune de ces formations n'a, à des degrés divers, un contenu vraiment satisfaisant.

gration des personnels en exercice. Le gouvernement ne l'entend pas du tout ainsi. Conscient de ne pouvoir, pour la formation des instituteurs, rester encore longtemps aux derniers rangs des pays développés, il voudrait tout à la fois en limiter l'indispensable élévation et en faire payer le coût aux enseignants du second degré. Le SNES n'est plus seul à dire (cf. l'article de Charles Vial dans le Monde du 30 novembre) que M. Christian Beullac veut reprendre à son compte la « grande idée » de M. Joseph Fontanet : chasser les agrégés et les certifiés du premier cycle du second degré. Comme disait M. Fontanet, cela demanderait « plusieurs lustres ». Mais M. Beullac a déjà engagé le processus en interdisant la nomination d'agrégés dans les collèges. On ressort aussi le projet d'imposer sans attendre à tous les professeurs de collège deux heures de cours hebdomadaires de plus que le service actuel des professeurs certifiés.

Pour une formation professionnelle initiale répondant aux besoins d'aujourd'hui, le SNES considère qu'il faut cinq ans minimum incluant l'acquisition d'une maîtrise à l'université. C'est à ce niveau que doit être initiée la formation initiale des maîtres exerçant de la maternelle à la fin du second degré. Mais qui peut croire qu'on pourrait tout de suite, et d'un seul coup, améliorer, élever et unifier la formation et la situation de tous ces maîtres ? Alors, quelles étapes ?

Le SNES considère — il le disait déjà il y a dix ans ! — qu'il faut en même temps relever la formation des instituteurs au moins au niveau actuel du DEUG et utiliser au niveau maîtrise celle de tous les enseignants des deux cycles du second degré. La formation des instituteurs serait organisée de façon à leur permettre — tant que l'unification générale n'aura pas été réalisée — d'acquérir ultérieurement une maîtrise par ample complément de formation ; l'arrêt de tout recrutement pour le second degré au-dessous de la maîtrise permettrait d'engager l'inté-

ments de classe pour travaux dirigés, ou l'imposition de services ne respectant pas leur spécialité même lorsqu'elle est bivalente. Le déclassement salarial des enseignants du second degré s'accélérait. Et progressivement les certifiés, après les agrégés, seraient chassés du premier cycle.

Une prétendue priorité

En échec depuis des années pour couper le premier cycle du second degré, le second degré, rencontrant de sérieux obstacles dans leur entreprise de transformation de ce premier cycle en plaque tournante de leur école de base du minimum de savoir et du maximum de baragins à l'acquisition de formations générales et professionnelles qui ne soient pas tronquées, MM. Barre et Beullac atteindraient ces objectifs au nom du redéploiement que leur imposerait une prétendue priorité donnée à la formation de tous les instituteurs. Au nom des difficultés de ce redéploiement, ils entameraient cette priorité dans le carcan de l'austérité partagée : tout en s'en réclamant pour s'opposer à la demande de revalorisation de la fonction des certifiés comme des autres professeurs du second degré, ils en limiteraient à l'excès les effets attendus par les instituteurs.

C'est l'intérêt des instituteurs comme de tous les autres enseignants de faire échouer toute tentative de les dresser les uns contre les autres. Et s'ils manquaient d'enthousiasme pour lutter ensemble, il faut bien qu'ils sachent que c'est par des luttes complémentaires, à défaut d'être communes, qu'ils pourront obtenir une véritable revalorisation du métier d'enseignant sans laquelle ne saurait exister un enseignement de qualité pour tous les jeunes.

\* Secrétaire général adjoint du Syndicat national des enseignants de second degré (SNES).

Un « gâchis », c'est le mot qu'emploie le S.N.P.E.N. pour dénoncer la politique de recrutement des futurs instituteurs qui se fait, dit-il, « au jour le jour ». Le ministère ne tient aucun compte des estimations établies par les conseils départementaux de l'enseignement primaire, présidés pourtant par les préfets. Ainsi celui de l'Eure fixait à 89 le nombre d'élèves instituteurs à recruter cette année : il y en a eu 18, qui prendront leurs fonctions en 1980, alors que 80 instituteurs partiront en retraite cette année-là. Le S.N.P.E.N. cite d'autres exemples : 200 postes demandés par le conseil départemental des Yvelines, 80 accordés ; 300 demandés en Seine-et-Marne, 25 accordés. Huit départements n'ont recruté aucun futur instituteur, dont quatre pour la seconde année consécutive, ce qui

LOTO Clôture des jeux mardi après-midi

ISTH Centre AUTEUILL Depuis 1953 TULBIAC INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES SC.P.O. PREMIÈRE PRÉPARATION PARISIENNE ENSEIGNEMENT ANNUEL COMPLET

Le Monde - Les vitrines - à-brac chic

OFFREZ UN AN DE MUSIQUES. MONDE LA MUSIQUE.

WATERMAN INVENTE SA MONTRE. Une montre qui, pour la 1<sup>re</sup> fois, réunit deux éléments jusqu'ici incompatibles, un module à quartz et un boîtier petit et plat.

سكزامن الأصيل

# DROITS DE L'HOMME SCIENCES

Le trentième anniversaire de la Déclaration universelle

AU PALAIS DE CHAILLOT

## Amnesty International a exposé les principes de son action en faveur des prisonniers

C'est au palais de Chaillot, à Paris, que la section française d'Amnesty International (1) — présidée par M. Léaud — a exposé, le dimanche 10 décembre, le trentième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Répondant aux questions de huit journalistes, M. Martin Ennals, secrétaire d'Amnesty International, a exposé les principes

de fonctionnement de l'organisation : pragmatisme avant tout, actions ponctuelles sur les cas individuels, rappel systématique du droit, dénonciation de la torture et de la peine de mort. L'équipe internationale établie à Londres se livre à des enquêtes dans les pays où des abus ont été constatés, signale aux gouvernements intéressés la situation des prisonniers incarcérés indûment, ou demande la cessation des traitements dégradants. Les prisonniers, dont le cas a été étudié, sont pris en charge par des groupes d'adoption, répartis à travers le monde, qui s'attachent — parfois pendant des années — à obtenir leur libération, au moyen notamment de lettres adressées aux autorités des pays en cause. Deux prisonniers aînés « adoptés » par Amnesty International et relâchés, Abdelaziz Meris (Maroc) et Paul Goma (Roumanie), ont témoigné dimanche de l'efficacité de ce type d'action.

Depuis le début de l'ère spatiale, les vols vers Vénus ont été nombreux. Mais ils sont essentiellement le fait de l'U.R.S.S., qui a lancé au total douze sondes Vénus. Les premières furent peu de succès, mais, en 1977, Vénus-11 entra dans l'atmosphère de la planète et fit quelques mesures avant d'être détruite par la température et la pression. Le résultat principal était de savoir que l'atmosphère de Vénus est à plus de 90°C, formée de gaz carbonique — comme l'est l'atmosphère de Mars, à la différence de la Terre.

### La peine de mort et la situation des objecteurs de conscience

Interrogé sur la situation de la France à l'égard des droits de l'homme, M. Ennals a rappelé que « les allégations de torture n'y étaient pas si anciennes » et que deux points obscurs, pour le moins, subsistent : la peine de mort et la situation des objecteurs de conscience, dont certains sont incarcérés. Il s'est demandé si le traitement réservé aux prisonniers correspondait toujours, en France, aux standards « minima » fixés par les Nations unies, et a noté qu'« une société si riche pouvait dépasser de loin, dans ce domaine, les règles minima ».

Au sujet du Vietnam, M. Ennals a déclaré que, quoiqu'il soit le terme ultime de la dégradation, dans ce domaine, les règles minima « sont celles de la Convention de Genève de 1949, qui stipule que les camps de concentration et de détention, ou « camps de rééducation ou de réhabilitation », — le résultat pour l'individu est le même.

Or, dans nombre de cas, les détenus ne sont pas des criminels de guerre, mais « des bouddhistes, des religieux, des gens qui ont combattu la guerre, des nationalistes vietnamiens... »

« Nous essayons de persuader les autorités de ce pays que, trois ans après la fin de la guerre, ce n'est pas le moment de mettre les gens en prison ; il faut entreprendre une réconciliation nationale », a-t-il ajouté.

« D'une manière générale, a conclu M. Ennals, nous ne sommes efficaces que parce que nous avons su accepter nos limites. Nous ne sommes pas les pompiers du monde, nous n'allons pas à la recherche des crises. Nous nous limitons à travailler pour ceux qui sont emprisonnés. »

(1) 18, rue de Valenciennes, Paris (7<sup>e</sup>). Tél. : 222-91-32.

● **Perturbations à Notre-Dame.** Une vingtaine de jeunes gens, garçons et filles, d'un groupe traditionaliste parisien ont perturbé la cérémonie eucémique organisée à Notre-Dame à l'occasion de la Journée des droits de l'homme et présidée par le cardinal Marty, le 10 décembre.

Les manifestants ont entonné des cantiques traditionnels alors que le Père Carré, de l'Académie française, allait prendre la parole devant le maître d'œuvre, le grand orgue a rapidement couvert les voix des perturbateurs, qui ont quitté la cathédrale sans intervention extérieure. Après la cérémonie, le Père Carré a pu prononcer sa conférence sans faire aucune allusion à l'incident.

● **Manifestation contre le néo-nazisme et le racisme à Tulle.** — Trois mille anciens résistants, déportés et anciens combattants ont manifesté dimanche 10 décembre à Tulle (Corrèze) contre le néo-nazisme et le racisme. Les participants entendaient ainsi protester contre la venue à Tulle de Frau Geissler, la « chancelière de Tulle », le 22 septembre dernier (le Monde du 26 septembre) et les déclarations de Darquier de Pellepoix. Dans leur motion finale, les manifestants ont demandé : « Le rétablissement du 8 mai comme fête nationale, l'interdiction du sol français aux criminels de guerre, l'abolition de la prescription des crimes de guerre en Allemagne ». Le représentant de l'Association nationale des anciens combattants de la Résistance, M. Louis Blézy, compagnon de la Libération, a évoqué le dépôt d'une gerbe sur la tombe du maréchal Pétain, le 11 novembre, « à la demande du premier des Français » et a déclaré : « Il ne peut y avoir de réconciliation entre ceux qui ont l'honneur de la France et la trahison ». La manifestation s'est terminée par le dépôt d'une gerbe au monument des quatre-vingt-dix-neuf pendus de Tulle.

### A Moscou

## UNE VINGTAINE DE DISSIDENTS ONT ÉTÉ APPRÉHENDÉS PENDANT UNE MANIFESTATION SILENCIEUSE

(De notre correspondant.)  
Moscou. — Une vingtaine de dissidents ont été appréhendés dimanche 10 décembre à Moscou, sur la place Pouchkine, où ils s'étaient réunis pour la traditionnelle manifestation à l'occasion de l'anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Jusqu'à l'année dernière, cette célébration avait lieu le 5 décembre, le jour de la Constitution. Entouré, puis bouculé par des policiers en uniforme et en civil, et par des auxiliaires de la milice, le groupe d'une trentaine de personnes, tête nue et immobiles, a pu néanmoins observer cinq minutes de silence.

Parmi les personnes appréhendées figurent le chanteur contestataire Piotr Shatchnik, Felix Serbrow, membre du groupe contre l'utilisation de la psychiatrie à des fins politiques, et Youri Kisselov, fondateur du groupe de défense des invalides.

D'autres part, les prisonniers politiques du camp de Mordovie ont commencé dimanche une grève de la faim qui durera jusqu'au 13 décembre. Dans ce camp se trouvent notamment Alexandre Guinebourg, Oleg Tikhey et Lev Loukassenko. — D. V.

Le physicien Iossif Zilsel, qui gérait partiellement le fonds d'aide Sojuztsetyne aux prisonniers politiques et à leurs familles, a été arrêté en Ukraine. Il a été inculpé de « propagation » de « doctrines anti-soviétiques ». Bien que juif, il n'a nullement l'intention d'émigrer. Il résidait à Tchernovist où il travaillait dans une station de radio.

## DÉFENSE

Dans le lagon de Mururoa

### LES TIRS NUCLÉAIRES DE PLUS FORTE PUISSANCE QUE LES ESSAIS SOUTERRAINS

(De notre correspondant.)

Papeete. — Directeur des Centres d'expérimentations nucléaires (CEP), le général Dubost a confirmé que les techniciens français s'orientent vers le creusement de puits au fond du lagon de Mururoa, et non plus sur la partie émergée de l'atoll.

Les responsables des tirs avaient déjà annoncé à plusieurs reprises, en particulier au jour d'aujourd'hui, l'occasion de la visite de plusieurs journalistes sur ces sites, qu'ils procéderaient à des essais officiels, une expression assez impropre pour désigner à l'intérieur du lagon l'emploi d'une technique utilisée déjà couramment pour les forages pétroliers.

En octobre, M. Pecqueur, administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique, avait précisé devant la commission de la défense nationale que des matériels seraient commandés à cette fin en 1979.

Le général Dubost a révélé à Papeete que bien qu'aucun essai n'ait encore eu lieu à l'intérieur du lagon, des forages de reconnaissance ont déjà été entrepris. Ces forages sous 20 mètres d'eau sont parfaitement maîtrisés et « nous bénéficions de toute l'expérience déjà acquise en ce domaine », a poursuivi le général Dubost.

Cette nouvelle technique, dont l'amiral Leenhardt, commandant du CEP, ne cache pas qu'elle entraîne des problèmes nouveaux, au plan logistique, doit permettre, selon les responsables des essais, une meilleure utilisation de la surface disponible de l'atoll. On pense à l'Espagne, que ce passage à une technique plus onéreuse, alors que les responsables se défendent d'avoir épuisé les possibilités de la bande corallienne, pourrait se justifier par le désir de procéder à des essais plus nombreux ou de charges plus puissantes.

PHILIPPE GUESDON.

سكزامن الأصل

QUATRE CAPSULES ONT ATTEINT, SAMEDI 9 DÉCEMBRE, L'ÉTOILE DU BERGER

## La mission américaine Pioneer-Vénus est un plein succès

Les lois de la mécanique céleste sont d'une implacable précision : c'est à l'heure dite que samedi 9 décembre, cinq mois après avoir quitté la Terre, les quatre capsules soviétiques atteindront Vénus ; il sera intéressant de comparer leurs mesures à celles que viennent de faire les capsules de Pioneer-Venus-2.

Les Américains, en revanche, n'ont que peu étudié Vénus. Trois sondes Mariner ont survolé la planète, mais les États-Unis n'avaient encore jamais, contrairement aux Soviétiques, satellisé un véhicule autour de la planète, ou fait pénétrer une sonde dans son atmosphère. C'est ce qui vient de réaliser la double mission Pioneer-Venus.

Depuis le 4 décembre, Pioneer-Venus-1 tourne autour de l'étoile du Berger. Il va pendant huit mois étudier l'interaction de l'atmosphère vénusienne avec les particules qui sont éjectées du Soleil. Celles-ci frappent la planète de plein fouet, pousse Vénus, contrairement à la Terre, n'a pas de champ magnétique pour les dévier. Les premières mesures ont mis en évidence une compression de la haute atmosphère par ce vent de particules. Pioneer-Venus-1 doit aussi photographier l'épaisse couche nuageuse qui entoure Vénus et étudier la rotation rapide de ces nuages qui font le résultat principal de la mesure. Enfin la sonde jetera les nuages à l'aide d'un radar, et devrait donner une première cartographie grossière du relief vénusien (le Monde du 24 mai).

Mais le « clou » de la mission américaine fut, samedi 9 décembre, l'entrée de Pioneer-Venus 2 et des quatre capsules qu'elle a transportées dans l'atmosphère vénusienne.

Les quatre capsules ont commencé leurs mesures en pénétrant dans l'atmosphère, samedi vers 19 h 30 (heure française) ; elles ont poursuivi durant toute leur descente, qui a duré une heure environ, pour un trajet de 300 kilomètres. Fortement freinées par la très dense atmosphère,

elles n'avaient qu'une vitesse inférieure à 40 kilomètres/heure en touchant le sol, ce qui fait qu'une des capsules a résisté au choc : plus d'une heure après l'impact, elle continuait ses mesures ; c'est une part un bonus supplémentaire par rapport à la mission théorique ; c'est d'autre part l'indication qu'étaient amplement suffisantes les précautions prises pour protéger les appareils contre la température, la pression, et la corrosion. L'information est précieuse pour la préparation de futures missions.

### Deux expériences françaises

Les scientifiques réunis au centre spatial Ames, en Californie, sont donc parfaitement satisfaits du déroulement de l'expérience, même s'ils sont quelque peu soulagés au supplice de Tantale : ce n'est que dans deux semaines que les ordinateurs auront reçu toutes les informations envoyées par les capsules, et qu'ils pourront donner les résultats complets. Mais ils ont déjà fourni des données préliminaires. Ainsi une température de 118° Celsius a-t-elle été mesurée à 40 kilomètres d'altitude, contre 482° au sol, résultat qui est en accord avec les prédictions. D'autre part, il apparaît que, en proportion, l'atmosphère vénusienne contient cent fois plus d'argon 36 que les atmosphères terrestre et martienne. Ce qui pourrait signifier que la formation de l'étoile du Berger s'est déroulée dans des conditions fort différentes de celle de la Terre ou de Mars.

Les scientifiques français ont participé à la réalisation de deux expériences montées à bord des capsules. L'une étudie la densité et la taille des particules qui forment les nuages de Vénus, en mesurant la lumière qu'ils diffr-

MAURICE ARVONNY.

UNE RENCONTRE A TOULOUSE ENTRE INDUSTRIELS ET CHERCHEURS

## Les recherches françaises sur les piles solaires sont en plein essor

Toulouse. — Une des branches de la recherche sur l'énergie solaire, celle qui concerne les systèmes photovoltaïques (convertissant directement la lumière solaire en électricité), est actuellement en plein essor : en témoigne la participa-

tion de plus de cent trente personnes, dont de nombreux industriels, à une rencontre destinée à faire le point sur les travaux dans ce domaine et organisée les 4 et 5 décembre à Toulouse par le Centre national d'études spatiales (C.N.E.S.), le

Centre national de la recherche scientifique (programme interdisciplinaire de recherche et de développement sur l'énergie solaire) et le Commissariat à l'énergie solaire (COMES).

De notre envoyé spécial

Plusieurs équipes en France travaillent activement sur les matériaux semi-conducteurs capables de réaliser la conversion de l'énergie lumineuse en énergie électrique : il s'agit essentiellement du silicium (soit sous forme de monocristallin, soit sous forme polycristallin, soit amorphe), mais aussi d'alliages très particuliers comme l'arsénure de gallium, le sulfure de cadmium ou le tellurure de cadmium. Mais les équipes de plus en plus nombreuses tant dans les laboratoires publics que privés, s'intéressent, par delà la matière de base qui assure la conversion photovoltaïque, à l'ensemble des composants, structures, supports, dispositifs de régulation électrique, batteries de stockage, etc. En d'autres termes, on parle de plus en plus de systèmes photovoltaïques complets.

Faut-il par exemple, concentrer la lumière solaire sur les piles, comme on le fait avec les panneaux solaires (telles sont réalisées en plastique) au lieu de laisser les piles telles quelles face au soleil ? On pourrait théoriquement concevoir une démonstration d'un prototype réalisé à Toulouse par le laboratoire d'automatique et d'analyse des

systèmes du C.N.R.S., arriver ainsi à abaisser considérablement le coût du kilowatt solaire installé. Mais au prix de certains problèmes technologiques : il faut, notamment, assurer un pointage face au Soleil avec une erreur nettement inférieure au degré d'angle.

De même pour les piles utilisées sans concentration : selon les travaux du C.N.R.S., le fait de déplacer le panneau solaire en suivant le mouvement du soleil par un mouvement de 15 degrés toutes les heures, et en modifiant son inclinaison suivant les saisons — au lieu de le laisser fixe sur une position moyenne optimale — permet, sur l'année, un gain d'énergie d'environ 32 % à la latitude de Toulouse. Dans les zones tropicales, ce gain serait de l'ordre de 50 %.

Selon les équipes du COMES, ce gain est compensé largement par le coût supplémentaire que représentent les systèmes de suivi mécanique du panneau solaire. Mais des incertitudes subsistent, que seule l'expérience permettra, à la longue, d'éclaircir : ainsi

(actuellement 100 francs le wat pour les piles seules), le COMES a décidé de garantir à la Radio technique - Comples (R.T.C.), filiale française du groupe Philips qui travaille depuis de nombreuses années dans ce domaine, que 30 % de sa production en 1979 (soit une soixantaine de kilowatts) seraient à son service, à médiation, absorbés par des sociétés françaises.

Le COMES est d'ailleurs déjà engagé dans plusieurs projets photovoltaïques à l'étranger : financera ainsi en 1979 l'équipement solaire de l'hôpital (100 lits) de Mail, où devrait être installé un ensemble de piles d'une puissance supérieure à 10 kilowatts. En 1980, estime M. Henry Durand, président du COMES, la baisse des prix (environ 20 % par an) devrait permettre de rendre, pour des sites isolés des pays en voie de développement, les installations solaires de 100 kilowatts compétitives par rapport aux autres électro-générateurs utilisant d'autres moteurs Diesel.

XAVIER WEEGER.

### Aux États-Unis

## Essai réussi d'accident provoqué dans une centrale nucléaire

Un accident s'est produit dans la soirée du samedi 9 décembre sur un réacteur nucléaire d'appoint du laboratoire national de l'Idaho. Une canalisation d'eau de refroidissement du réacteur, s'est rompue. A en croire les « modèles », la température du cœur monte alors en dix secondes à 719 degrés centigrades et atteint finalement — limite maximale autorisée par la commission de sécurité nucléaire américaine — 1190 degrés. Que le système de sécurité détaillé et, dans une région peuplée, les radiations qui résulteraient d'une telle rupture seraient des dizaines de milliers de personnes.

Mais non loin d'Idaho-Falls, dans ce désert de broussailles à peine peuplé de coyotes et d'antilopes, il n'y a pas eu le moindre mort. Les dispositifs de sécurité ont parfaitement fonctionné, ont prévu, avec soulagement, les chercheurs américains qui ont conduit cette expérience pour tester l'efficacité de la sécurité. Et parce que la sûreté du système de refroidissement du cœur du réacteur a toujours été l'un des sujets principaux de discussion

entre partisans et adversaires nucléaires, de nombreux observateurs étrangers — japonais, suédois ou autrichiens — s'étaient déplacés pour assister à l'accident provoqué, le premier d'une série de vingt devraient être réalisés au cours des années 80.

Ces expériences « en situation réelle » ont pourtant bien adversaires. Certains des partisans du nucléaire, confiants dans les modèles mathématiques dans les simulations sur ordinateur, les jugent inutiles et dangereuses. Quant aux opposants, ils ont déjà fait savoir qu'ils n'accorderaient aucune importance à une expérience limitée sur un réacteur circulaire sans être ceux des centrales commerciales, et dans meilleures conditions possible.

On ne saurait pourtant conclure que ces accidents si ils sont inutiles. Un défaut du système de refroidissement aurait pu être détecté Or il centrales nucléaires qui fonctionnent avec un tel système. — B

UN PRETEXTE

JEUN

JUSTICE

AUX ASSISES DES YVELINES

Mohamed Yahiaoui est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité

La cour d'assises des Yvelines, qui présidait Mme Jacqueline Cochard, a condamné, samedi 9 décembre, après une heure trois quarts de délibération, Mohammed Yahiaoui, un ouvrier tunisien âgé de vingt-cinq ans, à la réclusion criminelle à perpétuité pour avoir tué et volé, dans la nuit du 26 au 27 décembre 1975, M. et Mme Faye, un couple de boulangers de Vigneux-sur-Seine (Essonne) qui l'avaient employé peu de temps auparavant (« Le Monde » des 9 et 10-11 décembre). Jugé une première fois, et condamné à mort pour ces faits, par la cour d'assises de l'Essonne le 25 novembre 1977 (« Le Monde » daté 27-28 novembre 1977), Mohammed Yahiaoui avait vu cet arrêt annulé six mois plus tard par la chambre criminelle de la Cour de cassation en raison d'une minime erreur de droit (« Le Monde » du 13 mai).

Deux petites choses

Une petite phrase d'expert psychiatrie au cours du procès : une petite note d'humanité ample à sa fin : ces deux petites choses ont le plus contribué à empêcher le retour de Mohammed Yahiaoui dans une cellule de condamné à mort. Qu'un expert psychiatre ait pu se faire, sous une telle attention et modifier à ce point le cours des choses fut le premier sujet d'étonnement de la cour. Quand le docteur Yves Roumain est venu dire : « J'ai l'intime conviction que cet homme est un épileptique, mais si les jurés partageaient l'impression formelle, tout le monde a le sentiment qu'on ne pouvait négliger cette impression, à cause de la forme avec laquelle elle avait été formulée, et parce que la cour d'assises de l'Essonne avait été privée, il y a un an, de cet élément. »

JEUNESSE

A LA CLOTURE DE LA SEMAINE DE LA JEUNESSE

Mon objectif est que tous les jeunes Français disposent d'une même formation culturelle et d'une préparation à la vie professionnelle déclare M. Giscard d'Estaing

Il n'y avait pas, samedi 9 décembre, au parc des expositions de la porte de Versailles, « trente mille jeunes » devant le président de la République, comme l'a affirmé, en accueillant celui-ci, M. Hugues Dewarvin, animateur du mouvement des jeunes giscardiens. Dix mille garçons et filles, peut-être, étaient venus entendre M. Valéry Giscard d'Estaing. Le chef de l'Etat annonce d'entrée de jeu le style de son discours par un « Salut ! » qui soulèvera une première ovation. Il y en eut bien d'autres, dominant un bruyaha que perçait parfois l'éclatement d'un pétard, si bien que M. Giscard d'Estaing dut demander « un peu de silence pour que tout le monde puisse écouter ».

M. Giscard d'Estaing a notamment évoqué le chômage. Il a déclaré : « Une société qui laisse ses jeunes sans travail est une société condamnée. Il ne peut pas y avoir de prospérité, de bonnes raisons, de chômage des jeunes. Cela dit, le chômage ne se combat pas principalement sur les structures et pas principalement par les lois. Notre pays crée trop peu d'entreprises industrielles : mille cinq cents par an. Le gouvernement se préoccupe d'aider à en créer de nouvelles. Si nous rejoignons le taux d'industrialisation de nos principaux concurrents, il n'y aura plus de problèmes d'emploi en France. Les professions libérales, l'artisanat, les services, les commerces sont des professions où excelle l'entreprise individuelle, et où il existe de nombreux emplois. Si nous pouvons régler de discipline est fondé sur la recherche de l'adhésion, l'explication plutôt que la contrainte. Enfin, le service national ne doit pas nous couper de notre environnement familial ou affectif. C'est ainsi que les dispositions prises pour nous permettre, en pratique, de retourner tranquillement chaque mois à votre domicile. »

UN PRÉTEXTE

Depuis ce jour de mars 1968 où, presque seul, il avait prédit que la jeunesse française ne tarderait pas à mettre en cause « les opinions routinières et les situations acquiescentes », M. Giscard d'Estaing s'est toujours flatté de comprendre les jeunes. Ses appels à eux-ci, comme chef de l'Etat, ont été nombreux. On y retrouve une idée développée à nouveau samedi : le refus « d'insérer la jeunesse de notre pays dans un système totalitaire » (discours à la Réunion le 20 octobre 1976) et une exhortation à « se méfier des sociétés d'engrègement » (allocution à l'Elysée le 12 février dernier).

LES PROPOSITIONS DU P.S. EN FAVEUR DES FEMMES

Mme Yvette Roudy, secrétaire nationale du parti socialiste, chargée de l'action féminine, a écrit à Mme Monique Pelletier, ministre déléguée à la condition féminine, pour lui demander de mettre en œuvre une série de mesures visant à supprimer les discriminations qui frappent les femmes. Elle attire son attention sur la nécessité de réduire le temps de travail à trente-cinq heures hebdomadaires pour tous et de faire appliquer un quota garantissant dans un certain nombre d'entreprises pilotes un minimum de 40 % de postes identiques pour les deux sexes.

BERTRAND LE GENDRE

(1) Selon un sondage SOPRES publié par le Nouvel Observateur du 27 avril 1978. (2) Sondage T.O.P. réalisé pour le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports en août 1977. Une réaction des Jeunes communistes. — M. Jean-Michel Catala, secrétaire général du Mouvement de la jeunesse communiste de France, juge « impudique » la détermination du chef de l'Etat « à éliminer les vrais problèmes, à faire ses responsabilités dans le fait que huit cent mille jeunes sont chômeurs, des centaines de milliers victimes d'un immense gâchis à l'école, au lycée, à l'université, dans le fait que la plupart des jeunes votent "avec crainte, angoisse même" ».

FAITS ET JUGEMENTS

Dix ans de réclusion criminelle pour coups et blessures volontaires.

La cour d'assises d'Ille-et-Vilaine a condamné par contumace, vendredi 8 décembre, M. Abdelkader Alouil, trente-huit ans, de nationalité tunisienne, à dix ans de réclusion criminelle pour coups et blessures volontaires, ayant entraîné la mort sans intention de la donner, et violences volontaires avec armes. Il lui est reproché d'avoir, le 6 décembre 1975, à Rennes, frappé à coups de marteau et de bouteille une jeune fille de dix-huit ans, qui est morte. Raison de son premier ayant succombé quatre mois plus tard des suites de ses blessures.

Quatre étrangers menacés d'expulsion en Haute-Saône.

Une commission spéciale de trois membres présidée par le président du tribunal de grande instance de Vesoul (Haute-Saône), et comprenant le chef de bureau des services des étrangers à la préfecture et un conseiller de préfecture, a examiné à huis clos, vendredi 8 décembre, le recours de quatre immigrants contre la procédure d'expulsion les frappant. Trois d'entre eux — MM. Albino Pinto, vingt ans, Portugais ayant quitté son pays à l'âge de sept ans, qui fait l'objet d'une procédure pour rixe dans un lieu ouvert au public ; Joseph Linarés, vingt-deux ans, exilé espagnol en France, incarcéré pour vol ; Abdelkader Dribel, trente ans, Marocain, accusé d'être sans emploi depuis très longtemps et de n'en pas chercher, la commission a décidé de favorablement à un ajournement de la décision allant jusqu'à un an. Pour ce qui concerne le quatrième personne, M. Kustapha El Choukr, trentedix ans, Algérien, invalide intempérant, la commission a donné un avis défavorable à l'expulsion. Ces décisions n'ayant valeur que d'avis, il revient au ministre de l'Intérieur de trancher.

Notaires condamnés à Toulouse.

La cour d'assises de la Haute-Garonne a condamné, vendredi 8 décembre, à cinq ans d'emprisonnement chacun, deux notaires, deux anciens notaires associés de Toulouse, MM. Jean-Henri Rogues, cinquante-six ans, et Daniel Via, trente-cinq ans, poursuivis pour avoir, de 1965 à 1974, altéré ou contrefait, dans l'exercice de leurs fonctions d'officier ministériel, cent quarante-cinq actes authentiques ou actes d'obligation portant sur environ 11 millions de francs, au bénéfice de promoteurs immobiliers, lesant ainsi les intérêts de cent quatre-vingt petits clients de leur étude (Le Monde du 7 décembre). Six de ceux-ci, qui n'ont pas été désintéressés par la caisse de garantie des notaires, se sont constitués partie civile. (Corresp.)

Un enseignant condamné pour usage de haschisch.

Un professeur de dessin du collège de Thierville-sur-Meuse, M. Simon Sautier, trente et un ans, a été condamné, vendredi 8 décembre, à un an d'emprisonnement avec sursis, cinq ans de mise à l'épreuve et 1 800 F d'amende pour avoir fumé du haschisch à son domicile à plusieurs reprises en compagnie de trois de ses élèves âgés de quinze à dix-sept ans. Une plainte de parents d'élèves était à l'origine de l'enquête. M. Sautier a toujours nié les faits et une perquisition effectuée son domicile n'a pas permis de retrouver de drogue.

Nauffrage à Ouessant : un mort, un disparu.

Une vedette du service des phares et balises de Brest, l'Ouessantine, a chaviré samedi 9 décembre dans des parages dangereux de l'île d'Ouessant. Le naufrage s'est produit au cours de la relève du phare du Four dans le chenal du même nom. Cet accident a fait un mort et un disparu. (Corresp.)

CONCOURS ADMINISTRATIFS (Catégorie A) Préparation à distance aux épreuves de CULTURE GENERALE doc. contre 8 F en timbres ACADEMIEA 408, Bd des Sources 34270 St-Clement-la-Rivière

Rancœur diffuse

Puis l'avocat se tait. Par sa voix persuasive au débit heurté ce n'est plus qu'un homme qui raconte des faits, des faits d'hommes pour expliquer ce qui s'est passé « entre le moment où Yahiaoui a frappé à la porte des Faye et celui où il est ressorti ». Il y a le boulangier « qui ne savait pas que son client était fatigué, il devait être fatigué ». Et l'autre, qui l'a laissé tomber au pied d'une maison, « qui ne savait pas que son client était fatigué ». Et l'autre, qui l'a laissé tomber au pied d'une maison, « qui ne savait pas que son client était fatigué ». Et l'autre, qui l'a laissé tomber au pied d'une maison, « qui ne savait pas que son client était fatigué ».

MICHEL KAJMAN.

E. D. F. A VOTRE SERVICE

(De notre correspondant.) La Roche-sur-Yon. — Chailans, petite ville du marais vendéen. Mme Fort, la solitaire, y tient depuis longtemps une épicerie. En juin 1977, les services de l'E.D.F. s'approprièrent son compteur d'électricité et la réglèrent. En effet, il débitait des hectowatts-heures au lieu de kilowatts-heures. Elle ne paie donc que le dixième de sa consommation réelle. L'E.D.F. lui proposa alors de rattraper son retard au moyen de plusieurs traites de 4 000 francs par trimestre. Mme Fort, après avoir réuni toutes ses économies, paie la première traite, mais ne peut faire plus.

ATTENTION SAMEDI 9 DÉCEMBRE... Les Femmes-Vénus est un plein succès

LES FEMMES-VÉNUS... Essai réussi d'accident provoqué dans une centrale nucléaire

Essai réussi d'accident provoqué dans une centrale nucléaire... Les Femmes-Vénus est un plein succès

مكتبة الأمل

صكنا من الأصل

RADIO-TÉLÉVISION

LUNDI 11 DÉCEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

18 h. 25. Un. rue Sésame; 18 h. 55. Feuilletton: Les oiseaux de Meifu Jingu; 19 h. 15. Une minute pour les femmes; 19 h. 45. Jeu: L'inconnu de 19 h. 45; 20 h. Journal.

CHAÎNE II : A2

18 h. 55. Jeu: Des chiffres et des lettres; 19 h. 4. Top-club (Tino Rossi et Dalida); 20 h. Journal.

STARMANIA avec Daniël BALAVOINE, France GALL, Claude DUBOIS, Diane DUFRESNE, Fabienne THIBEAULT. Musique de Michel BERGER. Textes de Luc PLAMONDON. UN DOUBLE CADEAU POUR LES FÊTES.

22 h. 35. Bande à part; Raffaele, de D. Pargo. Une femme, dont le visage a été défigurée par une tache de vin, part à la conquête

MARDI 12 DÉCEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15. Réponse à tout; 12 h. 30. Midi premier; 13 h. Journal; 13 h. 45. Le regard des femmes; 17 h. Série policière: Rendez-vous en noir; 18 h. A la bonne heure; 18 h. 25. Un. rue Sésame; 18 h. 55. Feuilletton: Les oiseaux de Meifu Jingu; 19 h. 15. Une minute pour les femmes; 19 h. 45. L'inconnu de 19 h. 45; 20 h. Journal.

CHAÎNE II : A2

13 h. 35. Télévision régionale; 13 h. 50. Feuilletton: L'âge en fleur; 14 h. Aujourd'hui, madame (Roger Planchon); 15 h. Série: Opération danger; 15 h. 55. Défilé sur la place Rouge de Moscou; 16 h. 35. Magazine: Découvrir; 17 h. 25. Fenêtre sur... Ku San, le maître des neufs montages; 17 h. 55. Récré A 2; 18 h. 35. C'est la vie; 18 h. 55. Jeu: Des chiffres et des lettres; 19 h. 45. Top-club (Tino Rossi); 20 h. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 30. Pour les jeunes; 19 h. 55. Tribune libre: Association pour une renaissance démographique; 19 h. 20. Émissions régionales; 19 h. 55. Dessin animé; 20 h. Les Jeux.

D'une chaîne à l'autre

R.T.L. : BEAUCOUP DE CANDIDATS ET D'AMBITIONS, SELON M. THORN. Interrogé, dimanche 10 décembre, au Club de la presse d'Europe 1, sur les «frictions» entre les gouvernements français et luxembourgeois, à propos de la succession de M. Christian Chavanon au poste d'administrateur délégué de R.T.L., M. Gaston Thorn, président du conseil du grand-duché de Luxembourg, a déclaré: «Chaque fois qu'il y a un problème, une discussion, sur un poste ou sur une personne, les mois «friction», «querelle», «opposition» viennent facilement aux lèvres. Disons que le départ de M. Chavanon pose une problème d'importance, surtout que ce départ a coïncidé avec celui du chef d'antenne (N.D.L.R.: M. Jean FARRAN) et de certaines autres personnes. Comme l'on ne veut pas désigner des gens seulement pour six mois ou six ans, le choix doit être mûrement réfléchi et, je l'avoue, nous avons été un peu pris de court. Comme la société est de droit luxembourgeois, c'est une concession de l'Etat luxembourgeois, le cahier des charges précis que je dois donner mon aval sur la personne. Par ailleurs, comme l'actionnaire est en majorité français, nous considérons que l'administrateur délégué doit représenter

Avec un magnétoscope Akai. Une bonne émission mais, ce soir, vous n'êtes pas chez vous? Elle s'enregistre automatiquement sur votre magnétoscope Akai et vous la rattrapez demain.

CHAÎNE III : FR 3. 18 h. 30. Pour les jeunes; 19 h. 55. Tribune libre: la Croix-Rouge française; 19 h. 20. Émissions régionales; 19 h. 55. Dessin animé; 20 h. Les Jeux.

FRANCE-CULTURE. 18 h. 30. Feuilletton: «Nostradamus» (la passe d'armes); 19 h. 25. Présence des arts: Leonor Fini; 20 h. «La Mémoire de Kierkegaard», de J. Bouquet; 20 h. 30. FILM (cinéma public): CA N'ARRIVE QU'aux AUTRES, de N. Trintignant (1977) avec C. Deneuve, M. Mastroianni, D. Lelouch, D. Lebrun, C. Allégret, S. Marquand.

FRANCE-MUSIQUE. 20 h. Les grandes voix; 20 h. 30. Musique de chambre; «Sonate en fa majeur» (Brahms); «Mozart de Talara» (F. Varthaus); «Mozart pour deux voix» (S. Szymanowski); «Lacrymose Maria pour ensemble vocal et orgue» (Valliani); «Prélude pour quintette de cuivres» (Chostakowitch); «Stances musicales» (Clare), par le quintette de cuivres de l'Orchestre national de France; 22 h. 30. Ouvert la nuit; 23 h. Lille; 1 h. Douces musiques.

FRANCE-CULTURE. 7 h. 2. Poésie: Michèle Métail (et à 14 h. 19 h. 55 et 23 h. 50); 7 h. 5. Matinales; 8 h. Les chemins de la vie; 8 h. 15. Les chemins de la vie; 8 h. 30. Les relations internationales: un domaine à découvrir; 8 h. 50. Les chemins de la vie; 9 h. 15. Les chemins de la vie; 9 h. 30. Les relations internationales: un domaine à découvrir; 9 h. 45. Étranger mon ami; 11 h. 2. L'INA-G.R.M. présente: «Enigma, images acoustiques», par F. Sayle; 12 h. 5. Aïna; 13 h. 30. Libra parcouru variétés; 14 h. 5. Un livre, des voix; «La Dent d'Adèle», de M.-L. Audoubert; 14 h. 47. Les chemins de la vie; 16 h. 30. Libra parcouru variétés; 17 h. 32. Le monde merveilleux paten avant Noël; 18 h. 30. Feuilletton: «Nostradamus» (Nouvelle Révélation); 19 h. 25. Aux limites de l'esprit: entretien avec O. Costa de Beauregard; 20 h. Dialogues avec R. Glatry et le R.-P. Biot; prophètes, révolutionnaires et politiques; 21 h. 15. Musiques de notre temps, avec B. Malher; 22 h. 30. Nuits musicales de l'autre côté du miroir (portraits du Portugal).

FRANCE-MUSIQUE. 7 h. 2. Quotidien musicale; 9 h. 2. Le matin des musiciens; 12 h. 15. Matinales; 12 h. 35. Jazz classique; les orchestres de Earl Hines; 13 h. Les anniversaires du jour; 14 h. 15. Musique en plume; 14 h. 30. Oratorio: «Histoire de Jonas», et «Le Livre de Jonas»; 16 h. 30. Musiques rares: Mikhaïl Glinka et Georges Auric; 17 h. Les fastes du voyage; 18 h. 30. Musiques populaires religieuses: Peter Maxwell-Davies; 19 h. 2. Récital; 19 h. 30. Sédent de scène pour un récital; 19 h. 45. Jazz pour un kiosque; 20 h. Royaume de la musique; 20 h. 30. Opéra à la Scala de Milan; «Le Bal masqué» (Verdi), par l'Orchestre et les Chœurs du Théâtre de la Scala de Milan, dir. C. Abbado; 21 h. 15. Chœurs R. Gaudoin, avec L. Pavarotti, F. Cappuccilli, M. Zampieri; 23 h. 30. Ouvert la nuit; Lille; 1 h. Jazz Pastel; trajet.

RADIOS LIBRES : CONDAMNATIONS. Le tribunal correctionnel d'Anvers vient de condamner dix-sept radio-amateurs belges qui émettaient sur la Citizen Band, surnom de la bande-fréquence 27 mégahertz. Estimant que ces radio-amateurs, tous membres de la Belgian Citizen Band Association, perturbaient gravement les émissions de radio et de télévision des chaînes nationales détentrices du monopole des ondes en Belgique, il leur a infligé 8 000 francs belges d'amende (1 300 F.F.) et ordonné la saisie de tout leur matériel. Il y a une semaine, le tribunal d'Anvers, saisi d'une affaire semblable dans laquelle seize radio-amateurs sont impliqués, avait décidé de surseoir à sa décision en demandant un complément d'information. Depuis plusieurs mois, la Belgian Citizen Band Association s'efforce vainement d'obtenir l'autorisation d'émettre librement sur cette longueur d'onde. D'autre part, un estivant de l'été dernier, à l'île d'Yeu (Vendée), a fait savoir, dimanche, qu'il avait été condamné, le 7 décembre, à 1 000 francs d'amende, avec sursis, confiscation de son matériel et 1 franc de dommages-intérêts à l'État, par le tribunal des Sablons d'Olonne, pour entraves au monopole de la radio-diffusion. Il avait installé, au cours de l'été, à l'île d'Yeu, une station locale. Radio-Oya, qui avait fonctionné pendant trois semaines, s'est éteinte.

ÉDITÉ PAR LA S.A.R.L. Le Monde. Gérante: Jacques Favret, directeur de la publication, Jacques Savignat. Imprimé au «Monde» 11, rue de Valenciennes, PARIS-10e. 1977. Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administrateur.

AUJOURD'HUI

Formalités administratives

LA NOUVELLE ÉDITION DU «GUIDE DE VOS DROITS ET DÉMARCHES»

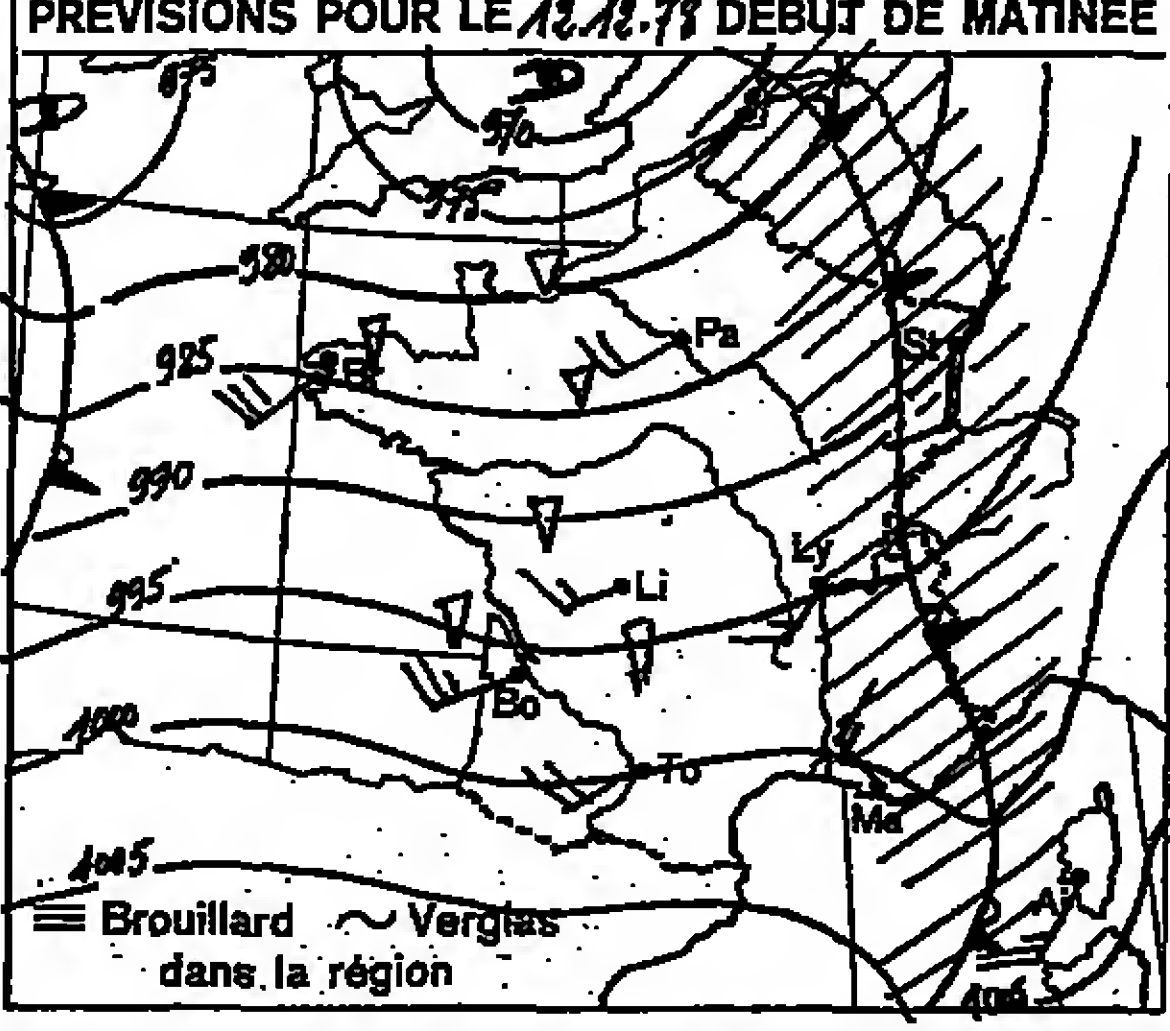
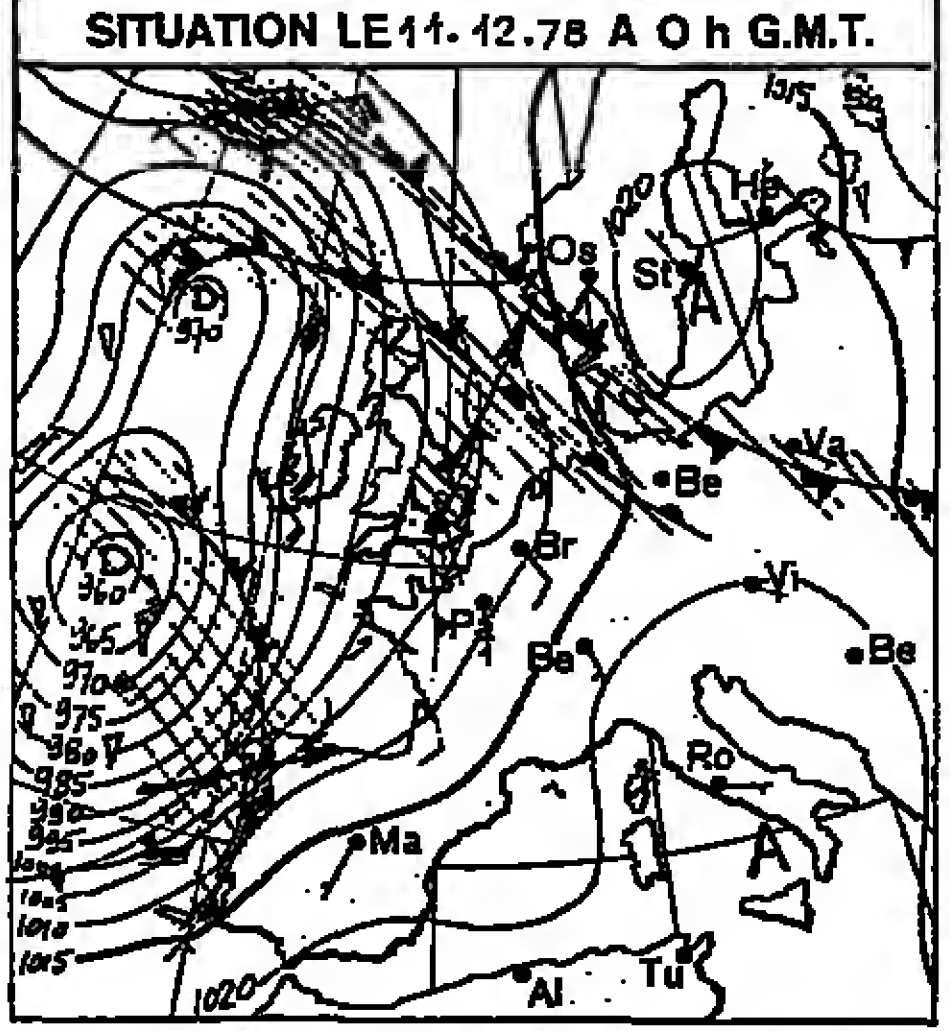
L'édition 1979 du Guide de vos droits et démarches, ouvrage réalisé à la demande du premier ministre pour «informer les Français de leurs droits et simplifier leur vie quotidienne», vient de paraître. Réalisé pour la seconde année consécutive par le service d'information et de diffusion du premier ministre, avec le concours de l'ensemble des administrations, ce guide a pour objectif de renseigner sur les formalités administratives et de signaler les «relais d'information» disponibles dans la région, leur département, leur commune. Il est accompagné cette année de neuf suppléments régionaux concernant l'Aquitaine, l'Auvergne, la Bourgogne, le Centre, la Franche-Comté, la Lorraine, le Nord-Pas-de-Calais, la Picardie et la région Rhône-Alpes, qui, dans chaque région concernée, seront distribués aux acheteurs du guide. En vente dans les librairies et les kiosques, 25 F.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2253. 1 2 3 4 5 6 7 8 9. I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI. HORIZONTALEMENT. I. Est généralement plus attiré par de jolies dents que par un salon. II. Qui n'est pas un pas; peut être contraire. III. Mot qui peut évoquer la patience. IV. Pour l'ouvrir, il faut avoir au moins une pièce. V. Promis dans un heureux. VI. Qui n'a donné aucun mal; la moitié d'un héritier. VII. Pour être bon, ne doit pas être trop dur; bâtons dans les roues. VIII. Au retour, a toujours perdu sa fleur; comme de mauvaises imitations. IX. En Mol-

davie: Qui vient juste de passer. X. Ne fait pas de remous; son esprit est de mauvais goût; Ap- pris. XI. Dans un duché incorporé aux Pays-Bas. Procéder à une dispersion. VERTICALEMENT. I. Risque d'exploser à tout instant. II. On admet qu'il savait se défendre; Sorte de cornichon. III. Qui ne foncent donc pas. IV. Placés devant des rayons; ville dont on peut dire que c'est un bout de bois. V. Centaure; Renseigne sur la matière. VI. Jadis consultée; Parfois au bout d'une descente. VII. F. déstabilisatrice. VIII. On veut le quart. IX. Abattue; Qui aime donc les éclats. X. Conjonction; Peut faire tache. Solution du problème n° 2252. Horizontalement. I. Répugnant. II. Emotion. III. Feu; Butin. IV. Ete. V. Ciel. VI. Ris; Eau. VII. Léon. VIII. Ote; Urnes. IX. Ra- res; Eau. X. Trépas; RL. XI. Esse; Tric. XII. Ré; Etain. Verticalement. I. Répertoire. II. Emeri; Tarse. III. Poussières. IV. Ur; Enée. V. Giboyeuse. VI. Noug; Or; Eta. VII. Antienne; RL. VIII. Il; Scrin. IX. Ton; Ursule. GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le lundi 11 décembre à 8 heures et le mardi 12 décembre à 24 heures: Des perturbations venant de l'Atlantique atteindront l'Europe occidentale lundi et mardi; elles seront accompagnées de tempêtes sur l'océan, la Manche et la mer du Nord. Mardi 12 décembre, les vents, de sud à sud-ouest, assez forts avec rafales sur l'ensemble de la France, seront couverts très denses près des côtes. Le matin, le temps sera doux, couvert et pluvieux sur la moitié est du pays, variable et plus frais sur la moitié ouest. Au cours de la journée, ce temps variable et plus frais s'étendra progressivement à toute la France; les averse seront assez nombreuses et parfois orageuses. Enfin, dès le soir, une nouvelle zone de tempête, en provenance de l'ouest, atteindra nos régions de l'Ouest. Lundi 11 décembre 1978, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 003,9 millibars, soit 733 millibars de mercure. Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 10 décembre; le second, le minimum de la nuit du 10 au 11): Ajaccio, 17 et 8 degrés; Biarritz, 21 et 11; Bordeaux, 19 et 9; Brest, 16 et 11; Caen, 15 et 9; Cherbourg, 15 et 9; Clermont-Ferrand, 17 et 10; Dijon, 14 et 5; Grenoble, 13 et -1; Lille, 13 et 8; Lyon, 16 et 9; Marseille, 19 et 13; Nancy, 13 et 2; Nantes, 18 et 11; Nice, 16 et 8; Paris-La Bourget, 15 et 10; Pau, 19 et 8; Perpignan, 13 et 11; Rennes, 16 et 10; Strasbourg, 12 et 0; Toulouse, 17 et 10; Valenciennes, 13 et 2; Metz, 15 et 8; Nantes, 15 et 8; Orléans, 12 et 7; Paris-Montparnasse, 12 et 6; Bruxelles, 13 et 11; Casablanca, 22 et 14; Copenhague, 2 et 1; Genève, 16 et -2; Lisbonne, 18 et 12; Londres, 14 et 9; Madrid,

18 et 10; Moscou, -8 et -10; New-York, 9 et -5; Palma-de-Majorque, 16 et 10; Rome, 15 et 8; Stockholm, -4 et -5.

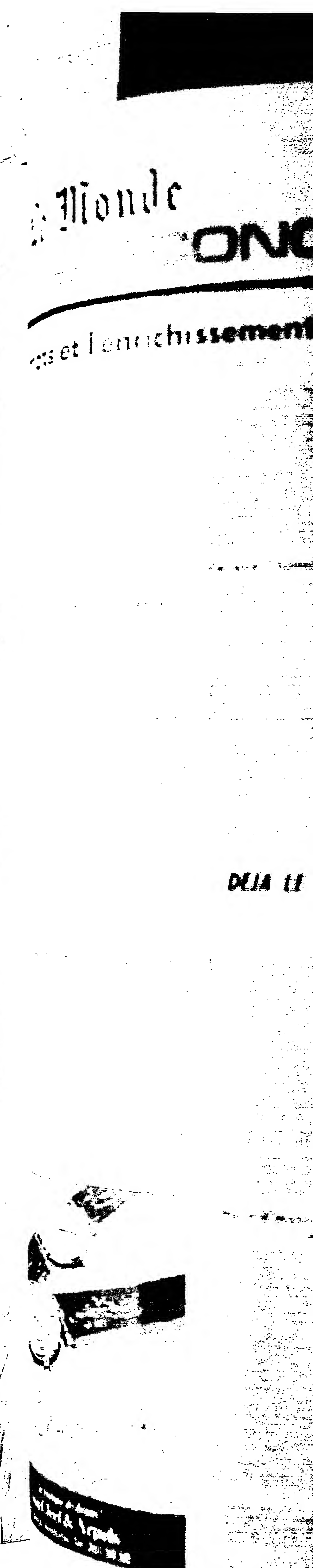
Transports

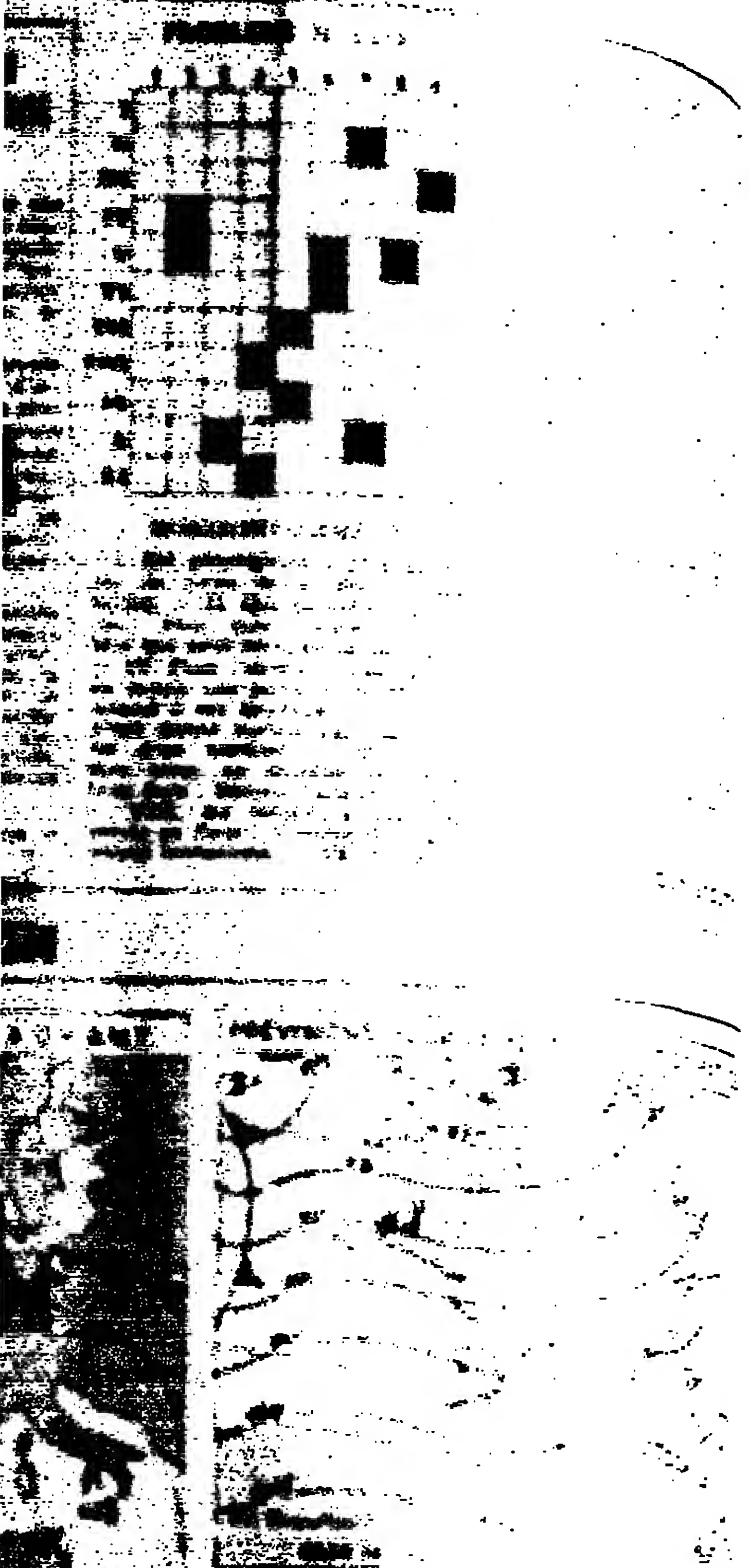
CARTE INTER-RAIL POUR LE TROISIÈME ÂGE

Une nouvelle carte d'inter-rail service 3, permettant aux personnes âgées de voyager pendant un mois à demi-tarif sur leur réseau national et gratuitement sur dix-sept autres réseaux européens, sera mise en vente à partir du 15 mars 1979, annonce l'Union internationale des chemins de fer. Les personnes âgées pourront bénéficier de cette carte à partir de soixante-cinq ans pour 720 F en deuxième classe ou 1 080 F en première classe. Les réseaux qui proposeront cette carte sont ceux de Suisse (C.F.F. et BLS), Luxembourg, Roumanie, Grèce, Portugal, Allemagne fédérale, Danemark, Italie, Yougoslavie, Pays-Bas, Norvège, Autriche, Espagne, Suède, Belgique, France et Finlande.

EDF vous renseigne, EDF vous conseille. LE LIVRET DE L'USAGER DE L'ELECTRICITE. Gratuitement dans les points d'accueil EDF.

SUIVEZ LE DEBAT ET ENREGISTREZ LE FEUILLETON. Le magnétoscope couleur Radiola VCR N 1700 permet l'enregistrement d'une chaîne pendant que vous regardez une autre chaîne. Il n'y a aucun problème pour enregistrer un feuilleton pendant que vous regardez un débat sur une autre chaîne. Et si, vous voulez regarder une troisième chaîne, le magnétoscope continuera d'enregistrer le feuilleton. Sans vous reprocher de changer d'avis. RADIOLA La télévision sur mesure.





# Le Monde DE L'ECONOMIE

## Les mots et l'enrichissement de la nation

par MICHEL CICUREL (\*)

**L** y a, en France, une sorte de loi de Gresham des mots et des choses. La mauvaise monnaie, les mots, chasse la bonne, les choses. On imprime beaucoup de mots, il en circule beaucoup ; on thésaurise les choses. Les électeurs parlaient de la victoire de la gauche, et ont voté à droite. Les corporations parlent de leur esprit, invoquant la liberté, la dignité, la solidarité, et défendent leur portefeuille.

Le danger est de croire que parce qu'il y a une inflation verbale, parce que le verbe en France se dévalue, il ne vaut plus rien, et qu'on peut, sans dommage, dépenser des sommes impressionnantes pour obtenir peu de chose. Tel n'est pas le cas. Les mots ont une signification et une portée, singulièrement dans le domaine économique.

Dans une économie sophistiquée, où les centres de décision se multiplient, les mots deviennent le principal véhicule des choses. Les pouvoirs publics ne peuvent tout contrôler, tout décider, tout gérer. Ils ne peuvent qu'orienter, inciter, susciter, prévenir, interdire. Le discours est ainsi l'instrument privilégié de la politique économique. La vie économique, en outre, se nourrit largement d'anticipations : dans un monde où l'information se multiplie, s'accroît, et s'étend, l'influence des anticipations devient prépondérante. Le monde international des échanges en est un théâtre caricatural. De la sorte, les mots, quelles que soient les réalités qu'ils masquent, sont des choses économiques en eux-mêmes. L'activité économique est un bal masqué.

tions patientes, Michel Rocard a choisi son camp dans le débat économique. Il s'est collé une étiquette d'économiste sérieux. Pour cela, il a cru devoir reprendre à son compte certaines analyses gouvernementales sur l'économie de marché et décentralisée, le commerce extérieur ou les charges salariales. Ce soutien involontaire à la politique économique du gouvernement n'est pas négligeable. Que le vrai motif de ce nouveau langage soit une véritable conviction économique, ou un souci habile de se démarquer de François Mitterrand en soulignant la différence d'âge, de formation, d'orientation politique, et même de physique, n'a guère d'importance. L'apocryphe est un hommage du vice rendu à la vertu.

### Contresens lourds de conséquences

Les contresens, même lorsqu'ils ne dépassent pas le stade des paroles, peuvent avoir dans ce contexte des conséquences importantes. L'opposition entre « industrialisation », assimilée au capitalisme sauvage et rétrograde par certains, et développement des services, notamment collectifs, considéré par les mêmes comme le moyen d'instaurer la douceur de vivre en est un de taille. L'improductivité chronique condamnerait le monde de l'économie française ; le prétendu choix entre industrie et services, étroitement liés en fait, est un faux débat ; le vrai débat est entre la paresse et le touts national. Et de ce débat, c'est le langage collectif quotidien qui décide l'issue pour une bonne part.

Il est bien évident que les dirigeants gouvernementaux, politiques, syndicaux, professionnels, portent une responsabilité particulière dans la fabrication du langage économique ambiant. Parmi les mots qu'ils prononcent, deux sortes ont une importance particulière : ceux qui interprètent la réalité d'aujourd'hui et ceux qui interrogent celle de demain.

### Ce que l'histoire retiendra de M. Barre

Ce que l'histoire retiendra de Raymond Barre, ce sont ses mots. Pas seulement parce qu'il est écologiste de ses propos, ni parce que son langage n'a pas varié depuis deux ans. Mais parce que son discours constitue une sorte de révolution du vocabulaire gouvernemental. Le premier ministre est, en effet, plus sévère en paroles qu'en actes. Le « plan Barre » est sensiblement plus modéré que ne l'était le « plan de refroidissement » de juin 1974. Le maintien du pouvoir d'achat contraste avec le comportement de nombre de nos partenaires qui ont sévèrement amputé, et les comptes de la nation, pour 1977, montrent que le « maintien » des propos gouvernementaux est une augmentation de 3,5 % dans la réalité ; le sauvetage quotidien des entreprises, voire des secteurs, adouci singulièrement le redéploiement industriel ; l'indemnisation généreuse du chômage n'est pas restée en cause dans les faits et nuance la rigueur des chiffres de sans-emplois ; les déficits réels des finances publiques soustiennent l'économie beaucoup plus largement que ne l'annoncent les projets gouvernementaux de lois de finances initiales ; de nombreux crédits à l'investissement, aux exportations, aux économies d'énergie, à l'agriculture, au logement, échappent aux normes annoncées de progression de la masse monétaire. Mais la politique économique des années 1974, 1975, 1976 s'accommodait d'un langage douillet ; toujours à la veille de « voir le bout du tunnel ».

Raymond Barre a effectué une percée psychologique dans le langage des pouvoirs publics. Les maîtres mots sont devenus « effort », « courage » et « combat ». Pourquoi ce décalage entre les mots, rigoureux, et les choses, raisonnables ? Sans doute pour deux raisons.

### Le cas de la Chine est, à cet égard, particulièrement significatif. La Chine populaire a constitué une sorte de laboratoire de l'anti-économique. Refus de l'endettement ; rejet de l'ouverture à l'extérieur ; indépendance économique internationale ; suppression des stimulants matériels ; suprématie donnée à l'objectif politique sur les préoccupations économiques ; révolution permanente et condamnation de toute continuité dans l'action, de toute hiérarchie dans l'organisation ; le prolétariat s'est longtemps offert le luxe de condamner des siècles de science économique traditionnelle. Elle a obtenu, de cette façon, des résultats qui, sans être exemplaires, ne sont pas catastrophiques. Le plus surprenant n'est pas que la Chine n'ait pas atteint le niveau de développement des économies classiques, mais qu'elle ait malgré tout supprimé la famine et le péril démographique. Simplement parce que les mots d'un certain petit livre rouge lui ont servi de science économique. Que les dirigeants chinois aient choisi de prendre en considération les règles économiques traditionnelles pour développer le pays n'influe rien, au contraire, le contrepoids qu'ont constitué durant trente ans le verbe et la propagande face au développement paysan et des mécanismes que personne ne conteste sérieusement.

### Le pouvoir véritable de l'opposition

En France, bien entendu, la magie du verbe dans l'économie est moins spectaculaire. Mais sa place demeure. Vérités ou mensonges, les mots de quelques-uns ont une formidable influence sur la vie économique de la nation.

Il y a une méthode Coté de la désespérance, de l'échec, et de la crise, comme il y en a une de la dynamique, du succès et du progrès.

## L'OPEP, emprunteur net

**A** L'OCCASION de la conférence des ministres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, qui doit se tenir à Abou-Dhabi à partir de samedi prochain pour décider vraisemblablement d'une augmentation des prix du « brut », un certain nombre d'événements, de se prévaloir des chiffres les plus récents publiés par la Banque des règlements internationaux (B.R.I.). En dehors de l'utilisation tactique qui peut éventuellement en être faite, ces statistiques sont de nature à modifier l'image simpliste, et par conséquent fautive, que l'opinion publique continue à se faire de la situation financière des pays producteurs de pétrole, sous l'influence, il faut tout de même le rappeler, des analyses pseudo-scientifiques produites au lendemain de la décision prise par l'OPEP au quatrième trimestre de 1973 de quadrupler le prix de l'or noir.

Des estimations effectuées par les experts de la B.R.I., il ressort que, pour la première fois depuis cette époque, les pays exportateurs de pétrole ont été, globalement, au cours du deuxième trimestre 1978, les plus gros emprunteurs nets sur le marché international des capitaux, c'est-à-dire que, pendant cette période, le total de leurs emprunts et des retrais qu'ils ont effectués sur leurs avoirs en banque a dépassé le montant de leurs nouveaux dépôts.

Par conséquent, le schéma du « recyclage » selon lequel les grandes banques occidentales (américaines, anglaises, allemandes, suisses, etc.), prêtent, notamment aux pays déficitaires, des fonds qui leur ont été cotés par les pays bénéficiaires des « surplus pétroliers » considérés comme « structurés » ; ce schéma, popularisé par les études de la Banque mondiale et du F.M.I., semble correspondre de moins en moins à la réalité.

D'un pays à l'autre, la situation est évidemment différente. Ce sont surtout le Venezuela et l'Algérie qui ont contracté de nouvelles dettes. Parmi les membres de l'OPEP qui ont prélevé sur leurs dépôts, on trouve non seulement des pays à population relativement nombreuse, et appuyés comme tels par des dépenses que les autres, l'Iran et le Venezuela en l'occurrence, mais aussi des pays traditionnellement considérés comme excédentaires comme la Libye, le Koweït et l'Arabie Saoudite elle-même (sauf elle pourrait connaître en 1979 un budget en déficit).

Il est probable qu'au cours de la deuxième partie de cette année les besoins de crédits extérieurs se soient encore accrus pour certains de ces pays, et en particulier l'Iran, à cause de la diminution de la production pétrolière et de l'exode probablement massif des capitaux.

On est loin des prévisions faites naguère par les services de M. McNamara, et selon lesquelles les surplus pétroliers devaient atteindre des chiffres astronomiques : sur plus de 200 milliards de dollars à la fin de cette décennie et peut-être 850 milliards en 1985.

N'an tirons cependant pas la conclusion que le « fardieu » du pétrole a cessé de peser sur les économies des pays importateurs. Même si le prix du brut a une tendance à diminuer depuis 1974 en termes réels à cause de l'inflation occidentale, il reste que, pour les importateurs, le coût de l'énergie est beaucoup plus élevé (trois fois plus en termes réels) qu'il y a quatre ans, et que le nouvel « ajustement » qui résultera de la réunion d'Abou-Dhabi sera un facteur de ralentissement pour l'activité économique dans les restes du monde.

## DÉJÀ LE REDÉPLOIEMENT INDUSTRIEL EN ASIE DU SUD-EST

### Une chance pour l'Europe ?

par MICHEL GODET et OLIVIER RUYSSSEN (\*)

**L**a nouvelle concurrence industrielle du tiers-monde provient pour l'essentiel de quelques pays d'Asie du Sud-Est et d'Extrême-Orient : actuellement plus de la moitié des exportations des pays en voie de développement est le fait de ces pays sans frontières premières : Hongkong, Taïwan, Corée du Sud et Singapour. De main, il faudra compter avec les pays du Sud moins développés, mais capables de rivaliser industriellement : Philippines, Malaisie, Indonésie et Thaïlande.

La croissance rapide de ces pays — les taux de croissance du revenu annuel par habitant atteignent des régimes de croissance de 8 % en Corée du Sud, de 7 % à Singapour — sert d'exemple au tiers-monde, mais inquiète l'Occident.

Les ressorts de ce développement à la japonaise sont bien connus (1) : esprit d'entreprise, respect des délais, recours systématique à la sous-traitance, mobilisation des esprits, projet national, toutes ces caractéristiques expliquent qu'en général les objectifs ne sont jamais atteints, mais toujours dépassés. Témoignage, par exemple, l'Isan en Corée du Sud, le plus grand chantier naval du monde, construit en dix-huit mois, pour répondre à la commande de deux pétroliers géants ; ceux-ci ont été livrés avant que le chantier ne soit terminé. Depuis, en quatre ans, cent navires ont été lancés.

l'intermédiaire des banques, la plupart des grands projets industriels sont financés, souvent, aujourd'hui, à régenter les salaires et les prix, comme il est parvenu hier à maîtriser la démographie.

### Main-d'œuvre de plus en plus chère et exigeante

Considérons, par exemple, un pays dit à « bas salaires » comme la Corée du Sud : les salaires cotés rappellent ceux de la France du milieu des années 60. Théoriquement, le salaire maximum est d'environ 450 \$ par mois, un ouvrier qualifié débute à 1.000 F et un jeune cadre à 2.000 F. En fait, il y a un tel manque de spécialistes que les ouvriers insuffisamment augmentés vont travailler ailleurs, au Moyen-Orient, par exemple. Les entreprises se livrent à la surenchère payant dix à huit mois de salaires supplémentaires et offrent des avantages considérables pour freiner la fuite des cerveaux. Ainsi, les jeunes cadres du Korean International Economic Institute sont payés 5 000 F par mois et ont logement et voiture à leur disposition. Autres prétentions en Corée, les grèves sont interdites, les tâches mal payées sont confiées à la sous-traitance et les congés sont réduits.

menace la compétitivité de l'industrie coréenne. L'évolution est assez comparable à Hongkong, où le salaire journalier est d'environ 35 F avec des écarts allant de 25 F à 60 F. Les ouvriers travaillent quarante-huit heures par semaine et n'ont droit qu'à douze jours de vacances par an (à Singapour, le salaire mensuel le plus bas est de 350 F et pour un cadre d'environ 4 000 F). Aujourd'hui, les employeurs de Hongkong se plaignent que les jeunes ne veulent pas travailler le samedi. Il y a quelques années pourtant, les employés d'une entreprise textile avaient presque fait grève pour travailler le dimanche.

Autre menace, l'inflation. En Corée du Sud, à Hongkong et à Singapour par exemple, celle-ci a atteint des sommets de 20 % à 25 % en 1974 et 1975. Aujourd'hui, en Corée du Sud, les nombreuses mesures prises contre l'inflation — on a même recours à l'épargne forcée : pour avoir un appartement construit par l'Etat, il faut acheter des bons du Trésor — ne suffisent pas à enrayer (15 à 20 % en 1978). Ailleurs, la forte ouverture à l'extérieur, ou une politique plus judicieuse — autre point commun à ces pays — joue depuis 1976 un rôle stabilisateur : plus le pays est ouvert (ratio export/P.N.B. élevé), plus le taux d'inflation est faible. Le taux d'inflation d'aujourd'hui quasi nul à Hongkong et négatif à Singapour. Il est très faible à Taïwan.

Dans la plupart de ces pays, la croissance démographique s'est ralentie. Parfois, très fortement comme à Singapour, où l'Etat possède tout l'immobilier ; le taux de natalité a été ramené de 4 % à 1,4 % en dix ans, sous l'effet d'une grande campagne publicitaire (« Two is enough ») : deux, c'est assez et de mesures financières extrêmement dissuasives : plus de soins médicaux gratuits, scolarité payante, plus de sécurité sociale à partir du troisième enfant. Néanmoins, la situation reste préoccupante en Thaïlande, le grenier de la région (deuxième exportateur mondial de riz et sixième de céréales), où la croissance démographique élevée s'accompagne d'une stagnation des rendements agricoles.

A terme, cependant, et bien que la productivité s'améliore de 7 % par an, la hausse des coûts salariaux, qui, en 1978, a dépassé 20 % dans de nombreux secteurs,

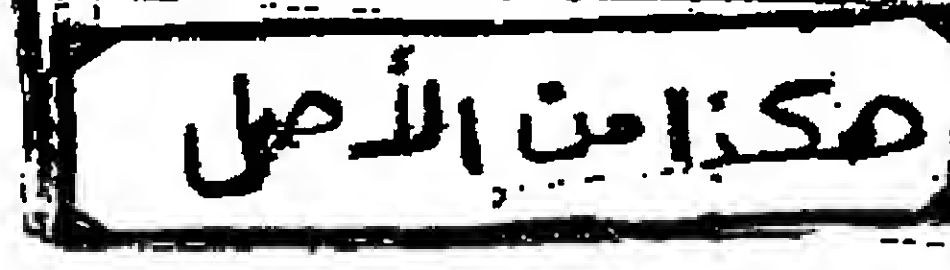
Conséquence la plus visible de ces nouvelles contraintes, partout le rôle de l'Etat se renforce ; il contrôlerait déjà, par exemple, les prix de l'énergie.

(\*) D'après des données de l'OCDE et de l'Institut de Prospective et d'Ingénierie principale à BEMA-Prospective. (Lire la suite page 23.)

	Corée du Sud (*)	Taïwan	Hongkong	Singapour	Malaisie (**)	Thaïlande
Population (en millions) .....	36	16,5	4,4	2,3	12	44
Croissance démographique (pourcentage annuel) : 1960-1975 .....	2,3 %	1,9 %	2,3 %	2 %	2,8 %	3,1 %
1970-1975 .....	1,8 %	1,9 %	1,9 %	1,7 %	2,7 %	2,9 %
P.N.B./tête (en dollars E.-U.) .....	864	889	2 200	2 300	950	450
Croissance moyenne du P.N.B./tête 1970-1975 .....	8,2 %	7,7 %	4,3 %	7,3 %	5,3 %	3,6 %
Taux d'inflation .....	15 à 20 % par an	3 % à 4 %	nul	faible (négatif en 1976)	inférieur à 5 %	inférieur à 10 %
Ratio export P.N.B. ....	30 %	51 %	90 %	118 %	50 %	20 %

(1) Cf. notamment les articles du Monde consacrés à ces pays. Numéro daté du 26 juillet 1978.

(\*) Corée du Nord : P.N.B./tête = 450 dollars et 0,9 % par an de 1970-1975. (\*\*) Indonésie : 132 millions d'habitants, P.N.B. de 250 dollars par tête augmentant de 3,5 % par an.



صكنا من الأصل

Aux Etats-Unis : investissements étrangers dans l'

Les mots et l'enrichissement de la nation

(Suite de la page 21.)

La première de ces raisons est de bien marquer, aux yeux de l'opinion, que la « crise » n'est pas passagère...

Les décisions prises en 1958, celles notamment d'appliquer le traité de Rome ou d'assainir nos finances publiques et internationales...

Il est manifeste que ces défis réclament avant tout beaucoup d'information, alors que l'information objective en matière sociale et humaine fait cruellement défaut dans notre pays...

Le taux d'actualisation psychologique

Certes la tradition nationale est d'affecter les préoccupations d'un taux d'actualisation très élevé. Tout montre, dans le comportement économique et financier de nos compatriotes...

bième des retraités et de façon générale, de la place des personnes âgées dans l'économie et la société...

MICHEL CIGUREL.

La natalité reste à un niveau très bas dans tous les pays occidentaux

L'évolution de la natalité reste hésitante depuis deux ans dans la plupart des pays développés. Commencée presque partout en 1964, la chute de la fécondité...

difficiles à interpréter. Ainsi en France, après une légère reprise de la natalité, une nouvelle baisse devrait être enregistrée en 1978...

plus réuni depuis 1970. Un de ses objectifs, a déclaré le ministre du travail, est d'aider le gouvernement à « réhabiliter l'image ternie de la famille de plus de deux enfants ».

M. Giscard d'Estaing doit prononcer, jeudi 14 décembre, un discours sur la politique familiale à l'occasion de l'inauguration à Paris du nouveau siège de la Caisse nationale des allocations familiales.

Le nombre moyen d'enfants par femme a été appelé aussi le taux de fécondité du moment, est désormais dans presque tous les pays du monde capitaliste développé...

En 1977, supérieur de 120 000 à celui des naissances. En revanche, en Italie comme en France, l'écart est du même ordre, mais, en sens inverse.

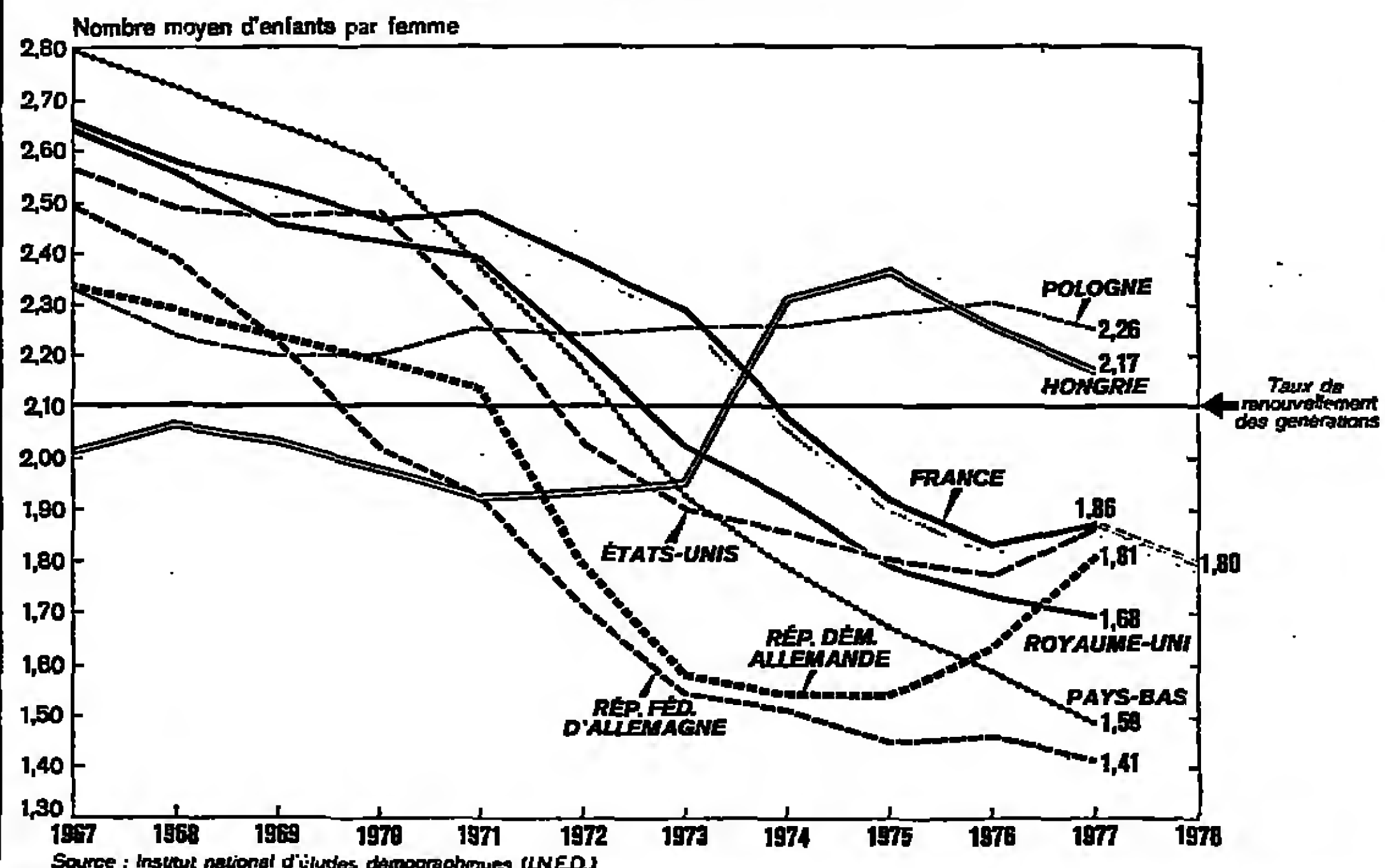
Le ralentissement de la baisse de la fécondité constaté dans de nombreux pays occidentaux en 1975-1976, s'il est confirmé depuis...

du mariage s'élève. C'est un premier renversement de tendance par rapport à l'évolution constatée entre 1950 et 1970.

Quelle politique démographique ?

Cette évolution des comportements des jeunes devrait conduire à un renforcement du modèle de la famille à deux enfants, qui tend déjà depuis quelques années à s'imposer dans toutes les catégories de la population.

DIX ANS DE CHUTE DE LA FÉCONDITÉ DANS LES PAYS OCCIDENTAUX



UNE ENQUÊTE DE L'INSEE

Une maison individuelle sur six a été construite depuis 1968

Près de la moitié des logements recensés en France en 1975 sont des maisons individuelles, ce qui manifeste l'engouement certain pour cette forme d'habitat.

du recensement sur ce « parc » d'habitat permettent de tracer un « portrait-robot » de la maison individuelle française...

d'avant 1948, 17 % d'entre elles ont été construites depuis 1968, elle est confortable, elle est occupée par son propriétaire...

Sur 21 millions de logements, on a, en 1975, dénombré 9,6 millions de maisons individuelles, soit près de 46 % de l'ensemble.

Près de la moitié de ces maisons individuelles (48,8 %) sont situées dans ce que l'INSEE appelle les « unités urbaines », c'est-à-dire les agglomérations de plus de deux mille habitants...

Occupés par leurs propriétaires De plus, les maisons individuelles sont deux fois moins surpeuplées que les immeubles collectifs : 15 % d'entre elles sont en état de surpeuplement...

ANVERS Centre Mondial du DIAMANT. Le prix du jour vous sera communiqué 24 heures sur 24 au numéro TEL: 19-32-31/31-27-54

Ecole Nouvelle d'Organisation Economique et Sociale. EXPERTISE COMPTABLE. Préparation sur place et à distance. CERTIFICATS SUPERIEURS de Janvier à Juin 1979.

LE PLUS HAUT NIVEAU DE VOTRE CARRIÈRE. Pour le préparer ou l'assumer, nous vous proposons le plus haut niveau des Techniques d'Expression et de Communication.

LE PLUS HAUT NIVEAU DE VOTRE CARRIÈRE. Pour le préparer ou l'assumer, nous vous proposons le plus haut niveau des Techniques d'Expression et de Communication.

# Aux États-Unis : investissements massifs des étrangers dans l'immobilier

Inaperçue dans le fouillis des innombrables lois adoptées par le Congrès américain en fin de session, s'en trouve une qui vise les investissements étrangers. Etant donnée l'accélération notable du rythme auquel se font ces nouveaux investissements provoqués, entre autres causes, par le prix avantageux du capital-dollar, faut-il voir dans ce geste des législateurs américains le signe avant-coureur de restrictions là où le capital international a, jusqu'à présent, eu pratiquement champ libre ?

Correspondance

New-York. — Dans l'immédiat, seuls les achats de terres agricoles semblent menacés d'une surveillance plus étroite. Toutefois, le quatre-vingt-seizième Congrès qui se réunira en janvier doit prendre en considération l'imposition des plus-values résultant de la vente de propriétés immobilières de toutes sortes, agricoles ou non, à des ressortissants étrangers. Quant aux investissements industriels et commerciaux, il semble, tout compte fait, qu'on les favorise à tous les échelons (villes, comtés, États, gouvernement fédéral), dans la mesure où ils ne contreviennent pas aux complexes règles de la concurrence sur le marché américain.

## Déclaration obligatoire

Le cas des terres agricoles est d'autant plus controversé qu'il est mal connu. Ainsi le public croit-il savoir que les propriétaires disposant de revenus élevés, principalement des Allemands, des Français, des Argentins et des Italiens en ont acquis d'importantes superficies. Mais, en cherchant à se renseigner plus précisément, on tombe invariablement sur deux ou trois exemples cités dans la presse, exemplaires flagrants puisque les investisseurs n'ont pas cherché, comme ils auraient pu le faire, à dissimuler leur origine. Dans un cas, l'Allemand August F. von Twickel a payé 2 millions de dollars pour 1 000 acres de terres de labour en Iowa; dans un autre, un groupe français représenté par Vendome Farming a acquis un peu plus de 1 000 acres de rizières en Arkansas pour 1,4 million de dollars.

Le problème, s'il y en a un, serait aggravé par le fait que les terres qui tombent en main étrangère changent très souvent de propriétaire, d'autant plus fréquemment, peut-être, que les

Il est fort possible que l'achat de terres agricoles aux États-Unis par des non-résidents ne représente, en réalité, qu'un investissement très modeste, dénué de conséquences économiques ou sociales, faible en comparaison des investissements industriels étrangers dans le domaine commercial et bancaire. Nul ne le sait exactement. Car rien n'interdit, jusqu'à présent, aux étrangers d'acheter des terrains sous le couvert d'une personne, physique ou morale, domiciliée aux États-Unis. Tel était le procédé utilisé pour tourner le loi d'une douzaine d'États qui avaient tenté de tenir les capitaux extérieurs à l'écart de leurs terres agricoles.

## plus-values réalisées

plus-values réalisées échapperaient dans certains cas à l'impôt. Cette spéculation confierait au grand dam des jeunes fermiers américains qui aspirent à devenir cultivateurs-proprétaires.

Le gouvernement fédéral va désormais exiger que les étrangers déclarent l'achat, la vente ou la possession des terres agricoles (farm land) dont ils sont effectivement propriétaires. Le département de l'Agriculture, muni de ces déclarations, sera chargé d'étudier l'effet de ces placements sur la petite exploitation agricole et sur la vie des communes rurales.

De leur côté, plusieurs des États affectés — notamment l'Iowa — ont adopté récemment des dispositions tendant à limiter ou à contrôler à divers degrés les achats de terres par les étrangers. Cependant, ces mesures, appliquées seulement dans les limites d'un État, devront encore subir l'épreuve de la constitutionnalité, sinon de la comptabilité avec les traités internationaux.

## A la périphérie des grandes villes

Bien que l'ampleur du mouvement des capitaux étrangers en direction de la propriété immobilière non agricole dépasse manifestement celle des acquisitions dans le domaine de l'agriculture, on ne s'en inquiète guère. Au contraire, les plans de développement qui affectent les grandes banques européennes (pour leur propre compte ou celui de clients), les sociétés d'assurances canadiennes, les traités britanniques, entre autres, dans le financement des immenses bureaux, des hypermarchés, des centres commerciaux, des quartiers résidentiels planifiés, ces placements s'effectuent pour la plupart au sein ou à la périphérie des grandes villes américaines. Les municipalités de ces grandes villes, dont beaucoup traversent une période de crise, sont ravies de cet apport. De son côté, le gouvernement de Washington ne peut que voir d'un bon œil un mouvement qui se traduit par des rentrées d'eurodollars. Enfin, le Congrès, facilement ému par les problèmes des cultivateurs, se désintéresse des locataires de bureaux et d'appartements de luxe.

Tout concourt donc à attirer le capital étranger, qui, selon une grande agence immobilière, non seulement trouve des placements relativement non risqués mais encore se montre satisfait de rendements de l'ordre de 6 % à long terme, alors que les Américains attendent au minimum 10 % à court terme de leurs investissements dans ce secteur.

New-York et San-Francisco attirent une bonne part de ces investissements immobiliers, mais

c'est au Texas et, en particulier à Houston, qu'ils sont le plus « visibles ». La chambre de commerce de Houston a récemment tenu à jour une carte de la ville montrant l'emplacement des buildings appartenant aux étrangers, de la même façon que d'autres villes montrent avec fierté l'emplacement de leurs monuments historiques. L'immeuble qui abrite la poste ? Il a été financé par les Américains à concurrence de 85 millions de dollars; les appartements de luxe O'Henry ? Les Mexicains y ont placé 6 millions de dollars; l'immeuble américain ? 5,8 millions de dollars venus d'Australie; les pavillons Parkrow; 5,5 millions de dollars en capitaux suisses. Mais ce sont les Allemands qui ont misé la part du lion : Houston a 40 millions de dollars apportés, dès 1975, par le groupe Flick pour l'achat du building qui abrite la société de production et de distribution de gaz naturel 100 millions pour une part de 80 % dans la Place Penzoll; 82,5 millions (80 %) pour l'immeuble One Shell Plaza, qui domine la ville (ces deux derniers investissements sous l'égide de la Deutsche Bank); et des sommes qui n'ont pas été vendues publiquement pour l'acquisition du building occupé par I.B.M. et les magasins de la B. F. Goodrich.

## OPEP : moins de 1 % du total

Les menaces de contrôle qui, il y a plusieurs années, semblaient viser certains rachats d'entreprises dans le secteur industriel se sont évaporées. Comme l'exprime avec humour un observateur bien placé, « après la cartellisation des producteurs de pétrole, nous avons toujours eu le même problème : les Arabes achètent I.B.M. Le Congrès a alors vite ordonné qu'on fasse une étude (1). La conclusion en a été que les investissements étrangers en général, et Arabes, en particulier, ne constituent en aucune façon une menace pour la nation ».

Les statistiques américaines concernant les investissements étrangers dans les secteurs industriel et commercial sont très imprécises. Le gouvernement publie en effet des chiffres nets, qui renseignent sur la balance

des paiements mais non sur l'activité réelle des entreprises. Par exemple, la pratique, aujourd'hui avantageuse, des firmes japonaises implantées aux États-Unis d'emprunter le maximum de dollars auprès de leurs filiales américaines (ces emprunts apparaissant comme une sortie de capitaux) a pour résultat de dissimuler l'ampleur des investissements japonais courants. Parallèlement, depuis que les banques, les municipalités et les gouvernements locaux prêtent des fonds à long terme aux sociétés étrangères, et cela sur une grande échelle, le montant des transferts de l'étranger ne représente plus qu'une partie de l'investissement mis en œuvre par ces sociétés sur le territoire des États-Unis. C'est le cas des nouvelles usines Volkswagen en Pennsylvanie parmi beaucoup d'autres.

Sous ces réserves, le chiffre officiel des investissements di-

rects (10 % de participation ou plus) des étrangers aux États-Unis dépassait légèrement les 24 milliards de dollars à fin 1977. La part des différents pays étrangers change peu d'une année à l'autre. L'Europe apporte les deux-tiers du total. Le Canada, avec 6 milliards investis, dépasse encore de beaucoup le Japon, qui n'aurait que 1,75 milliard d'investissements directs. Et les pays de l'OPEP ont investi, au total, moins de 1 % de l'ensemble.

Pour améliorer la connaissance des tendances de l'investissement dans le secteur industriel, l'organisme de recherches privé Conférence Board se fait, depuis 1968, un devoir d'enregistrer tous les investissements directs de l'étranger dans ce seul secteur. La C.B. rapporte qu'au cours du premier trimestre 1978 on a annoncé quatre-vingt-un nouveaux investissements industriels, le plus grand nombre qui ait été enregistré jusqu'à. Au cours du second trimestre, le chiffre en est monté à cent un, dont dix-neuf sociétés allemandes et le même nombre d'entreprises canadiennes, quinze sociétés anglaises, quatorze japonaises et neuf françaises. La C.B. y voit le signe d'une progression rapide de l'ap-

pareil de production des sociétés étrangères aux États-Unis, production qui tendrait, à longue échéance, à réduire les importations.

Au rythme actuel, les sociétés étrangères emploieront bientôt 5 % de la main-d'œuvre industrielle aux États-Unis, contre 3 % en 1975. Comme elles emploient presque exclusivement des Américains, il n'existe pratiquement pas de problème d'importation de main-d'œuvre.

Peu à peu, riches d'expérience et mieux conseillées, les firmes étrangères semblent apprendre à éviter certains problèmes propres au système économique américain. En particulier, elles se gardent d'initiatives qui puissent être interprétées par la Federal Trade Commission comme une atteinte à la libre concurrence. 60 % des investissements industriels étrangers représentent des achats d'usines et d'installations existantes. Mais, à l'encontre de ce qui se passait jadis, les sociétés étrangères tendent à acheter des actifs de préférence à des participations, et évitent ainsi certains aspects de la réglementation américaine.

JAY McCULLY.

## La redéploiement en Asie du Sud-Est

(Suite de la page 21.)

Paradoxalement, ce temple du capitalisme (même la Banque centrale est en partie privée) se développe avec la bénédiction et l'appui de la Chine communiste, qui y trouve une vitrine technologique et un relais pour ses échanges avec l'Occident.

Ce développement industriel rapide pose de multiples problèmes : hausse des coûts, formation, manque de cadres, croissance urbaine, épuisement de ressources naturelles, mais aussi, déjà, un redéploiement. Les pays les plus avancés, comme la Corée du Sud, Hongkong, Singapour, craignent beaucoup la concurrence de Taiwan, des Philippines de la Malaisie, de l'Indonésie, de l'Inde, pays à bas salaires, ainsi que le protectionnisme des pays développés. La Corée du Sud a donc décidé d'abandonner progressivement les secteurs les moins rentables, comme le textile qui représente 40 % de ses exportations actuelles, et de rechercher de nouveaux créneaux à l'exportation et de nouveaux partenaires pour investir dans les pays en développement.

À Singapour, la tendance actuelle est de s'orienter vers les industries non polluantes et les produits à haute technicité, car les bas de gamme (textiles, électronique, produits chimiques) sont atteints par les mesures protectionnistes. À ce propos, il convient de souligner que certains industriels occidentaux visent un transfert technologique du Sud vers le Nord, et non l'inverse : Thomson a choisi Singapour pour créer une usine de montage de téléviseurs (European Standard Electronics), moins pour des raisons de coût et de docilité de la main-d'œuvre que pour assumer la technologie japonaise, qui fabrique de tels téléviseurs, couleurs moins chers et quatre à cinq fois plus fiables qu'en Europe.

Sur le plan géopolitique, la « théorie des dominos » semble démentie par les faits et, en tout cas, ne reconstruit guère d'écho sur place. Après le Vietnam du Sud, la Thaïlande devait, disaient-on en Occident, basculer dans le camp communiste, et la Malaisie ne mettrait pas longtemps à suivre.

En réalité la Thaïlande n'a jamais été colonisée et a toujours montré une souplesse diplomatique à toute épreuve; de plus, la religion et l'attachement au roi cimentent l'unité nationale d'un peuple qui mange largement et se fait.

La Malaisie, pour sa part, a habilement rompu ses relations avec Taiwan pour développer ses liens avec la Chine. En outre, tant que les Indochinois se battent entre eux, les dominos sont tranquilles. Enfin, l'ASEAN (2) représente un facteur de stabilité politique de la région : on ne s'attend pas à ce que cette association progresse peu sur le plan économique (les cinq projets industriels communs périment faute de consensus) en raison du nationalisme des pays membres, qui se traduit curieusement par une régression de la langue commune : l'anglais.

Pour l'avenir, deux autres facteurs de changements méritent d'être pris en compte : L'Australie et la Nouvelle-Zélande, depuis que la Grande-Bretagne a rejoint la C.E.E., relient leurs liens avec l'Europe et se redéploient vers l'ASEAN, le Japon et la Corée du Sud. Le Ching communiste pourrait devenir un redoutable exportateur de produits manufacturés. C'est le seul pays dont elle dispose à terme pour financer son développement industriel (les exportations de matières premières resteront limi-

tées par la croissance des besoins intérieurs).

Cette dernière perspective ne doit pas être prise à la légère et l'on considère ce que font déjà cinquante millions de Chinois à Hongkong et deux millions à Singapour. N'y a-t-il pas d'ailleurs en Asie une étroite corrélation entre le niveau de développement d'un pays et l'importance de la colonie chinoise ?

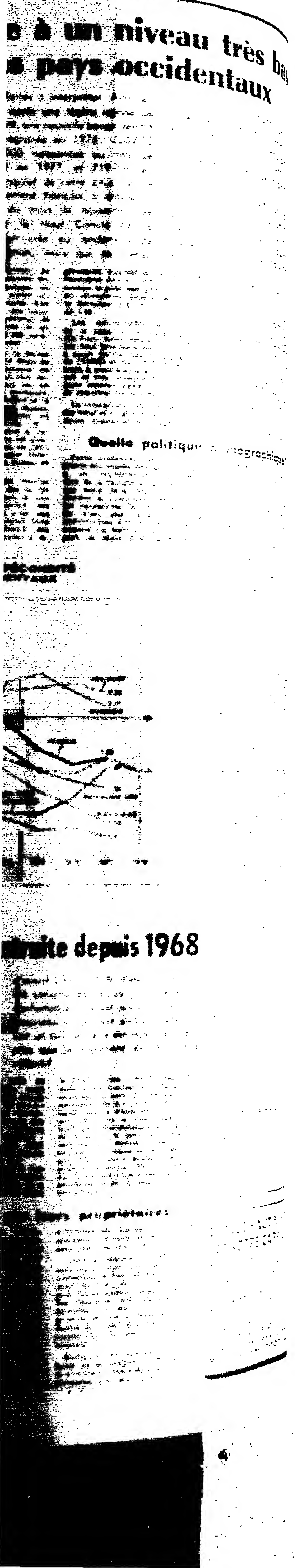
D'un autre côté, des pays comme la Corée du Sud veulent s'appuyer sur l'Europe, et notamment sur la France, pour pénétrer les marchés africains et améliorer leurs relations avec les pays socialistes. La réalisation d'opérations conjointes, par exemple au Proche-Orient, ne serait-elle pas le meilleur moyen de rendre les firmes européennes plus compétitives face aux projets américains ou japonais ? C'est sans doute ce que pense P.U.K. qui vient de s'associer à Hyundai (Corée du Sud), pour construire une usine d'aluminium en Malaisie (le 10 octobre 1978). Mais cette nouvelle forme de coopération reste exceptionnelle. En réalité, la France est surtout présente dans la région en tant qu'exportateur de culture et de produits de luxe (cognac (3), haute couture). Il n'y a que trois cent cinquante Français en Corée du Sud, treize cents à Hongkong, quinze cents au Japon, huit mille à Singapour, alors qu'il y en a plusieurs dizaines de milliers dans de nombreux pays d'Afrique.

Mais l'absence relative de l'Europe dans la région constitue paradoxalement son principal atout. La plupart de ces pays cherchent à diminuer le poids écrasant des États-Unis et du Japon, tant en ce qui concerne les investissements que les relations commerciales. L'Europe est attendue comme facteur d'équilibre. Saura-t-elle jouer cette « nouvelle donne » ?

MICHEL GODET et OLIVIER RUYSSSEN.

(2) ASEAN : Association of South-East Asian Nations, regroupant cinq pays : Thaïlande, Malaisie, Indonésie, Singapour et Philippines.

(3) Si la France enregistre un excédent commercial avec Hong-Kong c'est en raison de la consommation de cognac qui, par habitant, est la plus élevée du monde.



depuis 1968

La sixième session de « Journalistes en Europe » aura lieu du 1er novembre 1979 au 30 juin 1980. Les candidatures doivent être déposées avant le 1er mai. Toutes informations utiles peuvent être demandées à :  
Journalistes en Europe  
21, rue du Louvre  
75002 PARIS (Tél. : 508-86-71).

Journalistes en Europe est une organisation dont le but est de donner aux journalistes européens et non européens une connaissance aussi complète que possible de l'Europe. Quatre-vingt-sept journalistes de vingt-sept nationalités ont, depuis 1974, bénéficié de cette formation.

Le stage, qui dure huit mois, se déroule sous forme de séminaires à Paris et d'« enquêtes » dans les différents pays d'Europe. Les participants reçoivent une publication mensuelle en français, en anglais et en allemand, « EUROP ».

Les candidats doivent être âgés de 25 à 35 ans, avoir une véritable expérience professionnelle et une connaissance réelle du français, de l'anglais et, si possible, de l'allemand.

### Formation à la gestion au niveau le plus élevé

pour jeunes diplômés et jeunes cadres :

- un programme personnalisé de 18 mois permettant d'acquies dans tous les domaines de la gestion les connaissances et méthodes nécessaires pour un important développement de carrière;
- une pédagogie active en milieu pluridisciplinaire rapprochant X, Agro, A & M, chimistes... et juristes, littéraires, économistes, vétérinaires, pharmaciens, ayant ou non une expérience professionnelle.
- Certaines parties du programme peuvent s'effectuer à l'étranger (Brésil, Japon, Mexique, UK, USA).

L'admission est basée sur les aptitudes et la motivation profonde. Le financement est assuré par les allocations professionnelles, le budget formation des entreprises et des prêts très favorables.

### isa INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

78250 JOUY-EN-JOSAS. TÉL. URGENCE DIRECTE (0) 956.43.61  
OU (0) 956.30.00 POSTES 430, 434, 488, 476  
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS.

réunions d'information avec la participation d'Anciens ISA  
à Paris le jeudi 14 décembre à 18 h 30  
à l'Hôtel Sofitel Bourbon - 32, rue St-Dominique  
à Jouy-en-Josas le samedi 13 janvier 1979 à 10 h  
sur le campus du CESA - ISA - HEC - CFC.

### Oui, on peut rentrer détendu d'un voyage d'affaires à Paris.

### Hotel Club Méditerranée à Neuilly.

Le plus vert des 4 étoiles Parisiens.

58, bd Victor Hugo - 92200 Neuilly - Tél. 758.11.00 - Téléc. Medhotel : 610971

### STAGE DE PERFECTIONNEMENT AUX METHODES DE GESTION pour CADRES

demandeurs d'emploi de tous secteurs d'activités professionnelles

durée : 21 semaines - temps plein à PARIS  
5 FEVRIER - 29 JUIN 1979  
remunération I.F. ou A.S.A.  
pour tous renseignements, tél. : 756.51.34 - poste 468

CPM - CENTRE MALESHERBES - 108 Bd Malesherbes 75017 Paris  
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

### UN NOUVEL ÉCONOMISTE PASSE AU CRIBLE LE PROJET SOCIALISTE.

SOCIALISME ET ÉCONOMIE  
Par Florin Astalion.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

كتاب من الأصل

صحة من الأصل

# LES NOTES DE LECTURE d'Alfred Sauvy

Xavier GREFFE

## ● L'IMPOT DES PAUVRES. NOUVELLE STRATÉGIE DE LA POLITIQUE SOCIALE.

Le titre pourrait prêter à confusion : il s'agit de l'impôt négatif, lui-même mal nommé, par une sorte de coquetterie, le sujet, c'est l'impôt d'un revenu minimal à tous les citoyens. Il n'existe, pour le moment, dans la plupart des pays socialement avancés, que pour les personnes âgées.

M. Stoléri nous a montré déjà les difficultés à surmonter pour satisfaire cet objectif, dont le principe ne semble pas contesté : remplacer la charité par un droit. Ce n'est pas absolument une nouveauté, puisque ce droit était reconnu, certes modeste, par la loi des pauvres en Angleterre, héritée d'Elisabeth et rejetée par Malibus.

La pauvreté dans les pays riches et « l'inefficacité interne de la politique sociale » sont-elles vraiment des paradoxes, comme il est indiqué ? L'ouvrage semble donner une réponse négative. Agir sur les causes de la pauvreté serait sans doute prioritaire, mais il faut bien tenir compte des résultats.

Laissons de côté les analyses mathématiques, qui, une fois de plus, contribuent plutôt à effacer la difficulté, au lieu de la prendre à bras-le-corps. Il s'agit d'une grande question sociale et non d'un exercice pour économistes, si captivant soit-il.

Le fond de l'affaire est d'ailleurs bien souligné plus loin, à l'examen des divers projets, notamment celui de l'administration Nixon : c'est le vieux conflit entre la protection et l'incitation au travail. Et l'importance que soit la fixation du revenu minimal elle n'est pas la seule ; des conditions d'octroi peuvent intervenir, ce qui peut conduire à compromettre le projet le plus généreux.

Le revenu minimal aurait pour conséquence, est-il signalé, de faire disparaître les allocations spécialement personnelles et motivées, comme l'allocation de chômage, les secours en cas de maladie, infirmité, etc. L'on est étonné de voir mettre en cause ici les allocations familiales. C'est oublier le souci le plus impérieux de toute œuvre sociale : les besoins. Quatre personnes n'ont-elles pas plus de besoins vitaux qu'une seule ?

Ce panorama brillant, à l'intérêt soutenu, se termine par des vues sur les équipements collectifs, mais laisse un point dans l'ombre : savoir si l'existence, en France, de titres au porteur, de bons, etc., favorisés par l'« anonymat officiel », ne nuit pas, en définitive, à un projet qui honorerait la société.

\* Dunod, Paris 1978, 23,5 cm., 336 p., 79 F.

Fernando Henrique CARDOSO et Enzo FALETTO

## ● DÉPENDANCE ET DÉVELOPPEMENT EN AMÉRIQUE LATINE.

Regrettons, une fois de plus, de voir un livre de grand retentissement séjourner plusieurs années au purgatoire avant d'être présenté aux lec-

teurs français. La première édition de ce presque classique remonté, en effet, à 1968, et sa rédaction à 1965-1967, en dehors et en réplique aux travaux de la CEPAL. Faute de mise à jour, un post-scriptum a été ajouté, non daté, mais récent et plein d'intérêt.

Il est vrai que l'histoire, qui remonte à peu près à l'indépendance politique, nous apporte un précieux ensemble de vues et de documents.

L'insertion de cet ouvrage dans la collection « Politiques » suffirait à nous montrer qu'il ne s'agit pas d'un éloge, même nuancé, du développement capitaliste. Les deux célèbres sociologues politiques s'attachent, avant tout, aux problèmes de la dépendance, intérieure ou extérieure. Cette dernière peut prendre deux formes, selon que le système productif national est contrôlé dans la nation ou dépend directement de capitaux étrangers. Il y a lieu, en outre, de distinguer les pays sous-développés et les pays sans développement, c'est-à-dire sans relations commerciales avec les pays industriels. Question de degré aujourd'hui.

La partie la plus digne d'intérêt, en dehors du post-scriptum est l'histoire — du pacte colonial à la seconde guerre — de ce que l'on n'appellait pas encore le développement. La suite est malheureusement quelque peu confuse : elle ne permet pas, par exemple, de bien expliquer le recul économique relatif de l'Argentine par rapport au Brésil, alors que la première satisfaisait les conditions classiques de l'essor. Le populisme n'explique pas tout, non plus que G. Vargas.

De façon générale, d'ailleurs, le récit des imbrications socio-politiques ne s'accompagne pas suffisamment de faits concrets, en particulier chiffrés.

Lecture instructive, quelque peu desservie par le retard des notes en fin de volume et par une traduction lourde, qui a dû passer largement par l'anglais.

\* PUF, Politiques, Paris 1978, 22 cm., 233 p., 65 F.

Claude MÉNARD

## ● LA FORMATION D'UNE RATIONALITÉ ÉCONOMIQUE : A. COURNOT.

La fécondation, l'hybridation culturelle, la migration intellectuelle, ne donnent pas à chaque fois un produit de haute qualité, mais les réussites peuvent avoir, comme en génétique, une valeur exceptionnelle. C'est le cas d'A. Cournot, contemporain et compatriote de Victor Hugo, qui, mathématicien, ne s'est intéressé que tardivement à l'économie, et peu illustrée en France, à cette époque. Les recherches sur les principes mathématiques de la théorie des richesses n'étaient pas la première apparition des formules en économie, N. Canard ayant, par ce moyen, fait quelque peu scandale, sous le Consulat et l'Empire. Mais la plate-forme ainsi établie allait permettre à Walras et à tant d'autres illustres économistes de bâtir plus solidement, comme nous le montre, d'une plume experte, le maître québécois.

\* Flammarion, Paris, 1978, 21 cm., 277 p., 90 F.

René DUMONT

## ● PAYSANS ÉCRASÉS, TERRES MASSACRÉES : ÉQUATEUR, INDE, BANGLADESH, THAÏLANDE, HAUTE-VOLTA.

C'est un vif réconfort que de voir, au milieu de tant de calamités et de menaces, un homme utiliser à l'extrême ses forces, son savoir et sa voix, non seulement pour lancer le cri d'alarme, mais pour proposer les moyens pratiques de conjurer les catastrophes que prépare l'ignorance et la cupidité. Il est rare de voir la foi sociale coexister, à ce point, avec la science et la technique. Ces pays tropicaux ou équatoriaux, ces populations soumises à une servitude, souvent plus dure que l'esclavage, nous suivons leur vie, dans les détails les plus directs et trouvons à leur propos des comptes aussi minutieux qu'accablants.

C'est avec une grande satisfaction que nous retrouvons l'agronome, le frère des hommes, l'ami de la terre et de la nature, présenter les moyens de ne pas détruire celle-ci et de la mieux mettre au service de l'homme. Nous le suivons sans peine, tant ses vues sont claires, mais non sans irritation, contre tant de malheurs et, fait-il ajouter, avec un certain remords devant le sort infligé à ces hommes de notre temps et de notre monde.

En dehors même de la grande leçon, retenons aussi quelques enseignements bien utiles dans nos propres pays : les drames résultent de la gratuité de l'eau, et l'inefficacité ou la faiblesse de l'impôt foncier (le géorgisme (1) est bien oublié) sont deux maux qui ne peuvent être évités, l'une étant d'intention sociale et l'autre protestant le droit à la terre. Mais toutes deux concourent à réduire le nourrisseur de travailleurs, objectif fondamental.

Bien que ces deux réalités que sont l'écrasement des paysans et le massacre des terres aient été évoquées, tout le long de l'ouvrage, y a-t-il toujours entre elles identité absolue ? De plusieurs passages de cette lecture passionnante et combien instructive, se dégage la conclusion que production de nourriture aussi élevée que possible et justice sociale ne s'identifient pas toujours. Quel qu'il en soit, les doubles fautes commises l'homme et contre la nature sont si accablantes qu'un chemin commun considérable s'ouvre aux deux objectifs.

Sur la population, par contre, formulations de sèbres réserves. L'auteur a certes le grand mérite d'avoir nuancé ses vues sur la réduction des naissances et de mettre, cette fois, au premier plan, l'enseignement des filles : mais il reste peu informé des conditions de l'Europe et moins encore des conséquences du vieillissement. Les excozes ne marquent pas, dans une population et une université ignorantes. D'ailleurs, si cet étrange globalisme mondial l'emporte ainsi, dans son esprit, c'est que, en fin d'ouvrage, le cœur, quelque temps content, ce grand cœur, l'emporte à nouveau sur la raison. Faut-il s'en alarmer, dès lors que le cri lui-même est à peine entendu ?

Un grand sujet, un grand livre, un grand homme.

(1) Du nom d'un économiste américain, Henry George qui, au début de ce siècle, préconisait une réforme agraire radicale.

\* Robert Laffont, Paris 1978, 21 cm., 353 p., 65 F.

Habib el MALKI

## ● SURPLUS ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENT. CAS DE L'ÉCONOMIE MAROCAINE.

L'optique du surplus nous éloigne parfois quelques peu des résultats statistiques de la comptabilité nationale. Allant des idées du grand Ibn Khaldoun à Sraffa et aux marxistes contemporains, en passant par l'inévitable produit net de Quesnay, le maître de Rost nous livre une excellente étude théorique. L'application faite ensuite au Maroc nous laisse, par contre, un peu sur notre faim. Les phosphates, par exemple, ne sont pas mentionnés et le facteur population n'est à peine. D'un homme de cette valeur, nous attendons une vue générale concrète de cette économie marocaine, qui recèle tant de surplus et plus encore de possibilités.

\* Préface de René Passet, professeur à Paris-I, Éditions Cujas, Paris 1978, 21,5 cm., 280 p., 88 F.

Lionel MONNIER

## ● CAPITAUX PUBLICS ET STRATÉGIE DE L'ÉTAT. LE RÔLE ÉCONOMIQUE DU PATRIMOINE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DE L'ÉTAT.

Dès la préface, nous sommes avertis du faible cas qui est fait de l'expérience. Cette lacune fondamentale de l'écrit, nous la retrouvons effectivement dans l'ouvrage, heureusement atténuée par quelques sérieuses recherches d'observation.

Ouverture, ou à peu près, sur une citation sensationnelle de Raymond Barre, en passe de devenir classique, sur le caractère zythologique du libéralisme du dix-neuvième siècle. Et plus loin, M. Allais surenchérit encore. Pour faire équilibre, peut-être, est reproduite entre-temps une boutade outancière de Keynes, où son humour habituel est bien dissimulé.

Que les théories du capital soient insuffisantes peut se dire de toutes les théories, mais les méthodes empiriques sont condamnées plus encore, de façon trop sévère, avant d'en arriver aux vues néo-classiques. La distinction entre public et privé est rendue de plus en plus difficile, par l'enchevêtrement des filiales.

Vient ensuite une analyse serrée, qui, sans s'imposer absolument, s'explique par la complexité de la matière. Néanmoins, l'abstraction l'emporte toujours sur le devenir probable, présenté sous forme de « redoublement » vers une économie mixte. Les exemples sont trop rares, alors que l'économie italienne aurait permis de curieux éclairages.

Il est dommage que cette œuvre réfléchie et pénétrante de l'assistant romain soit compromise par cet air de l'abstraction, aggravé par un style surchargé, susceptible d'égarer des lecteurs non familiarisés avec le langage économique. Ils auraient tort, car le fond mérite examen. Les thèses présentées à un professeur, en toute solennité de l'appareil, ont besoin, il est à peine besoin de le répéter, d'un aménagement propre à une plus grande diffusion.

\* Préface de Christian Goux, PUF 1977, Paris, 24 cm., 259 p., 75 F.

Christian MEGRELIS

## ● DANGER : PROTECTIONNISME.

A l'éloge inattendu d'un néo-protectionnisme par J.-J. Jeanneney, une réponse était dans l'ordre : Ch. Schmidt a eu, une fois de plus, la main heureuse en confiant cette réplique à un spécialiste confirmé des échanges internationaux.

Après quelques amuse-gueules d'hier et surtout d'aujourd'hui, allant des Meadows (hélas !) à E. Kahn (ho ! ho !), en passant par les vnes plus sérieuses de J. Tinbergen (rapport Rio), de W. Léontief (scénario volontariste), du Club de Dakar, couronnées par le Staber, nous est servie sur un plateau l'année de départ, l'année zéro 1980. Inutile de philosopher, nous est-il dit, sur le « bonheur national brut », puisqu'il s'exprime en tonnes, en kilomètres carrés ou en kilomètres-heure.

Le libre-échange, si appréciable, que nous avons connu depuis 1960, est compromis dans le monde ou, plus exactement, dans l'ensemble des cinq mondes (en comptant à part les pays arabes super-riches et les pays néo-industriels). Jamais autant de liberté n'a été assortie d'autant de menaces.

Peut-être la partie la plus intéressante est-elle l'expérience : les résultats cités sur la C.E.E. surprennent cependant par leur modestie ; l'occasion est belle, à ce propos, de souligner les réalisations manquées, telles que l'aéronautique ou l'électronique. Et d'autre part, les critiques des États-Unis contre la politique agricole commune subsistent, « commune » devenant « fédérale » ?

La réponse à la grande question du titre est fournie par les deux scénarios (non chiffrés bien sûr) : le protectionnisme contre les pays néo-industriels et le libéralisme, étudié, le plus récemment, dans le « commun » devenant « fédérale » ?

Une réserve, toutefois, sur les développements concernant les termes de l'échange. L'auteur ne semble pas avoir discerné l'erreur permanente mondiale, commise sur les indices de prix des produits fabriqués.

Il paraît, par ailleurs, surprenant de lire que le tiers-monde fournira toujours les matières premières des pays riches. Dans certains cas, la transformation pourra se faire sur place, comme aujourd'hui pour le coton ou le fer, demain pour le phosphate ou le zinc, avec ou sans le concours des multinationales.

\* Calmann-Lévy, Paris, 1978, 20 cm., 256 p., 44 F.

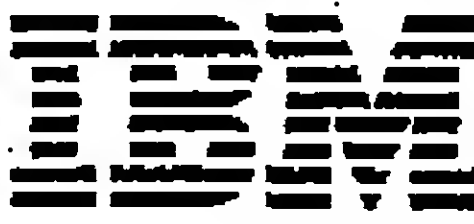
# Vous nous trouverez là où vous trouvez.



Les ingénieurs et techniciens de la Division des Systèmes de Grande Diffusion IBM sont des voisins toujours disponibles. Leur place, c'est sur place. Là où vous vous trouvez. Parce que les professions libérales, les P.M.E. et les établissements décentralisés ont besoin de rapports directs et efficaces avec des hommes possédant une vaste expérience de leurs problèmes. Des hommes qui allient la compétence technique à la simplicité de relation. Dérangez-les. Ils sont bien répartis sur toute la France : 4 agences parisiennes, 6 directions régionales, 35 bureaux régionaux, 125 centres de maintenance. Voilà ce qui permet à IBM de réagir vite et bien.

Avec la Division des Systèmes de Grande Diffusion, le haut niveau technologique d'IBM, sa capacité d'innovation et l'expérience acquise auprès de milliers de petites et moyennes entreprises profitent à tout le monde. Dans le sens de la simplicité, de l'économie. Et de la tranquillité d'esprit. Prenez contact avec la Division des Systèmes de Grande Diffusion, en envoyant votre carte de visite, en province, aux directions régionales ou, à Paris, au Service des Communications IBM, Tour Générale, 5 place de la Pyramide, 92800 Puteaux.

**IBM. DIVISION DES SYSTÈMES DE GRANDE DIFFUSION. DES HOMMES. DES ORDINATEURS. POUR LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES.**



Division des Systèmes de Grande Diffusion.

COMPTON  
1978-1979



LE JOUR DE LA MUSIQUE

Le Capitole comme un miroir.

L'histoire du Capitole, tour à tour glorieuse, sombre ou triviale, ce n'est pas seulement la chronologie des représentations : ce théâtre est un miroir où se reflètent la vie, les crises et les passions d'une ville de province. Lorsqu'on l'interroge — et il y a eu beaucoup de questions — sur les architectes n'ont pas — ce qu'on découvre un peu plus loin que la petite histoire et débouche sur une réflexion générale touchant aussi bien les problèmes artistiques, administratifs, voire sociologiques posés par le théâtre lyrique depuis 1793.

Un requiem pour Gounod.

En 1893, l'année même de sa mort, Gounod adressait à la Société des concerts du conservatoire une messe de requiem, lui demandant « d'en accepter la dédicace et de l'exécuter l'an prochain, que je sois ou non de ce monde ». L'œuvre devait être donnée, en effet, l'année suivante, puis il semble qu'elle ait été oubliée puisque c'est tout récemment que Joachim Harward, l'actuel maître de chapelle de La Montagne, a retrouvé les parties d'orchestre dans la chaufferie de l'église et les a enregistrées avec les chanteurs de l'ensemble instrumental du II à la charge. S'il fallait jouer au feu des comparaisons entre les requiems, c'est peut-être à celui de Fauré qu'on penserait. Cette sécurité conviendrait aux mystères de l'au-delà, et le caractère musical de l'œuvre, une certaine maîtrise des contours mélodiques, c'est sans doute ce que les deux œuvres ont en commun ; mais les rapprochements s'arrêtent là, c'était seulement pour donner une idée.

A la faveur des chiffres.

Le service des études et de la recherche du ministère de la culture et de la communication s'exprime volontiers par des chiffres, de vieux chiffres en général puisque les statistiques sont toujours longues à venir. C'était il y a quatre ans, pendant la saison musicale 1974-1975, on a compté un peu plus de 800 000 entrées aux concerts des grandes formations symphoniques (Orchestre de Paris, orchestres régionaux, associations parisiennes) et près d'un million et demi de spectateurs pour les spectacles lyriques et chorégraphiques (Opéra, Opéra Studio et treize théâtres de province rattachés à la R.T.L.M.F.). Entre 1970 et 1975, le nombre de concerts classiques est passé de trois mille à six mille tandis que les spectacles de variétés pluriannuels à cinquante mille. Enfin, la SACEM indique une progression constante des œuvres déposées chez elle : 42 000 en 1971, 56 000 en 1975 ; la proportion des partitions symphoniques de musique de chambre ou électro-acoustique est tombée de 3,5 % à moins de 2 %.

Musique

Messiaen célébré par Boulez

Olivier Messiaen n'aura pas eu la joie d'assister dimanche au concert donné à l'Opéra le jour de son soixante-dixième anniversaire, lui qui est si fidèle à l'exécution de ses œuvres. Mais à la suite d'une intervention chirurgicale, il aura du moins entendu, grâce à France-Musique, l'hommage exceptionnellement vibrant que lui a rendu Pierre Boulez et les langoureux resuscités du Paradis — pour glorifier Dieu dans toute sa création : les beautés de la terre, ses rochers, ses chants d'oiseaux, les beautés du ciel matériel, les beautés du ciel spirituel. Sans revenir sur toutes ces péripéties (cf. Le Monde du 1<sup>er</sup> novembre 1978), disons que ces extra-ordinaires richesses « minérales », de ces accumulations de chants d'oiseaux, dont certains (le Moineau polyglotte, la Grive des bois) sont parmi les plus beaux qu'il ait composés, de ces professions solennelles et mystiques, mais des visions impressionnantes, même si elles vont ébranlant un peu l'auditeur, s'agitent des diaboliques qui orientent et qui sifflent, avant le début, une invocation théologique de l'Eucharistie ; le Réveil des oiseaux (1953), qui fit scandale à l'époque, un joyeux d'oiseaux saisis sur le vol, en une sorte d'air bruyant qui donne une image stylisée de la nature, dans une ivresse de rythmes irréguliers, de formules musicales nouvelles, créées à l'inspiration par la nature elle-même.

De l'atelier à la prison

Un mardi sur deux, depuis le début de septembre, Jean-Pierre Larigot va finir sa journée en prison. Animateur à plein temps à l'Atelier régional de musique du Nord-Pas-de-Calais, il est responsable de l'atelier de musique au centre de détention de Loos, près de Lille. La moyenne d'âge y est de vingt-deux ans et, bien sûr, seuls les volontaires participent. Ils sont douze actuellement qui, selon leurs goûts, travaillent autour d'un magnétophone, composent des instruments ou se contentent d'écouter des disques. Les outils sont rudimentaires : quelques livres, une scie à bois et une autre pour le métal, de la colle, des clous et un marteau. Certains ont entrepris de réaliser une contrebasse à cordes... C'est un projet à long terme, mais, avec une barre de fer qu'on sectionne judicieusement, un mètre pivot et des séances, on peut, en quelques semaines, fabriquer un métallophone très convenable. Il ne restera plus qu'à l'accorder et on pourra, par exemple, le faire sonner devant un micro ; un second magnétophone permet de réaliser des mélanges — on mélange des accords de guitare, des bruits divers — puis on écoute, on discute le résultat... Ce soir, un peu sans doute à cause de la présence de quelques journalistes, il y a eu un certain flottement au départ, et le résultat final, assésé, n'en est ressorti. Pourtant Jean-

Pierre Larigot paraît presque étonné : non seulement les cinq vacataires ont été infiniment mieux accueillis que lui-même, lorsqu'il était venu la première fois, mais, à la fin de la séance, les jeunes détenus ont accepté, pour élargir l'éventail des timbres à enregistrer, de travailler aussi sur la voix, de chanter... ce qui, les premiers temps, semblait absolument exclu.

Petites nouvelles

Un grand prix national de la photographie vient d'être institué par le ministère de la culture et de la communication. Le jury, composé de sept personnalités nommées par le ministre, est présidé par le directeur du patrimoine et décernera un prix, chaque année, à un photographe français, pour la qualité de l'ensemble de son œuvre.

Le Prix de portrait Paul-Louis Weiller 1979 (peinture), d'un montant de 20 000 francs, sera octroyé aux artistes de tous pays sans limite d'âge, s'era décerné en février par l'Académie des beaux-arts. Date limite des inscriptions : 15 janvier 1979. Règlement et bulletins d'inscription uniquement par correspondance au secrétariat de l'Académie, 23, quai de Conti, 75275 Paris Cedex 06.

Une heure internationale des scénarios est organisée pour le sixième Festival de cinéma de Bruxelles, du 18 au 22 janvier 1979. Les textes doivent être envoyés avant le 31 décembre. (Enseignements : avenue de l'Astronomie, 32, 1030 Bruxelles.)

Cinéma

Le court métrage sur la sellette

Un rôle capital est réservé à ces derniers : des clubs-cinéma seront créés à destination des enfants, du troisième âge, des comités d'entreprise. Le C.N.C. doit coopérer, aider financièrement parcellairement, capable, sur la durée, de renouveler notre regard sur le cinéma français.

Présence de l'Amérique latine

La force de la sélection officielle — cent trente-trois films, près de cinquante heures de projection, liche démentie pour le jury — reposait inconsciemment sur les films étrangers, choisis par le seul délégué général : Athaulpa Lichy. Est-ce parce qu'A. Lichy, Vénézuélien d'origine, quelques Parisien d'adoption, aime tant l'Amérique latine ? Presque tous les films qui touchaient à ses problèmes sonnaient remarquablement justes. Et d'abord, l'œuvre qui a peut-être dominé le Festival, avec le film de Moullet, Les morts ne se taisent pas (Les morts ne se taisent pas) du tandem

est-allemand Heynowski-Scheumann : les épouses de deux anciens ministres de la défense de l'Unité populaire, Moy de Tona et Isabel Latorre, font le récit tragique, shakespeareien dans sa démesure, de leur rapport avec le général Pinochet, familier de leurs maisons avant le coup d'Etat : portrait terrible de la médiocrité bourgeoise et de la lâcheté, où toute caricature semble absente. Film au moins aussi capital pour comprendre le Chili d'aujourd'hui que ne l'est le dernier film de Syberberg pour analyser le nazisme.

Rock

Si le rock français a connu un développement salutaire depuis un peu d'années, il est sans doute à Bijou qu'il le doit. Bijou qui le premier a tenu le pari de jouer du rock en chantant en français, à une époque où les groupes vivaient le paradis d'exprimer leurs sentiments dans une langue qui n'était pas la leur et que leur public ne comprenait pas toujours. Bijou a voulu retrouver l'effervescence qui s'est créée au début des années 60 autour de groupes tels que les Chaussettes Noires et les Chats sauvages, tout en tenant compte de l'actualité musicale. Il fallait, pour cela, d'une part, proposer des textes qui soient directement compréhensibles par le public, de façon à répondre à ses besoins d'identification et, d'autre part, projeter une image qui soit en liaison directe avec l'univers décrit.

Rock

Bijou à Mogador

Palmer (guitariste et chanteur), Dauga (bassiste et chanteur) et Dynamite (batter) se plaisent à croire qu'il existe une relation entre la musique et son contexte visuel : la rigueur, leur tenue vestimentaire, chemise blanche et cravate noire, ainsi que leur influence musicale font des films de ces années 60. Bijou pratique un rock populaire dans l'esprit avec des mélodies sucrées qui retiennent facilement l'attention et des textes adolescents qui n'ont d'autre ambition que celle d'évoquer des situations familiales. Les interventions sont rapides et percutantes, sur des compositions simples et efficaces.

Variétés

Zouc à Bobino

On peut y aller, Zouc empore tout. Qu'on lui donne une foule, elle l'amuse et se la lâche plus. On disait Zouc avec à l'intimité des cabarets, Bobino, aujourd'hui, est assez grand pour elle.

Personne ne s'appelle Zouc. A la rigueur on l'appelle comme ça — comme Plic et Flox ou Rouletabosse — dans les livres. Ici, sur une scène, une forme noire renvoyée par un fond blanc lumineux se remplit des autres, point de départ pour une transformation continue. Que cette forme soit ronde, habillée d'une robe rose, d'un gilet et de bas de laine, avec des chaussures modestes, comme pour la généralité, rend la métamorphose plus spectaculaire, et l'on garde à l'esprit ce qui est en jeu.

Zouc a bon dos. Elle prend sur elle les malheurs, les ridicules, les travers, les concubines pour les rendre plus vrais, et les renvoie à la figure des gens qui ne peuvent pas s'en plaindre, puisque les voilà délivrés d'eux-mêmes par leur propre rire, et celui du voisin, qui ne va pas tarder à servir de modèle. Zouc strappe le méchant petit dragueur, le jeune narcissé désespéré, le monsieur tellement taquin d'arrêter le bébé de sa femme.

Elle a écouté les voisins raconter l'opération de madame Urdel, elle a

STUDIO LOGOS

LA SORCELLERIE A TRAVERS LES AGES

Un film de BERNHARDT CHRISTENSEN

"Grandioses scènes de sabbat, nuits maléfiques, film fou et véridique."

"Nul doute qu'on ne soit émerveillé par les aspects les plus modernes de ce chef-d'œuvre."

"Un réalisme hallucinant, des recherches plastiques qui n'ont pas fini d'étonner."

"Richesse et nouveauté du contenu, une surprenante profondeur."

M. MARFIN/LE FIGARO

Palmarès

GRANDS PRIX : El Domador, de Joaquín Cortés, Venezuela (documentaire), Le Bataillon dans le désert, de Ibrahim Takti, Algérie (fiction), Rapid Eyes Movement, de Jeff Chabrier, États-Unis (documentaire), Prix spécial du jury et prix Jean-Nadal (décerné par la critique française) : Genésis d'un repas, de Luc Moullet, France ; prix de la première œuvre : Come gli altri, de Gioia Benelli, Italie ; prix YVES SAINT LAURENT (presse internationale) : L'Estimation du 3 septembre, d'Abbas Kiarostami, Iran ; prix de la critique française : Aparrowdo, de Carlos Mayolo et Luis Ospina (Colombie).

Palmarès

Une semaine du cinéma français a été inaugurée le 8 décembre en R.D.A., et deux villes françaises accueillent sept films est-allemands en 1978. C'est la première fois qu'un festival de ce genre est organisé, depuis l'établissement des relations diplomatiques entre la France et la R.D.A.

Palmarès

Un grand prix national de la photographie vient d'être institué par le ministère de la culture et de la communication. Le jury, composé de sept personnalités nommées par le ministre, est présidé par le directeur du patrimoine et décernera un prix, chaque année, à un photographe français, pour la qualité de l'ensemble de son œuvre.

Palmarès

Un grand prix national de la photographie vient d'être institué par le ministère de la culture et de la communication. Le jury, composé de sept personnalités nommées par le ministre, est présidé par le directeur du patrimoine et décernera un prix, chaque année, à un photographe français, pour la qualité de l'ensemble de son œuvre.

diversez  
duvez.

سكزامن الاصل

صكناحتن الاصل

**RCA**

**DÉCOUVRIR.**



*Le Nouveau 33t. de Jules Beaucaerne: "Mon terroir c'est les Galaxies"*

335 PL 40134 - cassette VE 40134 - RCA

**CONCERT DE NOËL**  
Vendredi 15 décembre, à 21 h.  
en l'église Notre-Dame  
de Vincennes (R.E.R. Vincennes)  
chants traditionnels de Noël  
et Airs de cour pour luth et voix  
par la maîtrise de Vincennes  
et la chorale Saint-Louis  
de Vincennes  
avec Kießer Besson, luth.  
Directions : Jacques Giesse  
et Jean Cussan.

**LES 3 JEANNE**  
En raison de l'immense succès  
des « 3 JEANNE »  
au THÉÂTRE FONTAINE  
la location est ouverte pour les  
réveillons.  
Théâtre 874-74-40 et Agences.

**THEATRE DAUNOU**  
7 Rue Daunou (2) - 261.69.14

**ULYSSE**

SHOW - BOUFFE  
AUX PAYS  
DES MERVEILLES

LES SEULS SPECTACLES EN FAMILLE  
DOMAINE DES FÊTES - BOUTEILLERIE - 1500 M. 180  
LOCATION AU THÉÂTRE & DANS LES AGENCES

**THEATRE DE LAVILLE**  
ANIMATEUR DIRECTEUR JEAN MERCURE

**120 h 30**  
places 20 F et 36 F

20-21-26-27-28-29-30-31  
décembre

**la maison  
des  
cœurs brisés**  
de  
**Bernard Shaw**  
mise en scène  
**Jean Mercure**

23-24 décembre  
dernières

**maria  
maria**  
Brésil

**théâtre dansé**  
par le Grupo Corpo

**18 h 30**  
une heure sans entrée 16 F  
du mardi au samedi

du 12 au 30 décembre  
**carlo et alberto  
colombaioni**  
deux grands downs  
d'aujourd'hui

location ouverte  
pour les fêtes

2, place du Châtelet  
tél. 274.11.24

**SPECTACLES**

**théâtres**

**Les salles subventionnées**  
Opéra, 19 h. 30 : Ballets Kenneth  
Mac Millan.  
Comédie-Française, 20 h. 30 : La  
Puce à l'oreille.  
Centre Pompidou, 15 h. 16 h. 30 et  
18 h. : le Diapote de Xenakis ;  
18 h. 30 : Rencontre musicale avec  
Renée Cande ; 18 h. : Revue parée  
(littérature).

**Les salles municipales**  
Carré Silvia Monfort, 20 h. 45 :  
Concerts Lamoureux, dir. J. Mer-  
cier ; G. Beiliter, piano (Milibaud,  
Stravinski).

**Les autres salles**  
Comédie Caumartin, 21 h. 10 :  
Boeing-Boeing.  
Daunou, 20 h. 45 : Ulysse au pays  
des merveilles.  
Esmaïl, 18 h. 30 : Œuvre ; 20 h. 30 :  
Pif-Paf ; 22 h. : Abraham et  
Samuel.  
Fontaine, 21 h. : Je te le dis, Jeanne,  
c'est pas une vie la vie qu'on vit.  
Gymnase, 21 h. : Coluche.  
Ruehette, 20 h. 30 : la Cantatrice  
chaude ; la Leçon.  
Le Lucernaire, 18 h. 30 : Châle  
chaude ; 20 h. 30 : le Shag ; 22 h. :  
Carmen City. — II, 18 h. 30 : Une  
heure avec Rainier Maria Rilke ;  
20 h. 30 : Fragments ; 22 h. 15 :  
Acteurs en détresse.  
Marigny, 21 h. : le Cauchemar de  
Bella Maningham.  
Nouveautés, 21 h. : Apprends-moi,  
Céline.  
Odéon, 21 h. : le Malade imaginaire.  
Palais Croix-Nivert, 20 h. : Rocky  
Horror Show.  
Palais-Royal, 20 h. 30 : Rencontres.  
Pigalle, 20 h. 30 : Tête de tauféus.  
Poche-Montparnasse, 21 h. : le  
Premier.  
Ranelagh, 20 h. 15 : Aide-toi, le ciel  
l'aidera !  
Saint-Georges, 20 h. 45 : Attention !  
Fragile.  
Studio des Champs-Élysées, 20 h. 45 :  
Fleurs de papier.  
Théâtre d'Édgar, 20 h. 45 : Il était  
la Belgique, une fois.  
Théâtre du Marais, 20 h. 30 : les  
Chaises ; 22 h. 30 : le Pompier de  
mes rêves.  
Théâtre Marie-Stuart, 20 h. 30 :  
l'Exchange ; 22 h. 30 : la Chasse au  
snack.

**Les chansonniers**  
Caveau de la République, 21 h. : Et  
voilà l'avant.  
Deux-Anes, 21 h. : A.-M. Carrière,  
M. Horgues.  
**La danse**  
Palais des congrès, 20 h. 30 : Ballet-  
Théâtre Kirov (deuxième acte du  
Tae des cygnes, les Syphides,  
Faquita).  
Théâtre : Campagne - Premières,  
18 h. 30 : Kukara, danse buto.

**Les théâtres de banlieue**  
Malakoff, Théâtre 71, 21 h. : Arthur  
Bimbaud.

**Jazz, pop, rock et folk**  
Mogador, 20 h. 30 : Bijou ; The Plea-  
sers, rock.  
Théâtre Campagne-Première, 20 h. 30 :  
Chute libre, rock.

Pour tous renseignements concernant  
l'ensemble des programmes ou des salles :

**LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -**  
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures,  
sauf les dimanches et jours fériés).

**Lundi 11 décembre**

Sartrouville, Théâtre, 21 h. : Danse  
contemporaine.  
Vincennes, Théâtre D.-Sorano, 19 h. :  
Journal d'un fou ; 21 h. :  
l'Ombre.

**FESTIVAL D'AUTOMNE**  
(373-10-10)

**EXPOSITION**  
Musée des arts décoratifs, de  
12 h. à 20 h. : MA, espace-  
temps au Japon.  
**THEATRE**  
Centre Pompidou, 20 h. 30 :  
l'Exécute.

**Les cafés-théâtres**  
Au Bec Fin, 21 h. : le Grand Écart ;  
22 h. 30 : la Femme rompue.  
Blancs-Manteaux, I, 20 h. 30 : Tu  
viens, on s'en va ; 21 h. 30 : la  
Tour Vandensée ; 22 h. 30 : A force  
d'attendre l'autobus — II, 20 h. 15 :  
Du tac au tac ; 21 h. 30 : la Nou-  
velle Star ; 22 h. 30 : A. Valéry.  
Côté d'Édgar, I, 20 h. 30 : Popsick ;  
22 h. : Solgna les échymoses.  
Gervaise. — II, 22 h. 30 : Deux  
Suisses au-dessus de tout soupçon.  
Cœur-Chou, 20 h. 30 : le Petit  
Prince ; 22 h. : Pas la bouche  
pleine ; 23 h. 15 : Raoul, je t'aime.  
Cour des Miracles, 20 h. 30 : M. Ber-  
nard ; 21 h. 45 : le Gros Oiseau.  
Die-Heures, 20 h. 30 : Roméo et  
Georgette ; 22 h. 15 : France Léa.  
Fanal, 21 h. 15 : le Président.  
Manuscrit, 21 h. : Paris-Munich.  
Petits-Pavés, 21 h. 15 : Débordés par  
la base.  
Séjante, 20 h. 30 : Rictus, le make-up  
des rousseurs ; 22 h. : le Troisième  
GSI sur mon bérêt.  
Quatre-Cents-Coups, 20 h. 30 : Le  
Crouage. — I, 20 h. 30 : dracoul ;  
22 h. 30 : Foubelle girl.

Chapelle des Lombards, 20 h. 30 :  
Synchro Rhythmic Electric Lan-  
guage avec J. Miska, A. Winkler,  
G. Ed Nouel, L. Xavier, M. Chahu.  
Caveau de la Ruehette, 21 h. 30 :  
Maxin Gaury Jazz Fanfare.  
Théâtre Marie-Stuart, 18 h. 30 :  
Serge Kerval, folk.

**Les concerts**  
Lucernaire, 19 h. 30 : Trio à cordes  
Borsarello (Bocherini, Auber,  
Liszt) ; 21 h. : S. et C. Four-  
nier, piano et violon (Debussy,  
Ives, Schoenberg, Berio, Boulez,  
Ravel, Stravinsky).  
Salle Gaveau, 21 h. : B. Job, piano ;  
M. Grassebeck, violon (Beethoven).  
Café d'Édgar, 18 h. 30 : les Elèves  
du Conservatoire de musique de  
Paris (Dufour, Gieszkowicz, Tro-  
hidia).  
Théâtre Esmaïl, 21 h. : Ensemble  
vocal de Versailles, dir. Th. Rudalle-  
Moreau ; sol. H. Besson, luth.  
Salle Pleyel, 20 h. 30 : Orchestre et  
Chorale P. Kuentz (Mozart).

**Théâtre des Champs-Élysées**,  
20 h. 30 : W. Ashkenazy, piano  
(Beethoven, Schumann, Chopin).  
Radio-France, grand auditorium,  
20 h. 30 : Quintette de cuivres de  
l'Orchestre national de France ;  
Ensemble vocal des chœurs de  
Radio-France, dir. F. Bühler  
(Brahms, Verden, Kelenen, Vail-  
lant, Chostakowitch, Tisné).  
Eglise de la Madeleine, 20 h. 30 :  
Chorale et Orchestre de chambre  
J. von Weesky (Bach).  
Théâtre de la Porte-Saint-Martin,  
21 h. : l'Amant détesté, opéra-  
théâtre d'A. Bancquart, par l'En-  
semble de l'itinéraire.

Théâtre de la Plaine, 20 h. 30 : les  
Musées de France, dir. M. Bigot  
(Purcell, Chevalier Saint-Georges,  
Vivaldi, Mozart, Haydn).  
Eglise Saint-Germain-des-Prés,  
20 h. 30 : Ensemble Ars Nova, dir.  
M. Constant, sol. S. Guilda (Con-  
stant).  
Palais des arts, 20 h. 30 : Orchestre  
du Conservatoire de Paris, dir.  
F. Salié ; sol. A. R. El Bacha, piano  
(Panagiotopoulos, Mozart, Bee-  
thoven).  
Abbaye, 21 h. : Musique américaine,  
avec G. Frémy et six pianistes  
(Rohlf, Riley, Frémy).  
Salle Cortot, 21 h. : D. Markovitch,  
violoncelle (Kodaly, Xenakis, Bach,  
Prokofiev).

**MERCREDI**

**UN GRAND REALISATEUR**  
**BOISSET**

**DEUX GRANDES VEETTES**  
**GIRARDOT**  
**DEWAERE**

**UN GRAND ECRIVAIN**  
**CARDINAL**

**UN**  
**EVENEMENT**

**LA CLE**  
**SUR LA**  
**PORTE**



CONCORDE - GAUMONT RICHELIEU - U.G.C. DANTON - DIDEROT

C'est pétillant, c'est pétaradant,  
c'est épatant. / LE PARISIEN LIBÉRÉ  
Eric Leguèbe

LES MEILLEURS COMÉDIENS MONDIAUX PRÉSENTENT  
**LUCKY LUKE**  
LA BALLADE DES DALTON



**MERCREDI**

LE NOUVEAU  
**WOODY ALLEN**

**"INTERIEURS"**



**"PRIX SPÉCIAL DU JURY CANNES 1978"**

**LE**  
**GRAI**

**DU**  
**SORCIER**  
(The Shout)

un film de Jerzy Szulcowski  
**Alan Bates / Susannah York**  
**John Hurt**  
**Robert Stephens / Tim Curry**



**THEATRE DE L'ŒUVRE**  
JACQUES DUFILHO GEORGES WILSON  
**les aiguilleurs**  
de BRIAN PHELAN  
FABRICE EBERHARD

**MERCREDI 13**

**SANS**  
**FAMILLE**

SANS LE SOU, EN QUÊTE D'AFFECTION  
UN FILM DE  
**VITTORIO GASSMAN**



GRAND PRIX des lectrices de ELLE



صكنا من الأصل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	48,00	52,82
IMMOBILIER	11,00	12,58
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITALUX	65,00	97,24

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne col.	T.C.
DEMANDES D'EMPLOIS	27,00	30,96
IMMOBILIER	8,00	8,88
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

REPRODUCTION INTERDITE

## emplois internationaux

### ENGINEERING OPPORTUNITIES U.S.A.

Cummins Engine Company, the world's largest independent manufacturer of diesel engines, is seeking qualified and experienced English-speaking Engineers.

#### Chief Engineer

An immediate opening is available for a Chief Engineer with Director level responsibilities, which would involve leading a team through the design and development stages of the production of a diesel engine series.

#### Director of Manufacturing

Required for a planned expansion program. Responsibilities involve leading a manufacturing team through conceptual studies, cost parameters, equipment selection and procurement to a completed manufacturing facility.

#### Analytical Stress Engineers

Job responsibilities include solving preliminary design, development and field problems using numerical stress and vibration analysis techniques.

#### Design Engineers

Immediate openings are available for Senior Design Engineers responsible for the conceptual and preliminary design of engine packaging, systems and components for a family of diesel engines.

#### Quality Engineers

Needed to develop and implement total quality plans for the manufacturing of a range of diesel engines. They will need to work with Engineering to determine controllability of new designs and with Manufacturing Engineering to develop total quality planning for new machines and processes.

#### Noise Reduction Engineers

Mechanical Engineers are required to apply reciprocating engine noise reduction technology to the preliminary design and development of a family of diesel engines.

#### Mechanical Development/Test Engineers

Immediate openings are available for Senior Engineers to plan and conduct engine mechanical (durability and reliability) development test projects for a family of diesel engines.

#### Application Engineers

Senior Engineers are required to perform preliminary engine application analysis for on-highway and industrial diesel engines.

#### Performance Analysis Engineers

Senior Engineers are required to perform engine system performance analysis in support of design and development of diesel engines.

#### Manufacturing Engineers

Immediate openings are available for Manufacturing Engineers. Responsibilities include planning and implementing manufacturing processes for diesel engine production, including selection of equipment and machine tools.



**S.A. FERMERS REUNIS**  
recherche pour sa  
**FILIALE ANGLAISE DE DISTRIBUTION**  
**Le Responsable Commercial**  
et Marketing  
26 ans minimum

• Poste à pourvoir rapidement.  
• Résidence LONDRES, banlieue.  
Env. CV, prétentions + photo (retournée) à :  
S.A.F.R 44 rue Louis Blanc 75010 PARIS

**RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE**  
**DÉMOCRATIQUE**  
**ET POPULAIRE**  
MINISTÈRE DE L'HABITAT  
ET DE LA CONSTRUCTION  
L'Entreprise Nationale  
d'Études et de Réalisation

## ECOTEC

RECRUTE

Parmi les Algériens émigrés :

### DIRECTEURS DE PROJETS

### CHEFS DE PROJETS

### DIRECTEURS D'UNITÉS

Conditions :

- Diplômes d'Ingénieurs ;
- Diplômes d'Architectes ;
- Licences d'Économie ;
- Expérience professionnelle souhaitée ;
- Dégagés de toutes obligations ;
- Nationalité algérienne exigée.

Avantages :

- Salaire intéressant ;
- Logement assuré ;
- Prise en charge du déménagement ;
- Prime d'installation.

SE PRÉSENTER muni des Diplômes et Références professionnelles à l'adresse ci-dessous :

**OFFICE NATIONAL ALGÉRIEN**  
DE MAIN-D'ŒUVRE (ONAMO)  
8, rue Guenet, PARIS-11<sup>e</sup>  
Entre le 18 et le 30 décembre 1978 de 9 heures  
à 11 heures et de 15 heures à 17 heures.

**BIENS D'ÉQUIPEMENT**  
G.I.E. à entreprises  
500 personnes  
C.A. 500 millions  
Siège Rhône Alpes  
cherche pour poste à créer

**RESPONSABLE**  
**DE SES VENTES**  
**EN ALGÉRIE**

MISSION :  
Introduire et développer  
les ventes en Algérie.

Vous apportez :  
- formation technique soignée  
- expérience commerciale réussie  
- maîtrise du terrain, pratique  
- maîtrise de l'anglais apprécié.

Nous vous offrons :  
- divers biens d'équipement  
- recherches, - large initiative et perspectives  
- fixe important + commissions  
- voiture Algérie + frais sur justificatifs,  
- salaire mensuel sur France.  
Adresser lettre manuscrite  
C.V., photo, prétentions à :  
M. LALETTANG  
14 La Grand-Terre  
38000 SAINT-GILLES

Société cherche pour le  
GABON et le CAMEROUN  
**CHEFS COMPTABLES**  
HOMMES, titres, logement  
logement assuré, 2 mois de  
congé annuel. Adresser C.V.  
détails, références, âge et  
prétentions sous le 40 016 à :  
PUBLICITE ROGER BLEYER  
10, rue Réaumur, PARIS.

Important bureau d'études Paris  
exerçant une activité  
d'assistance technique auprès  
des pays en développement  
recherche un

**INGÉNIEUR ROUTIER**  
Diplômé, âgé d'au moins 28 ans.  
Ayant une première expérience  
professionnelle dans le domaine  
des études urbaines. Cet  
ingénieur s'intégrera dans une  
équipe au sein de laquelle il  
devra faire autorité pour ce  
qui concerne sa spécialité. Le  
lieu d'affectation se situe en  
dans la capitale d'un pays du  
basin méditerranéen. Le séjour  
prévu, qu'il est préférable  
d'envisager en collaboration,  
est assorti des avantages liés à  
l'expatriation. Merci de prendre  
contact avec l'écriturier Unidire  
C.V. et indiquer rémunération  
actuelle en précisant sur l'enveloppe  
la référence 129 à  
MEDIA P.A., 9, b. des Italiens,  
75002 PARIS qui transmettra.

Importante société  
à vocation internationale  
secteur équipement infrastructures  
recherche pour séjour en  
Afrique noire francophone

**CONDUCTEUR**  
**DE TRAVAUX ROUTE**  
Ayant une expérience confirmée  
en tant que conducteur dans le domaine  
des routes en terre,  
accuse si possible l'habileté  
nécessaire dans ce poste com-  
portant un aspect de for-  
mation. Ce technicien qui  
devra être libre sous peu  
bénéficiera d'un contrat  
d'expatriation. Merci d'indiquer  
votre dernière rémunération  
actuelle en précisant sur l'en-  
veloppe la référence 129 à  
MEDIA P.A., 9, b. des Italiens,  
75002 PARIS qui transmettra.

Importante société d'ingénierie  
travaille recherche pour une  
assistance technique auprès  
d'un pays d'Afrique noire  
francophone un

**ÉLECTROMÉCANICIEN**  
ayant une expérience d'au  
moins 5 ans dans l'entretien  
des équipements de  
**STATION DE POMPAGE**  
Ouvrir cette activité spécifique.  
Il aura également à assurer  
l'entretien de matériels  
agréés et de réparer les  
surtout ainsi qu'à gérer l'atelier  
cette activité spécifique. Il est  
prévu pour ce poste un séjour  
de longue durée auquel  
sont attachés les avantages  
de l'expatriation. Vous voudrez  
bien écrire (joindre C.V. et  
références) à : Unidire C.V. et  
indiquer votre rémunération  
actuelle en précisant sur l'en-  
veloppe la référence 129 à  
MEDIA P.A., 9, b. des Italiens,  
75002 PARIS, qui transmettra.

**GMF**  
**CONSULTANT**

**GENIEURS**  
à vente

**UN RESSOU**

### Schlumberger recherche de Jeunes Ingénieurs dynamiques et ambitieux pour une vie à l'étranger

Les ingénieurs Schlumberger réalisent des mesures géophysiques dans les sondages pétroliers. Ces mesures, indispensables dans la recherche du pétrole et du gaz, font appel à des techniques avancées.

Vous êtes : jeune ingénieur diplômé d'une grande école (Centrale, Arts & Métiers, Supélec.) Dégagez des obligations militaires.

Agé de moins de 28 ans.

Vous avez de bonnes notions d'Anglais.

Nous vous proposons de participer activement à la détermination, à l'évaluation et à la production des réservoirs naturels d'hydrocarbures. Pendant les 8 premiers mois vous recevrez, dans nos centres d'entraînement puis sur le terrain, une formation théorique et pratique intensive. Après cette formation initiale vous vous verrez confier une unité -

laboratoire Schlumberger ainsi qu'une équipe. Nous vous intégrerons dans un plan de développement sur 2 ans qui débouchera sur des postes offrant de larges initiatives et des responsabilités importantes.

Vous serez appelé à exercer votre activité de l'arctique norvégien aux jungles de Bornéo, des déserts arabes à la Mer du Nord. Nous préférons, au départ, des candidats célibataires. Après les 18 premiers mois, la Société offre aux ingénieurs mariés toutes les conditions nécessaires à une vie de famille.

Nous recherchons de jeunes ingénieurs ayant une forte personnalité, le goût d'une vie active et des contacts humains.

Ils viendront s'insérer dans une société pour qui les mots promotion interne, responsabilité, équipe, efficacité ont un sens et où la rémunération et les avantages sont importants. Salaire de début entre 7.000 et 12.000 FF par mois, suivant affectation géographique.

Adresser demande de candidature, C.V. et photo à ST Schlumberger, Département Recrutement, 42, rue St-Dominique, 75007 Paris.

**Schlumberger**

Pour Bureau de Représentation à  
**MOSCOU**  
Banque recherche

## cadre

- 30 ans minimum ;
- spécialiste des opérations internationales ;
- aptitudes aux relations humaines de haut niveau ;
- RUSSE PARLÉ ET ÉCRIT EXIGÉ ;
- Anglais apprécié.

Envoyer curriculum vitae et photo,  
HAYAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann,  
75008, PARIS - Réf. 31167.

DISCRETION ASSURÉE

**OFFRES D'EMPLOIS** outre-mer  
étranger par recherches habiles  
médiatrices. Ecr. Outre-Mer Muta-  
tions, 47, rue Richer, Paris-2<sup>e</sup>  
En Australie, Canada, Afrique,  
Moyen-Orient, Amérique Asie,  
Europe : DES EMPLOIS vous  
attendent. Demandez le manuel  
spécial. MONDEEMPLOIS (Serv.  
M 81), 14, r. Clauzel, Paris-9<sup>e</sup>

Nous prions instamment nos  
annonceurs d'avoir l'obligeance  
de répondre à toutes les lettres  
qu'ils reçoivent et de restituer aux  
intéressés les documents qui leur  
ont été confiés.

**emplois internationaux** **emplois internationaux**

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

### CHEF DE FABRICATION

60 000 F/an

Conditionnement Produits de la Terre  
Auvergne

Une petite société française spécialisée dans le conditionnement et la commercialisation de produits de la terre recherche un Chef de Fabrication. Sous les ordres du P.D.G., il assurera les responsabilités suivantes : contrôle des matières premières, planning des fabrications, contrôle de la productivité et de la qualité, gestion des stocks, entretien des matériels, direction et animation d'une quarantaine de personnes. Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, de formation technique type B.P. Mécanique, possédant une expérience professionnelle de plusieurs années en organisation du travail et animation de personnel.

Envoyer sous référence 222 M. à :

**G. R. H. Conseils**  
2, avenue de Ségur, 75007 PARIS.  
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

### CADRE FINANCIER

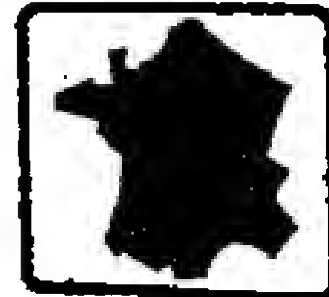
La Société CRISWELL S.A.,  
3830 Pontcharra (ISÈRE),  
Media Filtrants  
pour le développement  
C.A. 14 MF - Filiale 100 %  
d'un groupe américain Impt

rech. CADRE 28 ans min.  
Pour gestion financière et ad-  
ministrative en Europe avec  
D.G. et reports avec société  
mère américaine.

Bonne pratique anglais écrit  
Expérience avec comptabilité  
américaine souhaitée.

Envoyer C.V. détaillé en anglais,  
photo, prétentions et détail de  
disponibilité à :  
W.W. CRISWELL S.A.  
Z.I. 38330 Pontcharra

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

**CONSULTANT.**  
**plan informatique contre plan de carrière**

Précurseur en matière sociale (bilan social, actionnariat, semaine de 4 jours 1/2, ...), le Groupe Maison Familiale a su également devenir le premier promoteur français de maisons individuelles en habitat groupé et isolé. Sa forte expansion nécessite de donner aujourd'hui une autre envergure à ses moyens informatiques.

Vous avez au moins 30 ans, une formation du type Centrale ou Grande Ecole d'ingénieurs et une expérience de 2 à 4 ans acquise dans une société de Conseil en informatique.

Nous vous proposons de participer à la conception d'un grand projet sur un ordinateur IBM de haut de gamme.

Après quelques années, il est prévu une évolution de carrière sur des postes opérationnels comportant de plus larges responsabilités.

La rémunération importante est fonction de la valeur des candidats.

Le poste est à pourvoir à Cambrai (facilités de logement).

Merci d'adresser C.V., photo et présentations s/réf. 1703 à Monsieur Y. CREN GROUPE MAISON FAMILIALE - Boite Postale 18 - 59403 - Cambrai Cedex.

Mieux qu'une opportunité... un avenir!  
Participez à la révolution électronique du futur.

premier fabricant mondial de Semi-conducteurs... pionnier du développement et de l'introduction des technologies et des systèmes du futur.

**DEBUTANTS DIPLOMES**  
DE GRANDES ECOLES DE FINANCE/COMPTABILITE  
(HEC - ESSEC - MBA...)  
pratiquant couramment l'anglais.

Après une période de formation de 6 mois à un an, il leur sera proposé des postes soit au niveau de l'entité française ou soit au niveau européen. Ces postes sont à pourvoir à VILLENEUVE-LOUBET (Nîmes).

**TEXAS INSTRUMENTS**  
FRANCE

Ecrire avec C.V., photo, présentations de salaire, date de disponibilité sous référence SC 978/691 à Madame LE GUET - T.I.F. - Boite Postale 5 06270 VILLENEUVE-LOUBET - Tél.: (83) 20.01.01.

**Directeur d'Usine**

Nous sommes un important Groupe Pharmaceutique, en expansion régulière, et nous recherchons le **DIRECTEUR** d'une de nos usines (120 personnes) située à 190 km de Paris.

Ce collaborateur, entièrement responsable de l'activité de l'usine sur le plan industriel, assurera de plus la coordination des différentes activités de production, la gestion du personnel, l'animation de l'encadrement, l'établissement et la gestion du budget.

Ce poste conviendrait soit à un pharmacien soit à un cadre de l'industrie ayant déjà acquis une solide expérience d'usine.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 71015 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

**superior** BAGAGES  
**Jt** JEAN TOURNIER

BAGAGES et MARQUERIE  
N° 1 Français en pleine expansion, recherche pour BESANCON

**JEUNE INGÉNIEUR**

de formation mécanique ou/et de matière plastique, capable de s'intégrer à son équipe de développement des Nouveaux Produits.

Le candidat retenu devra être à même de prendre totalement en charge l'étude, la mise au point et le démarrage de produits et d'installations nouvelles.

Une importance toute particulière sera attachée aux qualités suivantes : précision, sens pratique et du concret, aptitude à mener un projet à bonne fin.

Adr. C.V. avec photo récente et présentations à : Centre Médico Pédagogique Fontaine Argent 11, chemin de Brulefoin - 25000 BESANCON.

**SOCIETE DE CONSTRUCTION MATERIEL ELECTRIQUE ET ELECTRONIQUE**  
dans le cadre de son développement recherche pour la Région Nord de la France

**Un Ingénieur technico-commercial**

appelé à prendre après une période de formation la direction d'un succursale de vente.

Le candidat, âgé de 30 ans minimum, de formation ingénieur en électrotechnique, devra posséder une expérience approfondie dans les études d'automatismes et d'installations électriques et une pratique des affaires à un niveau élevé.

Envoyer C.V., photo et présentations à no 90294 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**HOTCHKISS-BRANDT SOGEME**  
(CA 300 millions), Groupe THOMSON, dans la vallée du RHONE à Valence, crée un poste supplémentaire

**INGENIEUR**  
MARKETING INDUSTRIEL

Convient à personnalité réaliste possédant au moins 3 ans d'expérience dans l'industrie, agréée par des techniques nouvelles.

Formation généralement scientifique et technique, dont automatique, de haut niveau (Grandes Ecoles d'Ingénieurs).

Des compétences complémentaires en ou marketing industriel sont souhaitées.

Voyages ponctuels à l'étranger avec anglais courant.

Ecrire au CABINET GATIER, Service D. 24, 32, rue Barrême, 69006 LYON.  
Réponse assurée et motivée.

**Cabinet Gatier**

**CCMC** 1200 personnes  
C.A. en progression de 30% par an depuis 1962.  
Informatique de gestion

Solidement implantée dans toute la France. Nos ambitions de demain sont internationales. Notre Direction des services et projets - véritable carrefour de nos activités informatiques, gestion et vente de services - recherche pour la création et le développement de nos produits :

- chef de produits senior  
CREATION COMPTABILITE GENERALE
- chef de produits junior  
DEVELOPPEMENT COMPTABILITE ANALYTIQUE/ STATISTIQUES.
- chef de produits junior  
DEVELOPPEMENT COMPTABILITE GENERALE

Ces postes conviennent à Ingénieurs Commerciaux :  
- diplômés d'une Ecole Supérieure de Commerce ou d'un 3<sup>e</sup> cycle universitaire de gestion ;  
- possédant une expérience de 2 à 5 ans dans la vente ou la mise en place de produits (chez un constructeur ou une S.S.C.I.) ;  
- motivés par la création et le développement d'applications nouvelles. Capables de former le réseau commercial à leurs produits(s).

Prière d'envoyer votre candidature avec C.V., photo et salaire actuel, sous réf. 5508, à Jean-Pierre POHU - Service du Personnel - B.P. 621 - 38207 VIENNE, qui vous garantira la plus grande discrétion.

**CCMC** Informatique de gestion

**DIGITAL EQUIPMENT FRANCE**  
filiale du plus grand constructeur d'ordinateurs interactifs  
Département Systèmes Spéciaux, Annecy

**Responsable Production**

Il aura la responsabilité d'une équipe composée actuellement d'une vingtaine de personnes (câblage, pièce-forme de mise au point, magasin, contrôle qualité...) réalisant des équipements prototypes et petites séries dans le domaine de la mini-informatique.

Ce poste conviendrait à un ingénieur électronicien diplômé ayant 7 à 8 ans d'activité industrielle. Une expérience dans le même domaine est souhaitée, l'anglais est indispensable pour évoluer dans la fonction.

Lieu de travail : Annecy-le-Vieux.  
Ecrivez sous la réf. M19 au Responsable du Personnel DIGITAL EQUIPMENT FRANCE

**digital** ZAE Les Glaisins 74000 Annecy le Vieux

**DIRECTEUR D'USINE**  
OUEST ATLANTIQUE - 180.000 F. +

Les produits de cette Société ( Biens d'équipements industriels ) sont mondialement connus : 42% de son C.A. à l'exportation.

Nous recherchons, pour diriger un ensemble industriel performant et bien équipé, comprenant plus de 500 personnes, un Ingénieur AM, ICAM, IDM... de plus de 35 ans.

Le candidat retenu aura déjà plusieurs années d'expérience de la Direction ( Production, gestion, personnel ) d'une unité de taille similaire ( usine autonome ou filiale ).

22 rue Saint Augustin 75002 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Référence 885 M.

**France Cadres**

**ASCINTER N°1 MONDIAL DE L'ASCENSEUR**

vous propose de FAIRE CARRIERE DANS UNE DE SES AGENCES DE : BORDEAUX - CAEN - LYON - NANTES - ORLEANS - ROUEN - TOURS en qualité de

**INGENIEURS de vente**

- Formation Ecole Ingénieurs, E.S.M.E., T.P. Bâtiment, etc. - Débutants ou ayant quelques années d'expérience.
- POUR EXERCER ACTIVITE COMMERCIALE SUR LE TERRAIN.
- Evolution possible dans filiale commerciale ou autres branches d'activité.
- Stage d'intégration + formation permanente.

Adresser C.V., détaillé et photo à : Direction des Relations Humaines 141, rue de Sausures - 75017 PARIS.

**Directeur administratif**  
130 000 F. Auvergne

Une société importante (750 personnes) et dynamique fabricant et distributeur de biens d'équipement vous propose ce poste.

Sous l'autorité du président-directeur général, vous aurez la responsabilité des affaires sociales et juridiques ainsi que du secrétariat général :

- mise en œuvre de la politique sociale, relations avec les partenaires ;
- recrutement, promotion, rémunération, formation ;
- représentation de l'entreprise à l'extérieur ;
- contrats et contentieux (brevets, immobilier, assurances, arbitrage) ;
- gestion de l'actif foncier de l'entreprise.

Vous avez au minimum 32 ans, une formation et une expérience solides, le goût des initiatives et souhaitez participer à une croissance saine et motivante.

Si vous êtes une ville de province vous êtes, nous devons nous rencontrer. La prise de fonctions interviendra dans le courant du premier trimestre 1979, nous aurons un séminaire à Paris ou sur place, à votre choix.

DOCUMENTATION A TOUT CANDIDAT PRESENTANT UN

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, Salaire actuel et photo (retournée), sous réf. 712 29, rue Etienne-Marechal, 75001 PARIS

**INSTITUT MERIEUX**  
RECHERCHE  
POUR SON DEPARTEMENT VETERINAIRE  
I.F.F.A. - MERIEUX - LYON

**VÉTÉRIINAIRE**

Pour un poste de chef de laboratoire de recherche-développement en immunologie bactérienne.

Le candidat, homme ou femme, diplômé de l'Institut Pasteur en microbiologie générale ou systématique et en immunologie, nécessairement intéressé par l'application de la recherche, devra s'intégrer à une équipe existante et avoir le sens des relations humaines tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de l'entreprise.

Envoyer C.V. et photo, à I.F.F.A. - MERIEUX Service du Personnel - B.P. n° 9 - 69340 LYON CEDEX 2

Importante Association Familiale en Moselle  
278 salariés - 20 millions de budget  
cherche

**DIRECTEUR**

- Sous l'autorité directe du conseil d'administration, son rôle consistera d'une part à exécuter la politique définie en conseil et d'autre part à diriger l'ensemble des établissements et services.
- La préférence sera donnée à un homme de 40 ans, de formation supérieure qui a au moins 10 ans au moins affirmé ses compétences au sein d'une P.M.E.
- Cet homme a le sens des contacts et un goût certain pour la vie associative.
- Rémunération : 80.000 F et plus.

Envoyer C.V. + Photo + lettre manuscrite sous réf. 7543 M  
Nous avons confié ce recrutement à :

**BANQUE PRIVÉE**  
recherche

**DEUX CADRES COMMERCIAUX**  
CREDITS PROMOTEURS  
Pour ses agences de Nantes et Nice.

- Niveau Etudes Supérieures ;
- Connaissances Droit Immobilier ;
- Connaissances du milieu professionnel de la région.
- Expérience bancaire souhaitée.

**UN GUIGHETIER, classe IV**  
Pour son Agence de Nancy.

Pour encadrer une équipe de 3 ou 4 personnes. Niveau B.P. + expérience bancaire de plusieurs années.

Adresser C.V. + photo n° T 9.884 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

**ALLIED CHEMICAL**  
recherche pour sa filiale française, leader dans le matériel sécurité automobile, (région normande)

**UN RESPONSABLE**  
MATERIEL CONTROLE

Profil :  
- Formation supérieure commerciale ou technique, - 28 ans minimum  
- Expérience de la fonction matériel contrôle,  
- Habitué aux négociations, aux contacts extérieurs et au commandement,  
- Nécessaire et obligatoirement bilingue : Français-Anglais.

Se mission consistera en :  
- Suivi des magasins - Stocks - Approvisionnements - Achats - Expositions - Ordre de commande  
- Coordination entre les approvisionnements, les clients et les stocks, avec le staff et le Siège.

Se rémunération sera parfaitement compétitive et attrayante pour un candidat de valeur.

Large possibilités d'évolution de carrière à l'intérieur d'un groupe multinational.

Adresser CV manuscrit, photo et salaire actuel à MARKET-APPRO - SELECTION 212, rue Lecourbe 75015 PARIS qui, chargée de la sélection, garantit réponse et discrétion.

**RESPONSABLE D'AGENCE**  
Biens d'équipement industriels et T.P.

Société Internationale implantée en France depuis plus de 30 ans, nous sommes leaders dans plusieurs spécialités.

Pour prendre en charge notre agence de

**LIMOGES**  
(11 personnes), nous voulons recruter :

**un Animateur d'équipe de vente**

gestionnaire compétent, organisateur efficace, possédant des connaissances sérieuses en mécanique générale.

Nous souhaitons rencontrer des hommes de 30 ans au moins, ambitieux, ingénieurs T.P. ou A.M. de préférence, rompus aux contacts technico-commerciaux.

Adresser lettre de candidature motivée et manuscrite, C.V., photo et présentations n° 90.063, CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01.

**EST CONSEIL**  
30 rue des CLERCS  
57000 METZ

**DIRECTEUR D'USINE**  
GRANDE VILLE SUD-EST

La Société, travaillant dans le secteur agro-alimentaire, occupe l'une des premières places du marché national.

Elle exporte 15% de sa production.

Elle dispose d'équipements modernes très automatisés qui la classent parmi les plus performants de la profession.

Elle recherche un **INGENIEUR - Arts et Métiers** ou similaire - âgé optimum 35 ans - ayant l'expérience de la direction d'une unité autonome de production pour coordonner les activités de l'usine, assurer les maintenances de l'outil de production, proposer les investissements nécessaires à la poursuite de son développement.

22 rue Saint Augustin 75002 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Référence 850 M.

**France Cadres**

مكتبة الأصيل

سكزانت الاميل

offres d'emploi

Le groupe bancaire crédit universel développe son réseau actuel et recherche : jeunes diplômés ESSEC-EDHEC-ESC-Sc.Pô.Paris (Eco.fi) Vous ne demandez qu'à nous prouver concrètement sur le terrain votre dynamisme commercial puis vos qualités de patron.

emploi régionaux

UN RESPONSABLE SERVICE EXPORTATION PARLANT ET ECRIVANT ANGLAIS et ALLEMAND Cette personne aura à développer l'activité d'exportation dans les pays de la C.E.E. PAYS DE L'EST, U.S.A. SCANDINAVIE.

THOMSON-CSF BREST rech. pour son service QUALITE UN INGENIEUR ELECTRONICIEUN auquel sera confiée la responsabilité hiérarchique des groupes « contrôles entrées » et « qualification des composants ».

Cabinet d'Ingénieurs Conseils de grande notoriété, ayant une bonne implantation en ALSACE, recherche : PSYCHOLOGUE CONSULTANT Très expérimenté dans la recherche et la sélection de cadres pour lancer et prendre en charge une cellule « recrutement ».

Le département de la Vendée recrute un spécialiste en Tourisme pour : - définition et mise au point des méthodes de gestion des ensembles touristiques existants ou à créer.

offres d'emploi

INGENIERIE INFORMATIQUE TEMPS REEL FACE A SON IMPORTANTE EXPANSION DANS LES DOMAINES SUIVANTS : NUCLEAIRE ET PRODUCTION D'ENERGIE CONDUITE DE RESEAUX ELECTRIQUES TRANSPORTS SUR RAIL, REGULATION TRI ET MANUTENTION AUTOMATISEES RESEAUX DE TELETRANSMISSIONS COMMUTATION DE MESSAGES AUTOMATISMES DIVERS AVEC ORDINATEURS recherche

UTA Compagnie Aérienne Française recrute HOTESSES NAVIGANTES STEWARDS excellente présentation taille 1m.62/1m.72 âgées de 21 à 25 ans

programmeurs ayant au moins 2 ans d'expérience langage COBOL ANS (réf. 19.000) analystes-programmeurs expérience en développement d'applications de gestion sur mini-ordinateurs (expérience PDP 11 ou BASIC sous CTS 500 appréciée) (réf. 19.001)

offres d'emploi

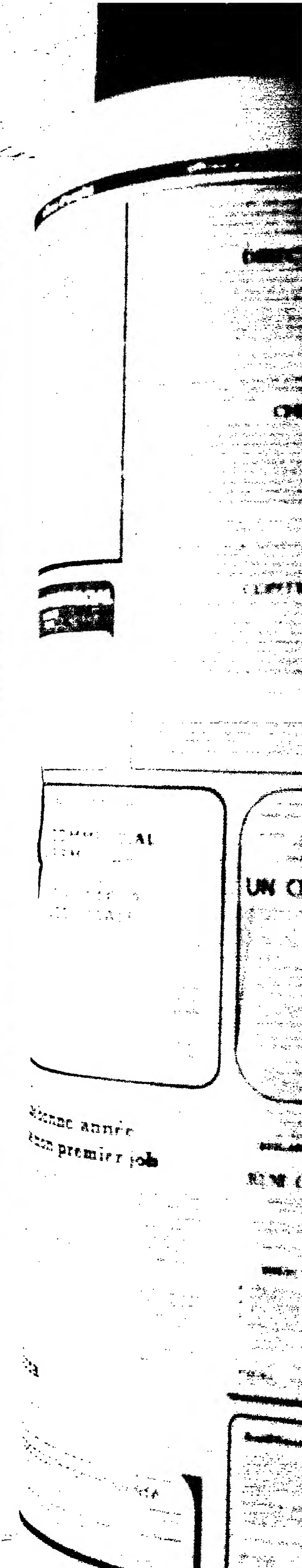
DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A. recherche pour son département Produits et matières plastiques un ingénieur technico-commercial dont la mission est d'assurer et de promouvoir la vente de produits industriels de haute technicité en France et éventuellement à l'étranger.

BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES proche gare de Lyon, recherche PROJETEUR Electricien Bâtiment 5 ans d'expérience.

Ingénieurs Commerciaux 140.000 F./an+ POSTES A POURVOIR A : FRANCE NORD/FRANCE EST/PARIS. Adresser C.V. détaillé et prétentions à ICL Recrutement 16 Cours Albert 1er 75008 PARIS sous réf. VGE/IF.

INGENIEURS ANALYSTES Futurs Chefs de Projets Pour faire face à son expansion, un des premiers Groupes Français d'Assurances développe les services études de ses départements informatiques et crée des postes d'ingénieurs analystes.

CABINET INTERNATIONAL DE CONSEIL Dans le cadre de notre Division «Organisation et Systèmes», notre nouveau Centre Européen (basé à Paris) de CONSEILS EN INFORMATIQUE, GRANDS SYSTEMES recherche : jeunes ingénieurs grandes écoles Débutants, ou jusqu'à 2 ans d'expérience professionnelle informatique.



REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**Banlieue Nord-Ouest**  
Dans le cadre du développement de son activité « Robots Industriels »

**ACMA CRIBIER**  
Filiale du Groupe Renault, recherche

**Plusieurs INGÉNIEURS**  
de formation supérieure A.M., SUPLEEC ou équiv.

**A) UN CHEF DE PRODUIT**  
qui en assurant le développement technique de l'industrialisation, sera un homme de 30 ans minimum, très actif par la marketing.

**B) UN TECHNIQUE-COMMERCIAL**  
expérimenté dans le soudage des métaux et traitement de surface, ayant de bonnes connaissances en construction électro-mécanique, assemblages hydrauliques, pneumatiques et électroniques.  
Anglais indispensable.

**C) UN RESPONSABLE FORMATION**  
ayant une expérience minimum de 3 ans.  
Anglais souhaité.

**D) 2 ELECTRONICIENS-AUTOMATICIENS**  
spécialisés assemblages, automatismes et mini-informatique.

La préférence sera donnée aux candidats ayant une expérience acquise dans le domaine machine-outil.

Adresser C.V. détaillé et présentations à ACMA, 3 à 15, rue Denis-Papin - 92030 BRAUCHAMP.

**DIRECTEUR COMMERCIAL**  
MEUBLES  
PARIS

Implanté en province, disposant d'un outil de production récent et très performant, la Société fabrique du mobilier de grande diffusion.

Pour franchir une nouvelle étape de son développement, elle a besoin d'un **DIRECTEUR COMMERCIAL** qui, basé à Paris, aura pour mission d'étudier le marché des produits existants et de créer une nouvelle ligne de produits intéressant une clientèle plus exigeante.

Expérience indispensable de la vente du meuble et connaissance des différents circuits de distribution.

22 rue Saint Augustin 75002 Paris  
vous adresser note d'information et dossier de candidature sur demande. Référence 849 M

Dans l'industrie alimentaire, notre groupe - 450 M. de C.A. - fabrique et commercialise des produits de notoriété à couverture nationale et internationale (vocation exportatrice), ainsi que des produits essentiellement à caractère plus régional (diversification avec des produits du terroir). Notre expansion constante nous entraîne à parfaire notre décentralisation, et nous recherchons, pour franchir cette nouvelle étape, un cadre de très haut niveau auquel nous confierons la

**DIRECTION DES FILIALES**

Votre formation supérieure s'est enrichie au cours de votre carrière, et vous avez développé vos qualités relationnelles et vos aptitudes de manager. Vous êtes un spécialiste des produits de grande consommation (si possible alimentaire) et un homme de marketing et de vente qui a intégré progressivement l'ensemble des problèmes de gestion. Vous assurerez la direction, la coordination et le développement de nos filiales - aujourd'hui 150 M. de C.A. - en ayant pour principal objectif de promouvoir les produits sur un plan national et international. Vous serez responsable devant la direction générale du groupe des résultats, et du climat social et humain. Vous bénéficierez de l'appui et de l'assistance des structures de notre groupe. Vous serez sûrement amené à résider en province (200 km de Paris-Ouest) et à vous déplacer fréquemment.

Ecrire à Roland Gardeux sous réf. 5245 M.

Second œuvre - Nous sommes la filiale, spécialisée dans le second œuvre bâtiment, d'une très importante entreprise industrielle française. Notre position de leader sur nos marchés est incontestable. Suite à une promotion interne nous recherchons un

**CHEF DE PRODUIT**

Vous êtes jeune, ingénieur de formation, vous parlez anglais et vous avez acquis une première expérience professionnelle si possible dans le secteur plomberie, climatisation ou conditionnement d'air. Nous souhaitons vous confier la responsabilité devant la Direction Commerciale, des performances et de l'animation de l'un de nos secteurs d'activité, tant au plan technique que commercial. Votre mission sera vaste : contrôle de la conception technique des projets, études de prix des projets importants, liaisons avec notre usine, conseil et assistance aux unités décentralisées chargées de la commercialisation et de la mise en œuvre, suivi de l'exécution des chantiers, formation des techniciens. De plus vous assurerez personnellement les négociations commerciales importantes. Nous vous demandons également d'être créatif afin de faire bénéficier "votre produit" de l'évolution incessante des technologies. Prévoyez de fréquents mais courts déplacements en France et à l'étranger.

Ecrire à Jean-Loup Parichon sous réf. 6243 M.

Nous sommes un groupe très important, et un des tout premiers dans notre domaine. Notre esprit de décentralisation nous a conduit à ne conserver au siège du groupe à Paris qu'une structure restreinte. Notre conception du contrôle de gestion dépasse de beaucoup la technique pour être un esprit et un langage communs. Nous vous proposons de rejoindre notre équipe de

**CONTROLE DE GESTION**

Vous avez été très jeune diplômé d'une Grande Ecole - d'ingénieur (avec si possible un complément en économie) - et vous pouvez déjà faire la preuve d'expériences réussies après 3 à 5 ans de vie professionnelle. Vos qualités de manager et votre tempérament opérationnel ont pu s'y exprimer, même dans des domaines non professionnels. Vous souhaitez aujourd'hui parfaire votre approche de la gestion avant d'accéder à un poste de direction. Vous serez responsable des études des documents de gestion - centralisation, états de synthèse, analyse critique... - qui vous permettront de formuler des recommandations à notre Direction Générale. Votre participation à ce niveau vous amènera à intervenir dans des missions opérationnelles auprès de nos filiales. Votre potentiel et votre réussite seront les garants de votre évolution dans notre groupe.

Ecrire à Roland Gardeux sous réf. 5244 M.

Si vous pensez avoir le profil de l'une des personnes que nous recherchons, écrivez aux consultants de Sérifo, en précisant la référence; ils examineront avec vous les possibilités d'une future collaboration.

**SERIFO CONSEILS DE DIRECTION**  
88, RUE DE LISBONNE - 75008 PARIS

**YVES ROCHER**  
LES LABORATOIRES DE COSMÉTOLOGIE

poursuivent leur expansion et ouvrent chaque mois 6 à 7 CENTRES DE BEAUTÉ. Ils recherchent pour leur **DIRECTION MAGASINS** un

**CADRE OPÉRATIONNEL**  
Responsable du Développement

Basé à PARIS, il animera un service chargé de la recherche, du recrutement et de l'implantation des nouveaux franchisés.

Le candidat retenu (35 ans mini) possèdera une solide expérience de la distribution par magasins exclusifs appuyée par une bonne connaissance de leur gestion.

Ce poste nécessite une réelle disponibilité pour de fréquents déplacements de courte durée.

La pratique de l'anglais sera un atout supplémentaire.

Adresser sous réf. 8121, C.V. + rémunération actuelle et souhaitée à :

C.E.I.P. 35 - CONSEIL D'ENTREPRISES  
20, rue de Brest  
35000 RENNES

qui garantit réponse et discrétion.

Les entretiens se dérouleront à PARIS.

**RESPONSABLE COMMERCIAL**

Recherché par société de services, C.A. 4 M.F., filiale groupe international, bilingue anglais-français avec une grande expérience de la vente.

Probablement âgé de plus de 30 ans.

Rémunération fixe plus commissions.

Envoyer C.V. plus présentations à nos conseils :  
J. WILLIS / MICHAEL RUTS S.A.R.L.  
5, rue Verzat, PARIS (8<sup>e</sup>).

**GRANDE BANQUE PRIVÉE**  
à Paris, engage un

**CADRE COMMERCIAL CONFIRMÉ** Classe VII

pour lui confier le poste de **SOUS-DIRECTEUR DE SUCCURSALE**

Diplômé de l'enseignement supérieur, il a une expérience réussie de cette fonction de 6 à 7 ans.

Son goût prononcé pour l'action commerciale et la démarche, sa connaissance des problèmes relatifs aux entreprises et au crédit (tant en France qu'à l'étranger) lui permettront de gérer avec la plus grande efficacité un portefeuille de clientèle d'entreprises.

Adresser c.v. détaillé, lettre manuscrite avec photo et prétentions sous n° 782. 025 M à RÉGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra les candidatures.

**LE DÉPARTEMENT INFORMATIQUE**  
(traitement, base de données, réseau de mini-ordinateurs)

**D'UNE SOCIÉTÉ DE PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION**  
LEADER DANS SES MARCHÉS

recherche

**UN CHEF DE PROJET**

pouvant prendre en charge dans un premier temps les applications informatiques actuelles et futures liées à la Politique des Relations Humaines : Gestion du personnel, de la formation, de la paie...

Agé d'au moins 30 ans, diplômé Grande-Ecole ou équivalent, vous devez avoir cinq années d'expériences en informatique et organisation au cours desquelles vous aurez eu à concevoir ou à gérer des systèmes complexes.

Nous attachons beaucoup d'importance à la qualité de vos relations et à votre expérience du commandement.

Votre rémunération annuelle ne sera pas inférieure à 135.000 F.

Lieu de travail : PARIS OUEST.

Adresser lettre, CV et photo sous le No 90.304 CONTEXTE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**contrôleur de gestion**  
Franche-Comté

Nous sommes un groupe industriel important (4 usines, 3 filiales en France et à l'étranger). Notre directeur financier cherche un contrôleur de gestion pour animer les services spécialisés (élaboration et contrôle des budgets, analyse des écarts, aide à la décision), améliorer les procédures et l'organisation, assurer l'audit comptable des départements et des filiales, suivre les opérations financières et la trésorerie du groupe.

A 30 ans environ, de formation supérieure (Sup de Co. + DECS par exemple), vous avez 4 à 5 ans d'expérience de contrôleur de gestion, de comptabilité industrielle ou d'audit dans une entreprise industrielle et connaissez si possible une langue (anglais ou allemand).

Les possibilités d'évolution au sein du groupe sont réelles.

Ecrire à Mme M.C. TESSIER, réf. 3496 LM.

**chef de projet**

Nous sommes le conseil informatique interne d'un grand groupe bancaire français. Nous concevons, réalisons et installons des applications dans des centres informatiques équipés souvent d'IBM ou de CII-HB.

Vous avez une formation scientifique (ingénieur ou universitaire), une bonne culture bancaire acquise, pour quoi pas en SSD, la maturité d'un chef de projet et n'hésitez pas à payer de votre personne. Ce poste, basé à Paris, suppose de courts mais fréquents déplacements.

Ecrire à J. THILY, Carrières de l'informatique, réf. 3492 LM.

**ALEXANDRE TIC S.A.**  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

**1979 une bonne année**  
celle de mon premier job

Mes études d'ingénieur à l'IX, à Centrale, aux Mines m'ont bien préparé à l'industrie lourde. Je veux prendre très vite des responsabilités opérationnelles, dans une unité à taille humaine. Je souhaite mettre en œuvre des techniques variées sans m'enfermer dans une spécialisation étroite. Par contre, je veux contribuer à l'amélioration des méthodes, au succès de mon unité et de ma société. Au début, ma femme et moi souhaitons vivre en province et y être bien logés. Après, ou avant...

Si vous avez envie de commencer votre CV de cette façon, il vous reste à nous convaincre que vos motivations se traduiront vite dans les faits. En effet, le Président du Groupe (6000 personnes) engage quatre jeunes ingénieurs qui devront évoluer rapidement. La procédure d'engagement prévoit pour vous : CV, rencontre avec les consultants, visite d'usine, interview par le Directeur d'Etablissement, le Directeur du Personnel et le Président Directeur Général. Vous ne serez donc pas un matricule mais n'oubliez pas la référence 784 175 M.

**SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION**  
NATIONALE  
de MATIÈRES PREMIÈRES pour  
**BOULANGÈRES - PATISSERIES**  
cherche

**JEUNE CADRE COMMERCIAL**

pour renforcer son SERVICE VENTE dans la RÉGION PARISIENNE.

Il sera chargé, dans un premier temps, de coordonner et animer une équipe de vente de 3 personnes.

CE POSTE SERA UN TREMPAIN VERS DES FONCTIONS DE

**DIRECTEUR DE VENTES**

- Nous cherchons un homme de terrain ayant des qualités de vendeur et de manager d'hommes.
- Nous offrons un poste très évolutif en salaire et en responsabilité.
- Une formation en gestion commerciale, type Ecole Nationale de Commerce, serait un atout apprécié.

Salaire annuel de départ : 30.000 F et +, apprécié.

Ecrire avec curriculum vitae à Mlle D'ORNANT, **FDAL PARIS** 18 bis, rue de Villiers, 92300 LEVALLOIS-PERRET.

**Directeur Administratif et financier**  
Paris  
140 000 F

Une société de gestion administrative et financière (système informatisé) spécialisée dans la gestion de la vente par courrier et par correspondance recherche ce Directeur pour prendre la responsabilité de l'ensemble des départements : Services généraux - Service clients - Comptabilité.

Son rôle sera celui d'un contrôleur de gestion : surveiller et analyser la trésorerie, préparer et négocier les dossiers de financement; et d'un secrétaire général : gestion quotidienne de plusieurs sociétés.

Profil : il est âgé de 30 ans environ, il possède une solide formation de la gestion (ESSEC, ESCP, par exemple) et, surtout, une expérience de 5 années de gestion administrative et financière dans une société de ce type.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 81160 M (à mentionner sur l'enveloppe) à Monique NERVET.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

**Sirca**  
64, rue La Boétie 75008 Paris.

**Sté américaine, composants électroniques & électriques, cherche**  
**responsable comptabilité**

capable d'assurer la tenue, la préparation des situations mensuelles, le bilan, les déclarations, les statistiques, etc. Anglais indispensable. Connaissance comptabilité américaine appréciée.

Ce poste, rattaché directement au Président, offre de bonnes perspectives d'avenir.

Envoyer C.V. et présentations à **THOMAS & BETTS**  
55-57, place de la Seine SILIC 120 - 94513 RINGIS CEDEX.

**Auditeur Interne**

Le candidat dispose d'une excellente formation comptable D.E.C.S. et/ou diplômé d'une école supérieure de commerce (option finances comptables) devra posséder obligatoirement une expérience de 2 à 3 ans en cabinet ou en entreprise, pour réussir dans le poste.

La lecture de l'anglais est également indispensable.

Adresser C.V., photo et présentations à M. Colombert sous réf. 1142.

3M France  
Boulevard de l'Osce  
95006 Cergy-Pontoise  
Cedex

**Logabax** PREMIER CONSTRUCTEUR FRANÇAIS DE TERMINAUX ET MINI-ORDINATEURS DE GESTION

informatique

recrute pour son centre de Recherche et Développement situé à EVRY (91)

**INGÉNIEURS D'ÉTUDES**  
Mini-Systèmes et Périphériques

Les différents postes à pourvoir imposent 2 à 3 années d'expérience dans les domaines suivants :

- circuits logiques avec microprogrammation;
- compilateurs interpréteurs;
- protocoles de communications.

Adresser C.V. et présentations à la Direction du Personnel Recrutement, 77, avenue Aristide-Brizard, 91118 ARCEUIL, sous réf. 290.

**ingénieur technico-commercial**

ACMA CRIBIER

Plusieurs INGÉNIEURS

de formation supérieure A.M., SUPLEEC ou équiv.

A) UN CHEF DE PRODUIT qui en assurant le développement technique de l'industrialisation, sera un homme de 30 ans minimum, très actif par la marketing.

B) UN TECHNIQUE-COMMERCIAL expérimenté dans le soudage des métaux et traitement de surface, ayant de bonnes connaissances en construction électro-mécanique, assemblages hydrauliques, pneumatiques et électroniques.  
Anglais indispensable.

C) UN RESPONSABLE FORMATION ayant une expérience minimum de 3 ans.  
Anglais souhaité.

D) 2 ELECTRONICIENS-AUTOMATICIENS spécialisés assemblages, automatismes et mini-informatique.

La préférence sera donnée aux candidats ayant une expérience acquise dans le domaine machine-outil.

Adresser C.V. détaillé et présentations à ACMA, 3 à 15, rue Denis-Papin - 92030 BRAUCHAMP.

**Ingénieurs Commerciaux**

140.000 F. an

**INGÉNIEURS ANALYSTES**  
Futurs Chefs de Projets

**Jeunes ingénieurs grandes écoles**

صكزامن الأصل

صكنا من الأهل

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

### gestion et organisation comptables

Le Logement Français, Société anonyme d'P.L.L.M., a réalisé 25.000 logements locatifs et accession à la propriété, dans la Région Ile de France et en assure la gestion. Nous vous proposons de prendre le poste de

#### CHEF DES SERVICES COMPTABLES.

Dépendant directement de la Direction Générale, vous aurez la responsabilité complète des services comptables (clients, fournisseurs, comptabilité générale). Mais dans le cadre du développement et de la diversification des activités de la Société, il vous faudra : \* adapter la comptabilité générale au nouveau Plan Comptable, \* établir et organiser les comptabilités annexes (comptabilité analytique, comptabilité par programme et par activité), \* établir et organiser au plan fonctionnel les méthodes et procédures comptables, \* assurer le passage sur informatique des chaînes de traitement comptable. Vous avez au moins 33 ans ; une formation juridique de base (licence en droit) et une connaissance des problèmes immobiliers seront un atout. Une formation comptable (DECS ou expertise comptable) complétée par une expérience pratique de gestion comptable et de mise en place de systèmes informatiques est indispensable. Le sens des relations humaines est une condition essentielle pour réussir à ce poste de cadre supérieur.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez sous référence 40.78-M aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP à qui nous avons confié le soin d'examiner les candidatures.

**EUREQUIP**  
Département Recrutement  
B.P. 30 - 92430 Vaucresson.



### IMPORTANT ÉTABLISSEMENT FINANCIER

EQUIPE D'UN ORDINATEUR IBM 370-188 OS/VS 1 AVEC RESEAU DE TELETRAITEMENT

recherche

#### ANALYSTES-PROGRAMMEURS

FORMATION : I.U.T., MIAGE ou équivalent.

EXPERIENCE : Une à deux années de pratique de la programmation COBOL.

MISION : Ils prendront en charge au sein d'équipes le suivi d'applications opérationnelles. Dans un second temps, en fonction de leurs résultats, ils participeront à la mise en place de nouveaux projets.

Adresser C.V. manuscrit et présentations, sous référence AP. 18, à SOVATEL, 18, rue Clément-Bayard, 9200 LEVALLOIS.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE EN TELECOMMUNICATIONS SECTEUR INDUSTRIEL ET IMMOBILIER

#### URGENT

Pour Région Parisienne

#### UN RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT ENGINEERING

— Ingénieur confirmé (35 ans environ) ;  
— bonnes connaissances en télécommunications, électronique et informatique industrielle ;  
— expérience de la mise en œuvre de systèmes. (réf. 9.974 M).

#### DES INGÉNIEURS D'AFFAIRES ÉTUDES D'APPLICATIONS

— mise en œuvre et exploitation de systèmes ;  
— 3 à 4 ans d'expérience pratique dans les domaines des télécommunications et informatique industrielle. (réf. 9.974 M).

#### UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN

— 4 à 5 ans minimum d'expérience ;  
— bonnes connaissances systèmes P.D.P. ou similaires et mini-systèmes de gestion ;  
— capable de mener à bien le développement de logiciels d'applications et la mise en œuvre d'un système de gestion. (réf. 9.974 M).

#### UN INGÉNIEUR TECHNIQUE - COMMERCIAL

— 4 à 5 ans d'expérience de vente de systèmes informatiques et télécommunications ;  
— bonnes connaissances des TELECOM et des ordinateurs industriels ;  
— pratique du secteur immobilier souhaitée ;  
— dynamisme et habitude des objectifs de vente ;  
— rémunération : fixe + commissions + frais. (réf. 9.974 M).

POUR CHACUN DE CES POSTES :

• Rémunération élevée pour candidat de valeur ;

• A pourvoir très rapidement.

Envoyer curriculum vitae, photo et présentations en précisant la référence à REGIE-PRESSE, 33 bis, rue Bécaumier, 75002 PARIS.



Filiale française du premier producteur mondial de mousse de polyuréthane, nous occupons en France, avec 350 Millions de C.A., une place de leader dans les diverses applications de ce produit : ameublement-litère, bâtiment, automobile, industries diverses.

Notre Division Aménagement-Litère, outre ses activités matière brute et produits semi-finis, veut développer son activité "produits finis" et créer une gamme assez révolutionnaire de literie. Nous vous proposons de participer au lancement de cette marque nationale appelée à prendre une place très significative sur ce marché "matelas-sommiers" et produits annexes destinés au confort en devenant pour cette opération le

### responsable développement

130.000

Sous l'autorité du Directeur Commercial de la filiale concernée et en étroite liaison avec le département marketing du groupe, vous participerez à l'élaboration des plans de développement et au choix des moyens d'action, vous assurerez la mise en application en dirigeant une force de vente d'une dizaine de personnes et en négociant vous-mêmes les marchés importants.

La réussite dans cette fonction suppose des qualités d'animateur et d'homme de terrain, ainsi qu'un esprit marketing allant analyse et méthode. Vous aurez donc une formation supérieure type Ecole de Commerce, une expérience de Chef de Produit et celle d'animation de réseau de vente de produits de grande consommation.

Nous vous remercions d'adresser vos dossiers de candidature sur réf. B 3602 à Monsieur Collet 1, rue de Berri 75008 Paris.

bernard julhiet psycom

#### ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER.

CLAMART - 850 collaborateurs

recrute, pour renforcer son service médical et participer à sa réorganisation, un(e)

### INFIRMIER(E) D.E.

Outre les responsabilités traditionnellement attachées à cette fonction (accueil et soins médicaux des collaborateurs de l'entreprise), il(ou elle) assistera le médecin du travail et assurera la tenue et le suivi des dossiers médicaux. Une expérience du milieu hospitalier et de l'entreprise serait appréciée.

Écrire avec C.V., sous réf. 7850, à ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER - 26, rue de la Cavée - 92142 CLAMART.



Case France S.A.

recherche son

### DIRECTEUR DE LA PROMOTION DES VENTES

— Il sera responsable des études commerciales, de l'analyse des prix et de la concurrence, de l'action publicitaire ainsi que de l'établissement des campagnes promotionnelles.  
— Il gèrera l'ensemble de l'activité démonstrations.  
— Il proposera les programmes de formation des vendeurs quant à la connaissance des produits et des arguments de vente.

Ce poste devrait intéresser un collaborateur d'au moins 30 ans de formation supérieure disposant de quelques années d'expérience, si possible chez un constructeur de matériels TP ou industriels, à un poste comparable.

La connaissance de l'anglais est indispensable. Rémunération élevée, selon expérience du candidat. Discretion absolue.

Curriculum vitae à envoyer sous pli confidentiel à Mr le Directeur Commercial - CASE FRANCE S.A. - Route du Petit Ballainvilliers - BALLAINVILLIERS - 91160 LONGJUMEAU.

### JEUNE INGENIEUR SYSTEME

Pour faire face au développement de son service informatique, un des premiers groupes d'assurances français, crée un poste d'Ingénieur Système.

Après une période de formation, il sera responsable d'une étude prospective destinée à préparer un changement de matériel.

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé d'une grande école d'Ingénieur (Centrale, Télécom, Supélec ou équivalent).

Les possibilités de carrière dans le groupe peuvent être très intéressantes pour un candidat de valeur.

Le poste est à pourvoir à Paris-Ouest.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence M 1219 N à

egor 5 rue Meyerbeer 75009 Paris PROMOTION



2000 PERSONNES LEADER EUROPEEN DE L'IMPRIMERIE EN CONTINU recherche

#### un chef de produit

ayant 3 ans d'expérience et possible dans le domaine des biens de consommation industrielle, et de solides connaissances en économie, gestion et vente.

Une bonne maîtrise de l'anglais est un facteur de réussite dans le poste.

#### un(e) assistant(e) de contrôle budgétaire

qui participera à l'élaboration des budgets et à leur suivi, animera et améliorera les procédures, conseillera les responsables dans leur gestion.

Ce poste conviendrait à un candidat ayant une formation supérieure de type ESC et une première expérience de 1 à 2 ans dans une société industrielle de préférence anglaise.

Adresser vos lettres, CV et photo (retournée) à MOORE PARAGON - Service Développement de l'Encadrement - 22/24, rue de Sévres 92102 BOULOGNE BILLANCOURT.



#### INGÉNIEUR LOGICIEL

débutant ou quelques années d'expérience pour projets et études systèmes à microprocesseurs. Formation : ESC, ISEN, ISEK ou équivalent.

#### INGÉNIEUR ÉLECTRONIQUE

débutant ou quelques années d'expérience. Sera chargé, après formation, de la mise en service et de l'assistance technique d'équipements télécommunication-diffusion dans pays du MOYEN-ORIENT.

Envoyer C.V. détaillé et présentations à n° 90.411, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>.

SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE EN ÉLECTRONIQUE DE POINTE recherche pour son Centre d'Études situé à 30 mn du Centre de Paris par R.E.R.

### Ingénieur Composants Semi-conducteurs et Connectique

pour problèmes de composants actifs/passifs et de connectique avec vue sur recherche, essais, qualification, normalisation, contrôle de fiabilité des composants.

Expérience labo indispensable (10 ans minimum), dynamique et contact facile, 40 ans minimum.

Envoyer C.V. détaillé, photo et présentations sous n° 80028 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS recherche pour renforcer son développement à l'exportation.

### UN ANIMATEUR de visite médicale-export

Ce cadre, basé à Paris, devra se déplacer fréquemment, parler anglais, avoir une expérience marketing et visite médicale.

Adresser C.V., photo et présentations/réf. 8902/D à A.M.P. 40 rue Olivier-de-Serres 75015 Paris (qui tr.)

Première entreprise française d'ingénierie (4000 collaborateurs dont près de 50 % sont des ingénieurs), nous concevons et réalisons des ensembles clés en main en France et à l'étranger. Les nouveaux projets que nous développons nous amènent à renforcer le Département Etudes, et nous recrutons pour cela un

### INGÉNIEUR D'ÉTUDES Expérimenté en CONTRÔLE COMMANDE et EXPLOITATION.

Il se verra confier des responsabilités techniques étendues dans le domaine de l'exploitation des réacteurs nucléaires et du contrôle commande associé. Il sera en outre chargé de l'étude des moyens d'exploitation ainsi que de leur évolution envisageable.

Les candidatures, accompagnées d'un C.V. et portant la référence 75682, sont à adresser à HAVAS CONTACT, 156, Bd Haussmann 75008 PARIS qui transmettra.



une des premières sociétés de conseil et services en informatique

### 3 JEUNES INGENIEURS "Grandes Ecoles"

Leur mission : Elle consiste à mener des interventions de conseil auprès des Directions d'Entreprises ou d'Administrations dans le domaine de l'organisation et de l'informatique, en particulier pour l'établissement de schémas directeurs, le choix des moyens, la définition des structures et de l'organisation, la réalisation d'audits informatiques.

Ils seront intégrés à l'équipe dynamique (expansion de 30% en 1978) des Ingénieurs Consultants et Senior Consultants de la Direction des Systèmes d'Information de SLIGOS.

Leur profil : Sortis d'une grande école (X, Mines, Supélec...) ces 3 ingénieurs ont une expérience de quelques années de l'organisation et/ou de l'informatique acquise dans une Entreprise ou une Administration.

Des qualités intellectuelles certaines, le sens des relations humaines et une forte personnalité sont indispensables pour réussir dans les missions qui leur seront confiées.

Adresser lettre de candidature, C.V., photo sous pli confidentiel à Lucien GOULHEN, Direction des Systèmes d'Information SLIGOS - 91, rue Jean-Jaures 92807 PUTEAUX.

### Chef de Service Achats

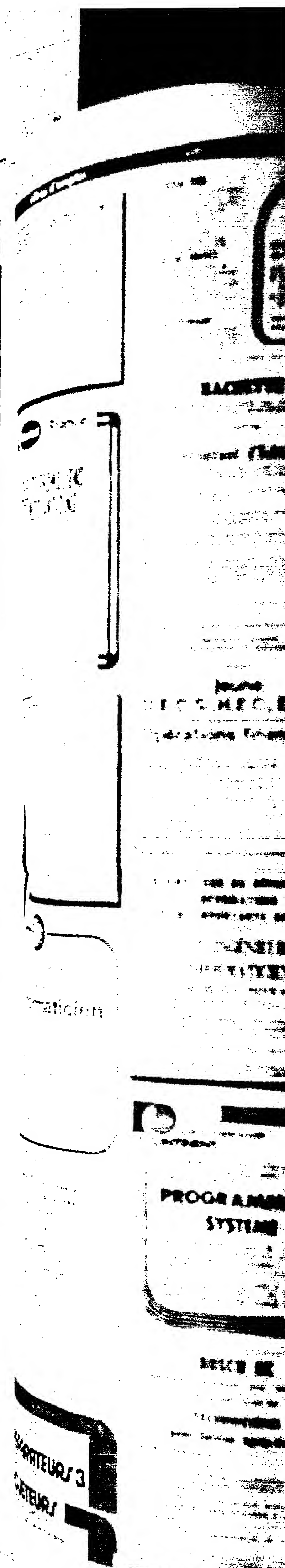
Le candidat retenu aura pour première mission la création d'un réseau d'importation de composants électroniques et électromécaniques. Il devra en particulier posséder une parfaite connaissance du marché Américain.

Une expérience minimum d'acheteur de 10 ans et plusieurs années passées chez un constructeur Américain seront exigées.

Fréquents voyages à l'étranger.

Rémunération élevée.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et présentations sous n° 89817 à CONTEXTE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.





REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**CHEF METHODES - INDUSTRIALISATION**

Notre société fait partie d'un important groupe allemand spécialisé dans la fabrication de pièces destinées à l'industrie automobile.

**UN INGENIEUR METHODES**  
pour prendre en charge l'ensemble des activités techniques de la Société.

Il dépendra directement du Directeur de la Société et aura la responsabilité des relations industrielles avec la maison mère.

Le candidat retenu possèdera une formation supérieure et disposera d'une solide expérience des méthodes et de la fabrication, minimum 3 années, et possible dans l'industrie automobile.

Une bonne maîtrise de l'allemand est essentielle. Des possibilités d'évolution au sein du groupe pourraient être envisagées ultérieurement.

Le siège de la Société est en banl. Sud-Lat de Paris. Envoyer sous le numéro 8.861, à « Le Monde » Publ., 5, rue des Italiens - 75227 PARIS-9.

**REDACTEUR**  
pour suivi complet du sommaire au S.A.T. d'une revue spécialisée du secteur distribution. Expérience indispensable. Téléphone 76-04-60.

Groupes importants recherche pour sa filiale STOP FIRE MANTECH.

**CHEF DE SERVICE**  
INFORMATIQUE IBM 32 expérience analyste programmeur GAP II. Ecrire avec C.V., références et photo à M. J. L. 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9.

**JOB ETUDIANT**  
Gagnez de l'argent sans quitter la fac ! Ecrivez à l'OFUP, soit la référence AVI, 21, rue Roulin, 75008 PARIS CEDEX 10

Important groupe à vocation internationale (C.A. consolidé 1 milliard 850 - 35 filiales) recherche

**concepteur ingénieur analyste**

Chargé de concevoir pour ses filiales des systèmes automatisés de traitement de l'information sur divers types de matériel.

Les candidats devront :

- justifier d'une expérience réussie dans la direction de projets informatiques, de préférence dans les domaines de la Gestion de stocks et de la Comptabilité,
- être disponibles pour des voyages fréquents en Afrique francophone (jusqu'à 2 à 3 mois par an en 3 à 6 voyages).

Adressez lettre manuscrite et CV détaillé, précisant salaire annuel souhaité, sous référence 2200, à MEDIA SYSTEM, 104 rue Réaumur, 75002 Paris.

Important organisme bancaire de la Région Parisienne (2000 personnes) recherche

**programmeurs**  
EXPERIMENTES (réf. I 78)

Profil souhaité :

- 2 à 3 ans d'expérience en informatique de gestion
- maîtrise du COBOL/ANS dans un environnement OS/IBM
- connaissance des produits IMS DB/DC et PAC 700.

**chef de projet**  
EN ORGANISATION (réf. CDP 78)

**organiseurs**  
(réf. O 78)

Profil souhaité :

- 3 à 5 ans d'expérience dans un poste similaire,
- bonne connaissance de l'informatique
- connaissance du milieu bancaire utile, mais non indispensable

Les personnes recrutées auront à travailler dans des conditions particulièrement favorables à un épanouissement personnel permettant une évolution de carrière intéressante.

Envoyer CV photo et prétentions annuelles brutes en rappelant la réf. choisie à MEDIA SYSTEM, 104 rue Réaumur, 75002 Paris.

**Henkel France**

Le développement important de la marque FA et les projets à l'étude incitent la Division « Cosmétiques » à chercher un jeune

**CHEF DE PROMOTIONS ET MERCHANDISING**

désireux d'affirmer des qualités de créateur et de gestionnaire.

Il dépend directement du Directeur de la Division et il travaille en relation avec les Chefs de Produits dont il est le conseiller et il étudie et contrôle le matériel de P.L.V. et merchandising et gère les budgets correspondants.

Il participe à la conception et à l'élaboration des promotions cosmétiques, en assure le lancement, le suivi et l'évaluation.

De préférence diplômé d'une Ecole de Commerce, il a la pratique de la vente sur le terrain, complète nécessairement par une expérience de la promotion de produits de grande consommation.

Envoyer sous référence M 424 à M. Jean REPREGIER qui étudiera confidentiellement votre candidature.

**SISERTI** 49, av. de l'Opéra 75002 PARIS

**SELECTION**

**HACHETTE**

Bouhaitant développer des collections à caractère scientifique recherche

**Assistant d'Édition**  
de formation supérieure (scientifique ou technique)

Il aura également une expérience d'au moins 2 ans dans l'édition.

Il sera chargé de la réalisation d'ouvrages scientifiques à contenu pédagogique.

En liaison avec les auteurs, il assurera également la mise au point de manuscrits et la mise en page.

Env. C.V. détaillé avec rémunération souhaitée à la Direction des Relations du Travail, Gestion des Cadres - HACHETTE 78, bd Saint-Germain, Paris-6 - tél. 413-78.

**MATRA**

recherche pour sa Direction Informatique :

**INGENIEUR**  
Grandes Ecoles

Au sein du groupe système, il participera à la mise en place et au support technique d'un réseau informatique.

Son activité s'exercera dans les domaines du télétraitement, bases de données et mini-ordinateurs.

Une première expérience en informatique serait appréciée.

Adressez CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 410

**MATRA** R. KORFAN B.P. N° 1 - 78140 VELIZY

FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS recherche

**POUR SON SIÈGE A PARIS**

**L'ADJOINT**  
de son **DIRECTEUR COMMERCIAL**

DE FORMATION SEC. ESSEC, SUP. DE CO ou équivalent

Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 30 ans minimum, ayant une expérience de plusieurs années dans vente produits alimentaires, connaissant l'anglais, l'allemand et l'espagnol.

Il sera particulièrement chargé de fixer et suivre les objectifs commerciaux, d'animer et diriger la force de vente.

Une grande disponibilité pour assurer des déplacements de courte durée est indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé indiquant derniers salaires perçus à : B.E.O. 8, rue de Valenciennes, 75008 PARIS.

**ORGANISME TECHNIQUE DE POINTE**  
réalisant des opérations en collaboration internationale, recherche pour son

**Service Juridique**

**UN CADRE DE HAUT NIVEAU**

Ayant 6 à 7 ans d'expérience professionnelle et possédant de solides connaissances en droit des affaires :

- droit des sociétés, affaires juridiques d'entreprises.

Une expérience dans le domaine de la fiscalité serait appréciée. Anglaise souhaitée.

Lieu de travail : Banlieue SUD.

Adressez C.V. et prétentions à n° 90.323, CONTEXSE Publité, 20, avenue de l'Opéra, 75009 Paris Cedex 01.

**IMPORTANT GROUPE DE SOCIÉTÉS DE SERVICES** recherche

**jeune D.E.C.S., H.E.C., ESSEC**  
pour développer son département **Opérations financières**

Il sera chargé de l'étude et du suivi de dossiers d'évaluation, de contacts et d'acquisition d'entreprises comportant :

- recherche de solutions dans le cadre d'études financières,
- établissement de contacts avec la clientèle et négociation.

Expérience d'une année souhaitée dans un cabinet d'aide, une banque ou le service financier d'une grande entreprise. Perspectives de développement très ouvertes pour un candidat de valeur.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions à n° 24878 P.A. SVP 37 rue général Foy 75008 Paris

**TRÈS IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL DE RÉPUTATION MONDIALE** recherche pour PARIS

**UN INGÉNIEUR**  
30 ANS MINIMUM

Formation mécanique ou électrique pour poste de **DIRECTION TECHNIQUE** dans domaines de l'entretien et de la maintenance d'équipements industriels.

Poste actif basé à PARIS avec voyages fréquents de courte durée à l'étranger. Anglaise nécessaire (recyclage possible).

Env. C.V. détaillé avec photo et prêt. à n° 80.401, CONTEXSE Publité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>. DISCRETION TOTALE ASSURÉE.

**Un des grands constructeurs français de maisons individuelles**

à une (ou) femme (homme) jeune, précise et méthodique, de formation juridique, ayant le goût des dossiers, mais aussi le sens de la commercialisation.

Le poste de

**CHARGÉ DE PROGRAMMES**

Étroitement associé à la réalisation des chantiers, il participera à la mise au point des devis descriptifs, à l'établissement et à la mise à jour des plannings prévisionnels d'exécution des travaux et de livraison aux acquéreurs. Destinataire des dossiers administratifs et financiers des clients, il les contrôle, et assurera le suivi auprès des établissements financiers et établit les reports commerciaux à l'intérieur de la Direction. Correspondant des clients, il fixera les dates de rendez-vous chez les rubans et y assistera ; il prépare les dossiers d'appels de fonds, contrôle leurs rentrées et procède aux relances nécessaires ; il élabore les documents de réception pour le client chèque. Le poste est à pourvoir à la Direction Île-de-France, en banlieue Sud-Est de Paris.

Adressez lettre manuscrite de candidature avec photo, C.V. détaillé et rémunération souhaitée à M. H. Média, 212, avenue Jean-Jaurès - 75019 Paris.

**THE FIRST NATIONAL BANK OF CHICAGO PARIS** recherche

**un informaticien**

- Diplômé enseignement supérieur.
- Connaissance mini-ordinateurs DIGITAL et BASIC souhaitée.
- Bonnes notions d'anglais.

Nous offrons :

- une rémunération intéressante ;
- larges perspectives d'évolution au sein du groupe ;
- une formation permanente.

Adressez C.V. et prétentions au Chef du Personnel, 12, avenue Hoche, 75008 PARIS.

**LE DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT INFORMATIQUE D'UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ** recherche

**UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN DE HAUT NIVEAU**

susceptible de diriger une équipe de plusieurs ingénieurs.

Cet informaticien devra avoir plusieurs années d'expérience, une formation grandes écoles ou équivalent et une très bonne connaissance de l'ANGLAIS.

En outre, la connaissance des logiciels I.B.M. est indispensable.

Adr. lettre manusc. C.V. et prétent. à n° 90.212 ConTEXSE Publ., 20, av. Opéra, PARIS-1<sup>er</sup>, qui ex.

**Ingénieur Système**  
Homme ou Femme  
IBM 370-148 sous OS/VS1

Important établissement tertiaire recherche, dans le cadre de son développement un **INGÉNIEUR SYSTÈME**.

Au sein d'une équipe en place, il développe les possibilités du système et contrôle ses performances. Il gère les utilisateurs et l'exploitation.

Ingénieur de formation, il a acquis en quatre ans minimum une solide expérience de système IBM.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous référence 957 M à notre conseil

**centor** 13 bis, rue Henri Moinier 75008 - PARIS

**SOCIÉTÉ FINANCIÈRE D'IMPLANTATION INTERNATIONALE** recherche

**analystes**

pour conception et installation de packages dans ses FILIALES ÉTRANGÈRES. Formation D.U.T. ou M.I.A.G. Connaissances linguistiques souhaitées. Déplacements à prévoir à l'étranger. Adressez curriculum vitae détaillé et prétentions sous réf. DACI (mentionnée sur l'enveloppe) à :

Publicis Conseil  
**EMPLOIS & CARRIÈRES**  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

Important Groupe Français aux activités internationales (10.000 personnes) recherche son

**DIRECTEUR JURIDIQUE ET FISCAL**

Le candidat retenu devra justifier impérativement d'une expérience concrète de 10 ans en matière juridique et fiscale au sein d'une grande entreprise ou d'un cabinet de premier plan.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Adr. candidat, C.V. dét. photo (retourne) et rémunération souhaitée à n° 90.108 CONTEXSE Publité, 20, av. Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui transm.

**Cie d'Assurances LE CONTINENT**

équipée de : 370/148 - 370/145 - 3790 réseau TP. recherche pour renforcer l'équipe actuelle un

**PROGRAMMEUR SYSTEME**

maîtrisant parfaitement le DOS/VS, l'assembleur et possédant une expérience dans l'un des domaines suivants : VM/CMS - CICS - DL 1 - VTAM/NCP

Adressez CV détaillé et prêt. à Madame FOURQUEMIN - 62, rue de Richelieu 75002 PARIS

**BANQUE ÉTRANGÈRE PARIS** recherche

**CADRES ET CADRES DE DIRECTION**

- Formation Universitaire ou grandes Ecoles
- Expérience bancaire de plusieurs années indispensable.
- Bilingue espagnol - Connaissance de l'Anglais appréciée.
- Discretions assurées.

Envoyer C.V. + prétentions + photo, sous réf. D. 073, à ARCHEAT, 34, boulevard Haussmann, 75008 PARIS, qui transmettra.

**BANQUE PRIVÉE Quartier MONTPARNASSE** recherche :

**RESPONSABLE du Service Juridique et Contentieux**

**LA FONCTION EXIGE :**

- titulaire de droit, spécialisation droit commercial
- connaissance de gestion ;
- expérience minimum de 5 ans, de préférence bancaire ;
- aptitude au commandement.

Adressez lettre man. avec curriculum vitae et prétentions sous le n° 89.504, à CONTEXSE Publ., 20, avenue de l'Opéra, - Paris (1<sup>er</sup>), qui transm.

**ASSISTANCE TECHNIQUE SPÉCIALISÉE E.T.T.** recherche pour missions courtes et longues durées

**PREPARATEURS/3**  
CHAUDRONNERIE ET MECANIQUE AERONAUTIQUE

**PROJETEURS**  
CARROSSERIE AUTOMOBILE

Adressez C.V., ATS 38, rue de Mascouge 75009 - PARIS

**BOSCH NC**

Commandes numériques pour machines-outils

Nous recherchons des

**TECHNICIENS**  
pour Service Après-Vente

**PROFIL SOUHAITE :**

- niveau B.T.S. ;
- connaissances approfondies en électronique digitale, analogique ainsi qu'en régulation ;
- allemand ou anglais souhaités ;
- déplacements fréquents à envisager.

**OFFRES :**

- bonne rémunération et avantages sociaux ;

Nous vous remercions d'envoyer votre curr. vitae à n° 90.343 CONTEXSE Publité, 20, avenue de l'Opéra, 75009 Paris Cedex 01.

**KONTRON électronique**

Dans le cadre de son expansion recherche pour VELIZY 78

**DES TECHNICIENS-COMMERCIAUX**

Pour la vente de matériel d'instrumentation de mesure.

Niveau BTS en électronique minimum. Anglais lu ou lu et parlé (en fonction du poste). Téléphoner au 946.97.22 poste 243 ou 228 pour rendez-vous.

**SOCIÉTÉ DE FOURNITURES GÉNÉRALES BOULANGERIE PATISSERIE** recherche

**COMPTABLE**

30 ANS MINIMUM. TITULAIRE B.T.S. Devra occuper de la comptabilité générale et de la paye, connaissances comptabilité informatisée nécessaires.

Envoyer C.V. et prétentions à M. PROMETTES, 47-51, boulevard Gallieni, 93100 ARGENTEUIL.

**URGENT**

**UN RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT ENGINEERING**

**DTS INGENIEURS D'AFFAIRES ETUDES D'APPLICATIONS**

**UN INGENIEUR INFORMATIEN**

**UN INGENIEUR TECHNICO-COMMERCE**

**case** Case Française

**DIRECTEUR DE LA PROMOTION DES VENTES**

**INGÉNIEUR D'ÉTUDES**  
Expérimente en CONTRÔLE COMMANDE et EXPLOITATION.

**SLIGOS**

**3 JEUNES INGENIEURS "Grandes Ecoles"**

صكنا من الأصل





# équipement

## ENVIRONNEMENT

### LES PAYSANS DU LARZAC : LA LUTTE CONTINUE

Les paysans du Larzac n'ont nullement renoncé à obtenir l'abandon des projets d'extension du camp militaire. Après de multiples réunions sur le plateau, entre ceux qui ont participé à la marche et ceux qui étaient restés dans les fermes, après avoir consulté les organisations agricoles de l'Aveyron, les paysans ont publié, samedi 9 décembre, un communiqué dans lequel ils déclarent :

« Nous avons constaté d'une part que les très larges soutiens populaires à notre lutte contre l'extension du camp militaire sont amplifiés tout au long de la marche. D'autre part, face à cette mobilisation, M. Giscard d'Estaing a été contraint de ouvrir une porte. Pour la troisième fois, nous avons eu le souci d'aller jusqu'au bout d'une éventuelle possibilité d'accord, mais la récente déclaration de M. Edouard (le camp de 17 000 hectares se fera à coup court à tout espoir. La lutte continue. Notre détermination et celle de tous ceux qui nous soutiennent restent entière. »

D'autre part, les organisations agricoles aveyronnaises ont indiqué aux parlementaires qu'il doivent rencontrer M. Bourges, mardi 12 décembre, qu'elles souhaitent que « pas un paysan ne soit déplacé contre son gré. »

### Pour protéger les fonds marins

### LES RESPONSABLES DE PORT-CROS INSTALLENT DES PARCOMÈTRES A BATEAUX

Le conseil d'administration du parc national de Port-Cros dans le Var a décidé d'installer en 1979 des parcomètres dans le port principal de l'île et à Port-Bian.

Cette mesure, destinée, selon le conseil d'administration, à protéger les fonds d'algues posidonies, sera ensuite étendue aux plages de Porquerolles et à la rade d'Hyères.

Le système prévoit une franchise de 9 à 17 heures ; au-delà de 17 heures une taxe quotidienne progressive selon la taille des bateaux de plaisance sera perçue : 10 F pour les moins de 6 mètres, 15 F pour les 6 à 8 mètres, 20 F pour les 8 à 10 mètres, 30 F pour les 10 à 12 mètres et 40 F pour les 12 à 14 mètres.

La Fédération des sociétés nautiques du Var a élevé une « pétition de protestation » contre ces dispositions, ces deux radas étant des abris très précieux en cas de coup de vent.

## CARNET

### Naissances

— M. Gilbert PACE, Mme née Nicole du Plessis d'Argentré, et Alexandre sont heureux de faire part de la naissance de :

Nicolas Charles, le 28 novembre 1978, 48, rue de la Tour, 75018 Paris.

### Décès

— Mme Faligant, ses enfants et petits-enfants, ont la tristesse d'annoncer le décès du docteur Simon FALIGANT, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, officier de la Santé publique, conseiller général, survenu le 4 décembre.

Les obsèques ont eu lieu le 8 décembre en l'église Saint-Nicolas de Cron (Mayenne).

(Né le 4 novembre 1885 à Brin-sur-Loupigne (Mayenne-Laire), Simon Faligant, docteur en médecine, était entré au conseil municipal de Cron (Mayenne) en 1925. élu maire le 5 mai 1933, réélu en 1937, 1945 et 1977, il avait renoncé à solliciter le renouvellement de son mandat de conseiller municipal en mars 1977. Membre du comité départemental de libération, Simon Faligant, qui avait été conseiller d'arrondissement de 1924 à 1940, siégeait depuis 1945 au conseil général de la Mayenne où, réélu en septembre 1970, il était le doyen d'âge. Militant M.R.P., Simon Faligant se situait depuis la disparition de ce parti, dans le courant centriste de la majorité.)

— Mme Robert Hebert, sa mère, M. et Mme Jean Hebert et leurs enfants, M. et Mme François Hebert et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès subit de :

Philippe HEBERT, dans sa quarante-neuvième année. Les obsèques auront lieu au cimetière de Saint-Ouen-l'Aumône, le 12 décembre, dans l'intimité familiale. Cet avis tient lieu de faire-part, 30310 avenue de Verdun, 95310 Saint-Ouen-l'Aumône.

— Mme Eva Jaskowska, Piotr et Romek ont la douleur de faire part du décès, le 8 décembre 1978, à la suite d'une longue maladie, de :

M. Jan JASKOWSKI, architecte D.P.L.C., leur merveilleux époux et père. Les obsèques auront lieu au cimetière du Plessis-Robinson, le mercredi 13 décembre 1978, à 10 heures.

### A PROPOS DE...

### L'ORGANISATION DES ÉTUDES D'IMPACT L'écologie par ceux qui la vivent

Vingt-six mille personnes ont, selon les organisateurs, visité les trois ateliers qui ont lieu à Paris, porte de Versailles dans le cadre de la troisième Semaine internationale de l'écologie. Parallèlement à ces expositions les deuxièmes assises de l'environnement ont permis de faire le point sur plusieurs dossiers notamment sur un des plus actuels : celui des études d'impact.

La procédure des études d'impact, inscrite dans la loi de 1976 sur la protection de la nature, est obligatoire en France depuis le début de l'année. Désormais, le promoteur de tout aménagement de quelque importance doit joindre au dossier soumis à l'enquête publique une évaluation d'es conséquences que peut avoir son ouvrage sur le milieu environnant. En France le premier pays d'Europe à adopter cette mesure — on estime que les études d'impact seront au nombre de cinq mille à dix mille par an, dont cinq cents pour des usines nouvelles.

Ces études demanderont un grand travail et mobiliseront déjà des centaines d'experts. Elles ne seront pas au point avant plusieurs années. D'abord parce que en matière d'écologie on manque encore de connaissances précises. Ensuite parce que de telles études exigent des explorations dans de nombreuses directions et qu'il n'est pas facile de faire travailler ensemble des spécialistes de disciplines différentes. Ainsi, pourquoi les études d'impact des centrales nucléaires ne mentionnent-elles pas les difficultés soulevées par les lignes à haute tension, les déchets radioactifs et le démantèlement des installations ? Réponses de F.E.D.F., en raison du cloisonnement des services.

Au reste, qui jugera de la valeur de ces études ? Pour l'heure, c'est l'administration qui délivre les autorisations. Sa bonne volonté n'est pas en cause, mais sa compétence écologique est loin d'être évidente.

Enfin, les études d'impact restent ponctuelles, locales ; tel un remède, plus loin une portion d'autoroute, là une usine. Chacun des quelques cinq mille projets annuels peut apparaître comme supportable. Ajoutés les uns aux autres et sur dix ans, leur accumulation peut devenir désastreuse. Qui en jugera ?

MARC AMBROISE-RENDU.

### A Mulhouse

### CRÉATION D'UN COMITÉ EUROPÉEN POUR LA SAUVEGARDE DU MONDE ANIMAL

(De notre correspondant.)

Mulhouse. — Rendre la protection animale plus efficace, tel est le but que s'est fixé le Comité européen pour la sauvegarde du monde animal, officiellement présenté, samedi 9 décembre, à Mulhouse (Haut-Rhin). Présidé par M. Edouard Singer, industriel et président de la société protectrice des animaux du Haut-Rhin, le nouveau comité est constitué de personnalités de huit pays d'Europe, ainsi que de plusieurs journalistes. Son président d'honneur est M. Edgar Faure.

Agir sur les gouvernements et les instances européennes pour qu'enfin la protection animale ne soit plus un hobby ou une sensiblerie de vieille femme qui pleurniche », selon l'expression de M. Singer, telle est l'action que doit mener le comité, qui s'est fixé plusieurs objectifs : la préservation de la faune européenne et de son milieu ; le remplacement méthodique de la gestion cynégétique du gibier par une gestion et éloignée de la faune sauvage sous contrôle des Etats et avec la collaboration des S.P.A. agréés ; l'interdiction du transport international des animaux d'abattoirs ; le remplacement systématique de la vivisection par des méthodes de substitution ; la protection des oiseaux migrateurs, l'abolition en Europe des courses de taureaux, des combats de coqs et du tir aux pigeons vivants.

B. L.

« Les recherches d'uranium inquiètent le Limousin. — L'extension des recherches d'uranium dans la Haute-Vienne suscite l'inquiétude de la chambre d'agriculture dans la région de Saint-Sulpice-Laurière et de Dompreville-Régis. Au cours d'une réunion, organisée récemment à l'initiative de la chambre d'agriculture et en présence des élus, le préfet a indiqué que les enquêtes publiques actuelles avaient pour objectif de définir les périmètres à l'intérieur desquels la COGEMA (Compagnie générale des matières nucléaires) se réservait le droit, à plus ou moins longue échéance, d'engager des travaux d'exploitation à grande échelle. Les travaux commencent une nouvelle enquête publique serait engagée, comportant, notamment, une étude d'impact sur l'environnement. (Corresp.)

## CIRCULATION

### Au cours des dix premiers mois de 1978

### LE NOMBRE DES MORTS SUR LA ROUTE A DIMINUÉ DE 6,7 %

Au cours des dix premiers mois de l'année on a compté sur la route 204 623 accidents, 9 884 tués, 220 353 blessés, dont 80 372 gravement. Par rapport à l'année précédente, ces chiffres ont diminué respectivement de 4,1 %, 6,7 %, 4,9 % et 5,1 %. Commentaire du comité interministériel de la sécurité routière : « Ce bilan favorable peut être attribué en grande partie aux effets de la loi sur l'alcoolémie au volant promulguée le 12 juillet dernier et aux opérations de contrôle qui ont fortement sensibilisé les usagers de la route aux dangers de la conduite sous l'empire d'un état alcoolique. »

La Lettre de la sécurité routière, qui publie ces chiffres, analyse aussi les statistiques relatives aux accidents sur les autoroutes en relation avec la limitation de vitesse. Voici les conclusions sur ce point des experts officiels.

« Il apparaît avec clarté :

1) Que le taux de mortalité, c'est-à-dire en définitive le nombre de morts, a été divisé par 2,4 du jour au lendemain sur les autoroutes françaises, lorsque la vitesse y a été limitée à 120 km/h.

2) Cette chute ne peut en aucun cas être attribuée au port obligatoire de la ceinture de sécurité, qui était intervenu en juillet 1973, c'est-à-dire cinq mois auparavant.

3) Qu'une dégradation de la situation a été constatée pendant la période où la limitation de vitesse a été portée de 120 à 140 km-heures, puisque le taux de mortalité s'est alors accru de 40 %.

4) Que le taux de mortalité a alors à nouveau lorsqu'on a ramené la vitesse à 130 km-heures et qu'il ne s'est jamais relevé depuis.

5) Il est évidemment impossible de mettre sur l'effet du hasard de telles corrélations qui expliquent à l'évidence la motivation des pouvoirs publics français. »

### Contre les encombrements

### DES ÉLUS DE LA RÉGION DE TOUL ORGANISENT UN « SIT-IN » SUR LA R.N. 4

Four protester contre le bruit provoqué par une circulation très intense sur la route nationale 4, une manifestation insolite s'est déroulée vendredi soir 8 décembre, à Barcoyres, près de Toul (Meurthe-et-Moselle).

Les maires et les conseillers municipaux de dix communes ont organisé, pendant deux heures, une séance publique au bord de la route, bloquant ainsi la circulation. Le général Marcel Rigard, député (U.D.F.) de la 5<sup>e</sup> circonscription de Meurthe-et-Moselle, venu se joindre aux manifestants, a expliqué que « plus de vingt mille véhicules par jour traversent les communes situées entre Toul et Ligny-en-Barrois (Meuse), causant à quelque 18 000 habitants une vie infernale » (1).

Par cette manifestation, les élus et la population ont voulu, une fois de plus, attirer l'attention du gouvernement sur l'insuffisance des aménagements sur la RN 4, Nancy-Paris. Cet axe très important ne comprend que quelques kilomètres de tronçon à quatre voies, entre Nancy et Bar-le-Duc.

M. Joël Le Theule, ministre des transports, est attendu du 11 décembre à Bar-le-Duc (Meuse), où il présidera le calendrier des travaux sur la nationale 4.

« dit familièrement, dans le sud du département de Meurthe-et-Moselle : Aller à Paris, c'est risquer sa peau. De nombreux poids lourds empruntent cet axe, n'étant pas incités à prendre l'autoroute Paris-Est, qui leur offre « chercher » au nord de Metz, à 68 kilomètres de Nancy. De plus, le péage sur cette autoroute est cher (0,15 F par kilomètre pour un véhicule léger, au 1<sup>er</sup> janvier 1979). En conséquence, le trafic y est assez faible, et la Société des autoroutes Paris-Est-Lorraine accuse un déficit important. »

(1) Une manifestation comparable a eu lieu samedi 9 décembre, à Saint-Victor-Prieure (Sarthe), sur la RN 4 où les riverains, le 1<sup>er</sup> et le quatrième fois en quinze jours, ont protesté contre l'excessif trafic routier.

## TRANSPORTS

### FEU VERT POUR LE TRAIN A GRANDE VITESSE

Le Journal officiel du 9 décembre a publié la convention de concession pour la ligne à grande vitesse Paris-Lyon à deux heures trente de Paris.

La deuxième section nord — de Combe-la-Ville à Saint-Florentin — pour laquelle des acquisitions de terrains sont en cours, doit être terminée à l'automne 1983. Le trajet Paris-Lyon sera alors couvert en deux heures.

Air Inter va augmenter ses tarifs

LES RÉGIONS « PAUVRES » DÉFAVORISÉES ?

Air Inter aurait voulu augmenter ses tarifs de 8 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier prochain. Il semble que le ministre des finances n'autorise pas une hausse supérieure à 5 %. Comme d'habitude, de sur et plus fort sur les lignes les moins fréquentées ?

La délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale est hostile à une telle formule, selon elle, privilège des régions prospères au détriment des régions « en voie de développement ». En revanche, le ministre des transports qui homologue les tarifs d'Air Inter, ne trouve pas de raisons majeures de s'opposer à la politique de la compagnie intérieure privée, libre de conduire comme elle l'entend son action commerciale.

Dans son plan d'action commerciale, Air Inter prévoit de transporter, l'an prochain, six millions deux cent cinquante mille passagers, soit une augmentation de 6,3 % par rapport à 1978 et d'atteindre un coefficient d'occupation moyen de ses avions de 83,8 %.

© T.W.A. : gratuité pour les enfants. — T.W.A. va offrir aux accompagnés d'un adulte le voyage gratuit sur le réseau intérieur américain. Ce tarif « kids for free » sera soumis à l'approbation du gouvernement américain et sera mis en application du 1<sup>er</sup> février au 31 mars 1979, ces deux mois constituant une période traditionnellement calme du trafic aérien.

### Stéphane, Eugène, Malik, Jean, Alexandre de Vathaire.

— Pour le deuxième anniversaire de la mort de :

M. Sylvain QUINET, sa famille demande à tous ceux qui l'ont connu et aimé une pieuse pensée.

### Messes anniversaires

— A la mémoire de l'ambassadeur A. G. LEVENTIS, député permanent de la République de Chypre, une messe de requiem sera célébrée le vendredi 15 décembre, à 18 heures, en l'église Saint-Etienne, 7 rue Georges-Biot, Paris-16<sup>e</sup>.

### Visites et conférences

MARDI 12 DECEMBRE

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES — 14 h. 30, avant l'église Saint-Germain, Mme Allia, ancienne abbaye et le marché.

12 h., 17, rue Bonaparte, Mme Chappuis : « Peinture contemporaine : Despières ».

15 h., devant l'église Saint-Pierre de Montmartre, Mme Meyrial : « Montmartre et ses peintures ».

CONFÉRENCES — 18 h. et 20 h., 13, rue Étienne-Marcel : « Le plus éprouvamment du cœur et de l'esprit » (Entrée libre).

21 h., 2, rue de Lille : « Pratiques byzantines de Bulgarie, Yougoslavie et Albanie ».

18 h. 15 : hôtel Sébastien-Montparnasse, M. les professeurs Chau-chard, Banquet, Rigby, et Sagné et psychophysiologie des états de conscience supérieurs, tels qu'indiqués par la pratique de la technique de la méditation transcendantale (Institut Meru-France).

20 h. 30, Ecole supérieure de commerce de Paris, 79, avenue de la République, amiénil Antoine Sanguinetti et M. J.J. Boucher : « L'avenir de l'armée » (Entrée libre).

21 h., 21, rue Cassette : « Les événements religieux de la Grèce antique » (Arcus).

Delmas-Bierzy : « Vingt ans de batailles théâtrales » (La Flamme/Arvée Gautier).

### Remerciements

— La famille Boumaza de Tchécoslovaquie remercie toutes les personnes qui ont partagé le deuil lors de la mort de leur fils, frère, époux et père

AH-SALAH BOUMAZA, décédé accidentellement, le 12 novembre 1978, à l'âge de trente-neuf ans.

— Mme Théophile Noat, ses enfants, En toute la famille, dans l'impossibilité de répondre individuellement à six très nombreux témoignages de sympathie, lors du décès de :

M. Théophile NOAT, print toutes les personnes qui ont partagé leur peine de trouver ici l'expression de leur reconnaissance et de leurs sentiments émus.

### Anniversaires

— Pour le onzième anniversaire du rappel à Dieu de :

M. Yves AMBLARD, avocat à la cour d'appel de Paris.

Une pieuse pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

— Pour le vingt-cinquième anniversaire de mort de :

Fernand CHAPOUTIER, une pensée pour lui est demandée à ceux de ses parents, amis, élèves qui ont gardé fidèlement son souvenir.

**Le Monde**

Service des Abonnements  
17547 PARIS - CEDEX 10  
C.C.P. Paris 4297-23

ABONNEMENTS  
3 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.  
125 F 235 F 345 F 450 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
225 F 425 F 545 F 650 F

ÉTRANGER  
(par messageries)

I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
155 F 290 F 425 F 560 F

II. — SUISSE - TURQUIE  
203 F 385 F 565 F 750 F

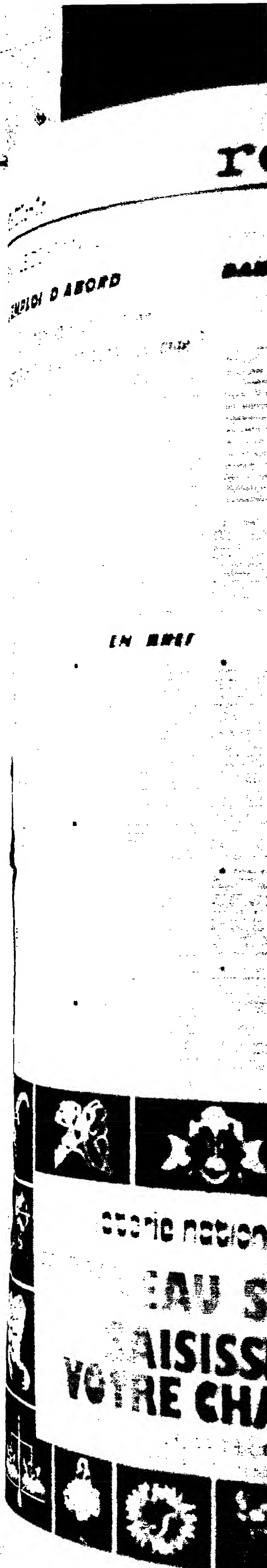
Par voie aérienne  
- Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : Les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de recopier dans les mois propres en capitales et majuscules.

SCHWÉPPES Lemon l'après-midi, « Indian Tonic » le soir.



CIRCULATION

Le Monde

régions

EN ILE-DE-FRANCE

L'EMPLOI D'ABORD

Les habitants de l'Essonne pourront-ils travailler dans l'Essonne ?

Une dizaine d'entreprises de l'Essonne envisagent de lancer plusieurs centaines de personnes au cours des semaines à venir. Quelle est la situation économique d'un département qui a connu une des plus fortes progressions démographiques de la région Ile-de-France ?

Les départements de la grande couronne sont confrontés à une double difficulté : une urbanisation rapide, surtout au début de la décennie, et un déséquilibre important entre l'habitat et l'emploi. L'exemple de l'Essonne est particulièrement représentatif de cette évolution. 420 000 actifs, 283 400 emplois, près de 200 000 migrants quotidiens, telle est, résumée en trois chiffres, la situation de l'Essonne. Mais ces statistiques méritent quelques commentaires et certaines précisions. Le nombre des emplois tertiaires atteint 154 000 soit 58 % des emplois (contre 53 % des emplois en 1968), les emplois tertiaires sont au nombre de 101 700 soit 33 % (41 % en 1968), enfin on compte 7 400 emplois tertiaires soit 2,8 % (contre 5 % en 1968).

Ainsi le nombre des emplois tertiaires a augmenté de 48 %, celui des emplois secondaires de 26 %, quant aux agriculteurs, leur nombre a baissé de 23 %. Le nombre des emplois de l'Essonne a doublé entre 1962 et 1975 ; entre 1968 et 1975, la population est passée de 573 225 personnes à 823 000 personnes, soit une augmentation de 45 %. Le déséquilibre entre l'habitat et l'emploi, fait ancien, ne s'est pas accentué au cours des dernières années. L'existence de la ville nouvelle a-t-elle joué un rôle régulateur ? La ville d'Evry a permis la création de 10 000 logements et de 13 000 emplois. Cet équilibre interne n'est donc pas suffisant pour « renverser la vapeur ».

« Il est plus facile de remplir des logements que des zones industrielles », reconnaît M. Jean Clauzel, préfet du département, qui souligne que, si 100 000 habitants de l'Essonne vont quotidiennement travailler à Paris, ils sont aussi nombreux à partir chaque matin vers les départements limitrophes. Le déséquilibre est donc moins important qu'il n'y paraît au premier abord, mais il existe, et, pour résoudre cette difficulté, l'administration départementale compte sur le dynamisme du tissu existant : Corbell, Misy, Saclay, et sur les possibilités d'emplois offertes par les petites zones industrielles en cours de création telles que celles de Milly-la-Foret et d'Arpajon.

Du côté des élus, on s'est également penché sur la question ; un comité permanent pour l'emploi, présidé par M. Robert Lakota (P.C.), président du conseil général, a été créé en 1978 et a aussitôt décidé d'ajouter une nouvelle commission

à l'assemblée départementale : celle des affaires économiques. Le département connaît la même évolution que les autres départements de la région parisienne constate M. Lakota : augmentation des emplois tertiaires au détriment du secteur secondaire. Nos grandes industries additionnelles d'imprimerie, de recherche, de papeterie sont touchées par ce phénomène. Le comité permanent, qui se veut une force de proposition, multiplie les interventions lorsque les entreprises du département sont en difficulté. Mais l'Essonne n'est pas en voie de résoudre ses difficultés de pénurie d'emploi ; de plus en plus de résidences secondaires deviennent des résidences principales.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

EN BREF

● Pour le troisième âge. La mairie de Paris vient d'éditionner deux brochures d'information destinées, l'une à « tout savoir sur les impôts locaux », la seconde à renseigner les personnes âgées. Ce Guide des Parisiens du troisième âge regroupe en cinq chapitres (notamment : ressources, logement et santé) l'ensemble des possibilités offertes aux personnes âgées pour résoudre leurs problèmes. Les deux brochures sont mises gratuitement à la disposition des Parisiens dans toutes les mairies d'arrondissement ainsi qu'au salon d'accueil de l'Hôtel de Ville.

● Le 92 et son conseil général. Soucieux d'améliorer son image de marque, le conseil général des Hauts-de-Seine a décidé de lancer une campagne d'information s'étalant sur trois mois. Trois cents affiches sont apposées sur des emplacements commerciaux avec pour slogan : « Les conseillers généraux : des élus qui travaillent pour vous, dans votre département », et trois cents autres exposent les grands thèmes de l'action du conseil général : vie quotidienne, sécurité, équipements sociaux, espaces verts. Un sondage effectué récemment sur le département avait révélé que 80 % des habitants ne savaient pas « à quel sert un conseil général ».

● Jacques Brel à Fontenay. Une rue ou un édifice public de Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne) portera le nom de Jacques Brel. La décision a été prise par le conseil municipal de cette ville, sur proposition du groupe radical de gauche.

DANS LA TRAVERSÉE DU VAL-DE-MARNE

L'A-86 prend de la vitesse

Le conseil régional d'Ile-de-France a récemment décidé d'accélérer la réalisation de la rocade A-86, qui doit ceinturer Paris à 8 kilomètres du périphérique. C'est le Val-de-Marne qui va, au cours des prochaines années, bénéficier des investissements régionaux puisque priorité a été donnée à la liaison de rocade entre les autoroutes A-1 (autoroute du Nord) et A-6 (autoroute du Sud).

Le conseil général du Val-de-Marne, présidé par M. Michel Germa (P.C.), a souhaité, lors d'un récent débat, que des dispositions soient prises pour éviter non seulement l'augmentation des nuisances routières (notamment sonores), mais pour les diminuer, à la faveur de la construction de l'A-86.

Il a demandé aussi que des

études d'impact soient jointes aux enquêtes complémentaires sur les opérations restant à réaliser sur le tracé de l'autoroute dans le département. Le débat de l'assemblée départementale avait été précédé de plusieurs rencontres avec des élus (maires, conseillers généraux et parlementaires) et les comités de défense des villes intéressées par le tracé de l'autoroute. Comment se présentent les différentes sections de l'A-86 dans le département ?

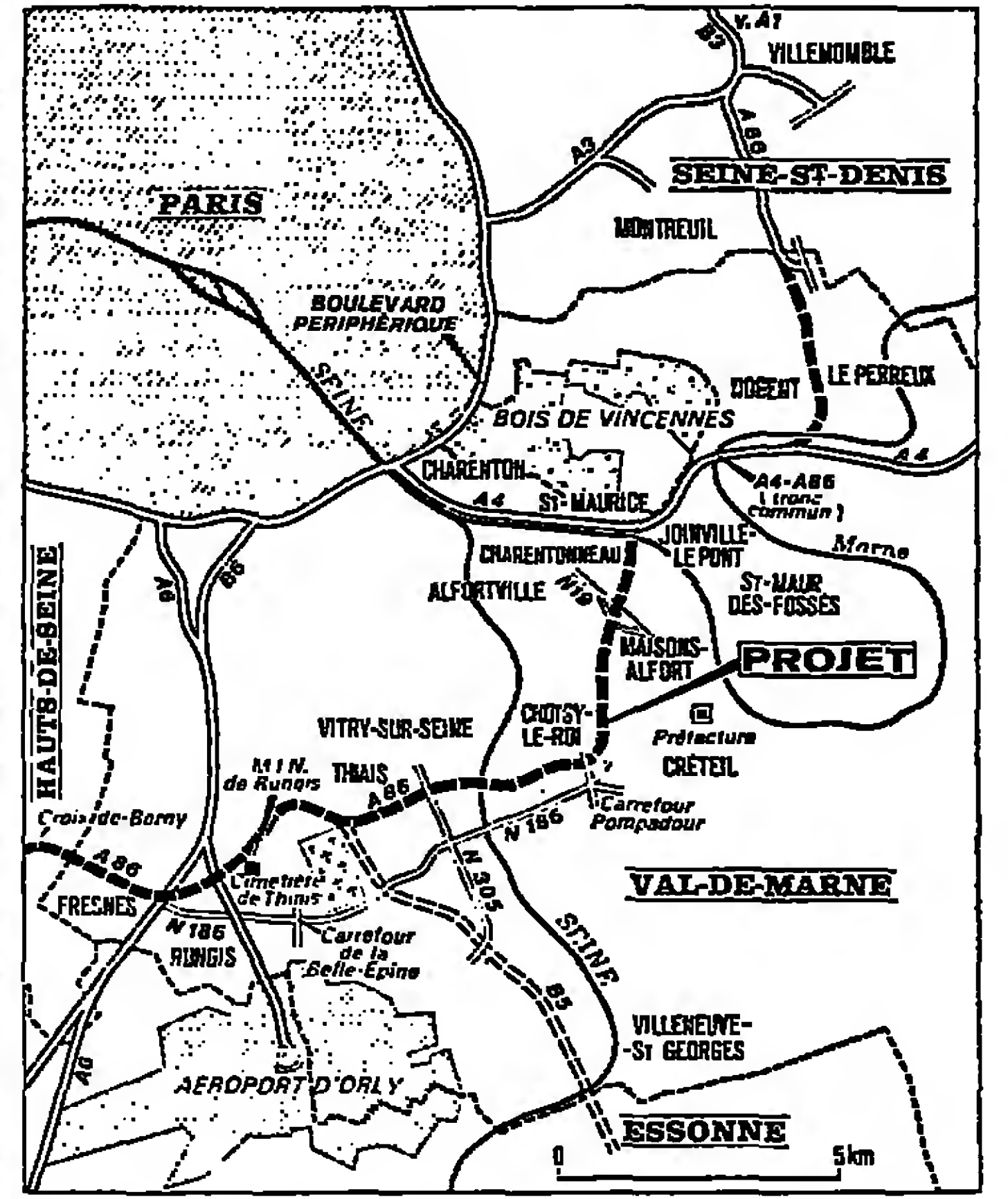
● A FRESNES, l'A-86 emprunte le tracé actuel de la N-186 dans un tissu urbain compact. Une circulation très dense encombre actuellement la nationale, obligeant les usagers à des détours. Comment se présentent les différentes sections de l'A-86 dans le département ?

● A CHEVILLY-LARUE, les élus et le comité de défense refusent que la ville soit encore plus morcelée qu'elle ne l'est. Ils demandent l'étude d'un nouveau tracé utilisant la R.N-188 et obliquant vers Thiais en passant en souterrain le cimetière. Les autoroutes, le marché d'intérêt national (MIN) de Rungis, une ligne à haute tension, ont amputé considérablement le territoire de la ville et fait éclater le tissu urbain. Ils ont déjà créé des nuisances multiples. La traversée du marché de Rungis par un trafic autoroutier dense (cinq mille véhicules - heure dans chaque sens) en surplomb des pavillons des fruits et légumes est l'objet de vives discussions avec les administrations intéressées depuis de longs mois.

● A THIAIS, le projet actuel de tracé met en péril l'activité du C.N.R.S. et la cité du Moulin-Vert. Il traverse aussi une zone pavillonnaire. Il est donc demandé que l'A-86 emprunte, à la sortie du cimetière de Thiais, l'emprise déjà existante de l'autoroute A-4 et que l'on adopte le projet initial, mais en tranches couvertes.

● A CHOISY-LE-ROI, les élus ont demandé que le viaduc traversant la Seine soit entièrement couvert et que la couverture soit prolongée sur les deux rives, et que le tracé soit déplacé d'une dizaine de mètres en aval pour atténuer encore les nuisances.

● A MAISONS-ALFORT, l'autoroute A-86 passe en souterrain avenue du Général Leclerc (R.N-19) et traverse ensuite le quartier de Charentonneau en remblai, puis franchit la Marne sur un viaduc. L'assemblée départementale demande notamment



la couverture de l'autoroute au niveau des zones résidentielles et l'acquisition des propriétés situées en zone non cadastrées pour créer des buttes de terre boisées, les écrans de protection phonique étant utilisés partout ailleurs. Les travaux devront être terminés pour la fin de 1978.

● A SAINT-MAURICE, les nuisances actuelles de l'autoroute A-4 sur laquelle circulent plus de cent mille véhicules-jour auxquelles s'ajoutent celles causées par le passage supplémentaire de vingt-trente ou quarante mille véhicules sur l'A-86 après sa jonction à Saint-Maurice avec l'A-4 à la fin de 1979, ont amené les conseillers généraux à demander la suppression des nuisances actuelles de l'autoroute A-4 à Saint-Maurice et Charenton avant que l'A-86 ne soit ouverte à la circulation.

FRANCIS GOUGE.

UN LIVRE DE JEAN DES CARS

<Haussmann, la gloire du Second Empire>

M. Jean des Cars vient de publier un excellent ouvrage sur Haussmann, « ce célèbre inconnu qui se cache derrière son œuvre » et que ses détracteurs ont accusé d'avoir taillé brutalement dans le vit en massacrant Paris.

Pourtant, comme toujours, la vérité est double et s'il est vrai que le Second Empire porte la responsabilité d'avoir bouleversé le centre de la capitale en détruisant, particulièrement dans l'île de la Cité, des églises, des édifices anciens et des maisons d'une grande qualité, il faut bien reconnaître que Napoléon III et le préfet qu'il avait appelé à administrer Paris après le 2 décembre ont imprimé leur marque à la ville où nous vivons.

Les longues avenues, plantées d'arbres, les perspectives (hélas ! bien gâchées aujourd'hui), les places comme celles du Trône, de l'Opéra ou de l'Étoile, les Halles de Baltard dont on a découvert tardivement l'intérêt sans compter les squares, les parcs, les gares et l'aménagement des quartiers suburbains rattachés à Paris en 1859, toute cette ville moderne tant vantée par les urbanistes de l'époque est l'œuvre de Georges-Eugène Haussmann.

Se via a été une des plus remplies et des plus longues qui soient puisqu'il est né à Paris sous le Premier Empire en 1809 (Eugène de Beauharnais fut son parrain) et qu'il est mort sous la « Troisième » en 1881. Après une carrière qui le mena de Poitiers, où il débuta comme secrétaire

général de la Vienne, à Ysingeaux dont il fut le sous-préfet, pour terminer préfet de la Gironde après avoir été celui du Var et de l'Yonne, le baron Haussmann administra Paris durant dix-sept ans.

D'une puissance de travail exceptionnelle, il fut tous les jours à la tâche. Il faut lire dans le livre de M. des Cars la façon dont Haussmann contrôlait tout, gérait tout et, infailliblement, il courait d'un chantier à l'autre. Sa puissance de travail n'eut d'égal que son goût des honneurs. Décorations et titres pleuvaient sur le préfet jusqu'au jour de 1870 à la veille de la guerre où il devait connaître la disgrâce.

Après la défaite, il entama une nouvelle carrière en se faisant élire député de la Corse puis en écrivant des poèmes. Mais il finit ses jours complètement oublié dans son château de Cestas, près de Bordeaux, ancienne châteline transformée par Baltard.

Il faut savoir gré à M. Jean des Cars d'avoir expliqué et éclairé remarquablement la personnalité assez peu connue de celui qui, malgré des fautes de goût et une main un peu lourde, nous a légué un Paris où la verdure d'arbres, de jardins et de parcs qu'il créa nous sauve un peu de l'asphyxie qui nous guette chaque jour davantage.

ANDRÉE JACOB.

\* Jean des Cars, Haussmann, la gloire du Second Empire, Paris, éditeur, 337 pages, 60 francs.

Advertisement for the National Lottery (loterie nationale) featuring zodiac signs and the text 'NOUVEAU ZODIAC', 'loterie nationale', 'NOUVEAU SIMPLE', 'SAISISSEZ VOTRE CHANCE', 'TIRAGE LE 13 DECEMBRE', 'DEMANDER LA NOTICE DANS LES POINTS DE VENTE'.

مكتبة الأصل

صكزامن الأصل

Le Monde

économie

La crise de la sidérurgie

- Plus de douze mille emplois supprimés dans le groupe Usinor-Châtillon
L'aciérie de Neuves-Maisons sera achevée au détriment de celle de Longwy

Après les 8 500 suppressions d'emplois annoncées le samedi 9 décembre par le groupe sidérurgique lorrain Sacilor, c'est l'autre géant de l'acier Usinor-Châtillon qui va communiquer lundi et mardi à ses comités d'entreprises un plan complet de restructuration entraînant plus de 12 000 suppressions d'emplois.

Après les 8 500 suppressions d'emplois annoncées le samedi 9 décembre par le groupe sidérurgique lorrain Sacilor, c'est l'autre géant de l'acier Usinor-Châtillon qui va communiquer lundi et mardi à ses comités d'entreprises un plan complet de restructuration entraînant plus de 12 000 suppressions d'emplois.

SOCIAL

MM. MITTERRAND ET ROCARD ONT PRIS LA TÊTE D'UNE MANIFESTATION CONTRE LE CHOMAGE, A RENNES

A l'appel des fédérations de Bretagne du parti socialiste, six à sept mille personnes ont répondu à leur tête M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, et deux secrétaires régionaux, Mme Edith Cresson et M. Michel Rocard.

Le déficit de la Sécurité sociale est dû à un système devenu aberrant

Trente ans après sa création, le système français de sécurité sociale est devenu profondément inadapté à une société qui s'est transformée, déclare le C.N.P.F. à la veille des élections qui doivent prendre le gouvernement pour financer cette institution.

ELECTIONS PROFESSIONNELLES IMPORTANT RECUL DE LA C.G.T. A LA R.A.T.P.

Aux élections du comité d'entreprise de la R.A.T.P., la C.G.T. recule, en perdant plus de 5 points par rapport au précédent scrutin de 1976. Depuis dix ans, indique F.O., l'influence de la C.G.T. s'est réduite de 18 points.

AFFAIRES

DANS LE RHONE Cent cinquante patrons en colère

Lyons. — Verra-t-on les patrons des industries métallurgiques du Rhône (1) défilier dans la rue et scander sous les fenêtres de la permanence lyonnaise de M. Raymond Barré des slogans dans le style « La société libérale c'est bien et ça fait mal ! » ?

De notre correspondant
brication de fin étiré et de produits longs estromacés.
Isère (3 050 personnes). Cette usine produisant de la tôle inox pourrait être touchée également par l'arrêt de son aciérie, en raison de la crise des autres aciéries.

De notre correspondant
leville) connaît une nouvelle organisation dès le 1er janvier 1979 dans la perspective de son absorption par le groupe Usinor-Châtillon. D'autre part la société mettra en œuvre cette même année un programme de restructuration qui pourrait entraîner des réductions non encore chiffrées.

Le MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

Table with columns: COURSE DU JOUR, UN MOIS, DEUX MOIS, SIX MOIS. Rows include \$ E.-U., Yen (100), DM, Florin, F.S. (100F), F.S. (1000F), L. (1000), S.

TAUX DES EURO-MONNAIES

Table with columns: DM, S.E.U., Yen, F.S., L., S. Rows include 3/3, 3/4, 3/6, 4/4, 5/4, 6/4, 7/4, 8/4, 9/4, 10/4, 11/4, 12/4, 1/5, 2/5, 3/5, 4/5, 5/5, 6/5, 7/5, 8/5, 9/5, 10/5, 11/5, 12/5, 1/6, 2/6, 3/6, 4/6, 5/6, 6/6, 7/6, 8/6, 9/6, 10/6, 11/6, 12/6, 1/7, 2/7, 3/7, 4/7, 5/7, 6/7, 7/7, 8/7, 9/7, 10/7, 11/7, 12/7, 1/8, 2/8, 3/8, 4/8, 5/8, 6/8, 7/8, 8/8, 9/8, 10/8, 11/8, 12/8, 1/9, 2/9, 3/9, 4/9, 5/9, 6/9, 7/9, 8/9, 9/9, 10/9, 11/9, 12/9, 1/10, 2/10, 3/10, 4/10, 5/10, 6/10, 7/10, 8/10, 9/10, 10/10, 11/10, 12/10, 1/11, 2/11, 3/11, 4/11, 5/11, 6/11, 7/11, 8/11, 9/11, 10/11, 11/11, 12/11, 1/12, 2/12, 3/12, 4/12, 5/12, 6/12, 7/12, 8/12, 9/12, 10/12, 11/12, 12/12, 1/13, 2/13, 3/13, 4/13, 5/13, 6/13, 7/13, 8/13, 9/13, 10/13, 11/13, 12/13, 1/14, 2/14, 3/14, 4/14, 5/14, 6/14, 7/14, 8/14, 9/14, 10/14, 11/14, 12/14, 1/15, 2/15, 3/15, 4/15, 5/15, 6/15, 7/15, 8/15, 9/15, 10/15, 11/15, 12/15, 1/16, 2/16, 3/16, 4/16, 5/16, 6/16, 7/16, 8/16, 9/16, 10/16, 11/16, 12/16, 1/17, 2/17, 3/17, 4/17, 5/17, 6/17, 7/17, 8/17, 9/17, 10/17, 11/17, 12/17, 1/18, 2/18, 3/18, 4/18, 5/18, 6/18, 7/18, 8/18, 9/18, 10/18, 11/18, 12/18, 1/19, 2/19, 3/19, 4/19, 5/19, 6/19, 7/19, 8/19, 9/19, 10/19, 11/19, 12/19, 1/20, 2/20, 3/20, 4/20, 5/20, 6/20, 7/20, 8/20, 9/20, 10/20, 11/20, 12/20, 1/21, 2/21, 3/21, 4/21, 5/21, 6/21, 7/21, 8/21, 9/21, 10/21, 11/21, 12/21, 1/22, 2/22, 3/22, 4/22, 5/22, 6/22, 7/22, 8/22, 9/22, 10/22, 11/22, 12/22, 1/23, 2/23, 3/23, 4/23, 5/23, 6/23, 7/23, 8/23, 9/23, 10/23, 11/23, 12/23, 1/24, 2/24, 3/24, 4/24, 5/24, 6/24, 7/24, 8/24, 9/24, 10/24, 11/24, 12/24, 1/25, 2/25, 3/25, 4/25, 5/25, 6/25, 7/25, 8/25, 9/25, 10/25, 11/25, 12/25, 1/26, 2/26, 3/26, 4/26, 5/26, 6/26, 7/26, 8/26, 9/26, 10/26, 11/26, 12/26, 1/27, 2/27, 3/27, 4/27, 5/27, 6/27, 7/27, 8/27, 9/27, 10/27, 11/27, 12/27, 1/28, 2/28, 3/28, 4/28, 5/28, 6/28, 7/28, 8/28, 9/28, 10/28, 11/28, 12/28, 1/29, 2/29, 3/29, 4/29, 5/29, 6/29, 7/29, 8/29, 9/29, 10/29, 11/29, 12/29, 1/30, 2/30, 3/30, 4/30, 5/30, 6/30, 7/30, 8/30, 9/30, 10/30, 11/30, 12/30, 1/31, 2/31, 3/31, 4/31, 5/31, 6/31, 7/31, 8/31, 9/31, 10/31, 11/31, 12/31.

Les responsables socio-économiques du Nord-Pas-de-Calais : le déclin n'est pas certain

Lille. — Que faire pour faire face aux rudes secousses conjoncturelles que subit actuellement la région Nord-Pas-de-Calais ? Pour tenter de répondre à cette question, le comité économique et social (CES) a siégé, pour la première fois en séance extraordinaire, toute la journée du vendredi 8 décembre à Lille. On s'attendait à ce que le climat soit morose. Non seulement on a annoncé récemment des licenciements importants, mais on attendait encore avec inquiétude les décisions définitives d'Usinor, qui, dit-on, toucheraient trois mille emplois supplémentaires dans la région.

Les responsables socio-économiques du Nord-Pas-de-Calais : le déclin n'est pas certain

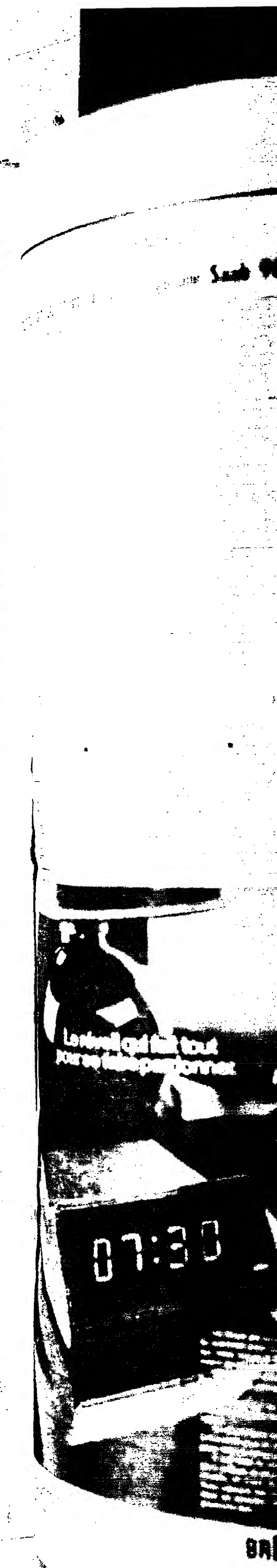
Les olivages traditionnels sont apparus. Les représentants du patronat ont pleidé contre les « effets pervers » des contraintes des procédures qui paralysent les entreprises et ont affirmé la nécessité d'un changement de comportement pour traiter autrement, par exemple, les licenciements collectifs et favoriser l'innovation sociale. Les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et FEN dans une déclaration commune ont dit leur désaccord sur des solutions qui visent à accroître le pouvoir et la liberté des chefs d'entreprise et à remettre en cause les droits des salariés.

term industries

Advertisement for term industries, located at route du puy F.42220 bourg argental france, tel. 77.25.33.76, telex 900.100. term industries informe sa clientèle du regroupement de ses activités industrielles à Bourg-Argental.

term industries

Advertisement for term industries, located at route du puy F.42220 bourg argental france, tel. 77.25.33.76, telex 900.100. term industries informe sa clientèle du regroupement de ses activités industrielles à Bourg-Argental.



Le déficit de la Sécurité sociale... un système devenu obsole...

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES... A LA RATP

AFFAIRES

DANS LE MONDE... C'est dimanche patrons et...

Texte principal de la page d'affaires, commençant par 'Ainsi, Elf-Aquitaine devient une entreprise...'.

Réorganisation du groupe d'Etat Elf-Aquitaine

M. de T'Serclaes devient directeur général... M. de T'Serclaes sera, à compter du 1er janvier 1979, directeur général du groupe Elf-Aquitaine.

Saab 900 turbo : exceptionnelle... malgré la sécurité

L'élan suédois est un carvédé remarquable par sa propension à rencontrer brutalement les automobiles. Ce mammifère, le plus gros d'Europe (près de 3 mètres de long et 2 mètres de haut à l'épaule), a coûté, l'an dernier, près de 300 millions de francs en provoquant plus de trois mille cinq cents accidents — un sur dix en Suède — matériels et surtout corporels. C'est pourquoi la Saab 900 Turbo (1) est taillée pour résister à son intrusion dans l'habitacle. Elle se défend également « tous azimuts » : l'air admis à l'intérieur est filtré, purifié de tous ces obstacles invisibles qui peuvent vous gêner un voyage, les pollens, les poussières, toutes les particules et les bactéries dont la taille dépasse les 5 microns. La Saab 900 Turbo est une automobile pour les allergies. Mais elle ne protège pas encore contre le grippe.

AUTOMOBILE

DES 305 ET DES 504 PEUGEOT SERONT CONSTRUITES EN YOUGO-SLAVIE

La société Peugeot a signé un accord avec la Yougoslavie pour la production de véhicules et la fabrication de pièces et de sous-ensembles automobiles dans ce pays. Une usine sera construite à cet effet par la société yougoslave Fabrika Automotivna Pristina dans la région de Kosovo. La production de véhicules, qui débutera dans le courant de 1981, devrait atteindre cinquante mille unités par an et concerner deux types de véhicules : la berline 305 (avec moteur 1,5 litre) et la berline 504 (avec moteur 2 litres).

COURSES Paris-Banlieue

Courses rapides et liaisons régulières PRESTO 17, rue Crussol (11<sup>e</sup>) 357-05-50

ÉTRANGER

PORTUGAL Les prix portugais de la consommation ont augmenté de 25,5 % entre octobre 1977 et octobre 1978. Ce sont les prix de l'alimentation et des boissons qui ont subi la plus forte augmentation (28,8 %).

QUIMIGAL - QUIMICA DE PORTUGAL, E.P. PROJECTO AZOTADOS - AMMONIA PLANT INVITATION FOR REGISTRATION OF VENDORS

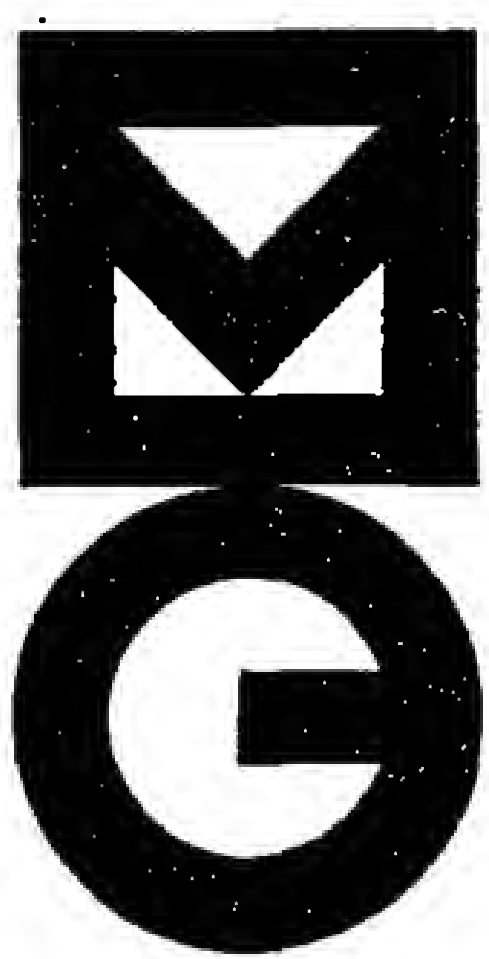
- 1.0 - QUIMIGAL - QUIMICA DE PORTUGAL, E.P., a recently established state owned chemical and fertilizer company... 2.0 - QUIMIGAL has applied for a loan from the International Bank for Reconstruction and Development (I.B.R.D.)... 3.0 - Interested Vendors should submit in English a list of categories of items...

Advertisement for Braun alarm clock. Image of a digital alarm clock showing 07:30. Text: 'Le réveil qui fait tout pour se faire pardonner.' 'Un réveil qui vous tire doucement du sommeil avec un signal agréabla et qui vous laisse 3 minutes de répit avant de vous sortir du lit.'

Handwritten text in Arabic script: 'مركزنا في الدمام'

صكنا من الأهل

**AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS**



**MERLIN GERIN**

Société anonyme au capital de F 86.225.700  
Siège social : rue Henri Tarze, 38000 Grenoble

Le plus important constructeur français d'appareillage et d'équipements pour le transport et la distribution d'énergie électrique.

**AUGMENTATION DE CAPITAL**  
1 action nouvelle pour 4 actions anciennes

Prix d'émission : F 240

Jouissance : 1<sup>er</sup> janvier 1978

Régime fiscal : Exonération fiscale dans les conditions et limites prévues par la Loi du 13 juillet 1978

Souscription : du 4 décembre 1978 au 3 janvier 1979

Voir C.O.B. N° 78-142, en date du 14 novembre 1978. BALO du 27 novembre 1978.



Aux tout 1<sup>er</sup> rangs de l'Industrie Mondiale du cosmétique, présent dans plus de 100 pays.

- 50 usines
- 140 filiales
- 1000 produits
- 20000 collaborateurs
- 5,5 milliards de chiffre d'affaires en 1978

**Prévisions 78**

- Un chiffre d'affaires en augmentation de + 16% ;
- Un bénéfice en progression plus rapide, supérieur à 200 millions de francs ;
- Un dividende proposé en forte augmentation : 15 F contre 10,65 F en 1977.

**Perspectives**  
Une croissance moyenne de l'ordre de 15% par an.

**L'ORÉAL**

Augmentation de capital

1 action nouvelle pour 4 actions anciennes

Prix d'émission : 500 F ;

Jouissance : 1<sup>er</sup> janvier 1978 ;

Avantages fiscaux de la loi Monary pour 1978 et pour 1979 ;

Souscription : du 4 décembre 1978 au 5 janvier 1979

Balo du 27 novembre 1978. La note d'information (Vier COB n° 78-149 du 23 novembre 1978) est disponible auprès de la Société, 41 rue Marthe - 92117 Cligny Cedex et des Bâtiements chargés de recevoir les souscriptions.

**LES PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT DE LA BANQUE DE L'INDOCHINE ET DE SUEZ**

- Des solutions originales et variées
- Une gestion de patrimoine personnalisée

Le montant global des programmes souscrits auprès de la Banque de l'Indochine et de Suez, au titre des seules valeurs mobilières, par les particuliers désireux de bénéficier de la gestion de cette banque d'affaires du groupe Suez, s'élevait, au 30 septembre 1978, à 1 milliard 883 millions de francs.

Les avoirs de chaque titulaire sont répartis, après une analyse de patrimoine personnalisée, entre les secteurs suivants :

**Investissements en valeurs garanties par l'Etat**  
Conçus pour permettre une croissance régulière grâce à un revenu garanti important (valorisations globales : + 18,20 % en 1975, + 7,48 % en 1976, + 18,02 % en 1977, comprenant les dividendes bruts dans les trois cas).

**Investissements internationaux à caractère immobilier**  
Bénéficiant des avantages d'un « placement pierre » en vue d'obtenir une croissance progressive grâce à des plus-values exonérées d'impôt et des revenus équilibrés (valorisations globales : + 18 % en 1975, + 7,81 % en 1976, + 10,03 % en 1977, comprenant les dividendes bruts dans les trois cas).

**Investissements industriels français**  
Dans des entreprises de moyenne importance choisies pour leurs fortes perspectives de plus-values (valorisations globales : + 18,87 % en 1975, + 1,62 % en 1976, + 11,28 % en 1977, comprenant les dividendes bruts dans les trois cas).

**Investissements industriels internationaux**  
Après sur la recherche de plus-values importantes à long terme par la gestion diversifiée de grandes valeurs internationales sans exposer l'éventualité de fluctuations sensibles à court terme (valorisations globales : + 30,19 % en 1975, + 16,37 % en 1976, + 7,1 % en 1977, comprenant les dividendes bruts dans les trois cas).

**Investissements industriels américains**  
Axés principalement sur la recherche à long terme de la croissance en capital grâce à une sélection de grands titres américains (valorisation globale : + 8,84 % depuis sa création en mars 1977 jusqu'au 31 décembre 1977).

Eventuellement assortis de garanties d'assurance, de déductibilité et d'exonération fiscale, ces programmes permettent désormais d'offrir des solutions « sur mesure » adaptées à tous les profils d'investisseurs et de placement.

Des informations détaillées peuvent être obtenues sur ces programmes, ainsi que sur toute autre forme de placement, sur rendez-vous ou par correspondance, auprès du Groupe Diffusion mobilière, programme d'investissement de la Banque de l'Indochine et de Suez, à Paris (9<sup>e</sup>), 8, rue de Tilsitt, tél. : 824-60-54, ou dans l'une de ses délégations régionales.

**DOCKS DE FRANCE**

Le chiffre d'affaires consolidé des onze premiers mois de l'année s'élève à 3 765 millions de francs, en progression de 15,2 % sur la même période de l'exercice précédent.

Ce résultat permet de confirmer que le chiffre d'affaires consolidé de l'année dépassera la prévision qui avait été donnée pour 4 200 millions de francs.

Les résultats d'exploitation connus à ce jour permettant également de

penser que le bénéfice net consolidé, hors plus-values à long terme, marquera une progression d'au moins 25 % sur celui de l'année précédente. Ceci permettrait une augmentation du dividende par action du même ordre, appliquée à la totalité des actions, y compris celles créées à la suite de l'offre publique d'échange faite sur les actions des filiales sociétés des super-marchés Doc et société Doc France.

**PHILIP MORRIS**

Mme Deborah L. Davis vient d'être nommée responsable des relations publiques et des services éditoriaux du département « affaires institutionnelles » de Philip Morris Europe, Moyen-Orient et Afrique.

**PHILIPS**

La société déclare un dividende intermédiaire de 6 % au titre de l'année 1978 (imposé par rapport à l'année précédente).

**OFFICIERS MINISTÉRIELS et ventes par adjudication**

VENTE a/saisie immob. au Pal. Just. à Paris, le jeudi 4 janv. 1979, 14 h.  
En un lot : UN APPARTEMENT sis à PARIS (15<sup>e</sup>)  
Au 2<sup>e</sup> étage de la TOUR MARS, 35 A, quai de Grenelle comprenant 3 pièces avec une cave au premier sous-sol.  
MISE A PRIX : 180.000 FRANCS  
S'adr. à M<sup>rs</sup> RIBAUDOU-DUMAS, avoc. à Paris (18<sup>e</sup>), 17, av. de Gambetta, et à l'avoc. postal, pr. les Trib. de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

**ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS**

**FORMATION PERMANENTE Marketing**

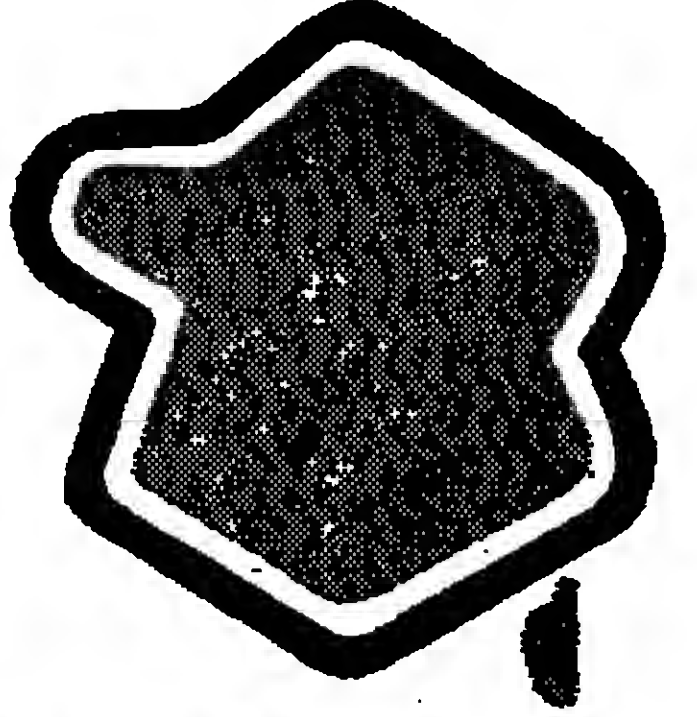
- INTRODUCTION AU MARKETING (Produits de grande consommation)
- MARKETING DES PRODUITS INDUSTRIELS
- ETUDES DE MARCHE
- GESTION DES PRODUITS
- ANIMATION DES VENTES
- DISTRIBUTION DES BIENS ET DES SERVICES
- PUBLICITE ET ACTIONS PROMOTIONNELLES
- MARKETING ET MANAGEMENT
- PSYCHOLOGIE ET TECHNIQUES DE NEGOCIATION COMMERCIALE
- METHODES QUANTITATIVES APPLIQUEES AU MARKETING
- CYCLE DE FORMATION AU MARKETING : Chaque lundi à partir du 8 Janvier 1979.

Chaque de ces formations représente un module de 35 heures (5 jours) : à chaque module correspond une unité de valeur ou « crédits ». En capitalisant 5 de ces crédits, il est possible d'obtenir un certificat d'études spécialisées. Pour toutes précisions complémentaires, appelez le service Formation Permanente de l'E.S.C.P. : 355.39.08 ou découpez le bulletin ci-dessous.

M., Mme, Mlle .....  
Fonction .....  
Entreprise .....  
Adresse .....  
Tél. ( ) .....

désire recevoir le catalogue des stages organisés par l'E.S.C.P.  
ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS  
79, avenue de la République 75011 Paris

Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris  
Centre Parisien de Management



**Emprunt d'Etat**

**8,80%**

TAUX ACTUARIEL BRUT

DUREE 8 ANS

EMISSION LE 12 DECEMBRE 1978

LES MARCHÉS FINA

12 DECEMBRE

MAN



OFFICIERS MINISTÉRIELS et ventes par adjudication

Le Bulletin d'annonces légales obligatoires, daté du 11 décembre, publie notamment les insertions suivantes :

Lechère S.A. - Augmentation de capital de 51.700.000 F à 84.620.000 F par l'émission de 120.000 actions de 100 F nominales à souscrire en espèces au prix de 250 F, à raison de une part pour quatre, le 18 décembre au 15 janvier 1979.

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS

FORMATION PERMANENTE Marketing - INTRODUCTION AU MARKETING - MATHÉMATIQUES - ÉTUDES FINANCIÈRES - GESTION DES ENTREPRISES - MÉTHODES DE RECHERCHE - PSYCHOLOGIE - AU MARCHÉ - CYCLE DE LA VENTE

DRONTS DE SOUSCRIPTION - Valeurs (Actions et parts) - Act. de 100 F - Act. de 50 F - Act. de 25 F - Act. de 10 F

COURS DU DOLLAR A TOKYO - 1 dollar (en yen) - 183 65 - 187 85

BOURSE DE PARIS - 8 DÉCEMBRE - COMPTANT - Valeurs, Cours précéd., Dernier cours, Cours précéd., Dernier cours

BOURSE DE PARIS - 8 DÉCEMBRE - COMPTANT - Valeurs, Cours précéd., Dernier cours, Cours précéd., Dernier cours

BOURSE DE PARIS - 8 DÉCEMBRE - COMPTANT - Valeurs, Cours précéd., Dernier cours, Cours précéd., Dernier cours

BOURSE DE PARIS - 8 DÉCEMBRE - COMPTANT - Valeurs, Cours précéd., Dernier cours, Cours précéd., Dernier cours

BOURSE DE PARIS - 8 DÉCEMBRE - COMPTANT - Valeurs, Cours précéd., Dernier cours, Cours précéd., Dernier cours

LES MARCHÉS FINANCIERS

B. A. L. O. LONDRES LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

Le marché est soutenu en début de semaine, et l'indice des industriels progresse de 0,4 point à 483,1. Aux pétroles, B.P. cède 10 points. Stabilité des fonds d'Etat, mais renforcement des titres d'Etat. La cotation de General Mining a été suspendue dans l'attente d'un communiqué.

Table with columns: Valeurs, Clôture, Cours. Lists various stock prices and indices.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

U.P.F. - Le bénéfice net devrait progresser d'un peu plus de 2,5 % en 1978 (35,5 millions de francs en 1977) et permettre la distribution d'un dividende en sensible augmentation (11 F en 1977).

DOCSIS DE FRANCE - Le bénéfice net continuera à progresser d'un peu plus de 2,5 % en 1978 par rapport à l'exercice précédent (24,6 millions de francs en 1977).

PONT-A-MOUSSON - Le chiffre d'affaires hors taxes de la société pour les neuf premiers mois de 1978 s'élève à 2,2 milliards de francs contre 1,82 milliard un an plus tôt.

INDICES QUOTIDIENS (INDEXE Base 100 : 30 déc. 1977) - Valeurs françaises - 156 155,5 - Valeurs étrangères - 108,5 99,8

BOURSE DE PARIS - 8 DÉCEMBRE - COMPTANT - Valeurs, Cours précéd., Dernier cours, Cours précéd., Dernier cours

BOURSE DE PARIS - 8 DÉCEMBRE - COMPTANT - Valeurs, Cours précéd., Dernier cours, Cours précéd., Dernier cours

BOURSE DE PARIS - 8 DÉCEMBRE - COMPTANT - Valeurs, Cours précéd., Dernier cours, Cours précéd., Dernier cours

BOURSE DE PARIS - 8 DÉCEMBRE - COMPTANT - Valeurs, Cours précéd., Dernier cours, Cours précéd., Dernier cours

BOURSE DE PARIS - 8 DÉCEMBRE - COMPTANT - Valeurs, Cours précéd., Dernier cours, Cours précéd., Dernier cours

BOURSE DE PARIS - 8 DÉCEMBRE - COMPTANT - Valeurs, Cours précéd., Dernier cours, Cours précéd., Dernier cours

VALEURS Cours précéd. Dernier cours

Large table of stock market data with multiple columns for different categories of securities and their prices.

MARCHÉ A TERME

Table of forward market data, including interest rates and exchange rates for various currencies.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various currencies, including the US Dollar, British Pound, and others.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices, including gold bars and various gold-related securities.

Handwritten text in Arabic script: صكنا من الأصل

صكنا من الأهل

# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. BRÈS — Sécurité sociale.
- 3. ÉTRANGER — La crise en Iran.
- 4. AMÉRIQUES
- 5. AFRIQUE
- 6. EUROPE — ITALIE : le lighe Berlinguer inspire le prochain congrès de P.C.I.
- 8. ASIE — CHINE : le marchand Peng Te-huai est réhabilité.
- 7. DIPLOMATIE
- 8-9. LE DÉBAT EUROPÉEN
- 10-11. POLITIQUE — L'élection municipale de Nice.
- 12. SPORTS
- 13 à 16. FÊTES ET CADEAUX
- 17. SOCIÉTÉ — POINT DE VUE : « Instituteurs, professeurs, même combat ! », par Gérard Alphonse.
- 18. SCIENCES — La mission américaine Pioneer-Venus est un plein succès.
- 19. BROUITS DE L'HOMME
- 20. JEUNESSE JUSTICE

**LE MONDE DE L'ÉCONOMIE**  
Pages 21 à 24

- Les mots et l'enrichissement de la nation.
- Déjà le redéploiement industriel en Asie du Sud-Est.
- La natalité reste à un niveau très bas dans tous les pays occidentaux.
- En France, une maison individuelle sur six a été construite depuis 1968.
- Aux États-Unis, investissements massifs des étrangers dans l'immobilier.
- Les notes de lecture d'Alfred Sauvy.

- 25 à 27. CULTURE
- 36. ÉQUIPEMENT
- 37. RÉGIONS
- 38-39. ÉCONOMIE

**LIRE ÉGALEMENT**  
RADIO-TELEVISION (28)  
Annonces classées (28 à 35) ; Aujourd'hui (20) ; Carrefours (36) ; « Journal officiel » (30) ; Médiologie (20) ; Mots croisés (30) ; Bourso (41).

**NOUVEAUX TISSUS "COUTURE"**  
**AUTOMNE-HIVER**  
Echantillons imprimés exclusives. Tweeds et chevrottes d'Irlande. Draps, réversibles, poils de chameau, cachemires, linceux, lainages pour manteaux. Moultres anglaises, écossaises. Jerseys, ajourés, style "bricot". Carrés, parements et basas. Imprimés d'hiver depuis 15,90 F. Laines d'Autriche, cabans. Soieries, lamés, crêpes, dentelles.

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

**BONNES FÊTES avec la garantie d'un maître tailleur**  
**COSTUMES MESURE**  
à partir de 798 F dans un choix de 3.000 droperies  
**20 % SUR PARDESSUS CACHEMIRE ou POILS DE CHAMEAU**  
**20 % SUR IMPERS**  
Chemises - Echarpes - Pulls  
Prix spéciaux sur les rayons Prêt-à-porter Homme Boutique Femme

**LEGRAND Tailleur**  
27, rue de Valenciennes, Paris (opéra)  
Tél. : 742-70-41

A B C D E F G

## LE VOYAGE DU PREMIER MINISTRE EN CORSE

### < Vous devez avoir confiance dans la solidarité nationale > déclare M. Raymond Barre

D'importantes mesures de sécurité ont été prises en Corse à l'occasion de la venue de M. Raymond Barre, qui a commencé, le lundi matin 11 décembre, sa visite officielle de quarante-huit heures dans les deux départements où il doit examiner comment sont appliquées les décisions gouvernementales annoncées en juin dernier par M. Valéry Giscard d'Estaing (« le Monde » daté 10-11 décembre).

Une nouvelle série d'attentats suscite une grande inquiétude dans l'île, où les autorités craignent que l'explosion dont a été victime, le vendredi 8 décembre à Véro, le commandant de la sécurité civile, M. Pierre Bertolini, direc-

teur départemental des services d'incendie de Corse-du-Sud, n'annonce une nouvelle étape dans l'escalade de la violence.

Dans la nuit de samedi à dimanche, les explosions de deux charges de plastique ont endommagé, à Propriano, deux résidences secondaires appartenant à une industrie alsacienne, l'autre à un industriel parisien. Les forces de police locales ont reçu le renfort de cinq escadrons de gendarmes mobiles (1).

Le lundi 11 décembre, en début de matinée, un mot d'ordre de grève générale lancé au Corse-du-Sud par les organisations syndicales paraissait assez suivi dans le secteur public.

### De notre envoyé spécial

la sympathie du gouvernement » ainsi que « sa sympathie personnelle ».

« Je tiens à condamner solennellement cet acte odieux qui a malheureusement conduit à des extrémités dont souffre aujourd'hui gravement le commandant Bertolini », a ajouté M. Barre.

Toutes les instructions ont été données aux autorités préfectorales et aux services de police pour que les auteurs de cet attentat puissent être découverts et défrés à la justice. Je souhaite de tout mon cœur que sur cette terre corse, qui est une terre de fraternité, les souffrances du commandant Bertolini puissent inciter tous les Corses à vivre dans la paix et le respect mutuel.

Quelques instants auparavant, le chef du gouvernement avait été accueilli devant la préfecture par une cinquantaine de sympathisants venus lui souhaiter la bienvenue en Corse, où il se rend pour la première fois, en compagnie de son épouse, M. Raymond Barre a échangé quelques mots avec plusieurs d'entre eux.

Le lundi matin 11 décembre, M. Raymond Barre s'est rendu d'abord à Bonifacio, où le maire, M. Xavier Serafino (majorité présidentielle), l'a reçu sur la Loggia, place où naguère se réunissaient les anciens notables pour discuter des affaires publiques. « Nous croyons que donner en Corse aux élus du peuple davantage de responsabilité et de moyens, rétablir leur prestige et leur autorité, est le meilleur moyen de lutter efficacement

## LA SAISON TOURISTIQUE : + 15 % PAR RAPPORT À 1977

Une saison excellente : la Corse aura accueilli, du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre dernier, 1.239.188 touristes au lieu de 1.071.792 pendant la même période de 1977, soit une augmentation de 15 % d'une année sur l'autre. Les insulaires ont reçu plus de la moitié de ces visiteurs pendant les mois de juillet et d'août, mais on constate une notable progression du taux de fréquentation touristique au mois d'avril (+ 37 %) et au mois de septembre (+ 27 %).

Près des deux tiers des touristes — 65 % — sont arrivés en Corse par mer et 35 % par air. On constate un taux de croissance exceptionnelle de la « plaisance » : + 20 %. L'augmentation du nombre des voitures transportées souligne le caractère itinérant du tourisme. Plus de 80 % des touristes sont Français. Viennent ensuite les Allemands, et les ressortissants des pays du Benelux.

**-20%**  
sur tous les  
**PARDESSUS HOMME**  
du 5 au 16 décembre  
**NICOLL**  
la tradition anglaise du vêtement à Paris, 29 rue Tronchet, depuis 1820.

**LA BRADERIE DE PARIS**  
salon des soldes

Machine à coudre à 995 F au lieu de 1535  
Liquette à 75 F au lieu de 149  
Bottes femme à 199 F au lieu de 350  
Costume à 3 pièces à 349 F au lieu de 595  
Magnétophone à 158 F au lieu de 260  
Et encore des chemises, des plumes chinées, de l'argenterie.

**DU 8 AU 17 DÉCEMBRE**

**DE 11 A 22 H**

**PORTE DE VERSAILLES**

**ALAIN TOLLAT.**  
(1) Selon les responsables du maintien de l'ordre, environ quatre cents attentats ont été déjoués en Corse depuis le 1<sup>er</sup> janvier dernier, au lieu de 300 pendant la même période de l'année précédente ; 189 attentats relèveraient des délits de « droit commun ».

**Chaque jour pour toujours**

Un stylo Cross est un cadeau pour la vie. Dans une génération, il sera toujours aussi apprécié pour sa parfaite distribution, il fonctionnera toujours avec la même précision, celle d'un chronomètre, tout simplement. Vous trouverez les stylos Cross garantis pour la vie, chez les spécialistes du stylo, en double ou en argent ou en or massif, en chromé. Leur signe mondial de reconnaissance : la tête noire du capuchon.

**CROSS**  
DEPUIS 1848  
AT. CROSS France  
11, rue Laugier 75017 Paris

## EN ANGOLA

### Le pouvoir du président Neto est renforcé par la destitution du premier ministre

Le président Agostinho Neto, chef de l'Etat angolais a fourni dimanche 10 décembre certaines précisions sur les raisons qui ont incité le comité central du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (M.P.L.A.) à exiger la destitution du premier ministre, M. Lopo do Nascimento, ainsi que la démission de M. Carlos Rocha (dit Didiwois), deuxième vice-premier ministre et ministre du plan (le Monde du 10-11 décembre).

Prenant la parole à Luanda devant plusieurs dizaines de milliers de personnes rassemblées à l'occasion du vingt-deuxième anniversaire de la création du M.P.L.A., M. Neto a déclaré que le parti venait de condamner ceux qui « cherchent à créer la division » en son sein. Il a indiqué que la suppression prochaine des charges de premier ministre et de vice-premier ministre lui permettrait désormais « de rester en contact avec les ministres sans intermédiaires ».

En supprimant les postes en cause, le comité central du M.P.L.A. met fin, en réalité, à la dualité des pouvoirs qui existait jusqu'ici à la tête de l'Etat angolais. Ces décisions devaient, de fait, renforcer la position personnelle du président Neto.

Abordant les questions économiques, celui-ci a ajouté dimanche que le développement des petites entreprises privées serait désormais toléré, à condition qu'il n'a, en revanche, condamné l'éven-

tuelle apparition d'une « élite de travailleurs vivants en parasites ». Ce dernier thème avait déjà été abordé la veille dans le communiqué officiel résumant les trois jours de travaux du congrès extraordinaire du M.P.L.A. Ce communiqué, lu sur les ondes de Radio-Luanda par M. Paulo Jorge, ministre des affaires étrangères, insiste notamment sur la nécessité d'intensifier le combat contre les tendances petites-bourgeoises qui se manifestent dans l'appareil du parti et du gouvernement. — (A.F.P., Reuters, U.P.I.)

## L'AVIATION RHODÉSIENNE EFFECTUE DE NOUVEAUX RAIDS SUR LE MOZAMBIQUE

Salisbury (A.F.P.). — Des bombardiers rhodésiens ont effectué de nouveaux raids sur le Mozambique contre des dépôts de munitions et de ravitaillement de guérilleros nationalistes, a annoncé ce lundi 11 décembre un communiqué militaire diffusé à Salisbury.

Tous les appareils rhodésiens ont regagné leurs bases, précise le communiqué, qui affirme que le haut commandement militaire avait reçu des informations selon lesquelles les guérilleros nationalistes avaient mis en place d'importantes forces militaires et avaient constitué d'énormes dépôts dans la région bombardée.

## En Argentine

### LES ENFANTS AUSSI DISPARAISSENT...

Une vingtaine d'enfants en bas âge ont disparu en Argentine depuis deux ans et demi. Il s'agit soit d'enfants enlevés en même temps que leurs parents par des commandos paramilitaires d'extrême droite, soit d'enfants qui sont nés en captivité, leur mère étant enceinte au moment de son enlèvement. Aucune information n'a pu, le plupart du temps, être obtenue sur leur sort.

Il semble que certains d'entre eux aient été adoptés, grâce à des documents falsifiés, par des familles de militaires ou de policiers, qui ne pouvaient pas eux-mêmes avoir d'enfants. D'autres ont été confiés anonymement à des orphelinats, d'où leurs parents légitimes ne parviennent pas à les faire sortir, quand ils ont la chance d'avoir pu les « localiser ».

Clara Anahi Mariano Mariani, née le 12 août 1978, Gabriel Natives Cevasco, né le 14 octobre 1976, et Paula Eva Logares, née le 10 juin 1976, ont ainsi disparu. Quinze femmes enceintes ont vraisemblablement accouché en captivité :

Mmes Beatriz Haydes Nouhaus de Martin, Liliana Graciela Castillo Barrios, Elena de la Guardia, Liliana Isabel Scuna de Gonzalez, Ana Maria Baravella, Monica Ramos de Luvalla, Stella Maria Monteseano de Oquendo, Liliana Beatriz Ceimil de Marizcurrena, Monica Susana Masri de Roggerons, Maria Claudia Garcia Irureta de Gelman, Maria Hilda Perez de Donda, Maria Cristina Courrou de Grandi, Gabriela Barquibareda, Monica Edith de Olaso et Ana Maria Lanclottio de Menna. La quasi-totalité des enlèvements ont eu lieu en 1978 ou 1977.

Les grands-mères des enfants enlevés ou nés en captivité avaient publié un encart publicitaire, dans le *Prrensa*, le 5 août dernier, dans lequel elles suppliaient les autorités ou les personnes qui avaient pu adopter leurs petits-enfants de les leur rendre. Elles n'ont pas été entendues jusqu'à présent. Un seul enfant a été remis, mort, à sa mère, Mme Laura Estela Carlotto, le 25 août dernier, dans un commissariat.

• Environ douze cents personnes ont assisté dimanche 10 décembre à Buenos-Aires à une messe célébrée à l'intention des deux religieuses françaises et des onze enfants argentins des droites de l'homme disparus depuis un an (le Monde du 14 décembre 1977). Sœur Alice Domon, six autres femmes et un homme ont été enlevés le 8 décembre 1977. Sœur Léonie Duquet, trois femmes et un homme ont subi le même sort deux jours plus tard. Une partie de l'assistance a quitté l'office dimanche quand le prédicateur a dénoncé le terrorisme d'extrême gauche. — (A. P.)

### Un journaliste français arrêté en Pologne serait inculpé de diffamation

M. Philippe Ries, journaliste français à la revue trotskiste Informations ouvrières, a été arrêté mercredi 6 décembre à Sokołowsk (près de Gdansk), alors qu'après avoir fait un reportage en Pologne il s'apprêtait à prendre un ferry-boat pour Copenhague. Il comptait ensuite regagner la France.

La détention de M. Ries a été confirmée de source officielle, mais les motifs de son arrestation n'ont pas été précisés. Au cours de perquisitions au domicile de représentants du KOR (Comité d'auto-défense sociale) et d'un syndicat libre, la police avait affirmé qu'il serait soupçonné d'espionnage. Néanmoins, l'un des animateurs du KOR, M. Jacek Kuron, a déclaré dimanche 10 décembre que l'on reprocherait à M. Ries d'avoir enfreint trois articles du code pénal polonais relatifs à la diffamation de l'Etat.

Ces articles prévoient des peines de prison de six mois à huit ans pour qui « insulte et humilie publiquement le peuple polonais, la République populaire de Pologne, son régime ou ses organes suprêmes », des peines jusqu'à trois ans de prison pour qui « diffuse des informations fausses si cela peut nuire sérieusement aux intérêts de l'Etat » ; enfin, des peines de un à dix ans de prison pour qui commet ces actes en utilisant du matériel imprimé ou d'autres moyens de communication de masse.

La rédaction d'Informations ouvrières, organe de l'O. C. I. (trotskiste lambertiste), sèbre et la plus vigoureuse protestation contre

l'attitude inqualifiable aux libertés de presse et d'information que constitue l'arrestation de Philippe Ries, journaliste professionnel, titulaire de la carte de presse n° 37391, et exerçant son métier au cours d'un reportage en Pologne.

Le Syndicat des journalistes français C.F.D.T. est intervenu auprès de l'ambassade de Pologne à Paris, en faveur de Philippe Ries.

Pour leur part, les journalistes français C.F.D.T. ont communiqué, « demandant au ministre des affaires étrangères d'obtenir l'élargissement de Philippe Ries ».

• Deux à trois mille personnes ont manifesté dimanche 10 décembre à Paris en oriant des slogans hostiles au régime vietnamien. Les participants, qui arboraient une banderole aux couleurs de l'ancien régime sud-vietnamien du général Thieu, ont réclamé un « Vietnam libre » et dénoncé les « communistes vietnamiens assassins ». Des délégations venues des Pays-Bas, de Grande-Bretagne et de Suisse ont participé à cette manifestation.

Le numéro du « Monde » daté 10-11 décembre 1978 a été tiré à 495.171 exemplaires.

**ALAIN TOURAIN**  
La voix de la jeunesse et de la culture